

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
Boston Library Consortium Member Libraries

<http://www.archive.org/details/causesclbres24gayo>

Liederer

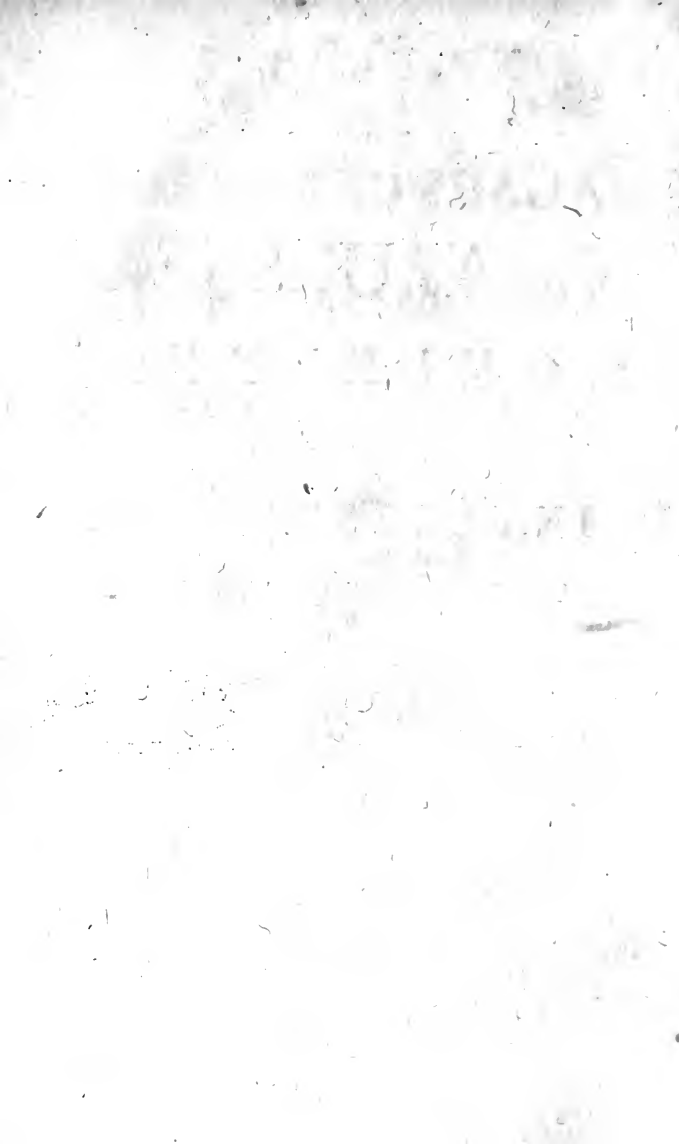


CAUSES
CÉLEBRES

E T

INTÉRESSANTES.

TOME VINGT-QUATRIÈME.



CONTINUATION
/ D E S
CAUSES CÉLEBRES
E T
INTÉRESSANTES,

Avec les Jugemens qui les ont décidées.

PAR MR. J. C. DE LA VILLE,

*Avocat au Parlement de Paris, & Associé de
l'Académie royale des Belles-Lettres de Caën.*

T O M E II.

N O U V E L L E É D I T I O N.



A AMSTERDAM, & se vend A LIEGE,

Chez { J. F. BASSOMPIERRE, Libraire.
VAN DEN BERGHEN, Lib. à Bruxelles.

M. D C C. L X X V.

THE AMERICAN PEOPLE

IN THE YEAR 1875

BY J. M. HARRIS

NEW YORK

1875



AVERTISSEMENT.

JE m'étois proposé, lorsque je formai le dessein de m'occuper du travail du premier volume de cette Continuation, de n'y employer que celles des Causes célèbres jugées depuis 1650, qui m'auroient paru les plus dignes d'être rendues publiques sous ce titre.

L'appréhension de mettre plus difficilement la main sur les mémoires d'une date supérieure, fut la raison qui me décida alors.

Mais les facilités que j'ai trouvées depuis à me procurer ceux des deux premières Causes qui composent ce second volume, l'importance de ces deux mêmes Causes qui ont été

ij *AVERTISSEMENT.*

plaidées dans le commencement du siècle dernier, & l'idée de singularité qu'elles offrent, m'ont disposé à changer d'avis, & fait, effectivement, revenir sur mes pas. En conséquence je les présente au Public.

Puissent-elles mériter son approbation par la réunion du clair, du précis, du curieux, de l'instructif, du solide, de l'utile enfin & de l'agréable !





T A B L E

D E S C A U S E S

C O N T E N U E S

DANS CE SECOND VOLUME:

I. CAUSE d'entre la veuve du Cardinal
de Châtillon, Archevêque de Tou-
louse & Evêque de Beauvais, &c.

*Et les héritiers de ce Cardinal, Arche-
vêque & Evêque,* page I

II. CAUSE d'entre Claude de Pehu,
Ecuyer, Sieur de la Motte;

*L'Archevêque, les Doyen, Chanoines &
Chapitre de Rouen;*

*Et la veuve & la fille de M. le Baron
de Montmorenci-Hallot,* 120

III. CAUSE d'entre Renée de Villeneu-
ve, Demoiselle, Dame de Boisgrolleau,
née onze mois après la mort du mari de
sa mere;

iv . T A B L E.

*Et les habiles à se dire héritiers du mari
de la mere de ce posthume , 291*

IV. CAUSE d'entre les héritiers des Ducs
d'Hallewin ,

Et un parent de ces mêmes Ducs , 342

Fin de la Table.



CONTINUATION
DES
CAUSES CÉLEBRES
ET INTÉRESSANTES;

Avec les Jugemens qui les ont décidées.

C A U S E

D'ENTRE *Isabelle* de HAUTTE-VILLE, 10 Juin
Dame de Loré, se disant la veuve de 1606.
Messire *Odet* de COLIGNI, Cardinal, Parle-
Diacre, du titre de Saint-Adrien, dit ment de
le Cardinal de Châtillon, Archevêque de Paris,
Toulouse, Evêque, Comte de Beauvais, Chambre
& Pair de France, Abbé des Abbayes de l'Edit.
de S. Lucien-de-Beauvais, S. Germer,
Fontaine-Jean, S. Jean, Vauluisant,
S. Bénigne, Kimperlai, Ste. Euverte,
S. Epvre, S. Benoît-sur-Loire, Ferrie-
res, Conches & Belle-Perche; & Prieur
des Prieurés de S. Etienne de Beaune &
du Frenai; demanderesse & défenderesse.
Tome II. A

Et Marguerite d'AILLI, veuve de François de COLIGNI, au nom & comme Tutrice de leurs enfants mineurs, héritiers de leur pere, & par représentation de lui, du feu Cardinal de Châtillon leur oncle; défenderesse & demanderesse.

CETTE Cause présente un tableau serré d'événements extraordinaires.

Comme ils tiennent à l'Histoire de la Nation, on a cru qu'ils pouvoient figurer parmi beaucoup d'autres faits qui ne sont peut-être pas aussi dignes de sa majesté. Voilà ce qui a déterminé à les rendre publiques.

Odet de Coligni, fils de Gaspard de Coligni de Châtillon & de Louise de Montmorenci, en est le héros.

Il naquit à Châtillon-sur-Loing le 10 Juillet de l'année 1515. Il eut trois freres, *Pierre*, (c'étoit l'ainé,) *Gaspard*, (c'étoit le fameux Amiral) & *François*.

La noblesse de sa Maison remonte jusques aux siècles les plus reculés, & se perd dans la nuit des temps.

On destina de bonne heure à l'état Ecclésiastique *Odet de Coligni*. Les 6 Mars & 16 Août 1530, il fut pourvu des Prieurés de Beaune & du Frenai. Le 4 Novembre 1533, *Clément VIII* lui donna le Chapeau de Cardinal, (du titre des Saints *Serge & Bache*.) Le 21 Avril 1534, il fut nommé administrateur de l'Archevêché de Tou-

louse, devenu vacant par la mort de *Gabriel* de Grammont. Le 6 Septembre suivant, il fut ordonné *Diacre*.

Il assista à peu près dans le même temps à l'élection de *Farneze*, porté sur le Saint Siege sous le nom de *Paul III*. On lit dans un Bref du 7 Novembre suivant, que ce même Pape lui ordonna de retourner en France, *comme lui pouvant être utile & servir au Saint Siege Apostolique davantage qu'il n'eût fait en demeurant au Consistoire de Rome*.

Le décès de *Charles* de Villers-l'Isle-Adam, *Evêque* de Beauvais, ayant fait vaquer ce bénéfice, le Cardinal de Châtillon en fut pourvu, sur la nomination du Roi, par des Bulles du 20 Octobre 1535.

Ce Prélat avoit alors vingt ans, trois mois & dix jours.

Il prit aussi-tôt possession de son Evêché, fit son entrée solennelle dans la Ville de Beauvais, & le 13 Janvier 1536 prêta serment de fidélité au Roi. Il fut reçu au Parlement en qualité d'*Evêque* de Beauvais, à cause de la *Pairie* de France attachée à son Evêché, & il conserva néanmoins avec l'*Archevêché* de Toulouse l'*Evêché* de Beauvais.

En 1537, le Roi lui donna l'*Abbaye* de Saint-Lucien. On lit dans les Registres du Parlement, que, le 10 Décembre 1538, le Cardinal de Châtillon siégea, comme *Pair* de France, au Lit de Justice tenu ce jour-là.

En 1544, ce Cardinal qui venoit d'être avantagé par sa mere de la donation de plusieurs biens mobiliers & immobiliers, céda aux deux freres qui lui restoient (car *Pierre* de Coligni étoit décédé) la part qu'il devoit prendre dans les successions de ses pere & mere, & de *Pierre* de Coligni son frere.

Le 25 Février 1548, *Paul III* changea son titre de Cardinal des Saints *Serge & Bache*, en celui de Saint *Adrien*. Le 10 Juin de la même année il assista au couronnement de la Reine *Catherine* de Médicis, & le mois suivant, c'est-à-dire, le 10 Juillet, il fut du nombre des *Pairs* Ecclésiastiques qui siégerent dans le Lit de Justice tenu par Henri II.

Peu après, il obtint l'*Abbaye* de Fontaine-Jean.

Paul III étant tombé malade de la maladie dont il mourut le 10 Novembre 1549, (suivant la maniere de dater alors à Rome) le Cardinal de Châtillon s'y rendit aussitôt pour l'élection de son Successeur.

Monti devenu Pape, le 8 Février 1550, sous le nom de *Jules III*, renvoya en France l'*Archevêque* de Toulouse. Il l'avoit comblé de graces & de bienfaits à Rome.

Lorsque ce Cardinal arriva en France, il fut pourvu des *Abbayes* de S. Jean-les-Sens & de S. Germer. En 1551 & 1552, il siégea, comme *Evêque* de Beauvais, aux Lits de Justice qui furent tenus ces années-là.

Peu après, le Roi lui ayant donné les *Abbayes* de Kimperlai & de S. Bénigne à Dijon, il se démit, en faveur du Cardinal *Antoine* Sanguin, de l'*Archevêché* de Toulouse & de l'*Abbaye* de Vauluisant: & l'Amiral de Coligni ayant été fait prisonnier de guerre, le Cardinal son frere fut chargé par le Roi, le 20 Octobre 1556, de la régie de ses biens.

Il siégea aux Etats généraux tenus l'année suivante, & le 17 Mai 1559 il fit cession, remise & don à ses freres des biens qui faisoient l'objet de la donation dont sa mere l'avoit gratifié en 1544.

Le 13 Juillet de la même année, on le vit assister à l'inhumation du cœur du Roi, & y tenir le rang de *Pair Ecclésiastique Evêque* de Beauvais. Le 15 du mois d'Août suivant, il obtint du Roi le privilège de représenter Sa Majesté dans la nomination des bénéfices de son Diocèse qui vaqueroient en *regale*. Enfin, l'*Archevêché* de Toulouse & l'*Abbaye* de Vauluisant, dont il s'étoit démis en faveur du Cardinal Sanguin, étant devenus vacants le . . . par le décès de ce Prélat, le Cardinal de Châtillon s'en mit aussi-tôt en possession.

Le Pape lui ordonna bien d'opter entre l'*Archevêché* de Toulouse & l'*Evêché* de Beauvais, mais ce fut en vain. Ce Cardinal, contre le gré du Pape & du Roi qui s'étoient accordés pour faire tomber cet *Archevêché* au Cardinal d'Armagnac, fut

néanmoins s'y maintenir, & dans son *Evêché* tout-à-la-fois. Il fit plus. Non-seulement il rendit inutiles les Bulles (a) que le Cardinal d'Armagnac avoit obtenues de l'*Archevêché* de Toulouse, il eut encore l'adresse de faire approuver par le Roi ses regrets sur cet *Archevêché* & l'*Abbaye* de *Vauluisant*. Il parvint même à s'y faire nommer une seconde fois par le Roi, les 26 Novembre 1559, & 27 Avril 1562, en tant que besoin seroit.

Dans le même temps, *Catherine* de Médicis, mere de *Charles IX*, permit aux Chefs des Huguenots d'avoir des conférences publiques avec les Catholiques. Ces conférences qui se tinrent à Poissi le 9 Septembre 1561, sont connues sous le nom de *Colloques de Poissi*.

Théodore de Beze y portoit ordinairement la parole pour les Huguenots, & le Roi honora ces assemblées de sa présence.

Il étoit accompagné de la Reine sa mere, du Duc d'Orléans, & de *Marguerite* de France, ses frere & sœur. Des Princes de son sang, des grands Officiers de la Couronne & des Ministres d'Etat. Du Cardinal de Châtillon, de quatre autres Cardinaux, de quarante Evêques, de plusieurs Docteurs, & de douze Ministres de la Religion nouvelle.

(a) Au moins, quant au temporel. Car le Cardinal d'Armagnac fut chargé de l'administration du spirituel de cet *Archevêché* pour le Cardinal de Châtillon.

On n'entreprendra pas de décider si ce fut conviction ou non chez le Cardinal de Châtillon, & s'il fut véritablement entraîné par la force des raisonnements de *Théodore* de Beze ; ou plutôt, si les conjonctures dans lesquelles il se trouvoit, le déterminèrent. Ce qu'il y a de certain, c'est que fort peu de temps après les *Colloques* de Poissi, il commença à vivre familièrement avec les Huguenots, & à les recevoir chez lui. Il quitta même l'habit Ecclésiastique. Il ne donna plus les Cures de ses Diocèses qu'aux *Huguenots* ; enfin, il embrassa leurs opinions, fit publiquement la Cene dans son Palais Episcopal à Beauvais, & se déclara leur *Patriarche* en France.

Médicis remplissoit alors la Chaire de S. Pierre à Rome, sous le nom de *Pie IV.* Bientôt informé du parti pris par le Cardinal de Châtillon, & du scandale que sa conduite opéroit dans l'Eglise, il ordonna aussitôt une information pour laquelle il commit plusieurs Cardinaux Inquisiteurs.

Le rapport de ces Commissaires ne fut pas favorable à l'*Evêque* de Beauvais. Il paroissoit prévenu d'avoir, 1°. dit que jusqu'alors l'Eglise avoit erré ; 2°. favorisé & protégé ouvertement les Huguenots ; 3°. quitté les habits Ecclésiastiques avec les marques de la dignité de Cardinal ; 4°. fait une profession publique de la secte des Huguenots ; 5°. s'être déclaré & être encore leur général.

Cité à Rome pour répondre sur tous ces chefs, le Cardinal de Châtillon dédaigna d'y comparoître, & il fut excommunié.

Le Pape, à la tête de vingt-trois Cardinaux, le condamna par contumace. Il prononça la confiscation de ses biens présents & à venir, & la privation de tous ses offices, de la dignité du *Cardinalat* & de tous les honneurs, privileges & droits y attachés. Il le déclara *Huguenot*, *apostat*, & déchu même du privilege clérical. Il déclara l'*Archevêché* de Toulouse, l'*Evêché* de Beauvais, & tous les autres bénéfices de ce Cardinal vacants & impétrables, & lui-même incapable & inhabile à en posséder aucuns par la suite. Enfin, il ordonna à tous les fideles de Jesus-Christ de courir *sus* le Cardinal de Châtillon, de l'arrêter *omni meliori modo*, & de le remettre entre les mains de la Justice, pour qu'il fût châtié *omni meliori modo & figurâ*.

Cette sentence Papale, rendue en plein Consistoire, est du 31 Mars 1563. (a)

Le bruit de ce jugement avoit précédé son envoi en France, & avoit extraordinairement mortifié le Cardinal de Châtillon qui n'avoit pas tardé à en être instruit..

Jusqu'alors il avoit fait si peu de cas du *Cardinalat* & même de sa qualité d'*Evêque*, que rougissant des habillements de ces

(a) On y lit que Pie IV. avoit, sur toutes choses, Dieu en vue quand il la prononça. Lire cette Bulle entiere à la fin de la cause.

dignités, il les avoit quittés & n'en avoit conservé aucunes marques.

Mais la sentence du 31 Mars 1563 ne fut pas plutôt venue à sa connoissance, qu'il se sentit atteint d'un violent desir de rester *Cardinal* & *Archevêque* malgré le Pape & toute sa Cour.

Il reprit aussi-tôt les habits de son état; & les Registres du Parlement de Normandie font foi, qu'au mois d'Août 1563 il assista, en qualité de *Cardinal* & de *Pair* de France, *Evêque* de Beauvais, au Lit de Justice que *Charles IX.* tint à Rouen lorsqu'il y fit enrégistrer l'Edit déclaratif de sa majorité.

Il parut bien qu'en se revêtissant de ses habits naturels, l'*Evêque* de Beauvais avoit cherché seulement à braver le Pape & son Consistoire; car bientôt après il s'occupa sérieusement du projet de se marier.

La Duchesse de Savoie avoit alors auprès d'elle une Demoiselle d'une excellente beauté. C'étoit *Isabelle* de Haute-Ville.

Cette Demoiselle, fille de *Samson*, l'un des meilleurs Gentilshommes de la Province de Normandie, & de *Marguerite* de Loré, avoit été placée par son pere auprès de la Duchesse de Savoie dès l'âge de quinze ans, & elle atteignoit sa vingtième année.

Or, ce fut avec cette Demoiselle, élevée dans les principes de la Religion prétendue Réformée, que le Cardinal de Châtillon résolut d'exécuter ses projets de mariage.

Depuis long-temps il étoit fort épris de ses charmes, & comme il lui témoignoit une tendresse à laquelle elle ne paroïssoit point insensible, les ennemis de sa gloire avoient pris droit d'en conclure que leur conduite n'étoit pas exempte de reproches.

Pour procéder avec ordre & bienséance dans une affaire de cette nature le Cardinal fit une demande, en regle, à la Duchesse (a) de Savoie, de Mademoiselle de Haute-Ville pour sa femme. De son côté cette Princesse eut ce mariage pour si agréable, qu'elle l'approuva par différentes lettres particulieres. Elle ne s'en tint pas là. Elle déclara hautement *que de toutes les filles de bonne maison qu'elle avoit nourries à sa Cour, Mademoiselle de Haute-Ville seroit celle qui auroit toujours la première part à ses bonnes grâces & à ses faveurs.* Elle la décora du titre de sa Dame d'honneur, & nomma, pour la remplacer, une de ses sœurs qu'elle fit venir à sa Cour.

Muni de l'agrément de la Duchesse, le Cardinal de Châtillon pressa la conclusion de son mariage. De concert avec sa future épouse, ses parents & ses freres à lui-même, le jour de la passation du contrat de mariage & de sa célébration fut fixé au premier Décembre 1564.

Ce jour-là même, avant la cérémonie,

(a) *Marguerite de France, fille de François I, & de Claude de France. Elle avoit été mariée à Philibert, Duc de Savoie.*

il fut fait deux actes très-importants, 1°. entre le Cardinal d'une part, & *Gaspard & François* de Coligni ses freres, d'autre part. 2°. Entre le même Cardinal d'une part, & *Isabelle* de Haute-Ville, sa future épouse, d'autre part.

Par le premier passé à Châtillon-sur-Loing, le Cardinal transigea avec ses freres sur des objets étrangers à la cause. Le second étoit le contrat civil de son mariage avec Mademoiselle de Haute-Ville. Il fut fait suivant la coutume de *Montargis* qui régit Châtillon-sur-Loing.

D'abord ces deux époux devoient être *communs* en biens. Le survivant, au cas qu'il n'y eût point d'enfants du futur mariage, devoit prendre tous les meubles & acquets pour jouir de la moitié en toute propriété, & de l'autre moitié en usufruit. Le douaire, en cas de prédécès du Cardinal, devoit être confus dans l'avantage fait à *Isabelle* par ces articles.

Il étoit dit ensuite que ne pouvant les parties, pour certaines causes de présent, passer ces traités & accords en forme plus solennelle, elles avoient avisé cependant de rédiger ces articles signés de leur seing, & scellés de leur sceau, pour faire foi à la postérité de leurs conventions, & afin que quand, par la mort de l'un d'eux, viendrait la dissolution de leur mariage, il fût tenu avoir été légitimement fait.

Le Cardinal & ses deux freres, *Isabelle* & ses pere & mere, leurs amis enfin, signe-

rent ce contrat, & le scellerent du sceau de leurs armes.

Tout étant ainsi conclu, à l'instant l'illustissime *Odet* de Coligni, *Cardinal Dia-*
cre de la Sainte Eglise Romaine, *Arche-*
vêque de Toulouse, *Evêque* & Comte de
Beauvais, *Pair* de France, titulaire de
treize *Abbayes* & de deux *Prieurés*, le
Cardinal de Châtillon enfin, vêtu de la *sou-*
tane & de la *calotte* rouges, épousa (a)
publiquement Mademoiselle de Haute-
Ville.

Pierre Melet, Ministre de la Religion
prétendue Réformée & le principal de cette
cérémonie, reçut leur foi mutuelle, en pré-
sence d'un grand nombre d'autres Minis-
tres, des freres du Cardinal, des pere &
mere de Mademoiselle de Haute-Ville &
d'une quantité étonnante de gens de la plus
grande distinction.

Le Cardinal étoit alors âgé de quarante-
neuf ans, quatre mois & vingt-un jours.
Mademoiselle de Haute-Ville avoit seu-
lement vingt ans, deux mois & trois jours,
étant née le 28 Septembre 1543.

(a) Dans le même temps, à peu près, *Jacques Spi-*
fame, ci-devant Conseiller au Parlement de Paris, puis
Evêque de Nevers en 1547, enfin reçu au Parlement
Maitre des requêtes le 18 Décembre 1556, s'étoit fait
Calviniste. Il s'étoit retiré à Geneve, & y avoit épousé
publiquement *Catherine Gasperne*, veuve de *Martin*
le Gresse, Procureur au Parlement de Paris.

L'inquiétude du génie de cet Evêque *Apostat* le fit
redouter des Républicains qui lui avoient donné l'asyle.
Ils le condamnerent à avoir la tête tranchée, ce qui
fut exécuté à Geneve le 25 Mars 1566.

Ces noces furent célébrées avec la plus grande magnificence.

Après une démarche de cette nature, l'*Evêque* de Beauvais ne se contraignit plus. Il quitta une seconde fois les marques extérieures, avec les noms d'*Archevêque*, d'*Evêque* & de *Cardinal*. Il se fit appeller le *Comte de Beauvais*. Il vécut publiquement dans la société de ses deux freres avec Mademoiselle de Haute-Ville comme si elle eût été sa femme légitime. Il embrassa sans retour les intérêts du Prince de Condé & des Huguenots : & comme un égarement en entraîne toujours d'autres à sa suite, il eut le malheur d'oublier la fidélité qu'il devoit à son Prince. Il prit les armes contre le Roi, & il combattit contre ses troupes à la bataille qui se donna près S. Denis en France, le 10 Novembre 1568.

Le Roi ayant envoyé le 15 Décembre suivant des ordres précis au Parlement de faire le procès aux rebelles qui avoient pris les armes; Monsieur Bourdin, Procureur-Général, rendit plainte tant contre Monsieur le Prince de Condé, que contre le Cardinal de Châtillon.

Il accusa ce dernier de *rebellion*, de *félonnie*, de *crime de leze-majesté divine & humaine au premier chef*. Il fit informer contre lui, & procura qu'il fût décrété de prise de corps par un arrêt du Parlement du 24 Décembre 1568, conçu en ces termes.

Vu par la Cour, toutes les (a) Chambres assemblées, les informations faites à la requête du Procureur-Général du Roi à l'encontre du Cardinal de Châtillon, Pair de France, Evêque & Comte de Beauvais, conclusions dudit Procureur-Général du Roi, & tout considéré.

La Cour a ordonné & ordonne que ledit Cardinal sera pris au corps & amené prisonnier sous bonne & sûre garde ès prisons de la conciergerie du palais à Paris, pour ester à droit. (Et s'il ne peut être pris au corps, sera ajourné à trois briefts jours, à son de trompe & cri public en la Cour sur peine de Bannissement de ce Royaume, confiscation de ses biens, & d'être atteint & convaincu des cas à lui imposés) répondre audit Procureur-Général aux fins & conclusions qu'il veut contre lui prendre, & procéder en outre comme de raison & d'être déchu du possessoire de ses bénéfices. Et seront tous & uns chacuns de ses biens meubles saisis & à l'instant vendus au plus offrant & dernier enchérisseur; & ses biens patrimoniaux & revenus de son temporel saisis & mis dans les mains du Roi & Commissaires y établis; & les deniers qui proviendront des meubles & revenus des immeubles & temporels, seront mis ès mains des receveurs ordinaires du Roi sur les lieux pour être employés aux nécessités de la guerre contre les rebelles qui portent les armes contre le Roi.

(a) *N.B.* Les Pairs n'avoient été ni assemblés, ni convoqués, quoiqu'il s'agit alors de la cause d'un Pair.

Ordonne la Cour que l'exécution de son présent arrêt sera faite en la plus prochaine ville, bourg ou bourgade par le premier des Juges Royaux, leurs Lieutenants, Huissiers, chacun d'eux sur ce requis, par vertu de l'extrait d'icelui.

Signé, de Thou, du Drac.

Le Cardinal comprit qu'il n'y avoit pas de sûreté pour lui, s'il restoit plus longtemps en France. Il se déguisa en matelot, prit la fuite, & passa en Angleterre. Il y emmenoit, à la vérité, sa femme, mais il laissoit en France des bénéfices qui lui produisoient un revenu de 370000 livres. Il eut le rare bonheur de n'en pas perdre les fruits.

Son évasion ayant rendu impraticable le décret de prise de corps décerné contre lui, il fut ajourné à son de trompe & cri public de trois jours en trois jours par trois fois. A chacune de ces trois fois, Monsieur le Procureur-Général pris au greffe un défaut contre lui.

En conséquence le 11 Mars 1569, le Parlement, toutes les Chambres (a) assemblées, rendit l'arrêt suivant.

Il sera dit que les défauts ont été bien & duement obtenus. Et par vertu d'iceux, ladite Cour a adjugé & adjuge audit Pro-

(a) N. B. Les Pairs ne furent pas encore plus convoqués ni assemblés pour juger le Cardinal de Châtillon, le 11 Mars 1569, qu'ils ne l'avoient été lorsqu'il fut qu'estion de le décréter de prise de corps le 24 Décembre 1568.

cureur-Général le profit, c'est à savoir pour le regard du cas privilégié, qu'elle a déclaré & déclare (ledit Cardinal de Châtillon) rebelle & criminel de leze-majesté, au premier chef, l'a privé & prive de tous honneurs, états, offices & dignités qu'il tient du Roi, ensemble de la dignité de patrie, fruits & possessions de tous ses bénéfices. L'a condamné en la somme de 2000000 livres d'amende envers le Roi : & pour le regard du délit commun, l'a rendu & le rend à ses supérieurs, pour lui faire & parfaire son procès ainsi que de raison.

Prononcé à la barre de la Cour, le 19 Mars 1569. Signé, Malon.

Ce dernier arrêt ayant fait mettre en question quel étoit le supérieur Ecclésiastique de l'Evêque de Beauvais, un autre arrêt du 17 du même mois la décida en ces termes :

La Cour, pour maintenir les libertés de l'Eglise Gallicane qui a toujours été défendue par le Roi, & ses prédécesseurs Rois Très-Chrétiens, au vu & au su des Saints Peres, Papes de Rome, qui pour le temps ont été; a arrêté qu'elle a entendu & entend, que le supérieur auquel Messire Odet de Coligni, Cardinal de Châtillon, Evêque de Beauvais, est rendu, pour lui faire son procès sur le délit commun, est l'Archevêque de Rheims, & supérieur Métropolitain duquel l'Evêque de Beauvais est suffragant; pour par ledit Archevêque de Rheims, appelés ses autres suffragants Evêques,

ques, s'ils se trouvent en nombre, sinon par les Evêques circonvoisins, être fait le procès audit Cardinal de Châtillon, sur le délit commun, selon les décrets & constitutions Canoniques; sans que ledit Cardinal de Châtillon, Evêque de Beauvais, puisse être traîné & tiré hors du Royaume. Sauf en toutes choses l'honneur & la révérence dus à notre Saint Pere le Pape & au Saint Siege Apostolique.

On ne lit en aucun endroit que cet arrêt ait plus reçu son exécution que celui du 11 du même mois.

Le Parlement, qui vouloit apparemment juger les principes de la matiere par ses arrêts contre le Cardinal de Châtillon, ne s'en tint pas à ce qu'il avoit fait. Le 23 du même mois il rendit un nouvel arrêt qui eût dû porter au Prélat les derniers coups.

La Cour, oui le Procureur-Général du Roi, ce requérant, a ordonné & ordonne qu'en exécutant l'arrêt donné à l'encontre de Odet de Coligni, prononcé le 15 (a) de ce mois, ses armoiries, en quelques lieux qu'elles fussent mises & apposées, seront arrachées & ôtées en la présence des Juges ordinaires des lieux, dont ils feront leurs Procès-Verbaux, qu'ils enverront incontinent par devers le greffe criminel de ladite Cour, pour y être enrégistrés. Et sera

(a) Cette date du 15 se trouve, à la vérité, sur les Registres du Parlement. Mais il est sensible que c'est un vice du copiste qui a transcrit la minute de l'arrêt sur le Registre. Il faut donc suppléer celle du 11, qui est la seule véritable de l'arrêt en question.

l'exécution du présent arrêt faite par vertu de l'extrait d'icelui.

Si on avoit ainsi traité à son départ de France le Cardinal de Châtillon, il recevoit, en revanche, à son arrivée en Angleterre, un accueil bien différent.

Elisabeth n'avoit rien oublié de ce qui pouvoit charmer les déplaisirs de l'illustre malheureux à qui elle avoit accordé un asyle dans son Royaume. Comblé des bienfaits de la Reine, il commençoit à se consoler en Angleterre des malheurs qui l'avoient chassé de France. Il songeoit même à s'y fixer & à y mériter de nouvelles graces de la Reine.

Cependant si cette Princesse avoit reçu l'*Archevêque* de Toulouse comme un homme de sa qualité pouvoit l'attendre, elle n'avoit assigné néanmoins aucun rang dans sa Cour à Mademoiselle de Haute-Ville.

Cette Dame ne vit pas sans douleur le peu de cas que la Reine paroissoit faire d'elle. Elle s'en plaignit hautement comme d'un affront fait à la femme du Comte de Beauvais, d'un *Pair* de France à qui l'on devoit en *Angleterre* les honneurs attribués en *France* aux Duchesses. Le Cardinal en parla à la Reine, qui lui promit de faire examiner la prétention de Mademoiselle de Haute-Ville, mais qui ne se pressa pas. Dans le vrai sa politique lui persuadoit qu'elle ne devoit prononcer ni affirmativement, ni négativement.

Mademoiselle de Haute-Ville suppor-

tant impatiemment les lenteurs que la Reine oppoſoit à ſon empreſſement réitéra ſes plaintes, & fit parler à cette Princeſſe. Le Cardinal également ſenſible à la douleur de ſa femme, & fatigué par ſes importunités, revint lui-même à la charge, & appuya la demande de Madame la Comteſſe de Beauvais avec plus de force encore qu'auparavant.

On ignore quelle fut la cauſe du peu de ſuccès du Cardinal de Châtillon. Seulement l'on ſçait qu'*Elisabeth* ſe ſentant trop preſſée par le mari d'*Iſabelle* de Haute-Ville, lui dit : *Vous avez raiſon, Monsieur le Cardinal, je veux vous faire juſtice. Je vais faire écrire à mon frere le Roi de France, pour qu'il m'informe des honneurs qu'il accorde chez lui aux femmes des Cardinaux.*

Ce ridicule jetté par la Reine dans ſa réponſe au Cardinal, abattit plus l'ame de ce Prélat que tous les revers enſemble qu'il avoit eſſuyés. Il ſentit quelque honte à reſter plus long-temps dans une Cour devant laquelle il avoit reçu un auſſi cruel affront, & il fit ſolliciter auprès du Roi la permiſſion de repaſſer en France.

Il ſembla alors que tout concourût à ſes deſſeins, car dans le même temps ſon frere & une tante, qui diſpoſoient depuis long-temps les affaires à un accommodement, l'y rappelloient.

Le Cardinal partit donc le 14 Février 1571. Il ramenoit avec lui ſa femme qui

n'avoit pas peu contribué à procurer ce retour. Mais il n'eut pas la consolation d'arriver en France. Il n'étoit encore qu'à quatre lieues de Cantorbery, qu'il fut atteint d'un besoin pressant de manger. Il s'arrêta à *Hampton* pour y prendre quelque nourriture. Il s'y mit à table avec Mademoiselle de Haute-Ville, & on les servit. Le Cardinal mangea avec avidité, & avoit peine à calmer la faim qui le dévorait. *Vuillin* (a) son valet-de-chambre lui présenta au dessert des pommes qu'il mangea avec plaisir.

Une de ces pommes étoit apprêtée. C'étoit la dernière. Le Cardinal aimoit ce fruit, il voulut encore la manger.

Mais l'effet du poison fut si subtil, que le mari d'*Isabelle* de Haute-Ville expira à ses yeux sans avoir même achevé la fatale pomme.

Ainsi périt le Cardinal de Châtillon à l'âge de 55 ans, 7 mois & 4 jours. Il étoit *Cardinal* depuis 38 ans & 4 jours. *Diacre*, depuis 36 ans, 5 mois & 26 jours. Il avoit été *Archevêque* de Toulouse pendant 36 ans, 9 mois & 23 jours, *Evêque* de Beauvais pendant 32 ans, 4 mois & 24 jours, & il avoit vécu comme marié avec Mademoiselle de Haute-Ville, pendant 6 ans, 2 mois & 13 jours.

Monsieur de Thou a dit de ce Prélat

(a) Il fut depuis arrêté à la Rochelle où il faisoit le métier d'espion, & pendu. Avant l'exécution, il s'avoua l'auteur de la mort du Cardinal de Châtillon.

qu'il avoit l'esprit grand, la judiciaire excellente, & qu'il étoit plein de courage, de candeur, d'équité & de bonne foi.

Un Auteur moderne le dépeint comme un homme pénétrant, doux, insinuant, courtisan, délié & un excellent négociateur.

Quoi qu'il en soit, il avoit été l'homme à la mode dans son siècle. Beaucoup d'écrivains du temps lui ont adressé les productions de leur plume. Le fameux *François Rabelais* qui se connoissoit en hommes & en mérite, lui dédia les 4^e. & 5^e. livres de son *Pantagruel*. L'épître dédicatoire est du 28 Janvier 1552.

L'Amiral de Coligni, frere du Cardinal, accepta sa succession par *bénéfice d'inventaire*. Il fit inventorier ce qui pouvoit la composer. Les meubles seuls & différents titres de créances sur différents particuliers composèrent un capital de 120000 livres.

François de Coligni d'Andelot ne prit pas de qualité, & *Isabelle* de Haute-Ville se hâta de repasser en France. Elle vouloit veiller à ses intérêts dans la succession du Cardinal, en qualité de sa veuve & aux termes de leur contrat de mariage du 1^{er}. Décembre 1564.

L'Amiral transigea avec elle. Leurs conventions furent signées à Châtillon-sur-Loing, devant *Guillaume* le Breton, Notaire Royal à Montargis, & témoins, le 23 Avril 1572. En voici l'intitulé :

Furent présents en leurs personnes, haut & puissant Seigneur, Monseigneur Gas-

pard, Comte de Coligni, *Amiral de France*, *Conseiller du Roi en son privé Conseil*, *héritier sous bénéfice d'inventaire de feu Monseigneur le Cardinal de Châtillon son frere*, d'une part ; & *Dame Isabelle de Haute-Ville, Dame de Loré*, d'autre part.

On y lit que pour raison de la part que *Madame de Loré* disoit & prétendoit lui appartenir ès biens meubles & immeubles, noms, raisons, actions, dettes & créances demeurées par le trépas du défunt *Seigneur Cardinal de Châtillon*, & pour éviter les différends qui pourroient naître à ce sujet, nourrir paix & amitié entr'eux, elle avoit transigé avec l'*Amiral de Coligni* qui, pour tout ce que dessus, lui avoit fait bailler la somme de 19572 livres 9 sols 3 deniers, à quoi se montoit la moitié des meubles, noms, raisons & actions appartenants à la succession, sans en ce comprendre les fraix de l'exécution testamentaire & autres fraix, tant pour la confection d'inventaire des immeubles, qu'autres dettes & fraix compris en certain état signé de la main des parties, dont l'*Amiral* se chargeoit d'acquitter la *Dame de Loré*, & qu'elle avoit reçu cette somme tant en argent qu'en meubles de la même succession, suivant l'appréciation qu'ils en avoient faite entr'eux, en la forme contenue en l'état susdit, s'en étoit déclarée contente, & en avoit donné quittance à l'*Amiral*, ainsi que de toutes les autres parts, portions & autres droits qu'elle pouvoit prétendre aux mêmes biens, soit

meubles & immeubles, dettes & crédits, quelque part qu'ils fussent situés & trouvés.

Cette transaction fut faite, à la charge par Madame de Loré, 1°. *d'entrer pour moitié dans le paiement des dettes du Cardinal qui se manifesteroient par la suite, autres que celles acquittées par l'Amiral.* Et au cas qu'il payât, de l'acquitter & garantir des paiements qu'il pourroit avoir faits : 2°. *que au cas qu'il (l'Amiral) seroit exclus par des héritiers purs & simples de la succession du Cardinal, elle (Madame de Loré) lui restitueroit les 19572 livres 9 s. 3 den. qu'il venoit de lui payer; pour-quoi elle obligeoit tous ses biens présents & à venir, & notamment sa terre de Loré.*

Cet acte fut suivi d'un second, passé à l'instant, entre les mêmes personnes, dans le même lieu, & devant les mêmes Notaire & témoins.

L'Amiral de Coligni s'y obligeoit, pour quelque chose à ce le mouvante, à faire à la Dame de Loré, telle part & portion des dettes alors dues à la succession du défunt Cardinal de Châtillon, (incontinent & à mesure qu'il les pourroit recouvrer,) qu'elle en seroit contente, ainsi qu'elle l'avoit été des meubles de la même succession. Le tout aux mêmes charges, clauses & conditions portées en l'acte du même jour.

Ainsi la veuve du Cardinal de Châtillon, âgée seulement alors de 28 ans, 6 mois & 25 jours, avoit une fortune capable de lui procurer une subsistance aisée.

Car sans parler de ce qu'elle venoit de recueillir de la succession du Cardinal, elle avoit encore une quantité de vaisselle d'argent, de bagues, de bijoux & d'autres meubles précieux, pouvant bien valoir 50000 livres, & qui réunis avec les 19572 livres 9 sols 3 den. dont on vient de parler, formoient un total de 69572 livres 9 sols 3 deniers. Elle étoit de plus propriétaire de la terre de *Loré*, & d'autres biens patrimoniaux, à quoi l'on pouvoit ajouter les graces de la Duchesse de Savoie.

Mais, dans ce même temps, elle recevoit chez elle deux hommes singulièrement aimables.

Ils étoient freres.

L'ainé, étoit *Jean Titon* de Gressai, & le cadet *Urbain Titon* de Sacé.

Madame de Loré, en qui le mariage avoit fait développer un fond de tendresse qui l'étonnoit elle-même, se sentit d'abord du penchant à rendre justice au mérite de ces deux freres. Elle les trouva ensuite l'un & l'autre fort à son gré. Mais semblable à la *Philis* de *Ciro*, qui n'avoit pu parvenir à décider lequel, de deux hommes qu'elle aimoit, avoit obtenu dans son cœur la préférence sur l'autre; Madame de Loré également indécise, comme celle-ci, témoignoit à ceux-là, à la fois, une égale tendresse.

Messieurs de Gressai & de Sacé ne faisoient pas de leurs côtés la même dépense en amour. Quelque flattés qu'ils fussent

de leur conquête, ils ne l'estimoient néanmoins qu'à sa juste valeur. Parfaitement indifférents pour la personne de Madame de Loré, ils se sentoient au contraire pleins de feu pour ces 69572 livres 9 sols 3 deniers, & pour ce trésor dont on a parlé; & comme ils étoient, sur ce dernier chapitre, parfaitement d'accord entre eux, la tendresse de cette Dame les servoit admirablement.

Ces premiers sentiments pour Messieurs Titon, l'avoient conduite rapidement à l'idée du mariage. Elle s'étoit figurée qu'il n'y auroit plus de plaisir pour elle, si elle n'étoit pas épousée, & elle avoit voulu l'être. Sentant bien néanmoins l'impossibilité physique que ces deux freres l'épousassent sérieusement à la fois, la difficulté dans le choix fut ce qui l'embarrassa. Elle employa beaucoup de temps à se consulter. Elle réfléchit mûrement sur le mérite particulier de chacun de ces deux hommes, & ne pouvoit pas se décider.

A la fin cependant, elle se fixa à M. de Sacé, à qui elle annonça elle-même cette nouvelle.

Les démonstrations de joie parurent excessives chez celui-ci. Celui-là au contraire sembla envier le bonheur du premier, peut-être même le lui disputer. Au fond ils étoient également affligés que Madame de Loré se fût décidée. Ils se consolèrent cependant; mais ce fut par le seul espoir de trouver incessamment le moyen de se ren-

dre maître des bagues & joyaux de la veuve du Cardinal, sans en venir au mariage : sauf en tout cas à le conclure, s'il devenoit absolument nécessaire, par la suite, à la réussite de leur dessein.

Pour Madame de Loré, elle n'envisageoit que le bonheur d'être à Monsieur de Sacé, au frere de Monsieur de Gressai qu'elle aimoit également, & de vivre heureuse en leur société. Elle comptoit avec impatience les moments d'intervalle qui devoient s'écouler jusqu'à celui qui mettroit le comble à ses souhaits.

De leur côté Messieurs de Gressai & de Sacé ne montroient pas moins d'empressement. Mais ils en éloignoient de jour à autre l'instant sous les prétextes les plus spécieux.

Tant de délais irritèrent à la fin les desirs déjà trop vifs de Madame de Loré. Elle voulut absolument la conclusion du mariage projeté, & elle s'en expliqua dans les termes les plus précis.

Forcés dans leurs retranchements, Messieurs Titon lui firent entendre qu'il seroit, sans doute, plus expédient, à cause des troubles qui agitoient alors le Royaume, d'aller conclure leur mariage dans le fond de quelque Province qu'à Paris. Madame de Loré, prise par son intérêt, écouta ces deux hommes, & approuva ce qu'ils lui proposoient. Elle les aimoit, pouvoit-elle les soupçonner?

Elle s'abandonna donc sans défiance à

leur foi, & partit en leur compagnie pour Romorantin. Romorantin est une Ville de la Sologne dans la généralité d'Orléans, à 40 lieues s. p. o. de Paris, 18 lieues e. de Tours & 12 de Blois. Elle emportoit avec elle, à grands fraix, son mobilier, sa vaisselle d'argent, ses bagues & ses bijoux.

Le voyage fut fort agréable dans les deux premiers jours. Mais on n'étoit plus qu'à une journée & demie de Romorantin, lorsqu'un accident, imprévu par Madame de Loré, parut altérer la joie des voyageurs. Tout-à-coup ce mobilier, cette vaisselle d'argent, ces bagues, ces bijoux voiturés à si grands fraix, furent volés par des hommes qu'elle ne connoissoit pas.

Dépouillée de cette portion considérable de sa fortune, elle se consolait cependant par l'espoir de son prochain mariage avec Monsieur Titon. Mais le lendemain qu'elle fut arrivée à Romorantin, elle apprit à son réveil que Monsieur de Gressai & Monsieur de Sacé son futur mari, étoient disparus, & qu'ils avoient emporté ce que les voleurs, n'ayant pas voulu prendre, lui avoient laissé.

Madame de Loré supporta difficilement ce dernier accident. Il répandit de l'aigreur dans son caractère. Piquée que son esprit eût été la dupe de son cœur pour deux hommes à qui elle avoit prodigué tant de confiance & de marques d'une véritable tendresse, elle prit de l'aversion pour tous.

Maltraitée par ses amants, elle tourna ses affections vers d'autres objets. Elle prit du goût pour la chicane. Elle osa espérer d'être plus heureuse en procès qu'elle ne l'avoit été dans ses amours ; & elle chercha à réparer le désordre présent de sa fortune par des procédures. En conséquence, elle rendit plainte contre Messieurs de Gressai & de Sacé. Elle les traduisit à l'audience criminelle, & se livra contre eux à la plus violente déclamation.

Les deux freres repliquerent froidement & avec modération. Leur défense en fut plus réfléchie, elle fit aussi plus d'impression sur l'esprit des Juges.

Madame de Loré, qui avoit affiché l'histoire de ses aventures, vit ses prétentions proscrites. Si elle avoit persuadé les Magistrats & le Public de la sincérité de sa tendresse pour ses adversaires, ce qu'elle leur avoit dit de la soustraction qu'elle leur imputoit de ses effets, ne fit pas la même fortune ni chez les uns, ni chez les autres.

Un arrêt du Parlement, du 18 Août 1578, le jugea ainsi. Il déchargea Messieurs de Gressai & de Sacé de l'accusation, & il les renvoya absous des demandes de Madame de Loré.

Ce coup de foudre déconcerta bien pour quelque temps la veuve du Cardinal de Châtillon, mais il n'abattit pas son courage. Au contraire, elle songea alors à tirer parti de son mariage du 1^{er}. Décembre 1564.

Le 30 Septembre 1581, elle obtint en la Chancellerie du Palais, des lettres de rescision contre les actes du 23 Avril 1572, & le 17 Novembre suivant, elle en demanda l'entérinement aux requêtes du Palais, contre *François* de Coligni d'Andelot, le dernier des freres du Cardinal.

Le Comte de Coligni n'ayant pas défendu à l'exploit du 17 Novembre 1581, Madame de Loré prit contre lui, le 19 Décembre suivant, une sentence par défaut faute de défendre, qui entérinoit ses lettres du 30 Septembre précédent, & la restituoit contre les actes en question.

Cet avantage ne lui profita pas. Bientôt les fureurs de la ligue la contraignirent à s'expatrier. Elle ne put pas mettre sa sentence à exécution, & fut enfin réduite à attendre des temps plus heureux.

Henri IV, débarrassé de ses ennemis, & affermi sur le trône, s'occupa aussi-tôt à procurer à ses Sujets l'établissement d'une *bonne paix & tranquille repos*. Pour y parvenir, il donna à Nantes au mois d'Avril de l'année 1598, ce fameux Edit de pacification, qui fut enrégistré au Parlement de Paris le 23 Février de l'année suivante.

Par l'article XXXX des articles particuliers qui avoient été extraits des généraux que ce Prince accordoit à ceux de la Religion prétendue Réformée, & qu'il ne voulut pas comprendre dans l'Edit, quoiqu'ils dussent également être enrégistrés, *il imposa silence à ses Procureurs-Géné-*

raux sur les mariages des Prêtres & des personnes Religieuses, ci-devant contractés; & il voulut & entendit que pour plusieurs bonnes considérations, ils n'en fussent recherchés ni inquiétés.

Et par le premier article du même Edit, il ordonna *que la mémoire de toutes choses passées d'une part & d'autre, depuis le commencement du mois de Mars 1585, jusqu'à son avènement à la Couronne, & durant les autres troubles précédents, à l'occasion d'iceux, demeureroit éteinte, comme de choses assoupies & non-venues.*

La publication de cet Edit, & la certitude de l'enrégistrement des articles secrets dont il a été parlé, rappella en France les Religionnaires qui l'avoient désertée, & Madame de Loré y revint avec eux.

Son premier soin, à son arrivée, fut de suivre contre les héritiers du Cardinal de Châtillon l'exécution de cette sentence du 19 Décembre 1581.

En conséquence elle conclut le 3 Mai 1602, contre *Marguerite d'Ailli*, veuve de *François de Coligni*, fils de l'Amiral, au nom de tutrice de leurs enfants mineurs; *Louise de Coligni*, veuve de *Guillaume de Nassau*, Prince d'Orange, sa sœur; & *Charles de Coligni d'Andelot*, héritiers du feu Cardinal, à ce *qu'elle fût déclarée commune avec eux.*

La veuve du Comte de Coligni, la Princesse douairière d'Orange, & Monsieur d'Andelot, qui avoient formé opposition

à la Sentence du 19 Décembre 1581, se laisserent encore condamner par défaut le 3 Septembre 1602, & débouter de leurs oppositions.

Isabelle de Haute-Ville se préparoit à faire exécuter cette dernière sentence. Mais la Comtesse de Coligni en interjeta aussitôt appel, qu'elle releva au Parlement, en la Chambre de l'édit.

Alors d'un côté, le 8 Mai 1603 Madame de Loré prit en la Chancellerie du Palais, une commission pour faire assigner Madame de Coligni, afin qu'elle fût condamnée, au nom de tutrice de ses enfants *héritiers* du Cardinal de Châtillon, à *reconnoître la validité de son mariage avec le feu Cardinal, & à lui faire assiette de son douaire, en qualité de sa veuve.*

D'un autre côté, Madame de Coligni conclut, par une requête du 28 du même mois, à *l'évocation en la Cour du principal & des demandes d'Isabelle de Haute-Ville.*

La cause alloit être plaidée sur cet errement, lorsque tout-à-coup elle changea de face.

Le 8 Juillet 1604, Madame de Loré prit des lettres de rescision contre ses conclusions du 17 Novembre 1581, qui avoient pour but de faire entériner *les lettres de rescision du 30 Septembre précédent.* Le 10 du même mois de Juillet, elle demanda qu'en entérinant ces secondes lettres, on l'admît à poursuivre seulement *l'exécution*

de ses conventions matrimoniales, qu'elle prétendoit avoir nouvellement recouvertes, sans qu'on pût lui opposer la fin de non-recevoir résultante des conclusions de sa requête du 8 Mai 1603 à fin d'affiette de son douaire.

Ce fut en cet état que la cause fut portée à l'audience.

M. (*Anne*) Robert plaida pour Madame de Loré, sous la qualité de veuve de Messire *Odet* de Coligni, Comte de Beauvais, Pair de France.

M. du Moulin, (*a*) pour la Comtesse de Coligni, tutrice de ses enfants mineurs, héritiers du Cardinal de Châtillon.

Monsieur (*Louis*) Servin, Avocat-général, porta la parole pour le ministère public.

Monsieur Robert parla le premier & dit :

M E S S I E U R S ,

Dans cette cause, je parle pour très-haute

(*a*) M. du Moulin étoit petit-neveu du fameux *Charles* du Moulin, Avocat au Parlement de Paris, le plus savant Jurisconsulte qu'ait eu le droit François, & très-bon Gentilhomme.

Il étoit, comme *Charles* du Moulin, arriere-petit-fils de *Denis* du Moulin, qui fut, après la mort de *Marie* de Courtenai sa femme, élu Archevêque de Toulouse le 21 Avril 1431, Evêque de Paris en 1439, puis Patriarche d'Antioche, enfin nommé Cardinal en 1444 par *Felix V* Anti-Pape, & mourut à Paris le 5 Septembre 1447.

Charles du Moulin étoit d'ailleurs parent de la Reine d'Angleterre *Élisabeth*, fille de *Henri VIII* & de *Anne* de Boulen.

haute & très-puissante Dame, Madame *Isabelle* de Haute-Ville, Dame de Loré, veuve de très-haut & très-puissant Seigneur, Messire *Odet* de Coligni, quand vivoit, Comte de Beauvais, Pair de France; Intimée, demanderesse & défenderesse.

C O N T R E

Très-haute & très-puissante Dame, Madame *Marguerite* d'Ailli, veuve de Messire *François*, Comte de Coligni, de Châtillon, &c. au nom & comme tutrice des enfants mineurs d'elle & du feu Comte de Coligni, héritiers dudit Messire *Odet* de Coligni, appellante & défenderesse.

Mes conclusions tendent à ce qu'il plaise à la Cour mettre l'appellation au néant. Evoquant le principal & y faisant droit, sans s'arrêter aux demandes & fins de non-recevoir de la Dame de Châtillon, dans lesquelles elle sera déclarée non-recevable, ou dont, en tout cas, elle sera déboutée, entériner les Lettres de rescision obtenues par celle pour qui je parle, en la Chancellerie du Palais le 8 Juillet présent mois. En conséquence, restituer ma partie, 1°. contre les deux Actes passés à Châtillon-sur-Loing, devant Guillaume le Breton, Notaire Royal à Montargis, & témoins, le 23 Avril 1572, entre celle pour qui je parle, & feu Messire Gaspard Comte de Coligni, Amiral de France, se disant héritier sous bénéfice d'inventaire, de Messire
Tome II. C

Odet de Coligni son frere, époux de celle pour qui je parle; 2°. contre la demande par elle dirigée le 17 Novembre 1581, à l'encontre dudit feu Messire François de Coligni, Sieur de Châtillon, à fin d'entérinement des lettres de rescision obtenues par elle le 30 Septembre précédent, contre les susdits *Adès* du 23 Août 1572, & d'affiette de son douaire; & la remettre en tel & semblable état qu'elle étoit avant les susdits *adès* du 23 Avril 1572, & demandes du 17 Novembre 1581. Ordonner l'exécution des contrat de mariage & mariage accordés & faits le premier Décembre 1564, entre celle pour qui je parle & mondit Sieur Odet de Coligni, Comte de Beauvais, Pair de France. Ce faisant, & attendu que celle pour qui je parle, n'a pas d'enfants de sondit feu mari, condamner la Dame de Coligni, en son nom de tutrice, à lui faire la délivrance, aux termes dudit contrat, de tous les meubles & acquêts faits & appartenants audit feu Messire Odet de Coligni, jusqu'au 14 Février 1571, jour de son décès à Hampton, pour de la moitié desdits meubles & acquêts faits & appartenants audit Messire Odet de Coligni, jouir par celle pour qui je parle, en usufruit seulement; & de l'autre moitié d'iceux en toute propriété. Condamner pareillement, ès noms, la Dame de Châtillon, envers celle pour qui je parle, en tous les dépens, tant des demandes principales, que des causes d'appel.

M. Robert fit ensuite un récit fort succinct des faits; & adressant la parole aux Juges, il leur dit.

Vous avez donc entendu, Messieurs, quelles sont les prétentions de Madame la Comtesse de Beauvais. Actuellement vous en allez connoître la justice.

Le 17 Novembre 1581, celle pour qui je parle, a demandé aux requêtes du Palais l'entérinement des lettres de rescision qui lui ont été accordées le 30 Septembre précédent; & elle a conclu le 8 Mai 1603 à l'affiete de son douaire, parce qu'elle est la veuve de Monsieur le Comte de Beauvais.

Aujourd'hui que les circonstances ne sont plus les mêmes, elle vient implorer votre justice, pour que vous la restituiez contre ces deux demandes, & que vous ordonniez l'exécution de son contrat de mariage.

Elle soutient qu'il en doit être ainsi, parce que, 1°. son feu mari n'a jamais reçu l'ordre de la *Prêtrise*. 2°. Qu'il n'étoit même pas *Diacre* dans l'Eglise Romaine. 3°. Qu'en allant jusqu'à supposer qu'il eût été *Diacre*, & que le mariage ait été interdit aux *Diacres* par quelques Décrets faits en l'Eglise; néanmoins il ne pouvoit jamais s'ensuivre, que son mariage dût être annullé. 4°. Enfin parce que le Roi, par l'article XL des articles secrets donnés à Nantes, a même autorisé les mariages des *Prêtres*.

Sans contredit, l'exposé de ces moyens

vous frappera. Et que ne doit pas attendre Madame la Comtesse de Beauvais de l'excellence d'une pareille cause, lorsqu'elle est assez heureuse d'ailleurs de vous avoir, Messieurs, pour ses juges?

Et d'abord en nous arrêtant à traiter la question de la validité du mariage de Monsieur le Comte de Beauvais, avec celle que je défends, il n'y a point de doute que vous ne la décidiez à son avantage.

En effet, feu Monsieur le Comte de Beauvais avoit reçu seulement la cérémonie du *Sous-Diaconat*.

Or, c'est un fait que le *Sous-Diaconat* n'a été compté entre les ordres sacrés que par *Urbain II*. Ce Pape fut le premier qui permit aux *Sous-Diacres* de servir à l'autel. Avant lui l'Eglise ne connoissoit que les *Prêtres*, soit sous ce nom, soit sous celui d'*Evêques*. Les *Diacres* & les autres Ecclésiastiques destinés à servir l'Eglise, mais hors le sanctuaire, étoient compris sous la dénomination générale de *Clercs*; & ce n'est que depuis fort peu de temps, qu'on les a distingués par les noms des différentes fonctions pour lesquelles ils ont été créés.

La raison de cet usage est tirée de la nature même du *Sous-Diaconat*. Comme il n'est pas d'institution divine, il ne donne pas la grace sanctifiante. Par conséquent on ne l'a jamais regardé comme sacrement. Dans le fait il n'en est pas un.

Les diptiques des premiers siècles du Christianisme, qui, sans avoir parlé de

l'institution des *Prêtres*, nous ont néanmoins transmis l'Histoire de celle des *Diacres*, ne laissent échapper aucun trait qui puisse justifier l'existence des *Sous-Diacres*, ou d'aucuns de ces Ministres qui aident actuellement les *Diacres* dans leurs fonctions, sans doute parce que l'Eglise n'a pas encore institué le *Sous-Diaconat*.

La preuve s'en trouve d'une manière très-convaincante dans ce Canon même du Concile de *Nicée*, (a) qui (voulant introduire. . . cette loi nouvelle dans l'Eglise, de défendre aux *Evêques*, aux *Prêtres* & aux *Diacres* d'habiter avec leurs femmes, quand même ils les auroient épousées avant leur ordination,) ne fait aucune mention des *Sous-Diacres*.

Ainsi le *Sous-Diaconat*, non-seulement n'étoit pas un ordre alors, il étoit même inconnu.

En 721, cette fonction commençoit à être connue. Un Concile tenu à Rome (b) cette même année, prononça anathême contre les *Prêtres* & les *Diacres* qui se marieroient. Néanmoins il n'enveloppa pas dans l'anathême, les *Sous-Diacres* qui se

(a) C'est le premier Concile général qui ait été tenu. L'Empereur Constantin, surnommé le *Grand*, le convoqua. Il fut ouvert à *Nicée* en Bithinie le 19 Juin 325, & présidé par le célèbre *Osus*, Evêque de Cordoue, en Espagne. Il étoit composé d'environ 318 Evêques, & fut fermé le 25 Juillet de la même année 325.

(b) C'est le quarante-neuvième Concile de Rome. Il fut convoqué sous le Pape *Gregoire II*, & ouvert le 5 Avril 725. Il y fut fait 17 Canons.

permettroient le mariage. Il y a mieux, *Urbain II*, qui vivoit dans le XI^e. siecle, ce Pape qui a fait une loi expresse du célibat pour les *Sous-Diacres*, qui leur avoit permis de servir à l'autel, ne comprenoit pas leur état dans les ordres sacrés. Il permettoit seulement, attendu le besoin qu'on en avoit, de réputer les *Sous-Diacres* comme étant *initiés* dans les ordres sacrés.

La réception du *Sous-Diaconat* n'étoit donc pas, & ne pouvoit pas être un empêchement au mariage que Monsieur le Comte de Beauvais a contracté avec celle que je défends.

Mais en allant encore jusqu'à supposer que Monsieur le Comte de Beauvais eût reçu l'ordre du *Diaconat*, comment eût-il été inhabile au mariage, puisque, dans la primitive Eglise, cet ordre n'étoit pas sacré.

Les *Diacres* alors n'avoient d'autres fonctions que celles de Prédicateurs, d'Interprètes de l'Evangile, & de baptiser en l'absence des *Prêtres* ou *Evêques*, & sans doute je ne crains pas, Messieurs, de frapper vos oreilles par le son d'une doctrine qui vous paroisse nouvelle, & vous ait été jusqu'à présent inconnue.

Théodoret, Livre 5, Chapitre 39, *Niceph.* Lib. 14. Cap. 20; *S. Hilaire*, sur le Pseaume 67; & *Paul*, Diacre, Chap. 10, sont mes garants. Ce sont ces savants hommes, ces Maîtres, ces Docteurs qui m'ont appris ce que je vous répète aujourd'hui,

& que, dans le fait, vous savez bien mieux que moi.

Actuellement, encore, le *Diaconat* n'est pas un ordre sacré parfait.

La *Prêtrise*, au contraire, a toujours été un ordre sacré parfait, & néanmoins elle n'étoit pas un empêchement pour le mariage. Il étoit permis aux *Prêtres*. Ce ne furent pas même les différents usages & la croyance particuliere & différente aux *Prêtres Latins* & aux *Prêtres Grecs*, sur le mariage des *Prêtres*, qui divisèrent l'unité de l'Eglise, & opérèrent ce schisme qui la déchire depuis si long-temps.

Mais en supposant, que par ces différentes constitutions Canoniques, ou par quelques Décrets de l'Eglise, il ait été défendu aux *Diacres* & *Sous-Diacres* de se marier, ces Constitutions ou Décrets auroient au plus prononcé la dégradation ou privation des ordres & bénéfices Ecclésiastiques; mais jamais elles n'eussent prononcé la nullité des mariages.

M. le Comte de Beauvais a donc pu se marier. Son mariage avec celle que je défends, est donc valide. Il doit donc être confirmé; & en ce cas, vous devez donc, Messieurs, ordonner l'exécution de leur contrat de mariage du premier Décembre 1564.

Je crois pouvoir ajouter à tout ce que je viens de vous dire, que l'Edit de pacification donné à *Nantes*, & enregistré en la Cour le 25 Février 1599, vient égale-

ment au secours de Madame la Comtesse de Beauvais.

Le Roi par les articles de cet Edit a imposé silence à ses Procureurs-Généraux sur les mariages que les Prêtres & les personnes Religieuses pourroient avoir contractés; & il a voulu *par plusieurs bonnes considérations qu'ils n'en fussent recherchés ni molestés.*

Or le mariage de celle pour qui je parle a pour date le premier Décembre 1564. Il étoit antérieur à l'Edit de 1599, par conséquent il étoit compris dans cet Edit; & par conséquent, il doit être confirmé & avoir son exécution.

Madame la Comtesse de Beauvais soutient qu'elle est d'autant plus nécessaire de la part des adversaires, que dans le fait, son contrat de mariage a été signé par le pere des enfants de Madame de Châtillon qui paroissent aujourd'hui en votre audience, comme ses *héritiers* purs & simples.

C'est un élément de droit que l'héritier est tenu des faits de celui dont il a recueilli la succession.

Ainsi Messieurs de Châtillon, comme héritiers de leur oncle, ne peuvent pas être écoutés. C'est pour eux un devoir absolu de remplir les engagements qu'il a contractés, & c'est le cas de déclarer exécutoire contre eux le contrat de mariage de Madame la Comtesse de Beauvais, comme il l'étoit sur leur pere.

Mais en vain espéreroit-elle de votre jus-

tice cet avantage qu'elle se flatte d'en obtenir, si votre autorité souveraine ne concouroit pas avec la grace du Roi pour applanir des obstacles apparents, dont une main adroite & puissante a su préparer de longue main l'élévation, & que l'ignorance de celle pour qui je parle semble avoir fortifiée contre tous ses efforts actuels & la justice de ses droits.

Il faut pour cela, que vous antériniez le rescrit du Prince, & que vous restituez la Comtesse de Beauvais contre les actes du 23 Avril 1572, & la demande qu'elle a formée le 17 Novembre 1581.

L'erreur guida, seul, sa main. Autrement eût-elle jamais consenti à signer une demande dont l'existence lui porte aujourd'hui un préjudice aussi considérable.

Vous devez en être convaincus, si vous vous rappelez, Messieurs, à l'occasion des deux actes du 23 Avril 1572, quelles sont les dispositions du contrat de mariage de la Comtesse de Beauvais, dont j'ai fait la lecture, en vous récitant les faits de cette cause.

Il donne au survivant des futurs conjoints, en cas qu'il n'y ait pas d'enfants du prédécédé, *le droit de prendre tous les meubles & acquêts pour jouir de la moitié d'iceux en usufruit seulement. Et en cas de prédécès de Monsieur le Comte de Beauvais, le douaire de la Comtesse, sa veuve, doit être confus en cette donation.*

Le premier acte du 23 Avril 1572 n'ac-

cordoit au contraire à la Comtesse de Beauvais que *la somme de 19572 livres 9 sols 3 deniers tournois à laquelle (est-il dit dans cet acte) se montoit la moitié des meubles, noms, raisons & actions appartenants à la succession du Cardinal; & cette somme qui lui fut payée, partie en meubles de la succession, suivant l'appréciation qu'ils en avoient faite entr'eux, partie en argent, ne le fut encore qu'à la charge que celle pour qui je parle, 1°. entreroit pour moitié, dans le paiement des dettes du Cardinal qui se manifesteroient par la suite, autre à la vérité que celles acquittées par l'Amiral, & qu'elle acquitteroit l'Amiral de cette moitié, s'il la payoit. 2°. Que s'il arrivoit que l'Amiral fût exclus par des héritiers purs & simples de la succession du Cardinal, celle, pour qui je parle, lui restitueroit les 19572 liv. 9 sols 3 den. qu'il venoit de lui payer, pour quoi elle obligeroit tous ses biens présents & à venir, & notamment sa terre de Loré.*

Or, vous allez voir, Messieurs, d'un même coup d'œil, par la comparaison des clauses du contrat de mariage de celle pour qui je parle & du feu Comte de Beauvais, avec le premier acte du 23 Avril 1572, que l'exposé de ce dernier acte est contraire à toute vérité, & en se rapprochant de la vérité, combien Madame la Comtesse de Beauvais est lésée.

En effet, les meubles du feu Comte de Beauvais son époux & ses titres de créance

sur différents particuliers formoient à son décès une somme de 120000 livres.

L'inventaire fait alors, & que j'ai à la main, garantit la certitude de ce fait.

Ainsi, aux termes de son contrat, Madame la Comtesse de Beauvais avoit à prétendre la propriété incommutable des 60000 livres, qui font la moitié de cette somme de 120000 liv., & l'usufruit des autres 60000 livres.

Or, loin qu'elle ait été payée de cette somme, elle n'a reçu, au contraire, que les 19572 livres 9 sols 3 deniers qui sont énoncés dans l'acte du 23 Avril 1572, & encore ne les a-t-elle reçues que *pour la moitié des meubles, noms, raisons & actions appartenantes à la succession du feu Comte de Beauvais.*

A s'en tenir donc à la lettre de l'acte du 23 Avril 1572, il reviendrait encore à Madame la Comtesse de Beauvais une pareille somme de 19572 liv. 9 s. 3 d. pour la remplir de son contrat de mariage. Mais suivant l'inventaire fait après le décès du Comte de Beauvais, l'acte du 23 Avril 1572 porte, à celle pour qui je parle, un préjudice réel de 100427 livres 10 sols 9 den. Et, aux termes seuls, tant de ce même acte, que du contrat de mariage du premier Décembre 1564, il en résulteroit que la lésion dont se plaint celle pour qui je parle, seroit, au moins, de la somme de 19572 liv. 9 sols 3 deniers.

Or, n'y eût-il lésion que de cette der-

niere somme , elle est juste cause de rescision entre majeurs , parce qu'elle est de moitié de la somme.

A bien plus forte raison , est-ce donc le cas d'obtenir la restitution demandée , quand le tort est aussi considérable que celui qui résulte des forces de l'inventaire fait après le décès de l'époux de Madame la Comtesse de Beauvais.

Le deuxieme de ces mêmes actes , passé le même jour & au même instant que le premier , d'abord contient une ratification & une approbation expresse de celui-ci de la part de Madame la Comtesse de Beauvais ; & , en cela seul , il porte atteinte au libre exercice des droits que son contrat de mariage lui a accordé. Mais de plus , si l'Amiral de Coligni son beau-frere , s'y engageoit à lui faire *telle part & portion des dettes alors dues à la succession du défunt Comte de Beauvais , incontinent & à mesure qu'il les pourroit recouvrer , qu'elle en seroit contente , (ainsi qu'elle l'a été des meubles de ladite succession , lui fait-il dire ,)* il lui faisoit obliger , en même temps , tous ses biens présents & à venir à la restitution de ce qu'elle avoit reçu , s'il advenoit qu'il se trouvât sujet à la restitution , ou qu'il se présentât des héritiers purs & simples au feu Comte de Beauvais.

Or , la lésion qui résulte de ce dernier acte tire sa source du premier. Tous les deux ils renferment des dispositions si contraires aux intérêts de celle pour qui je

parle, & ces dispositions font par elles-mêmes si frappantes, que je ne dois pas m'arrêter plus long-temps à les discuter, ni à faire valoir des raisons que la considération & l'attachement de Madame la Comtesse de Beauvais pour la maison de Cologni lui ont fait une loi de ne traiter qu'avec la plus grande délicatesse.

Je parle d'ailleurs, Messieurs, à des Juges éclairés.

Si nous examinons ensuite la justice de la restitution que Madame la Comtesse de Beauvais demande contre sa requête du 28 Mai 1603, *à fin d'entérinement des lettres royaux qu'elle a obtenues le 8 du même mois pour l'assiette de son douaire*, sans contredit vous ne pourrez, Messieurs, qu'être frappés de la solidité des moyens qui viennent au secours de celle pour qui je parle.

Une lésion, mais une lésion d'un tout autre genre, leur sert de fondement.

Le contrat de mariage de Madame la Comtesse de Beauvais lui donne, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, Messieurs, *la propriété incommutable de la moitié de tous les meubles & acquêts qui se sont trouvés dans la succession de son feu mari, & la propriété en usufruit seulement de l'autre moitié.*

L'inventaire fait après le décès du Comte de Beauvais, fait monter ces meubles & acquêts à la somme de 120000 liv. Ainsi Madame de Beauvais auroit en propriété dans cette somme celle de 60000 liv.

La demande en affiette de son douaire ne pouvoit s'entendre que du *douaire coutumier*. Elle n'avoit pas à la main son contrat de mariage, & elle étoit obligée de s'en rapporter à la coutume.

Suivant tous les principes le douaire coutumier est accordé, à la vérité, à la veuve, *tant sur les héritages que son mari possédoit au jour des épousailles & bénédiction nuptiale, que sur ceux qui lui adviennent en ligne directe pendant le mariage.*

Mais, dans l'espece, d'abord, le premier Décembre 1564, date du contrat de mariage de celle pour qui je parle, avec le feu Comte de Beauvais, ce Seigneur ne possédoit plus aucun héritage, il s'étoit démis en faveur de ses freres, par les différens actes dont j'ai eu, Messieurs, l'honneur de vous rendre compte de tous ceux qu'il possédoit, & depuis ce jour-là, il ne lui en est *advenu aucun*. Ensuite le douaire coutumier n'accorde que la moitié des héritages & *en usufruit* seulement.

Si donc Madame de Beauvais n'a pas été douairée par son contrat de mariage, elle en a été bien récompensée par la donation que son contrat renferme, & qui la rend propriétaire d'un mobilier & d'acquêts considérables.

Ainsi sa demande *afin d'affiette de douaire* lui porteroit le préjudice le plus considérable si elle la laissoit subsister, & elle a par conséquent l'intérêt le plus sensible de la faire anéantir. Son grand moyen, qui est

la lésion du tout au tout que renferment les actes du 23 Avril 1572, est sans réplique.

Au reste, je ne vous présente pas, Messieurs, cette lésion toute nue. Quelque considérable qu'elle doive vous paroître actuellement, elle acquerra néanmoins une nouvelle force à vos yeux, lorsque vous aurez découvert quelle en a été la source; lorsque vous aurez vu qu'elle n'a dû son existence qu'à l'ignorance où étoit la Comtesse de Beauvais des clauses de son contrat de mariage, & que d'ailleurs le feu Amiral de Coligni l'entretenoit soigneusement dans cette ignorance.

Pourquoi faut-il que la nécessité de la cause de celle pour qui je parle, la contraigne à révéler des faits qu'elle souhaiteroit pouvoir se dissimuler à elle-même, & que je vous fasse connoître, de sa part, les torts que l'Amiral eut avec elle. Pourquoi suis-je obligé de vous raconter, qu'aussitôt après que le décès du Comte de Beauvais fut venu à la connoissance de l'Amiral son frere, celui-ci s'empara sur le champ de tous les meubles, titres & papiers de cette succession.

Daignez, en effet, vous rappeler, Messieurs, l'enlèvement de Madame la Comtesse de Beauvais par les Sieurs Titon de Gressai & de Sacé, qui la dépouillerent de ses bagues & bijoux, & de ses titres les plus précieux, entre lesquels étoit son contrat de mariage; & à l'instant vous fai-

firez la cause de l'ignorance que nous vous exposons.

Ces deux freres spolierent alors nos titres; & si notre contrat de mariage est aujourd'hui en notre possession, nous n'en devons le recouvrement qu'à l'effet du hasard le plus heureux.

L'erreur a donc été, comme je vous l'ai dit, la cause de la *demande, en assiette de son douaire*, qu'a faite le 28 Mai 1603, celle pour qui je parle.

Or, l'erreur étant cause de restitution, & ce principe devant nécessairement s'appliquer à la cause, il est sensible que Madame la Comtesse de Beauvais a tout lieu d'espérer que vous lui adjugerez les différentes conclusions qu'elle a prises, & dans lesquelles elle persiste.

Ainsi parla M. Robert.

M. du Moulin prit aussi-tôt la parole & dit.

En cette cause je parle

P O U R

Très-haute, & très-puissante Dame, Madame *Marguerite d'Ailly*, veuve de Messire *François*, Comte de Coligni, Sieur de Châtillon, au nom & comme tutrice des enfants mineurs d'elle & du feu Sieur de Coligni, qui étoit héritier de feu Messire *Odet* de Coligni, *Cardinal, Diacre* de la Sainte Eglise Romaine, *dit* de Châtillon, du titre de S. *Adrien, Archevêque* de Toulouse,

Toulouse, *Evêque* & Comte de Beauvais, *Pair* de France, *Abbé* des *Abbayes* de Saint-Lucien-de-Beauvais, Saint-Germer, Fontaine-Jean, Saint-Jean-les-Sens, Vauluisant, Saint-Bénigne, Kimperlai, Sainte-Euverte, Saint-Epvre, Saint-Benoît-sur-Loire, Ferrieres, Conches & Belle-Perche; & *Prieur* des *Prieurés* de Saint-Etienne de Beaune & du Frenai, appellante, demanderesse & défenderesse.

C O N T R E

La Demoiselle *Isabelle* de Haute-Ville, Dame de Loré, se disante la veuve du défunt Sieur Cardinal de Châtillon.

Mes conclusions tendent à ce qu'il plaise à la Cour, sur l'appel interjetté par celle pour qui je parle, de la sentence des requêtes du Palais, obtenue par la Dame de Lore, es noms qu'elle procede, contre l'époux de celle que je défends le 22 Décembre 1581, & contre celle pour qui je parle, le 3 Septembre 1602, mettre l'appellation & ce dont est appel au néant; émendant, évoquant le principal & y faisant droit, attendu que ledit Messire Odet de Coligni a été ordonné Diacre le 6 Septembre 1534, qu'il étoit à son décès Cardinal Diacre, de la Sainte Eglise Romaine, du titre de Saint-Adrien, Archevêque de Toulouse, Evêque & Comte de Beauvais, Pair de France, Abbé de Saint-Germer, Fontaine-Jean, Saint-
Tome II. D

Jean-les-Sens , Vauluisant , Saint-Bénigne , Kimperlai , Saint-Euverté , Saint-Epvre , Saint-Benoît-sur-Loire , Ferrières , Couche & Belle-Perche ; Prieur des Prieurés de Saint-Etienne de Baune & du Frenai ; déclarer nul & de nul effet les contrats de mariage & mariage prétendus accordés & faits entre ledit défunt Cardinal de Châtillon , d'une part , & la Demoiselle de Haute-Ville , Dame de Loré , d'autre part , & dire qu'il n'y a jamais eu de mariage. Ce faisant , & en tant que besoin est , ou seroit , déclarer , néanmoins , l'instance commencée à la requête de la Dame de Loré , le 17 Novembre 1581 , & par elle ressuscitée au mois de Mai 1602 , périmée , & l'action prétendue par ladite Dame de Loré contre les héritiers dudit défunt Cardinal de Châtillon , prescrite , & par conséquent elle-même non-recevable dans toutes ses demandes , & la condamner aux dépens.

MESSIEURS,

Cette Cause présente un enchaînement de faits , sans doute aussi incroyables , qu'ils sont , en effet , singuliers. Néanmoins , dans le droit , elle est extrêmement simple.

Il s'agit uniquement de savoir si feu M. le Cardinal de Châtillon , Archevêque de Toulouse , Evêque & Comte de Beauvais , a épousé la Dame de Loré , s'il a pu l'épouser.

La décision de cette question fera celle

du fort des demandes de cette Demoiselle, & s'asseroira sur le récit auquel je vais me livrer, des faits de la cause.

(M. du Moulin récita les faits & dit.)

De quelque côté qu'on envisage donc cette cause, soit *en la forme*, soit *au fond*, la Dame de Loré est également *non-recevable* dans ses demandes.

En la forme, parce qu'il y a *prescription* d'action, & *péremption* d'instance.

Au fond, parce que Messire Odet de Coligni *n'a pas été l'époux* de la Dame de Loré.

En effet, Messieurs, si on examine le mariage prétendu par la Dame de Loré avec le feu Cardinal de Châtillon, on est aussi-tôt frappé des moyens de nullité qui faillent de toutes parts contre lui.

Ils se tirent de l'état & de la condition de M. de Coligni qui étoit *Diacre, Evêque, Archevêque & Cardinal*.

Or, l'Eglise tient le célibat des Prêtres de la tradition des Apôtres. S. Clément, en sa seconde Epître, dit qu'il l'a appris de S. Pierre; & il seroit impossible de prouver que, soit dans l'Eglise Romaine, soit dans l'Eglise Grecque, le mariage des Prêtres ait été toléré pendant les six premiers siècles.

Le troisième Canon du Concile œcuménique de Nicée, (a) le troisième du Concile *in Trullo*, (b) & le Canon neuvième

(a) *Vide* la Note (a) de la page 37.

(b) C'est le sixième Concile général tenu à Con-

de la session XXIV du Concile de Trente, (a) auquel a assisté le feu Cardinal de Châtillon comme en étant un des Peres, prononcent *anathême* contre ceux qui soutiennent la validité des mariages des *Prêtres*.

D'ailleurs les *Prêtres* sont *consacrés* au service de Dieu. Il faut bien se garder de croire que par leur consécration ils aient été simplement *dévoués*; ils ont reçu, au contraire, un caractère illustre qui les a séparés du commun des hommes, & qui est en eux, non pas seulement une marque imprimée sur leurs corps, mais une huile d'onction qui a pénétré jusqu'au fond de leur ame, & doit y laisser après elle *pacum sacerdotii sempiternum*.

Ainsi le prétendu mariage du Cardinal

tantinople dans un salon du Palais de l'Empereur, & ouvert le 7 Novembre 680. Il y eut 18 sessions. La dix-huitième étoit composée de 160 Evêques.

(a) *Assemblée* de Cardinaux, d'Archevêques, d'Evêques, d'Abbés, de Généraux d'Ordres & de Théologiens, ouverte à *Trente* le 13 Décembre 1545, & fermée le 3 Décembre 1563. Les actes de cette assemblée portent la souscription de quatre Légats du Pape, de deux Cardinaux, de trois Patriarches, de vingt-cinq Archevêques, de 168 Evêques, des fondés de procurations de trente-neuf Evêques absents, de sept Abbés & de sept Généraux d'Ordres.

L'Espagne, le Portugal, la Pologne, les Rois de Naples & de Sicile, la République de Venise & les Flamands l'ont reconnu comme un *Concile* oecuménique.

En France, de quelque respect dont on se sente pénétré pour cette auguste assemblée, on se contente de suivre sa doctrine quant au dogme. Mais on ne la répute pas *Concile*.

de Châtillon avec la Dame de Loré, en le supposant, seroit absolument nul, parce qu'il seroit totalement contraire à l'esprit & à la discipline de l'Eglise.

Cette Dame a cru trouver un moyen excellent à l'appui de ses prétentions dans l'article XL des articles secrets de l'Edit donné à Nantes. Elle vous a dit en conséquence que par cet article le Roi avoit *défendu à ses Procureurs-Généraux de rechercher les mariages, ci-devant, contractés par les Prêtres & les personnes religieuses.*

Sans contredit, Messieurs, je ne puis pas nier la vérité de cet article : mais je crois pouvoir assurer que son usage ne peut & ne doit pas être étendu à l'espece. En effet, s'il parle des *Prêtres & des personnes religieuses*, il ne dit rien des *Evêques & des Cardinaux*.

Or, M. de Coligni étoit *Evêque* de Beauvais, il étoit *Archevêque* de Toulouse, enfin il étoit *Cardinal* de la Sainte Eglise Romaine. Il étoit connu pour tel, il en faisoit les actes, il en portoit l'habit.

Ainsi il ne peut pas être question, avec sa prétendue veuve, de l'application à sa cause, du XL^e. des articles secrets de l'Edit de Nantes.

De tout ceci, il en résulte donc que, dans le droit, le Cardinal a été *incapable* de contracter aucun mariage.

Ce premier moyen du fond examiné, il s'agit de savoir si le Cardinal de Châtill-

lon *a* effectivement *contradé* mariage avec la Dame de Loré.

Quant à moi je soutiens que *non*, & je me crois fondé, non-seulement sur ce que cette Dame n'en a pas produit la preuve, mais encore sur ce qu'elle est hors d'état de la rapporter.

Inutilement m'étendrois-je sur la nécessité de cette preuve dans la cause, ainsi que sur les qualités qu'elle doit avoir. Ce seroit vous entretenir sérieusement, Messieurs, des premiers éléments du droit en cette matiere, & dérober au public des moments qui lui sont trop précieux.

La Dame de Loré vous présente bien une lettre que lui a écrit *Pierre Mellet*, Ministre de la Religion Réformée. Mais que marque autre chose cette lettre, sinon que lui *Mellet* avoit reçu beaucoup de biens de son cher époux, & qu'il ne restoit plus que lui de tous ceux qui avoient assisté à la confirmation de son mariage avec *Messire Odet de Coligni*.

Or, ce témoignage *solitaire* d'un témoin *unique* ne peut produire aucun effet qui soit salutaire à la Dame de Loré, & je n'avance rien, par conséquent, que de très-conforme aux principes du droit, lorsque je soutiens qu'il n'y a jamais eu de mariage entre le feu Cardinal de Châtillon & la Dame de Loré.

Il est donc vrai que ce Cardinal étoit *inhabile* à contracter mariage. Il est donc également vrai qu'il *n'en a* contracté aucun.

Voilà , Messieurs , quant *au fond* , les moyens de ceux pour qui je parle.

Mais quand nous irions jusqu'à supposer la possibilité , la réalité & la légitimité de ce prétendu mariage , & par conséquent la validité du prétendu contrat civil du 1^{er} Décembre 1564 ; eh , mais l'*action* de la Dame de Loré seroit toujours *prescrite* !

Car , que nous demande-t-elle autre chose , sinon des *meubles* & des *acquêts* ?

A la vérité , la coutume de Paris n'a point établi de prescription particuliere pour aquérir ou se libérer d'une action mobiliere. Mais son silence , qui sembleroit devoir faire naître quelques difficultés , est suffisamment expliqué par les dispositions du Droit Romain , qui ordonne la prescription des *actions mobilières* par l'espace de *trois ans*. Rien n'est , en effet , plus dans l'ordre des choses. Car aux termes de l'article CXXIII de la coutume qui nous régit , *tous héritages & rentes se prescrivant par une possession de dix années , avec titre , bonne foi & sans trouble* , combien ne seroit-il pas ridicule d'exiger autant d'années pour la prescription des *meubles* , *quorum vilis est possessio* , que pour la prescription des *immeubles* , dont la Loi fait tant de cas.

Cela posé , & en l'appliquant à la cause , je dis donc que la fin de non-recevoir , fondée sur la prescription , qui milite contre la Dame de Loré , est invincible , & que les héritiers du Cardi-

nal de Châtillon ont prescrit contre sa demande.

En effet, ce Cardinal est mort le 11 Février 1571. La Dame de Loré à transigé avec l'Amiral de Coligni son héritier le 23 Avril 1572, & depuis ce temps elle a gardé le silence jusqu'au 30 Septembre 1581.

Or, depuis le 11 Février 1571, jusqu'au 30 Septembre 1581, il s'est écoulé un laps de temps de neuf ans, sept mois & dix-neuf jours.

Ainsi ceux pour qui je parle, avoient prescrit d'abord par trois années, & ensuite par six autres années, sept mois & dix-neuf jours. Par conséquent en 1581, la Dame de Loré étoit absolument *non-recevable*, son action étoit *prescrite*.

Inutilement se flatte-t-elle d'avoir couvert cette fin de non-recevoir & d'avoir interrompu la prescription par l'exploit qu'elle a fait donner le 12 Mai 1602. D'un côté la fin de non-recevoir qui l'écartoit en 1581 s'étoit, sans contredit, fortifiée, & avoit acquis un nouveau degré en Mai 1602. Mais d'un autre côté le procès étoit *péri*.

Vous savez, Messieurs, que toute instance est *périmée* lorsque les parties ont laissé écouler trois ans sans la poursuivre.

Or c'est précisément le cas de celle portée devant vous par la Dame de Loré. Il y a vingt ans, sept mois & douze jours qu'elle l'a abandonnée, & en tirant de ces vingt ans trois années, sept mois & quel-

ques jours, il se trouve que ceux pour qui je parle, ont de plus qu'il ne leur faut pour prescrire, dix-sept ans, sept mois & douze jours.

Ainsi la *péremption* de l'instance vient, dans cette cause, se joindre à la *prescription* de l'action.

J'ai donc prouvé que la Dame de Loré *n'a pas pu* contracter mariage avec le feu Cardinal de Châtillon, & qu'elle *ne l'a pas fait* non plus. Que d'ailleurs son action en la supposant étoit *prescrite* & que son instance étoit *périmée*.

Ainsi je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit, sinon que je persiste dans mes conclusions.

D'après cela, que deviendront les demandes de la Dame de Loré afin d'être restituée? C'est à vous, Messieurs, à qui il appartient d'apprécier leur mérite.

Quant à moi, mon ministère est consommé, & il ne me reste plus qu'à attendre avec respect l'arrêt que vous devez prononcer, & que l'exercice du ministère public va préparer.

Monsieur l'Avocat général Servin se leva aussi-tôt, & dit:

M E S S I E U R S ,

Les questions qui se présentent, dépendent d'une contestation d'état, en laquelle, comme préjudiciable, il faut voir si l'action de la demanderesse est receva-

ble. Et à cette fin, il semble que la cause doit être prise, par le *tronc* plutôt que par les *branches*.

Or, ce qui résulte des piéces communiquées & des plaidoyers des Avocats, pour les qualités de l'instance, est que d'un côté *Isabelle* de Haute-Ville, demanderesse en principal, se disante veuve de *Messire Odet* de Coligni, en cette qualité, *demande* les prétendues conventions matrimoniales qu'elle dit avoir été de bonne foi accordées, par articles le premier Décembre 1564 avec son prétendu mari & ses freres; & encore qu'elle eût fait autres demandes, qu'elles ne la peuvent préjudicier, n'ayant été faites à temps; qu'elle n'avoit pas les conventions, qu'elle dit n'être même venues que fort tard entre ses mains, pour avoir été retenues par personnes puissantes, de qui elle n'auroit pu avoir raison.

Au contraire, la Dame de Châtillon dit pour ses *défenses*, qu'icelle de Haute-Ville ne faut recevoir, parce qu'elle ne vient à temps, y ayant *péremption* de l'instance par elle intentée ci-devant & *prescription* d'action; & au fond, contre son prétendu mariage, soutenant qu'il *n'a pu* être autrement entre le Cardinal de Châtillon & icelle de Haute-Ville, soit parce qu'icelui *Cardinal* étoit de la Religion *Catholique, Apostolique & Romaine*, soit depuis sa profession de la *prétendue Réformée*.

Pour le jugement de telle controverse, il est vrai de dire que du temps du Pape

Clément VII, Messire *Odet* de Coligni étoit *Cardinal Diacre*, de quoi il y a preuve par l'induit octroyé à icelui *Cardinal de Châtillon* par le Pape *Paul III*, successeur dudit *Clément*, en date du 6 des ides, qui étoit le 8 Novembre 1534, où il est témoigné que icelui *Cardinal de Châtillon* auroit assisté à l'élection dudit Pape *Paul* : & depuis ce temps-là, il fut qualifié *Diacre* par l'indult qui est rapporté en bonne forme, indult par lequel le Pape *Paul* lui permet de retourner en France, comme y pouvant être plus utile & servir au *Saint Siege Apostolique*, davantage qu'il n'eût fait en demeurant au *Consistoire de Rome*.

Depuis lequel temps il est notoire que ledit *Cardinal* auroit reçu plusieurs biens d'Eglise; même, ayant été nommé par le Roi à l'Evêché de Beauvais, il en auroit eu provisions, en conséquence de quoi il a eu séance au Parlement en qualité d'Evêque de Beauvais, *Pair de France* & encore es autres lieux.

Et comme c'est une usance pratiquée que dès long-temps, es maisons nobles & illustres, où il y a plusieurs enfants, ceux qui sont voués à Dieu & dédiés à l'Eglise, ayant pris le parti dans le Clergé, quittent leur part & portion en leurs biens temporels à leurs freres & sœurs; d'où qui ont abdiqué par ordonnance de leurs pere & mere, abdiquent encore eux-mêmes par leur propre volonté toute espérance de

prendre part ès biens & successions de leurs parents; aussi ledit *Odet*, Cardinal de Châtillon, auroit fait plusieurs accords avec ses freres *Gaspard* & *François* demeurés au monde, & ce par acte de l'an 1544, portant *cession & disposition par lui faite à ses freres, tant des successions à venir de pere & mere, & de Pierre de Coligni son frere aîné.*

Cet acte est mentionné ès articles mêmes dont l'intimé veut se prévaloir. Acte (qui n'est pas seul, mais) suivi d'un autre (aussi récité esdits articles) du 17^e. jour de Mai 1559, par lequel icelui *Odet* auroit cédé, remis & donné à ses freres, les biens, meubles & choses portées à la donation à lui faite par *Dame Louise de Montmorenci sa mere, en l'an 1544.*

Or, étant advenu que, comme ledit *Odet* de Coligni, après avoir changé de Religion, se fût jetté avec ceux de la prétendue Réformée; il auroit été suivi par la Demoiselle de Haute-Ville, laquelle prétend qu'il est marié & a demeuré avec elle, au vu & au su des deux freres dudit *Odet* de Coligni, savoir l'Amiral & le Chevalier d'Andelot, lesquels auroient été présents aux traités des articles & conventions du prétendu mariage dudit *Odet* avec icelle de Haute-Ville, qui l'auroient signé & scellé du scel de leurs armes, en même forme qu'un autre acte passé le susdit jour premier Décembre 1564, portant une transaction faite entre les trois freres dont

il n'y a point eu de minute gardée par Notaire.

Et si prétend icelle qu'elle auroit été reconnue pour sa femme, vivante avec lui en société juridique & communauté de biens, laquelle communauté auroit duré jusques à son décès, & qu'il fût fait un accord entre Messire *Gaspard* de Coligni, Amiral de France, l'un des freres du défunt, & elle intimée & qualifiée Dame de Loré, cet accord passé au mois d'Avril 1572, par lequel, liquidation faite de ce qui étoit des biens & succession dudit feu Cardinal, est porté par acte subséquent, qu'elle auroit reçu la partie à elle due par l'arrêt du compte, dont elle auroit baillé acquit le 14 Mai audit an.

Or, depuis les années 1578 & 1579, s'étant mise entre les mains de *Jean Titon*, Sieur de Gressai, & du Sieur Titon de Sacé son frere, elle s'est plainte qu'elle fut amenée durant les troubles au château de Romorantin, où, sous parole de mariage, ledit Titon l'auroit attirée, & la tenant en sa possession, trouvé moyen par cet enlèvement de tirer d'elle quantité de vaisselle d'argent, bagues & joyaux, & autres meubles précieux, qu'elle auroit offert vérifier avoir valu & monter à la somme de 50000 liv.

Voilà d'un côté une plainte par elle faite contre les Titon, qui montre qu'elle a eu du malheur en sa condition, autant que Dame de sa qualité. Mais par qui, & com-

ment elle & ses biens ont été ravis, cela est au jugement de Dieu.

Or, d'un autre côté, elle a fait une nouvelle plainte. Car le dernier de Septembre 1581, elle obtint lettres royaux dont elle a poursuivi l'entérinement aux requêtes du Palais, par lesquelles elle exposoit avoir passé l'accord susdit de l'an 1572 pour raison des meubles, dettes & actions délaissés par ledit Cardinal, lesquels meubles & dettes elle avoit droit de prendre en vertu de certaine donation à elle faite par ledit défunt Cardinal. Et sur ce qu'elle supposoit, que lors de l'accord, elle étoit ignorante de la valeur desdits meubles & dettes, ils se pourroient estimer de cent à six vingts mille livres, & que ledit Amiral lui auroit fait entendre que les dettes passives excédoient cette valeur, de maniere que la donation lui seroit plus onéreuse que profitable; mêmeement, qu'en cette considération, ledit Amiral disoit ne se vouloir porter héritier que par bénéfice d'inventaire dudit défunt Cardinal, son frere; tellement qu'elle disoit avoir été induite à renoncer auxdits meubles, quoi que ce fut, & se contenter de fort petite part & portion d'iceux à ce contrainte, par l'autorité dudit Amiral qui la tenoit en sa maison. Au moyen de quoi elle auroit conclu par sesdites lettres à fin de cassation dudit accord, & pour être reçue à faire demande & prendre conclusions pour les causes que dessus, telles que de raison.

Sur quoi ayant fait assigner *François*, Comte de Coligni, Sieur de Châtillon, le 17 de Novembre audit an 1581, & pris un défaut en Décembre en suivant, à faute de défendre; elle auroit discontinué l'instance jusqu'à ce qu'elle se soit réveillée contre la veuve dudit *François* de Coligni, tutrice de ses enfants qu'elle a mis en procès, au mois de Mai 1602, ensemble Dame *Louise* de Coligni, Princesse douairière d'Orange, & *Charles* de Coligni, Sieur d'Andelot. Et sur cette nouvelle poursuite est intervenue la sentence de débouté, faute de défendre, du 3 Septembre 1602, dont est appel.

En cause d'appel, l'intimée a obtenu lettres royaux tendantes à plusieurs fins, qui dépendent de la question d'état & sur icelle a fait assigner la Dame de Châtillon, appellante, laquelle a baillé sa requête en sa qualité susdite, à *fin d'évocation du principal & des demandes formées par l'intimée même, à fin d'avoir assignation de douaire.*

Finalement, la cause étant prête à plaider, l'intimée a obtenu nouvelles lettres, & présenté sa requête à fin d'entérinement d'icelles, le 10 Juillet dernier.

Or, ce qu'elle dit par ces lettres est qu'avec grande peine elle a trouvé le moyen de faire représenter au Greffe de la Cour le traité de son prétendu mariage avec ledit défunt *Odet* de Coligni, signé & scellé des seings & sceaux, tant dudit *Odet*, que de ses deux freres, reconnu par devant No-

zaires, par lequel traité elle prétend avoir été convenu entre ledit Odet de Coligni & elle, que le survivant devoit prendre tous les meubles & acquêts, moitié en propriété, & l'autre moitié en usufruit; & à cette cause que le douaire, duquel (entre plusieurs demandes qu'elle a été contrainte d'intenter) elle auroit requis délivrance & assiette, étoit confus en l'avantage de ladite convention, ce qu'elle auroit ignoré jusqu'au jour de l'impétration desdites dernières lettres, & n'eût conclu à icelle délivrance & assiette de douaire, si elle eût eu ledit traité de mariage, à l'entérinement duquel elle conclut.

Et pour y parvenir met en avant que ledit feu Sieur Amiral s'étoit saisi de tous les meubles, titres & papiers dudit défunt Odet de Coligni; que icelui Amiral auroit fait dresser un état au mois d'Avril 1572, lequel on veut faire passer pour partage que l'acte ou contrat fait le même jour, contient en soi une fausse impression & surprise; qu'iceux actes ont été faits contre la bonne foi & contre la vérité des conventions, lors scellées & supprimées par ledit feu Sieur Amiral; que l'exposante n'a pu recouvrer le traité de mariage qu'elle prétend avoir été entre ledit Odet de Coligni & elle, sinon au mois de Juin dernier; qu'elle, étant de la Religion prétendue Réformée, a continuellement été absente du Royaume pour la rigueur des Loix; que la péremption d'instance & la prescription
d'ac-

d'action n'ont point couru à l'encontre d'elle, durant cette absence; qu'elle est bien recevable par le dernier Edit de pacification vérifié en l'an 1599; & que si le (traité, qu'elle appelle) contrat de mariage, lequel aujourd'hui elle rapporte, fût plutôt venu à sa connoissance, elle n'eût demandé que douaire lui fût délivré & assigné.

Ce sont en somme les faits & moyens déduits & proposés par ces dernières lettres, par lesquelles elle a fait mander à la Cour, *s'il lui appert d'iceux faits, qu'en ce cas, elle procède au jugement du différend des parties, sans s'arrêter aux actes du 23 Avril 1572, contre lesquels, elle prétend avoir été restituée & reçue à demander ces prétendues conventions matrimoniales, conformément audit traité du prétendu mariage par elle maintenant représenté, combien qu'elle eût formé ses demandes autrement & conclu en l'assiette dudit douaire & délivrance d'autres donations, avant qu'elle eût pu découvrir icelui traité.*

Contre ces demandes & moyens, la Dame de Châtillon allegue la *péremption d'instance* dès 1581, & en conséquence la *prescription*, laquelle a eu cours contre l'intimée, majeure, par plus de dix ans écoulés après les premiers Edits de pacification, en joignant les années pendant lesquelles il y a eu ouverture de justice ès causes des personnes de la condition de l'intimée. Et passant outre au fond de la matière, dit que la qualité que veut pren-

dre la demanderesse , en se maintenant veuve de Messire *Odet* de Coligni , qui étoit le *Cardinal de Châtillon* , est un titre qui n'est point & ne peut être , d'autant qu'il n'y a eu paction ni solemnisation de mariage entre icelui Messire *Odet* de Coligni & l'intimée , & n'y a pu en avoir , étant sans exemple , du moins approuvé , que personne ayant les qualités qu'avoit ledit *Odet* de Coligni se soit lié par mariage , & que la fréquentation ou cohabitation qu'un personnage ainsi qualifié peut avoir eu avec une Dame de la condition de l'intimée ou autre , ait été jugée & tenue pour mariage.

A ce l'Avocat de l'intimée & demanderesse en lettres , a dit pour repliques , que jamais Messire *Odet* de Coligni , Cardinal de Châtillon , ne fut *Prêtre*. Imò a voulu dénier qu'il eût pris l'ordre de *Diacre* , disant qu'il n'avoit été promu qu'au *Sous-Diaconat*. Et quand il auroit été *Diacre* , si par les constitutions Canoniques & quelques Décrets faits en l'Eglise , défenses ont été faites aux Clercs , promus au *Diaconat* & *Sous-Diaconat* , de se marier , sous quelques peines portant dégradation ou autres semblables , abdication & privation d'ordres Ecclésiastiques ; partant ces mariages n'ont pas été déclarés nuls : en tout cas , que si un Catholique pouvoit alléguer cette prétendue nullité , la Dame de Châtillon & ses enfants , faisant profession de la Religion prétendue Réformée , & ayant

autres sentimens des regles du célibat & du mariage des Prêtres & serviteurs de l'Eglise, que les Catholiques, ne se pouvoit aider des constitutions Ecclésiastiques faites pour ceux qui croient & vivent catholiquement.

Davantage, icelui Avocat de l'intimée a allégué un des articles secrets, accordés par le Roi à ceux de la Religion prétendue Réformée, pour le bien de la paix, touchant les mariages des Prêtres dont l'état ne peut être controversé.

Or, pour dire la vérité sur cette contestation, outre ce qui est justifié par l'indult du Pape *Paul*, de la promotion dudit Messire *Odet* de Coligni à la dignité de Cardinal de l'Eglise Romaine, avec le titre de *Diacre sanctorum Sergii & Bacchii*, (qui est le titre d'une Paroisse de Rome consacrée au nom de ces deux saints Martyrs, en la Diaconie, que le livre de *Romanis Pontificibus* enseigne avoir été restituée par le Pape *Gregoire III*;) il n'y a celui qui sache, pour peu que ce soit, l'Histoire de notre siècle, qui n'y ait appris qu'icelui *Odet* de Coligni, dit le Cardinal de Châtillon, ait été non-seulement *Diacre*, mais aussi a tenu rang & séance, entre les *Evêques & Pairs* de France, comme *Evêque & Comte* de Beauvais. Et de ce, les Registres de la Cour en font pleine foi.

D'où résulte clairement qu'il a été sacré ou tenu pour sacré, & l'opinion suffit en

cela. L'opinion, dis-je, que chacun en a, & non-seulement chacun du peuple, mais cette grande Cour de Parlement qui n'eût pas souffert que ledit Cardinal de Châtillon eût pris place en qualité de *Pair Ecclésiastique*, s'il n'eût eu le titre d'*Evêque*, titre dont il n'a pu jouir si long-temps comme il a fait, qu'il n'eût été Prêtre ou fait acte de Prêtre, *ut pro sacerdote habitus*. Etant vrai de dire de deux choses, l'une, ou qu'il l'a été, ou qu'il s'est porté pour tel. Que s'il s'est dit *Prêtre* ou fait semblant qu'il le fût, il faut juger qu'il a été tel, comme le Pape *Nicolas I*, écrivant aux Bulgares au chapitre 14^e. de son Epître, parlant d'un certain Grec qui s'étoit fait & supposé Prêtre, & qui avoit baptisé plusieurs enfants au pays des Bulgares, résolut que les actes par lui faits devoient être tenus pour tels que s'il avoit été véritablement Prêtre, au-lieu que les Bulgares les avoient déclarés nuls, & qui, plus est, jugé que ce faux Prêtre devoit perdre le nez & les oreilles.

Et à la vérité quand quelques actes, soit de baptême, soit d'ordination ou autres que font les Evêques ou Prêtres, sont faits par un homme qui se déclare Prêtre ne l'étant pas, ores qu'il soit blamable pour avoir supposé faux, en tant que tels actes le regardent ; il faut estimer qu'il a été Prêtre pour n'ébranler, ni faire trébucher les consciences des personnes qui lui peuvent avoir vu administrer les Sacraments

ou faire autres actes, porter l'habit de Cardinal & prendre séance d'*Evêque* & *Pair*, ès lieux où il n'y a que les *Evêques sacrés* qui puissent seoir. Et s'il faut, (comme la raison le veut) estimer qu'il ait été *Prêtre* pour conserver les actes qu'il auroit fait comme tels; il y a pareille raison de dire qu'il l'a été pour juger, suivant les regles des constitutions Canoniques, qu'il n'a pu se marier, pour ne faire schisme en l'Eglise, ou scandale par sa cohabitation avec une femme introduite, & pour dire comme la sainte Bible, avec une étrangere, laquelle de concubine il auroit voulu appeller femme & épouse, contre la créance en laquelle il avoit vécu selon la doctrine de ses confreres *Evêques* ou *Prêtres* comme lui.

Et c'est le moins que l'on puisse juger *in odium* du scandale fait par un Cardinal, *Evêque* & *Pair* tant qualifié, (non pour la mutation de la Religion à laquelle les Edits de paix ne permettent pas de toucher, mais pour le concubinage,) que l'on déclare n'y avoir eu aucun mariage avec la concubine.

Il seroit vrai de dire que Messire *Odet* de Coligni, grand Cardinal, ayant été sacré *Evêque*, auroit eu indubitablement ou auroit été estimé avoir eu le saint & le sacré ordre de *Prêtrise* au temps auquel il tenoit icelui ordre de *Prêtrise* pour sacrement, comme les Catholiques le tiennent. De maniere que c'étoit la moindre peine,

si peine se doit appeller, qu'il pouvoit avoir, de n'avoir pas la liberté de se marier; au-lieu de la punition ordonnée pour les faussaires & imposteurs qui se disant *Prêtres*, & feignant une qualité qu'ils n'avoient point, se feroient ingérés de célébrer ou consacrer, autrement que notre Seigneur, les Apôtres & les Prêtres du Concile œcuménique de Nicée & autres l'ont ordonné, sans avoir eu l'imposition des mains & l'ordination.

Mais il est véritable que le Cardinal de Châtillon s'est dit Prêtre, comme la Cour l'a présumé & cru qu'il étoit sacré, en le recevant parmi les Pairs; & si Me. Anne Robert a dit (plus) qu'il s'étoit maintenu en sa dignité jusqu'à disputer pour la prérogative de sa Pairie; partant il appert manifestement qu'il a été tenu pour *Diacre*, & ainsi il n'auroit pu se marier, attendu la regle ordonnée par les décrets Ecclésiastiques, tels qu'ils étoient gardés lorsque le Cardinal de Châtillon a eu tous ses titres de *Cardinal*, de *Diacre* & d'*Evêque*, ayant titre de Pair & séant entre les Pairs. Sur chacun desquels titres, même sur celui de Cardinal, n'est jà besoin de discourir, en ayant, moi qui parle, traité en une autre cause où il étoit à propos.

En outre l'institution, progrès, prééminence & prérogatives en l'Eglise Grecque où ils ont été appelés *kata-coeli*, & *Cardinaux* en l'Eglise Latine, principalement en la Gallicane où il y en a, en quelques

sièges Episcopaux, par un long temps devant que le titre en fût venu à telle grandeur qu'il est aujourd'hui, n'étant plus qu'au siège Apostolique de Rome, comme est le titre de *Pape*, privativement aux chefs des autres Eglises Episcopales depuis *Gregoire VII*; au-lieu que jadis il étoit commun à tous les *Evêques* anciens, ré-vérés & nommés *Papes* par les derniers reçus.

Mais suffit de dire en cet endroit, que quand le Cardinal de Châtillon n'auroit été sacré, comme il a été cru qu'il l'étoit, puisque certainement il avoit été *Evêque*, cela seroit assez pour dire qu'il n'auroit pas pu se marier selon la constitution que *Gregoire*, Evêque de Tours, appelle *consuetudinem Ecclesiasticam*, ayant bien été reçu en l'Eglise lorsqu'il y avoit disette d'hommes propres au Ministère sacré, que les maris pouvoient devenir *Prêtres*, & qui plus est, *Evêques*, mais les *Evêques* & *Prêtres* ne devenoient *maris*. Et ceux qui ont écrit du mariage de saint Hilaire, Evêque de Poitiers & de Badegesutin, Evêque du Mans, duquel ledit *Gregoire*, Evêque de Tours, a parlé au deuxieme livre de son Histoire, l'ont aussi remarqué.

Imò. Le même *Gregoire*, parlant du successeur de S. Austremoine, premier Evêque d'Auvergne, qui s'appelloit *Urbicus*, dit qu'étant converti du nombre des Sénateurs, il avoit une femme, laquelle, *jouxte la coutume Ecclésiastique*, vivoit re-

ligieusement éloignée de la cohabitation de ce saint homme.

Je fais bien que l'on pourra dire que cette conduite a été introduite par droit positif qui peut être sujet à mutation, & que non-seulement en l'Histoire Ecclésiastique Grecque, que Socrate a rapportée, mais aussi est sémoiné par ces actes du grand Concile de Nicée, recueillis par *Gelazius-Cicizenus*, que s'étant trouvés quelques-uns qui vouloient ordonner que les Ecclésiastiques (fussent *Evêques*, *Prêtres*, *Diacres* ou *Sous-Diacres*) s'abstiendroient de leurs femmes, *Paphnutius*, qui n'étoit point marié, & qui dès son enfance avoit été nourri en Monastere, s'étant levé & ayant dit que la compagnie des maris avec leurs femmes étoit une belle & légitime continence, & que ceux-là ne pouvoient être séparés que Dieu avoit conjoint, fut cause que le décret qu'on vouloit faire passer, fut mis sous silence, ce qu'aucuns ont voulu interpréter de *Prêtres* & *Evêques* mariés, aussi bien après avoir eu l'ordre de *Prêtrise* & d'*Episcopat* comme de devant. Mais les plus doctes ont observé que le dire de *Paphnutius* fait à propos des *Prêtres* & *Evêques* mariés avant leur promotion à l'un ou l'autre de ces Ordres sacrés; & de fait, *Gelazius-Cicizenus*, sus-allégué, le dit en termes qui vont là : & les Peres du Concile d'Arles II, (a) fait peu de temps après cette Synode *Nicene*,

(a) Concile tenu à Arles, en Provence, en 442 ou

dont ils pouvoient mieux connoître l'intention que nous, qui en sommes plus éloignés, ayant reçu fraîchement les règles de ce Concile, tenu en Grece, ordonnerent ce qui s'ensuit en leur second Canon. *Assumi aliquem ad Sacerdotium, in vinculo conjugii constitutum, nisi fuerit præmissa conversio, non oportet.*

Comment ces mots se doivent entendre, si c'est selon le sens des Peres qui suivirent l'avis de *Paphnutius*, rapporté par ledit *Gelazius-Cicigenus*, lequel dit que l'on remît à la volonté des Prêtres de s'abstenir de leurs femmes par mutuel consentement, qui semble avoir été l'intention d'*Urbicus* & de sa femme au lieu préallégué de *Gregoire* de Tours; ou si c'est que le mari fait Prêtre ou Evêque ait tenu sa femme depuis la Prêtrise ou Episcopat, *eam habens, quasi uxorem non habens.* Les doctes & pieux le jugeront.

Il est vrai que dans nos Gaules, *Salvianus* s'est écrié contre ceux qui défendoient l'œuvre de l'honnête mariage, disant, *dum licita non faciunt, illicita committunt.* Puis il ajoute, *vos qui opus honesti matrimonii reliquistis, à scelere abstinete. Peccata interdixit Deus, non matrimonia. Non est ita conversio, sed averfio.* Ce qui peut bien servir pour bien expliquer ce que veut dire le mot de conversion au Concile d'Arles.

Et véritablement les Peres du Concile environ. On voit qu'il fut composé de plusieurs Provinces Ecclésiastiques,

de Nicée I, ont bien interdit, par le troisieme Canon, aux Evêques, Prêtres & Diacres, & à tous ceux du Clergé, d'avoir avec eux une femme *étrangere* ou *sous-introduite*.

Mais il y a une grande différence entre une femme *mariée*, & une femme *sous-introduite*. Car l'une est de la maison & légitime; l'autre étrangere & illégitime. Et quand le Canon troisieme de Nicée a parlé des femmes *introduites*, il a voulu défendre aux Clercs la fornication & l'adultere, mais non pas le mariage, ni plus ni moins que les Empereurs Honorius & Théodose en leurs constitutions, où il est dit expressément *qu'il n'est bienséant à celui qui veut vivre selon la discipline probable au siecle; & qu'il ne doit être décoloré par la compagnie d'une femme appelée sœur*: & quiconque est ou Prêtre ou en l'ordre des Clercs, est interdit d'avoir pour compagnie les femmes que la Loi appelle étrangères, *extraneas mulieres*. Et néanmoins est accordé qu'ils puissent tenir leurs *meres*, leurs *filles* & leurs *germaines* dans leurs maisons. Puis, dit la Loi, (ce qui est fort remarquable) que l'affectation de chasteté exhorte à ne laisser point celles qui, devant la Prêtrise de leurs maris, ont mérité un légitime mariage. Car (disent les Empereurs) *celles ne sont point incompetemment conjointes avec les Clercs, lesquelles ont rendu leurs maris dignes de la Prêtrise par leurs saintes conversations avec*

eux : sur quoi l'interprete Aviarus a bien dit, en son interprétation ; ce qui est conforme au précepte de Salomon, quand il dit au 5^e. livre des Proverbes, *bois de l'eau de la citerne & des ruisseaux, du milieu de tes puits*, qui est un commandement pour se garder d'adultere ou de la poligamie, ce qu'aucuns ont dit avoir été ordonné en la primitive Eglise, en défendant à l'Evêque d'avoir plus d'une femme pour ne tomber-point au mal des polygames, lesquels en tenoient plusieurs en même temps, comme le dit saint Jean Chrysostome, exposant le lieu de l'Apôtre en l'endroit où il a écrit que *l'Evêque doit être mari d'une seule femme*.

Mais, à la vérité, c'est-à-dire, que de mari d'une premiere femme, il peut être fait Evêque. Mais après qu'il est Evêque, il ne doit se marier contre la prohibition des constitutions Canoniques. Et à ce propos le Pape *Léon I* a dit en son Epître 88 à *Anastase*, Evêque de Tessalonique, que non-seulement aux Evêques, Prêtres & Diacres, le mariage n'étoit concédé, ains n'étoit non plus permis aux Sous-Diacres. Et le même *Léon*, écrivant à *Rustique*, Evêque de Narbonne, (comme nous voyons en son Epître 95) le confirme.

Mais quelques-uns objectent que ce même Pape *Léon* a fait une chose fort mémorable rapportée en son Epître 85, (insérée au premier tome des Conciles qui est la 9^e. de l'édition de Rome, faite en l'an

1591, adressante aux Evêques,) où il dit avoir abdicqué de la Prêtrise, celui qui étant *Prêtre*, après le *divorce*, avoit épousé une femme du vivant de l'autre. Et néanmoins, sous l'ombre que sa Sainteté ne lui a pas ôté cette seconde femme, quelques subtils Jurisconsultes ont voulu induire de ce passage, que le Pape lui a laissé la femme. Mais il étoit retenu ès bornes de la punition Ecclésiastique, n'ayant voulu passer plus outre; de façon qu'il ne peut pas sembler avoir approuvé que le mariage fut valable, ni que l'abdicqué ou dégradé peut retenir cette femme par lui prise. De la façon de quoi on peut plutôt dire qu'il auroit laissé le jugement au Juge impérial.

Il est bien vrai que par un Canon exprès du Concile Anciran (a), si les Diares en leur ordination avoient protesté *de vouloir contracter mariage*, il leur étoit permis; & pour preuve de cette liberté, on peut rapporter la nouvelle 6 de l'Empereur *Justinien*, & la 22^e., en l'une desquelles il est dit *que celui que l'on crée Evêque, sera sans femme & sans enfants*; ce que le même Empereur avoit auparavant ordonné par deux constitutions Grecques dont il rend la raison; *afin que par affection envers sa femme & enfants, il ne pillât les facultés de l'Eglise*. Raison que l'Empereur *Léon* a réfutée en ses novel-

(a) Concile (que quelques-uns regardent comme un Concile général de tout l'Orient) tenu, après Pâques, à Ancyre, Métropole de la Galatie, entre les années 313 & 319.

les 2^e. & 3^e. par l'autre constitution. Et le même *Justinien* a prohibé les mariages à tous les Clercs, fors aux chantres & aux lecteurs.

Mais comme *Salvian* a crié contre ces Loix nouvelles par lesquelles l'œuvre du mariage étoit défendue, & l'œuvre de fornication permise, tantôt la liberté de se marier a eu lieu, tantôt la prohibition; & n'ont pas ces regles toujours été certaines.

Car il se dit du Pape *Caliste* que le Clergé lui voulut mal pour avoir improuvé le mariage des Prêtres. Et saint *Grégoire*, premier Pape, cité au chapitre 1, dist. 28 du décret de Gratian, a défendu même, *qu'aucun ne feroit reçu Sous-Diacre, s'il ne promet de vivre chastement*. Ce qu'aucuns ont repris comme s'il eût voulu dire *que le seul célibat fut chasteté, & non la couche immaculée du mariage*.

Et est à croire que ce bon saint Pape eut le même sentiment que saint Paul quand il a parlé de l'homme non marié, disant *que le non marié a soin des choses de Dieu pour plaire à Dieu, & le marié des choses du monde pour plaire à sa femme*; c'est-à-dire que celui qui n'a point de femme peut plus commodément vaquer au service divin que le marié, n'étant point diverti par une femme, ni par le soin de sa famille & de ses enfants.

On peut dire que saint *Grégoire*, parlant de *chasteté* en cet endroit, a voulu parler de *l'abstinence* mutuellement con-

sentie par les conjoints, quand un mari étoit fait Prêtre, ores pour un temps, comme un carême, ores pour vivre séparément & religieusement d'une pure & franche volonté, & sans aucune contrainte. Ou bien quand il s'agissoit de recevoir un Prêtre non marié ou un Diacre & Sous-Diacre, on lui faisoit jurer continence; & ainsi il faut entendre les paroles de ce bon Pape, suivant la loi ou coutume Ecclésiastiques. Et ainsi les doctes interpretes Catholiques, côtés par M^{re}. *Claude (a)* d'Espence, ont exposé Saint Paul au 4^e. livre de sa premiere Epître à Thimotée, au lieu où il s'écrit que l'esprit dit manifestement qu'*ès derniers temps, viendroient quelques-uns se départants de la foi, lesquels ayant la conscience cauterisée, défendroient les mariages.*

Car, d'un côté, ceux-là ont été blâmables lesquels ont détesté le mariage, le disant mauvais de foi, & s'en sont abstenus en l'abhorrant comme chose qu'ils fei-

(a) Célèbre Docteur de Sorbonne, né à Châlons-sur-Marne en 1511. Il avoit été Recteur de l'université de Paris, fort employé dans les affaires Ecclésiastiques; par le Cardinal de Lorraine, & très-consideré du Pape *Paul IV*, qui avoit résolu de le faire Cardinal. Il assisa par ordre du Roi à une conférence de Théologiens, tenue à Melun; aux états d'Orléans en 1560; au colloque de Poissy en 1561, & mourut à Paris sur Saint Côme, sa Paroisse, le 15 Octobre 1571. On peut consulter ce que dit M. Pigniol de la Force, sur M. d'Espence, dans sa description historique de la ville de Paris, tome VI, pag. 285 & suivantes, édition de 1765.

gnoient instituée par un mauvais Auteur; & partant saint *Ambroise* les a blâmés comme déniaut que Christ soit né, & lui soustroyant la chair.

Et pour cette même cause saint *Jérôme*, *Epiphanius*, saint *Augustin*, *Philastrius*, *Damascène*, *Théodore*, *Guido Carmelita*, *Alphonfus Minorita*, en leurs catalogues des hérésies & hérétiques, ont noté le même contre les fausses opinions des *Gnostiques*, *Cerdoniens*, *Marcionites*, *Manichéens*, *Lucianistes*, *Severiens*, *Hieracites*, *Adamien*, *Apostoliques*, *Ægimneures* & *Arians*, *Priscillianistes*, *Apotatiques*, *Origeniens*, premiers, l'hérésie desquels (même des *Apostoliques*) fut renouvelée par quelques idiots du temps de saint Bernard, qui les reprend aigrement en un de ses sermons sur le Cantique des Cantiques.

Et, à la vérité, ôtez de l'Eglise le mariage, vous la remplirez de concubines & d'incestueux. Bref on y mettra le péché qui ne se nomme point.

Mais aussi, d'autre côté, il ne faut comprendre le vœu du célibat, en la prédication de l'Apôtre. Car l'Eglise Catholique ne défend pas le mariage en approuvant le vœu de continence, & saint Paul ne condamne point le célibat ni la continence, mais ceux qui commandent de s'abstenir du mariage par loi prohibitive. Bref, ainsi que l'or vaut mieux que l'argent, voir y a de l'or par-dessus l'or, & y a

aussi encore un or d'Ophir; il estime aussi la virginité plus précieuse que le mariage.

Et ainsi disoit saint *Augustin*, contre *Faustus*, Manichéen. *Celui, défend le mariage qui dit qu'il est mauvais; mais non pas celui, lequel à ce grand bien en préfère un autre beaucoup plus grand.*

Ainsi *Nicolas de Lira*, ainsi *Isidorus & Arius* ont dit qu'il falloit entendre ce lieu de saint Paul. Et de vérité, le sophiste *Libanius* étoit blâmable de ce qu'il disoit ce que *Eucapius* écrit en sa vie; qu'il falloit user des femmes pour la nécessité ou volupté, & non pour la dignité. Ainsi ne faut-il pas estimer que pour être la couche du mariage sainte & honorable, la virginité & continence ne soient plus saintes.

Imò. Le mariage est pour ceux qui ont besoin d'un aide, & la virginité est pour les esprits forts, lesquels peuvent accomplir le vœu de chasteté & de continence. Et ce vœu de continence est la raison pour laquelle le Prêtre, le Diacre & le Sous-Diacre ne se peuvent marier. Car un homme, pour être Prêtre, Diacre ou Sous-Diacre, n'est pas inhabile de contracter mariage; ains à cause du vœu de se contenir perpétuellement, qui est conjoint avec le Presbitérat, Diaconat & Sous-Diaconat, par constitution ou coutume Ecclésiastiques.

D'où aucuns ont voulu dire que les Prêtres, Diaques, Sous-Diaques sont astreints par le vœu de continence, & prohibés par la
raison

raison tirée du droit divin de contracter mariage, pour autant que le droit divin a ordonné d'accomplir les vœux émis. De sorte que celui qui, par changement de Religion, se départiroit de la Catholique, pour se retirer avec ceux de la Religion prétendue Réformée, ne seroit solut du vœu, bien qu'il se prétendît libre des loix de l'Eglise Catholique : l'obligation du vœu n'étant pas de droit positif & humain, mais de droit divin.

Il est vrai que s'il falloit discourir plus avant sur ce sujet, on pourroit dire que les Papes même ont jugé diversement. Témoins *Nicolas I*, au chapitre 70 de son Epître portant réponse *ad consulta Bulgarorum*, lequel, sur ce qui lui fut demandé par les Boulgres, (car ainsi *Ville-Hardouin* & nos autres vieux François ont appelé les *Bulgares*) savoir si on devoit sustenter & honorer un Prêtre ayant une femme, ou s'il le falloit chasser, attendu que les Prêtres semblent obligés à la continence, répond ainsi : *qu'encore que tel Prêtre soit fort répréhensible, néanmoins ceux qui le constituoient devoient imiter notre Seigneur, lequel, comme dit l'Evangile, fait lever son soleil sur les bons & sur les mauvais, pleut sur les justes & sur les injustes. Mais, dit-il, vous ne devez pas le rejeter, parce que notre Seigneur n'a pas rejeté du nombre des Apôtres le traître Judas, encore qu'il fût disciple menteur. Et sur ce même propos, on peut ajouter ce*

qu'a dit le Pape *Pie*; *magna ratione sublatas Sacerdotibus nuptias, majore restituendas*, pour les inconvénients qui sont arrivés des austères préceptes du célibat.

Pour confirmation de quoi, aucuns ont proposé que si par la créance que nous avons en l'Eglise Catholique, le mariage est Sacrement, comme nous le tenons; il ne faut exclure d'icelui, ni les Clercs promus aux ordres inférieurs, ni les autres; mais seroit expédient qu'il fût permis aux Sous-Diacres, Diacres, Prêtres & Evêques, comme à tous Chrétiens, d'être aussi capables de tous les sept Sacraments qui sont reconnus & enseignés en l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & confessés par les Grecs au Concile de Florence, (a) comme il est témoigné par *Georgius*, (b) *Genadius* (c), *Scholarius* (d), en leurs écrits de ce temps-là. Et pour cette occasion, entre les demandes du Roi *Char-*

(a) Continuation du Concile général 1^o. ouvert à Bâle le 23 Juillet 1431, 2^o. transféré à Ferrare, où vinrent les Grecs, & ouvert en cette ville le 8 Janvier 1438, 3^o. transféré à Florence, 4^o. enfin transféré à Rome le 26 Avril 1442.

Le Concile tenu à Florence n'est regardé, par plusieurs, comme général, que jusqu'au départ des Grecs. A Rome il n'eut que deux sessions.

(b) De Trebifonde, Grec, né à Candide, & originaire de Trébifonde. Il fut Secrétaire du Pape *Nicolas V*, & mourut vers l'année 1480.

(c) Fameux Prêtre de l'Eglise de Marseille dans le sixième siècle. Il suivoit les opinions de *Fausse*, Evêque de Riez, & passa pour Sémi-Pélagien.

(d) *Georges Scholarius*, élu en 1453 Patriarche de Constantinople, avec la permission de Mahomet II.

les IX, arrêtées en son conseil par l'avis de la Reine sa mere, des Princes de son sang & autres, même des Prélats entre lesquels il y en avoit même de Cardinaux, notamment Messieurs les Cardinaux de Bourbon & de Lorraine, de Monsieur le Chancelier, de plusieurs autres notables Seigneurs & personnages de savoir & de conseil, fut mis un article tendant à remettre le mariage des personnes Ecclésiastiques comme il étoit permis en l'ancienne Eglise.

Mais pour ce qui touche le jugement de cette cause, puisque l'on vivoit autrement lorsque le Cardinal de Châtillon étoit au monde jusqu'à ce que cette permission fut renouvelée, il faut juger la présente controverse par la créance qu'avoit vraisemblablement icelui Cardinal de Châtillon, conforme à l'usage Ecclésiastique-Catholique, & est encore, que celui-là ne pouvoit se marier qui étoit Sous-Diacre, Diacre, Prêtre ou Evêque sacré, ou qui s'est dit tel : étant à noter que le Cardinal de Châtillon n'a point eu dispense du Pape, comme aussi n'y avoit lieu ni raison qu'il la pût obtenir quand il l'eût voulu. Car bien on pourroit dire comme quelquefois a été, que le Pape ayant promu à la dignité de Cardinal de l'Eglise Romaine un Clerc ayant simple tonsure, il l'a dispensé pour deux, trois, quatre ou cinq ans, selon le lieu d'où il étoit, & lui a baillé un brevet pour n'être point tenu de se faire promouvoir aux ordres, durant ce temps-là.

Est de vérité encore, que quoique la dignité du Cardinalat requiere l'Ordre après quelque temps, toutefois elle n'argue pas nécessairement que le Cardinal ait eu les Ordres; car le *Cardinalat* n'est point un ordre sacerdotal, ni inférieur comme le *Sous-Diaconat* qui sont grades pour parvenir au Sacerdoce institué par notre Seigneur; mais est une *dignité ordonnée en l'Eglise* pour le régime & police d'icelle, & y a plusieurs Cardinaux, lesquels n'ont été Sous-Diacres, Diacres, ni Prêtres.

Mais le Cardinal de Châtillon a été promu aux Ordres, & y a preuve par écrit du *Diaconat*, & par la promotion à l'Ordre *Diacre*, témoignée par le Pape, & par le titre de sa Diaconie. Partant ayant été *in sacris*, il n'a pu se marier, n'y ayant nulle cause qui le pût mouvoir à prendre cette liberté, n'en ayant été dispensé lorsqu'il commença à tenir l'intimée avec lui *pro vice conjugis*.

Il est bien advenu quelquefois qu'une grande maison venant à défailir par la mort de tous les mâles; afin de la remettre en sa splendeur, les Papes ont permis aux Religieux même de sortir de leurs Monastères, comme un Religieux de saint *Bénigne* (a), de Dijon désiré par la Na-

(a) Frere *Casimir*, Prince du Sang Royal de Pologne. Il étoit Moine de l'Ordre de Cluni à Saint-Bénigne à Dijon, & il avoit reçu le *Diaconat*. Néanmoins, comme les Polonois, après la mort de *Miecislâs II*, leur dernier Roi, avoient obtenu en 1041, du Pape Benoît IX, la résiliation des vœux du frere

tion Polonoise pour être Roi, parce qu'il étoit issu de race Royale. Si comme en Arragon, un Moine *Remigius* (a) fut tiré d'un Cloître, & avec dispense du Pape s'étant marié, eût une fille *Petronilla* qui

Casimir, avec permission à ce Moine Diacre d'accepter le Royaume de Pologne, & de se marier; *Casimir* monté sur le Trône de Pologne, & le premier Roi de son nom, épousa *Marie* fille d'*Vlodimir*, Duc de Russie.

Il eut plusieurs enfans de cette Princeesse, & décéda le 28 Novembre 1058, laissant *Boleslas II* héritier de sa Couronne.

Casimir I avoit régné pendant 18 ans. Lorsqu'il se monroit en public, & les jours de fêtes solennelles, il portoit l'Étole, à la façon des Diacres, sur ses habillemens Royaux. Le Pape, en accordant ce Prince aux Polonois pour leur Roi, lui avoit imposé la condition, singulière pour un Roi, de ne jamais paroître en public & aux jours de fêtes solennelles, sans cette Étole, qui, selon lui, devoit apparemment relever l'éclat du Diadème & de la pourpre Royale. C'est *Casimir* qui fonda l'Evêché de Breslaw.

(a) Il semble que M. l'Avocat général, 1^o. eût pu ajouter à ces exemples celui de *Bermude I*, qui fut élu en 788 pour régner sur les Asturies. *Bermude* étoit Diacre lorsqu'il monta sur le Trône. Néanmoins il épousa *Nanila* de qui il eut trois enfans. *Ramire I*, depuis Roi des Asturies, sous le nom de Roi d'Oviedo; D. *Garcie* & Dona *Christine*. 2^o. Au lieu de *Remigius*, dire *Ramire II*, élu en 1134 Roi d'Arragon, quoique depuis plus de 40 ans, il fût consacré à Dieu, ayant été successivement Moine de l'Abbaye de Saint Pons-de-Thomieres en Languedoc, Abbé de Sahagun en Espagne, au Royaume de Léon; Evêque de Burgos, puis de Pampelune, & enfin de Balbastro, au Royaume d'Arragon.

Ce Prince, Moine, Prêtre, Abbé, Evêque & enfin Roi, épousa *Agnès*, sœur de *Guillaume*, Comte de Poitiers, & de *Raymond*, Comte d'Antioche. Il en eut *Pétronille*, mariée depuis à *Raymond* Comte de Barcelone, qui régna 25 ans sur les Arragonois.

devint héritière du Royaume & fut mariée à *Raymond*, Comte & Marquis, d'où sont venues huit générations de la maison d'Aragon; ainsi qu'a remarqué *Petrus Achaenus* en son conseil 339.

Mais ces exemples sont rares & ne pourroient être tirés à conséquence pour un Cardinal, Evêque, Pair de France, qui n'avoit & ne pouvoit avoir aucune peur que sa maison faillît, ayant des freres mariés & nombre de neveux.

Et ne peut servir à l'intimée, qui se dit sa veuve, l'objection qu'elle fait que les articles du prétendu mariage ont été accordés en présence des freres dudit Cardinal.

Cela n'a pas été *palam*; ni en face d'Eglise. Et si on dit que ceux de la Religion prétendue Réformée ne gardent les mêmes cérémonies que les Catholiques vivants sous la regle & observance de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & constitutions Gallicanes aussi Catholiques; pour le moins il falloit y garder quelque forme de cérémonie publique par la bénédiction nuptiale, si comme les Catholiques font les noces publiques qui sont bénites par les Anges, c'est-à-dire, par les Prêtres ou Evêques appelés de ce nom par le docte Prêtre (a) Africain, grand Jurisconsulte & Théologien.

Tertullien (b) l'avoit appris des livres

(a) Tertullien.

(b) *Quintus, Septimius, Florens Tertullianus*, Prêtre du Diocèse de Carthage en Afrique.

saints, où sont ainsi appelés l'*Ange* de Laodicée, & l'*Ange* d'Ephèse.

Or, tant s'en faut que l'on puisse dire qu'il y ait eu quelques solemnités approchantes de cette forme, qui est le mystère nuptial, & la vraie marque du Sacrement de mariage, Sacrement de la conjonction de notre Seigneur Jesus-Christ avec l'Eglise son épouse; que tout au contraire, par les articles accordés sous seing privé au traité de l'an 1564, duquel l'intimée se veut aider, il y a une clause qui porte nommément, *que ne pouvant les parties, pour certaines causes de présent, passer les traité & accord en forme plus solennelle, ont avisé cependant de rédiger ces articles, signés de leur seing, & scellés de leurs sceaux, pour faire foi à la postérité desdites conventions.*

Vrai est qu'il est dit en la texture de la même clause, *que quand, par la mort de l'un adviendra la dissolution du mariage, il seroit tenu avoir été légitimement fait.*

Mais, dira quelqu'un, si le mariage ne peut être jugé légitime pour n'avoir été célébré légitimement, publiquement, ce que nous disons en face de sainte Eglise, (que ceux de la Religion prétendue Réformée appellent assemblées) à tout le moins pour l'effet du contrat civil, il devroit être tenu pour valable.

Verum à cela il y a réponse. Nempè que comme un mariage profanement contrac-

té, c'est-à-dire où l'Eglise n'a point encore passé, ne pourroit être nommé *mariage*, mais *simple projet* duquel on peut résilier; comme par la doctrine de *Guillaume*, Evêque de Paris, telle promesse de mariage dont il n'y a traité que devant des personnes Laïques, n'est tenu pour Sacrement, suivant quoi sont intervenus plusieurs arrêts; on ne sauroit juger sur la question du prétendu mariage débattu en cette cause, sinon qu'il n'y a point eu de mariage : *ex eo*, principalement que l'on n'apporte pas de preuve, telle qu'il faudroit pour montrer que le prétendu mariage a été solemnisé publiquement, ce qui eût été requis, si on vouloit faire un mariage suivant les constitutions & ordonnances Royaux, tant de *Charlemagne* qu'autres de nos Rois, lesquels du moins devoient être suivis par les sujets du Roi; tant de la Religion prétendue Réformée, qu'autres, si aucuns d'eux se veulent excepter des loix Ecclesiastiques. Et fut ainsi jugé par l'arrêt célèbre donné à Rouen par Juges ordonnés par le Roi en l'an 1507, sur le prétendu mariage de *Mre. Jean de Ferrieres*, Prêtre, avec un Demoiselle du Dauphiné, laquelle ayant ignoré la qualité dudit Ferrieres, l'avoit épousée, avec les cérémonies des noces publiques, en l'Eglise.

Et se peut dire pour la vérité, que ce qui est porté par le traité qu'allegue l'intimée & demanderesse en lettres (fait le

même jour & en la même forme qu'un acte séparé entre les trois freres, à savoir lesdits Sieurs *Gaspard*, *Odet* & François de *Coligni*,) a été pour satisfaire par ledit *Odet*, Cardinal de Châtillon au desir des Ministres auxquels y avoit quelque étincelle d'honnêteté publique, en ce qu'ils ne vouloient recevoir en leur assemblée un homme tenant une femme en autre qualité que de femme qui se dit conjointe par mariage.

Ces Ministres de la Religion prétendue Réformée avoient brûlé du desir de voir un Cardinal marié, parce qu'ils croyoient que cela pourroit beaucoup servir à leur parti. Et au regard du Cardinal, ayant volonté de retenir l'intimée *quam, non tam habebat, quam habebatur ab illâ*, a voulu couvrir la continuation de sa cohabitation avec elle de ce titre de prétendus traité & conventions sous le voile du mariage.

Mais l'intimée & demanderesse ne rapporte point d'acte public de solemnisation de son prétendu mariage en forme qui soit authentique, du moins telle que veut la regle, par laquelle les personnes de sa profession ont accoutumé de passer.

Ains seulement une missive de Mre. *Pierre Melet*, Ministre, lequel a écrit à icelle intimée & demanderesse, *avoir reçu beaucoup de biens de son cher époux, & d'elle*, entendant par ces mots ledit Messire *Odet* de *Coligni*, & au bas, ajoute une petite Apostille, *qu'il ne reste plus que lui*

(Melet) de tous ceux qui auroient assisté à la confirmation du mariage de Messire Odet de Coligni & d'elle; ce qui n'est pas un témoignage suffisant, n'étant que d'un seul homme qui se reconnoît obligé à la demanderesse, & de qui la foi est obstreinte par son écrit, n'ayant été assigné pour témoigner en vertu d'aucune ordonnance de justice, bref, n'ayant déposé par serment.

Si que la Dame de Châtillon, pour ses enfants, soutient instamment que la conjonction d'entre Messire Odet de Coligni & la Dame de Haute-Ville, est un acte clandestin, fait sans aucunes annonces & sans solemnités requises au mariage; & partant icelle Dame de Haute-Ville ne peut avoir été mariée avec ledit Odet de Coligni, vu que c'est le mystere nuptial, c'est-à-dire, la bénédiction publique faite en l'Eglise, qui fait le mariage, & non le commerce de la chair ainsi qu'estimoit *Justinianus*, Pélagien, qui pour cette occasion fut condamné d'hérésie par le docte saint *Augustin*, comme je l'ai autrefois dit sur le sujet d'une cause, où il s'agissoit d'un mariage clandestin. Et à la vérité tel prétendu mariage est en péril d'être jugé *fornication*.

Et bien qu'auparavant l'ordonnance de Blois, aucuns aient douté si un mariage clandestin qui n'étoit pas légitime *sed saltem* estimé *ratum*, devoit être déclaré nul ou bon, en vertu du mutuel consentement des deux prétendus obligés par secrete pro-

messe ; néanmoins les plus pieux & savants cités & suivis par Mre. *Claude d'Espence*, Gentilhomme d'honneur & docte Théologien, au chapitre 13 de son traité des mariages clandestins, ont tenu pour véritable ce qu'a écrit Mre. *François Commeau*, maître des requêtes, en son commentaire de *nuptiis*, à savoir que les mariages non publiquement, mais clandestinement traités & consommés par copulation charnelle, ne devoient être appelés mariage, & ne se pourroient dire d'iceux ce que Dieu a conjoint, que l'homme ne le sépare point.

Et est cette raison fort notable, laquelle, quoique certains Canonistes aient estimé être tirée d'un décret du Pape *Evariste* (a), est néanmoins une loi plus ancienne ; loi de respect & d'honneur, écrite en tous les cœurs généreux qui préfèrent l'honorable au délectable ; loi particulièrement autorisée par les constitutions de nos Rois & par les sanctions de l'Eglise Catholique, même de la Gallicane, dont moi qui plaide ayant fait recueil & récit, est intervenu arrêt en l'audience de la Grand'Chambre, le 12 Juillet 1601, & depuis icelui, la Cour en a ordonné encore plusieurs autres, par lesquels elle a déclaré, tels mariages clandestins n'avoir été valablement contractés, suivant les peines indictes par les Conciles.

Je ne doute point que quelques-uns ne

(a) Saint Evariste, quatrieme Pape.

veuillent objecter que auparavant les fonctions dernières faites par les Peres assemblés à Trente, le contrat ores que clandestin, toutefois *in foro conscientiae*, étoit réputé matière du saint Sacrement de mariage, & que c'est chose étrange, vu que la matière ni la forme du Sacrement ne se peuvent changer par l'homme, parce que ces deux choses ont été instituées par notre Seigneur Jesus-Christ, comme on a fait cette mutation, qu'aujourd'hui tels mariages clandestins n'agueres approuvés par coutume, soient déclarés nuls, & que c'est accuser l'Eglise d'avoir erré ou varié, ce qui ne peut pas être, vu que l'Eglise est la colonne & le firmament de la vérité, dont *Christ* est le fondement, lequel a envoyé le *Saint-Esprit* en l'Eglise pour y enseigner toute vérité & y demeurer tous les jours, jusqu'à la consommation des siècles.

A cette objection de mutation y a double réponse. 1°. Pour ce qui est du fait de cette cause, l'ancienne loi de l'honnêteté publique, renouvelée contre la coutume & corrupte les contraires, étoit faite lors du prétendu traité de mariage du Cardinal de Châtillon avec l'intimée, faite, dis-je, par les Peres assemblés à Trente, desquels le décret n'est ici allégué que pour montrer que ce qu'il porte, en infirmant & annullant les mariages clandestins, est conforme avec l'ancien & vrai droit, tant de l'Eglise Universelle, que de la nôtre Catholique; tellement que ce n'est

un droit nouveau , mais une reprise & rafraîchissement du vieux. Car c'est une maxime très-véritable que les mariages clandestins ont toujours été illicites en l'Eglise Catholique, & diverses peines ordonnées contre ceux qui y contractoient tels mariages, lesquels, si on a appelé *rata matrimonia*; ce n'a été sinon *quoad vinculum animorum*, pour dire que les esprits étoient liés & obligés.

Mais ces Mariages n'ont été valables ni légitimes même pour ce qui regarde *in foro exteriori* les conventions & les biens, soit pour le douaire que la femme prend sur le mari, soit pour les fruits de la dot que le mari fait siens, soit pour la communauté des biens & acquêts : étant fort à penser pour la décision de cette cause que la confirmation des résolutions desdits Peres assemblés à Trente, auroit été faite par le Pape, le 26 Janvier 1564, chose que ledit Cardinal de Châtillon savoit bien auparavant le prétendu traité de mariage dont est à présent question, qui est du mois d'Octobre (a) en suivant audit an 1564.

Car comme il avoit été grand Cardinal & homme d'état, il n'étoit pas ignorant de ce qui se faisoit en son temps en l'Eglise & au monde.

La seconde réponse pour ce qui touche la matiere du Sacrement de mariage, est qu'icelle matiere doit être reconnue être

(a) Il faut dire Décembre.

un contrat approuvé par l'Eglise, eu égard aux temps, aux choses & aux lieux, *ut sit subjeetum matrimonii*, pour autant que la matiere dure toujours. Car l'Eglise ne la couvre jamais, & tout contrat qui est approuvé par l'Eglise reçoit cette raison.

Ainsi aux mariages clandestins la matiere n'est pas changée, ains cela seulement qui avoit reçu la raison de cette matiere, & néanmoins la raison de la matiere demeure entiere & invariée.

En somme les contrats autant qu'il y a approbation d'iceux par l'Eglise, demeurent matiere de ce Sacrement, parce que le Sacrement de mariage a été institué en matiere morale; & pourtant il semble être aucunement de la volonté de l'Eglise qui peut approuver certain contrat à l'effet qu'il soit matiere du Sacrement, ou bien l'improver.

Au reste, les sanctions par lesquelles telles pactions de mariages clandestins sont déclarées nulles, ne sont pas nouvelles & ne changent pas le droit ancien, ou plutôt l'on ramene en usage comme une vieille loi qui s'endormoit, laquelle a eu besoin d'être ressuscitée. C'est la vieille loi donnée à l'Eglise dès le temps de notre Seigneur & des Apôtres, qui vouloit ce que les constitutions de nos Rois ont déclaré. *Nimirum* que tels actes se fissent en la maniere de l'Eglise par la regle d'honnêteté dont la raison est éternelle. Car la parole de la vérité qui n'a qu'une face, laquelle

le temps ne peut tenir , est la regle qui n'approuve point ces actes cachés.

Voilà ce qui concerne la question de l'état, pour le regard de la prétendue validité ou invalidité du mariage disputé en cette controverse , en laquelle y a beaucoup plus de conjectures & de raisons contre le prétendu mariage que pour icelui : étant chose honteuse d'avoir, l'intimée , en l'audience publique , osé dire qu'elle est *veuve d'un Cardinal, Evêque & Pair*, lequel avoit toutes les qualités sus remarquées , ne pouvant, sauf la révérence de la Cour, la co-habitation d'entre ledit Cardinal & elle , avoir le nom & titre qu'elle prend.

Succede le second point qui concerne les lettres par lesquelles l'intimée & demanderesse en lettres s'étoit pourvue contre l'accord par elle fait en l'an 1572 par premières lettres de l'an 81 , où elle ne se disoit pas , comme elle se dit aujourd'hui , *veuve d'un Cardinal*, mais seulement *donataire*.

Mais, par la discontinuation de l'instance, elle a fait connoître qu'elle la jugeoit elle-même , au théâtre domestique de sa conscience, être mal fondée. Et l'instance étant périée, la péremption ne frappe pas un petit coup en cette cause.

Car outre ce que la demanderesse avoit fait paroître depuis l'an 1572 , jusqu'à 1581 (qui sont neuf ans de silence) qu'elle étoit contente de cet accord ; on peut ajou-

ter qu'elle n'avoit que trop eu pour une femme de sa condition, & si elle eût gardé ce qu'elle avoit tiré par le moyen de sa conversation avec ledit Sieur Cardinal de Châtillon, elle eût eu de grandes commodités. Néanmoins elle se veut plaindre & dit qu'on lui a ôté ses droits par violence.

Pourquoi réfuter; on allegue au contraire que le feu Sieur Amiral de Coligni, frere dudit Sieur Cardinal, n'étoit point noté d'avarice; & ses ennemis même qui ont écrit contre lui, ne lui ont rien imputé qui en approchât; comme à la vérité, il n'eût pas pu faire ce qu'il a fait, s'il en eût été entaché. De dire qu'il ait usé de violence ou retenu le traité contenant les articles du prétendu mariage, cela est proposé fort tard, & on ne cote pas de quelle façon on prétend la rétention objectée, ce qui seroit nécessaire *in actione de dolo*. Que si on faisoit ouverture à ces prétentions, ce seroit chose de dangereuse conséquence, après même que la demanderesse en lettres nouvelles auroit dit par ses premieres de l'an 1581, qu'elle étoit fondée à prendre tout ou partie, en vertu de la donation à elle faite par Messire Odet de Coligni. Tellement qu'il est à présumer qu'elle l'avoit lors dans ses mains.

Il n'est pas croyable qu'elle s'en soit depuis dessaisie, si elle ne l'a baillée à Titon ou à Sacé, par lesquels elle dit avoir été enlevée & ses biens pillés. Avec lesquels

Titon

Titon & Sacé ni autres tels prétendus raptateurs & pillards, l'intimée & demanderesse n'articule point que le Sieur de Châtillon, ni l'appellante sa veuve, ni ses enfants qu'elle défend aujourd'hui, aient eu aucune intelligence, comme aussi n'est-elle présumable eu égard aux différentes qualités des personnes.

Quant à l'objection de l'Amiral que la demanderesse dit avoir redoutée; cela ne se doit pas dire en un Royaume tel que la France, où la demanderesse a eu moyen d'avoir justice sous l'autorité Royale, soit en la Cour du Parlement, soit au Conseil du Roi, même au temps de l'accord par elle fait avec ledit Amiral, lequel n'eût vraisemblablement voulu faire une oppression à l'intimée, de peur qu'elle n'en fût doléance, laquelle étant relevée eût diminué l'estime qu'icelui Amiral desiroit avoir envers le Roi & en la Cour de ne rien vouloir que de juste.

Et ainsi l'intimée ne peut faire objection du grand pouvoir dudit Amiral, soit que l'on considère ce qu'il étoit lors, soit l'état du Royaume & la condition des personnes qui pouvoient juger les causes des grands comme des petits.

Au surplus, il est notoire que, même durant les troubles, on a fait bonne justice sans haine ni acception de personnes es causes où ledit Amiral étoit partie; & comme il a gagné les bonnes, il eût perdu celles que l'intimée pouvoit intenter contre

lui, si elle s'y fût trouvée bien recevable & bien fondée; même en une saison de pleine & profonde paix, comme elle l'étoit audit mois d'Avril 1572, auquel temps icelle intimée auroit pu protester contre toutes personnes lui tenant quelques torts & invoquer le droit public.

Mais si elle a eu quelques retenues, c'étoit plutôt quelques restes qu'elle avoit de la couleur de Vergogne, pour ne publier sa honte, si elle eût plaidé, comme elle fait aujourd'hui, trente ans après son accord.

Au surplus, il y a un argument en la cause pour la Dame de Châtillon; au nom qu'elle procède, qui se tire d'une des pièces communiquées de sa part; à savoir, par un acte où l'intimée & demanderesse a dit en jugement contre les Sieurs de Titon & Sacé en l'an 1578, qu'elle avoit été pillée de meubles & valeur montants à 50000 liv. ce qui ne pouvoit être que de biens venants du Cardinal de Châtillon; car elle ne montre pas qu'elle soit issue de si grand lieu qu'elle ait pu d'ailleurs avoir des meubles de tel prix.

Vrai est qu'elle réplique que l'instance par elle faite contre Titon & Sacé, a été pour une partie des meubles qu'elle avoit pu sauver des mains du feu Sieur Amiral de Coligni, tant des biens à elle donnés par défunt Messire *Odet* de Coligni, son prétendu mari, que d'ailleurs; mais que n'ayant pas eu tout, ains le feu Sieur Ami-

ral l'ayant spolié de la plus grande partie, elle a depuis plaidé pour en avoir raison, comme il se peut voir par les lettres royaux qu'elle a obtenues trois ans après les procédures par elle faites contre Titon, à savoir en l'an 1581.

Mais si telle réplique est fondée sur un fait & moyen véritable ou vraisemblable, & s'il faut croire en paroles, la Cour le jugera par sa prudence.

Quant à l'objection faite par l'Avocat de l'intimée & demanderesse sur la qualité de la Dame de Châtillon, disant qu'elle n'est pas de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, pour insérer de là qu'elle ne se peut aider des constitutions Ecclésiastiques, par le décret desquels on veut prétendre que ledit Cardinal de Châtillon ne se pouvoit marier, la réponse est fort facile.

La Dame de Châtillon qui défend ses enfants, n'est seule partie en cette cause, ains le Sieur d'Andelot qui est Catholique. Et quand on diroit qu'il est fils de l'un des freres dudit Cardinal, à savoir du feu Sieur d'Andelot qui étoit de la Religion prétendue Réformée lors des prétendus articles & conventions dont l'intimée se veut prévaloir, cela ne serviroit de rien à l'intention d'icelle intimée.

Car si par une loi qui est la vingtième insérée au code (a), il n'y a que les seuls Orthodoxes qui peuvent user des privile-

(a) *Justinien, de Hereticis & Manicheis.*

ges octroyés à ceux qui peuvent assister aux divins mystères, & non pas ceux que cette loi appelle *Hérétiques*; ce qui est dit en ces constitutions ne se peut alléguer en ce Royaume où ceux de la Religion prétendue Réformée n'ont jamais été accusés d'être *Manichéens*, ne déniaut pas (comme faisoit Manès) que *Christ* soit *Dieu*, & ne doutant pas qu'il ait été vrai homme, comme doutoient les *Ante-Christ*, Patriarches d'iceux *Manichéens*.

Et partant ne faut alléguer contre eux les loix faites contre tels *Hérétiques*.

Bref, ce n'est ici le lieu où il faut disputer comment & en quoi ils errent, d'autant que pour le bien de la paix (établie par l'Edit de pacification du feu Roi Henri III, & continuée par le Roi régnant) il leur est permis de vivre & user des loix communes aux Sujets dudit Seigneur Roi & de l'Etat, & défenses, tant auxdits Catholiques de leur dire paroles injurieuses, qu'à eux d'offenser les Catholiques par convives, en attendant que l'esprit de charité, qui est l'esprit de Dieu, voir Dieu même, nous rallie en la concorde d'une sainte & parfaite unité désirée & désirable par tous vrais Chrétiens.

Au reste, il n'est pas ici question des privilèges de ceux qui ont leur entrée *inter sacra septa templorum*. C'est une controverse d'état en laquelle il est loisible à toutes personnes d'alléguer la coutume Ecclésiastique pour juger l'état de ceux qui

ont été ou sont de la qualité du défunt Cardinal de Châtillon, comme quand il s'agit de garantir une grande maison d'une évidente ruine où elle tomberoit, si les maximes que l'intimée a fait plaider étoient autorisées contre la regle établie & observée par usance de plusieurs siècles.

Ce qui semble plus spécieux pour l'intimée, & sur quoi son Avocat a fait son principal fondement, est l'article secret accordé par le Roi à ceux de la Religion prétendue Réformée, touchant le mariage des Prêtres & des Religieux ou Religieuses, qui est un article de grand poids.

Car certainement il n'est pas loisible de troubler l'état des Prêtres ou Religieux qui *post ejuratam Religionem Catholicam*, se sont liés par mariage, (s'il avoit été publiquement solennisé en l'assemblée de ceux de la Religion prétendue Réformée, selon les cérémonies qu'ils ont accoutumé d'observer,) ou qui vivent autrement en la liberté de conscience accordée par les Edits de pacification.

Bien jadis étoit permis aux Catholiques de s'acharner contre celui qui, pour boire le sang de sa mere, lui disoit, *je passerai au parti de Donatus.* (a)

Verum, ni en cette cause, ni en autres, il ne faut pas dire avec aigreur; ains d'autant que les Edits de paix admonestent de parler plus doucement, faut user de retenue & attendre que le Dieu de paix

(a) Voyez l'Épître 168 de saint Augustin à Eusebe

réunisse toutes les brebis en un troupeau & ramene en l'Eglise Catholique, Apostolique, Romaine & *Gallicane*, ceux qui ne sont point portés de l'esprit des Donatistes opiniâtres, ains protestent d'y revenir avec nous en leur faisant voir qu'ils soient en erreur, comme ont déjà fait plusieurs, & est à espérer que feront les bons esprits, doux & paisibles ayant la charité Chrétienne en leurs ames.

Pendant ce temps il suffira de dire, en ce lieu, qu'encore que la recherche ne soit permise contre les Prêtres ou Clercs étant *in sacris* qui se sont mariés après avoir abjuré la Religion Catholique, (n'ayant pas même la Cour trouvé bon que les Chrétiens ou autres Religieux pussent vendiquer ceux qui les ont laissés, ne mettre la main sur eux sous ombre d'accusation d'apostasie,) si ne faut-il pas pourtant étendre l'article secret, allégué par l'intimée, plus avant que les termes auxquels il est conçu.

Or, il est vrai de dire, 1°. qu'il est parlé en cet article des Prêtres & Religieux qui du tout, & en tout, en quittant la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ont aussi quitté l'habit, mais non pas de ceux qui ont fait comme le Cardinal de Châtillon, lequel jusqu'à la mort auroit toujours été vêtu à la mode des Ecclésiastiques, & *consueta veste*, à l'exemple de ceux dont est fait mention au Concile de Gangres (a), qui pour l'honneur de leur profession

(a) *Gangreense*. Concile tenu à Gangres, dans la

cléricale, *cum pietate & reverentia, beroüs, ferebant*, qui en Grec signifie ce que nous appellons robes de velours ou de soie; bref, s'habillant comme ont accoutumé les gens d'Eglise, & ce, tant lorsqu'il se trouvoit au conseil du Roi qu'ailleurs, où il ne portoit pas l'épée, mais il alloit comme un Ecclésiastique, mettant le bonnet de Cardinal, & il y a encore des gens vivants qui l'ont vu en cet état, même au colloque de Poissy, ce qui est fort à peser en cette cause.

2°. L'article secret parlant des mariages des Prêtres ou Religieux, s'entend des mariages faits avec solennité, & non pas des clandestins que ceux de la Religion prétendue Réformée n'ont jamais approuvé.

Or la conjonction du Cardinal de Châtillon avec l'intimée ayant été clandestine, on ne peut pas l'appeller mariage.

3°. Cet article ne fait mention aucunement des prétendues femmes qui se disent veuves de personnes ayant l'ordre qu'avoit le Cardinal de Châtillon en l'Eglise.

Seulement l'article pourvoit aux enfants pour les aliments, ce qui est conforme à la raison de la disposition Canonique suivie par les arrêts donnés en plusieurs causes, notamment en celle d'un enfant donné au protonotaire d'O. Et davantage l'article donne aux enfants de ces personnes la succession des meubles & acquêts, sans rien adjuger aux veuves; n'étant la prétention

Paphlagonie, entre l'an 325 & 351. Il étoit composé de 15 Evêques, présidé par un Eusebe.

de celle qui se dit veuve aucunement favorable; *maximè*, quand on a commencé par fornication, ou pour dire plus honnêtement, par conjonction devant la sollemnité.

Et n'y a qu'un cas auquel on pourroit dire qu'elle seroit bien recevable à demander quelques provisions, comme en l'espece de la cause jugée en cette Chambre entre *Marie l'Evêque*, veuve d'un nommé *Prevôt*, lequel elle avoit épousé n'étant âgée que de 14 ans. ignorant qu'il eût eu le caractère de Prêtrise devant qu'il eût fait profession de la Religion prétendue Réformée.

En quoi il y avoit trois circonstances notables : à savoir la minorité de la femme. Sa juste ignorance (ayant toujours été nourrie en ladite Religion prétendue Réformée, & n'ayant jamais vu icelui *Prevôt* faire la fonction de Prêtre.) Et d'ailleurs auroit été ladite l'Evêque mariée publiquement par l'avis de ses parents, à l'autorité desquels elle n'auroit pu s'opposer en ses tendres ans.

Et néanmoins quand la cause de ladite *Marie l'Evêque* fut premièrement plaidée par moi, qui parle, lorsque j'étois *Avocat en la grande salle*; ne lui fut adjugée aucune provision, ains à ses enfants tant seulement; & remit la Cour à lui faire droit au principal, jusqu'à ce qu'elle eût fait preuve par enquête de la bonne foi par elle proposée.

Et ne faut point dire qu'en ce temps-

là, n'y avoit point d'articles secrets. Car il est certain que celui dont l'intimée se veut servir, auroit été dès-lors accordé.

Et depuis, l'erreur vérifiée, elle a gagné sa cause.

Mais de tous les faits & moyens allégués & prouvés par ladite *Marie* l'Evêque, il n'y a rien en la personne de l'intimée, qui n'étoit pas tant jeune lors de sa co-habitation qu'elle appelle mariage, avec ledit Cardinal de Châtillon, & laquelle n'auroit point été colloquée avec lui par ses parents.

Bref ne met en avant qu'elle ignorât la qualité du Cardinal de Châtillon. Au contraire est arguée de science des titres & qualités qu'il avoit, telles que les moindres personnes qui le fréquentoient ne les pouvoit ignorer.

Et la preuve de cette science est claire & manifeste par argument concluant moralement, c'est-à-dire autant qu'un homme en peut savoir ou conjecturer, en tant que nous pouvons connoître, & en tant que la justice en peut desirer de ceux à qui Dieu n'a pas donné la connoissance par démonstration plus exquise que du probable. Etant aussi vrai de dire que le Cardinal de Châtillon étoit Prêtre, puisqu'il en a fait les actes, & par la gestion d'habit Episcopal, & par d'autres déportements, au vu & au su de l'intimée qui se prétend sa veuve, laquelle on prétend avoir eu des meilleures pieces de ce grand Cardinal,

lorsqu'il faisoit profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

De sorte que cette cause doit être jugée par la décision de la constitution des Empereurs Valentinien, Théodose, Arcadius, &c. , n'étant l'intimée en l'exception de cette loi, laquelle exempte les personnes qui ont erré, non par simple ignorance, mais par erreur qui est appelée *error acerrimus*; n'étant pas aussi aux termes de la déception mentionnée en la même loi. . . Comme l'âge où elle est, montre bien qu'elle n'étoit point de ces ignorantes, qui ne savent pas que c'est du monde, lorsqu'elle a conversé avec ledit Cardinal, lequel elle eût voulu nommer son mari.

Et n'est pas à présumer qu'elle ait été ignorante de ce que beaucoup d'autres, moins connues & moins connoissantes qu'elle, savoient certainement pour peu qu'elles eussent de fréquentation parmi les hommes.

Pour conclusion, j'estime qu'outre les considérations de l'honnêteté publique ci-dessus représentées, il faut peser ce qui va au bien public pour la qualité des personnes, en tant qu'il y a lieu (à ce que *Civesius*, Evêque de Cirene, disoit être loisible à un bon Juge, voir qu'il étoit de son devoir) de gratifier les hommes & les Loix ensemble. Et je dirois qu'il y a un point à considérer pour ce dernier. C'est que le Cardinal de Châtillon ayant fait les accords

des années 1547 & 59 avec les Sieurs Amiral de Coligni & d'Andelot ses freres, en contemplation des avantages qu'icelui Cardinal avoit en l'Eglise, la renonciation qu'il a faite aux hérités & biens dont est fait mention par iceux actes qui sont mentionnés au traité des prétendues conventions de mariage, dont la demanderesse fait son fort, étant une renonciation faite pour la conservation du bien de la famille de Châtillon, grande, illustre, utile au service du Roi & à son Etat, mérite une grande faveur.

Car ores que telle façon de renonciation aux biens temporels n'ait pas été approuvée entre toutes sortes de personnes, comme *Salvianus* la blâmoit lorsqu'elle étoit stipulée par les Peres qui *quos dicabant Deo, filios abdicabant*; telles remises, cessions & renonciations étoient soutenues par une singuliere raison, savoir comme faites pour la manutention des bonnes familles, desquelles comme les biens, aussi les maux appartiennent au public : ces maux, dis-je, qu'elles recevroient par la diminution que leur apporteroit un frere avantagé en l'Eglise, s'il transféroit ses biens & ce qu'il auroit acquis par la faveur de ses freres, des gratifications qu'il auroit eue du Roi par leur intercession, en le transportant à une femme, laquelle si on ne veut dire *concubine*, pour le moins doit être déclarée *étrangere*, comme la langue sainte appelle les femmes de sa condition.

Et partant, la Cour, s'il lui plaît, mettra l'appellation & sentence de débouté de défense, dont la Dame de Châtillon, au nom qu'elle procede, est appellante, au néant; & évoquant le principal & y faisant droit, sans avoir égard aux lettres royaux obtenues par la Dame de Haute-Ville, la déclarera non-recevable en ses prétentions : ce qui m'a semblé devoir être jugé, non-seulement par les rencontres particulières qui sont en la cause, sur le temps & sur l'état de la maison de Châtillon, qui seroit brouillée & ruinée si l'intention de la demanderesse avoit lieu; mais principalement sur la considération de l'honnêteté publique, & pour l'exemple & conséquence qui va à la regle ou au dérèglement des Ecclésiastiques, qui arriveroit si on jugeoit qu'un particulier pût violer l'usage de long-temps observée, & qui se garde encore à présent en l'Eglise Catholique, non-seulement pour la dignité de Rome, mais pour celle de l'Eglise Gallicane, même pour les ordres sacrés de la Prêtrise, Diaconat, & Sous-Diaconat, & va aussi à l'état ou renversement de toutes les familles, même des bonnes & illustres dont la manutention est nécessaire pour le service du Roi & la défense du Royaume.

Tel fut le plaidoyer de M. l'Avocat-Général Servin.

Ses conclusions ne furent point suivies, car le Parlement prononça le 30 Juillet 1604, l'arrêt qui suit.

La Cour a mis l'appellation & ce dont est appel au néant, & l'appellante remise en tel état qu'auparavant, le débouté faute de défendre, tous dépens réservés. Pour le bien commun des parties, a évoqué & évoque à elle le principal différend d'entr'elles; & pour y faire droit après qu'elles ont été ouies sur leurs demandes & défenses, les appointe à écrire, produire, contredire, bailler salvations dans le temps de l'ordonnance, joint les prétendues fins de non-recevoir, sur lesquelles sera préalablement fait droit.

Comme cet arrêt ne décidait rien, & qu'il préparait seulement à un procès par écrit, on se mit en devoir d'écrire de part & d'autre.

Madame de Loré, par une requête du 6 Août 1604, demanda que les héritiers du Cardinal de Châtillon fussent condamnés à lui continuer une rente annuelle de 125 livres, & à lui en payer les arrérages qu'ils pouvoient lui devoir.

Cette rente faisoit partie de la succession du feu Cardinal, & avoit été cédée à Madame de Loré.

Madame de Coligni au contraire se fit délivrer en la grande Chancellerie, le six Juin de l'année suivante, des lettres par lesquelles elle faisoit mander au Parlement, que, sans s'arrêter ni avoir égard au contrat de cession de cette rente de 125 livres, il eût à procéder au jugement de l'instance.

Pour appuyer cette prétention, elle s'étoit procurée l'intervention de *Charles de Coligni*, Chevalier, Sieur d'Andelot qui avoit été reçu intervenant en l'instance, par arrêt du 26 Juillet 1605.

Ce fut alors qu'on écrivit de part & d'autre, & qu'on produisit. On n'épargna ni les contredits, ni les salvations; le tout cependant pour répéter uniquement ce qui avoit été dit dans les plaidoieries. Rien enfin de tout ce qui est capable d'embrouiller un procès, ne fut omis dans cette affaire.

Comme elle avoit été suivie avec chaleur, quelques-unes des expressions employées par Madame de Coligni dans ses écritures contre Madame de Loré, parurent à celle-ci être des injures.

Le 24 Avril 1606, elle s'en plaignit & conclut à ce qu'elles fussent rayées.

Madame de Coligni alors ne se contraignit plus. Elle argua de faux le contrat de mariage d'entre le feu Cardinal & Madame de Loré. Elle proposa ses moyens de faux & les fit déclarer pertinents & admissibles par arrêt du 22 Mai suivant.

Ce nouvel incident donna lieu à de nouvelles écritures de part & d'autre. Elles furent néanmoins produites assez promptement pour que le procès fût mis en état, & enfin jugé & l'arrêt prononcé le 10 Juin 1606.

Cet arrêt est remarquable, en voici les termes.

LA COUR, *sans s'arrêter auxdites prétendues fins de non-recevoir, ni avoir égard aux moyens de faux ; sur lesdites lettres du 8 Juillet (1603) & intervention (de Monsieur d'Andelot), a mis & met les parties hors de Cour & de procès. Et sur la requête du 6 Août 1604, sans s'arrêter auxdites lettres du 6 Juin, a mis & met, quant à présent, les parties hors de Cour & de procès ; sauf après que la surseance des rentes sera levée, à se pouvoir ainsi qu'elles verront être, le tout sans dépens.*

Ainsi la péremption de l'instance & la prescription de l'action qui étoient les fins de non-recevoir dont Madame de Coligni avoit excipée, ne toucherent pas plus les Juges que les moyens de faux qu'elle avoit articulés contre le contrat de mariage du premier Décembre 1564.

Au reste, la forme de la prononciation de cet arrêt fut si bien combinée, que du jugement de la cause, il n'en a pu naître aucun préjugé, soit pour, soit contre le mariage prétendu entre le feu Cardinal de Châtillon, & Madame de Loré.



SENTENTIA DAMNATIONIS

Odeti à Castillione, S. R. E. Cardinalis per sanctissimum Dominum Pium, divinâ Providentiâ, Papam quartum.

In Nomine D. J. C. Amen.

UNiversis & singulis Christi fidelibus præsentibus litteras inspecturis, visuris, lecturis, pariter & audituris; notum sit & manifestum quod anno à nativitate Domini 1563, Indiçione sexta, die verò 31, mensis Martii, Pontificatus sanctissimi in Christo, patris & Domini nostri P. Pii, divinâ Providentiâ, Papæ quarti, anno ejus quarto, sanctissimus Dominus noster prælibatus ad, magnifici Domini Petri Belli juris utriusque doctoris, officii S. R. E. inquisitionis procuratoris fiscalis, instantiam, visis videndis, & consideratis & servatis de jure servandis, in Consistorio suo secreto, pro tribunali & trono Majestatis suæ sedens, contra illustrissimum & R. R. Odetum Cardinalem Castillinensem, ob hæreses per ipsum incursas, suam in scriptis tulit sententiam & promulgavit, prout litteris suis Apostolicis, hic inferiùs insertis, tenoris infra scripti videre licet.

Pius, Episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam.

Onerosum supremi officii pastoris munus
ex

ex alto commissum mentem nostram continuo premit & urget, ut illud imprimis exequi satagentes, gregem dominicum curæ nostræ divinitus creditum, omni studio & diligentia perfectâ, ac ea, qua decet, fidei unitate, tueri & conservare, atque in agro universalis Ecclesiæ zizaniâ seminari tentantes, ac Domini nostri Jesus-Christi (cujus vices quamvis indigni gerimus in terris) tunicam inconsutilem, videlicet ejusdem Ecclesiæ unitatem scindere molientes, eos præsertim quos omni spe adversum Dei cultum revertendi novimus esse destitutos, tanquam membra putrida & infructuosos palmites ab eadem Ecclesia scindere ac penitus evellere. Et si qua prædicti gregis ovis morbo incurabili, correpta reperiatur, illam, ne cœteras contagione inficiat, ejicere & proscindere, gregem ipsum ab omni labe purgatum servare, ne culpa aut negligentia nostra, quandoque oves perditas, aut ejusmodi morbo infectas, summus ipsius gregis pastor, Dominus, justus judex, de eis in indistincto illius judicio rationem à nobis inquiret. Et quo in majore dignitate vel honore constituti reperiuntur qui in eorundem gregis & Ecclesiæ perniciem talia præsumunt, eo severius in eos animadvertere, ipsosque spirituali & temporali mucrone ferire studeamus.

Hinc cum nuper, animi nostri magnò mœrore, plurimorum fide dignorum relatione ac fama publica, non quidem malevolis & suspectis, sed gravibus & honestis ac veridicis personis exorta, etiam permo-

dum notorii facti permanentis, ad aures nostras pervenerit, iniquitatis filium, Odetum à Castillione S. R. E. Diaconum, Cardinalem, ac Ecclesiæ Belvasensis perpetuum administratorem in spiritualibus & temporalibus, alias per sedem Apostolicam deputatum, ad quem, tanquam ipsius universalis R. E. Cardinalem, & honorabile membrum, pertinebat pro fidei Catholicæ defensione, Apostolicæque sedis conservatione, proprium sanguinem (ubi opus fuisset) effundere, vitamque exponere, ac hæreticos undique, ac præcipuè ab Ecclesiâ Belvacensi prædictâ, illiusque civitate & diœcesi, quarum curam gerebat, potissimum expellere, illosque totis viribus ac omni conatu persequi secundum muneris, status decoris, honoris & propriæ salutis nec non beneficiorum quibus illum sedes Apostolica tot & tantis dignitatibus decoraverat, & receptorum & fidelitatis juramenti eidem sedi per eum præstiti, nobilitatisque suæ originis prorsus immemorem, Deique timore postposito contra sedem eandem, se temerè erigentem, adeo in profundum malorum prolapsus fuisse, ut in pessimam illam quæ, his calamitosi & deplorati temporibus, in inclito regno Franciæ (proh dolor) maxime invaluit, Hugonotorum nuncupatam hæresim, ne dum inciderit, sed & ipsos Hugonotos hæreticos (quos præsertim in civitate & diœcesi prædictis corrigere & punire, vel saltem ab eis profligare debebat), defendere, fovere & protegere ac tueri curave-

rit, & quam plurimos hujus modi pestiferæ sectæ viros pseudotheologos in rectores & concionatores (quibus alios seducere ac inficere posset), familiariter retinuerit; arma sumpserit, ac alia gravissima, hæresim manifestantia, devoverit; pertinaciter contra fidem Catholicam, sanctamque Romanam Ecclesiam commiserit ac perpetravit in gravem divinæ Majestatis offensam & omnia scelerum scandalorum.

Nos igitur quorum est, pro nostro pastoralis officii ministerio, præmissis debite providere; non valentes, citra illius divinæ Majestatis offensam, nec non Christianorum fidelium evidens scandalum, modo aliquo commissa, ut pote tam impia enormia, & conniventibus oculis pertransire, ut tamen videremur, si post clamores qui ad nos pervenerunt, utique tacuissimus, idem Odetus opus suum tranquille complevisset; venerabilibus fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus, hæreticæ pravitatis inquisitoribus generalibus in Romana curia deputatis, ut de præmissis omnibus & singulis se diligenter informarent, & deinde nobis in Consistorio secreto referrent, commisimus & mandavimus. Cumque Cardinales inquisitores præfati, mandatis, hujuscemodi nostris parentes, diligenter, super his, inquisissent, ac dictum Odetum, ne dum superius expressa, sed etiam longè deteriora commisse ac perpetrasse; nempe, inter alia, dixisse & pertinaciter tenuisse, Ecclesiam, usque ad hæc tempora hæreticorum & Hugonoto-

rum, erravisse, nec non partes dictorum Hugonotorum hæreticorum, conventiculaque & sedes fovisse, secutum esse, tutatum fuisse, & laudasse; abjectisque Cardinalis habitu & insigniis, quibus indignum se reddiderat, ad Hugonotos hæreticos ipsos declinasse, eorumque sedem expresse profectum fuisse, seque illorum exercitus ductorem fecisse, & adhuc existere; aliaque in sanctam fidem & Catholicam Religionem commisisse reperissent & nobis in Consistorio prædicto retulissent, illaque adeo notoria essent, ut nulla possent tergiversatione celari: eisdem Cardinalibus inquisitoribus, etiam vivæ vocis oraculo, dedimus in mandatis ut eundem Odetum sub excommunicationis, latæ sententiæ aliisque censuris plenius tunc expressis, ad personaliter comparandum, & se expræmissis purgandum infra certi temporis, expressum terminum; ac alios sub certis modo & forma monerent, requirerent & citarent, ac litteras monitorias & citatorias contra eundem Odetum prædictum in dicta Ecclesia Belvacensi, & illius Episcopalis palatii Valvis, ac in alma urbe nostra in locis consuetis exequendas & publicandas decrevissent, ac illis, sicut præmittitur, executis, ac coram ipsis inquisitoribus reproductis, terminisque dicendum se illis paruisse servari solitis, servatis; dictoque Odeto, ad prius audiendam sententiam per nos ferendam, legitimè citato, & dilecto filii nostro Petro Bello, fisci procuratori, ejusdem hæreticæ pravitatis generali inquisitori, ad hæc instante, ad

hujusmodi causæ expeditionem, justitia mediante, devenire volentes, habito insuper cum prædictis & aliis venerabilibus fratribus, ejusdem sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, maturâ deliberatione, de eorundem unanimi Consilio & assensu; Christi, prius, salvatoris, nomine invocato, in throno justitiæ & pro tribunali sedentes, & solum Deum præ oculis habentes, per hanc nostram sententiam quam ferimus in scriptis.

Pronunciamus, diximus & declaramus præfatum Odetum in excommunicationis, latæ sententiæ, privationis, confiscationis omnium bonorum suorum præsentium, & futurorum, officiorum atque dignitatum, etiam Cardinalatus, jurium, privilegiorum & actionum, ac criminis hæreseos pro confesso habiti pœnas, in dictis litteris monitorialibus & citatoriis contentas ob ipsius Odeti, illis non parentis, damnabiliter incidisse, & incurrisse. Et nihilominus quia ex processu contra eum formato, tam per dictos inquisitores, ut præmittitur, relato, quam notorietate facti, quod nulla prorsus excusatione palliari aut tergiversatione celeri potest, & ex quam plurimus aliis quæ nobis innotuerunt, & de quibus aliàs multipliciter conscientiam nostram plane informatam habemus; de hæreseos & schismatis criminibus hujusmodi, omnibusque, superius enarratis, per eum commissis & perpetratis, clare & aperte constititis & constat; ipsum Odetum hæreticum, excommunicatum, Hugnonotum, schismaticum & blas-

phenum, ac à fide Catholica & S. R. E. apostatum & transfugam, fidei fractorem, & perjurum pronunciamus, judicamus ac declaramus; & propterea eum ab omni Cardinalatus commodo & honore, ac privilegio, etiam clericali, à die commissorum criminum, hujusmodi, ipso jure depositum; dictæque Ecclesiæ Beluacensis administratione ac beneficiis & officiis, honoribus, dignitatibus, ac prælaturis privatum & ad illa inhabilem & perpetuo incapacem, ac ejus bona, & jurisdictiones publicimus; depositumque, & privatum & inhabilem effectum, ac velut talem, hæreticum, schismaticum & blasphemum, ac infructuosum palmitem ab Ecclesia recisum, ulterius legitime puniendum fore, decernimus; ejusque personam à Christi fidelibus capiendam & detinendam, omni meliori modo, & ad justitiæ ministrorum manus, ut pœnas debitas maleficiis luere possit, tradendam & detinendam, omni meliori modo & figura quibus possumus & debemus, exponimus.

Nulli ergo hominum liceat hanc sententiam nostræ pronuntiationis, judicationis, declarationis, decretorum depositionis, privationis facti, publicationis atque expositionis, infringere, vel ei, ausu temerario, contra ire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum, ejus, se noverit incursum.

Datum Romæ apud sanctum Petrum, anno

incarnationis Dominicæ 1563, pridie Kalendas Aprilis, pontificatus nostri anno quarto.

Ego Pius, Catholicæ Ecclesiæ Episcopus.

Ego E., Cardinalis de Carpo, Episcopus Hostiensis.

Ego H., Cardinalis Pisanus, Episcopus Portuensis.

Ego Tho., Tudeus, Episcopus Alban.

Ego R., Cardinalis sancti Angeli, major Penitentiarius.

Ego Fulgo, Cardinalis Perusienfis.

Ego Johan, Cardinalis major Surensis.

Ego Johan, Cardinalis sancti Vitalis.

Ego Johan, Tureda, Cardinalis Pifo.

Ego Johan, Cardinalis Romanus.

Ego Ludovicus, major, Cardinalis, hæreticæ pravitatis inquisitor.

Ego Clemens, Cardinalis Aracensis.

Ego Jacobus, Cardinalis Sabellus.

Ego Johan, Cardinalis sancti Georgii.

Ego S., Cardinalis Salviatus.

Ego Johan, Cardinalis Albini Danus.

Ego Maynus-Anthonius, Cardinalis Annulius.

Ego Johan-Francisc. Card. de Gambain.

Ego C., Cardinalis Sozomenus.

Ego A. Card. Farnesus, Vicecancellarius.

Ego Guido Astra, Card. Camerarius.

Ego, Hypolitus, Cardinalis Ferrarenfis.

Ego Julius, Cardinalis Urbinus.

Ego Vitelotus, Cardinalis Vitellius.

*Affixæ ad portas Basilicæ. Romæ, die
II Septembris, anni 1563.*



C A U S E

26 Mars 1608. *Grand Conseil du Roi.* D'ENTRE *Claude* de PEHU, Ecuyer Sieur de la Motte;

L'ARCHEVÊQUE, les Doyen, Chanoines & Chapitre de la Métropole de Rouen.

ET *Dames Claude HERBERT D'OSSONVILLIERS, veuve de François de MONTMORENCI, Chevalier des Ordres du Roi, Sieur de Hallot, Baron de Haute-Ville & Bouteville, Lieutenant-Général en Normandie & Gouverneur de Vernon;*

Jourdaine-Magdelaine de MONTMORENCI, veuve de Gaspard PELET, Vicomte de Chabannes & de la Verunne, Gouverneur de la Ville & du Château de Caen.

M. Jérôme DE HACQUEVILLE, Premier-Président.

LES Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Métropolitaine & Primatiale de la Normandie, à Rouen, jouissent d'un très-beau privilege, que l'on nomme *la Fier-te, ou chasse de saint Romain.*

Il consiste à délivrer tous les ans, le jour de l'Ascension, un criminel des prisons de la ville & des Fauxbourgs de Rouen.

Les Rois le leur ont concédé par une suite de la dévotion toute particuliere qu'ils ont eu à saint (a) *Romain* qui a tenu le siege de cette Eglise.

Voici comme il se pratique.

Tous les ans, un lundi qui doit précéder de quinze jours celui des rogations, quatre Chanoines députés par le Chapitre, dès le lundi de la semaine d'après la *quasimodo*, se présentent en habits d'Eglise au Parlement, à la Cour des comptes & aides, & au baillage & siege présidial de Rouen; & ces Députés font à ces Cours, ce qu'ils appellent, l'insinuation & la notification de leur privilege, *afin que deduis ce jour-là, jusqu'à ce que le privilege de saint Romain ait eu son effet, on n'exécute & on ne transfere aucun criminel hors des prisons de la ville & des fauxbourgs.*

Nos Rois, lorsqu'ils se sont trouvés à Rouen & MM. les Chanceliers, ont trouvé bon qu'elle fût faite à leurs personnes.

Cette cérémonie finie, deux autres Chanoines, Prêtres, Députés à cet effet par le Chapitre, se transportent, pendant les trois jours des rogations, (en la compagnie de deux Chapelains, tous en habits d'Eglise, & du Greffier du Chapitre) dans les prisons de la ville & des fauxbourgs. D'abord ils font jurer les Geoliers, sur l'Evangile, qu'ils *leur représenteront fidé-*

(a) On peut lire la vie de ce Saint, dans la vie des Saints par *Adrien Baillet*, Prêtre du Diocèse de Beauvais. Elle tombe le 23 Octobre.

lement tous les prisonniers amenés, & qui se sont fait écrouer volontairement dans les prisons, & qu'ils n'en ont licencié aucuns depuis l'insinuation du privilege de saint Romain. Ils se font ensuite représenter les criminels prétendants au privilege, dont les Geoliers leur ont donné la liste, (après l'avoir affirmée extraite de leurs registres, & véritable) & ils reçoivent leurs confessions & déclarations sur les cas dont ils sont prévenus.

Le jour de l'Ascension, ces deux mêmes Chanoines, toujours en la même compagnie, retournent de grand matin aux prisons. Ils y récolent les prisonniers dans leurs déclarations (auxquelles ceux-ci peuvent ajouter ou diminuer,) & après ce récollement, ils se rendent au Chapitre, où les Doyen & Chanoines, Prêtres de la Cathédrale, s'assemblent dans le même temps.

On invoque en commun le S. Esprit. Les deux Députés rapportent les confessions des réclamants le bénéfice du privilege. On procède à l'élection de celui que l'on juge devoir être délivré; & son nom, lorsqu'il est élu, est mis dans un cartel & porté, par le Chapelin de la confrairie de saint Romain, au Parlement, qui de son côté, est assemblé ce jour-là au Palais. Chacun des membres de cette Cour est revêtu de sa robe rouge.

Si le crime du prisonnier élu n'est pas fier-table, le Parlement, après qu'il a entendu la lecture des charges & informations, &

qu'il a interrogé le criminel, le fait reconduire en prison, & le Chapitre, sur l'avis qu'il reçoit du Parlement, procède, quand il le juge à propos, à une autre élection.

Si le crime, au contraire, est jugé fier-table, le Parlement doit faire mettre le criminel à l'instant (*sur le cartel du Roi*, c'est-à-dire) en liberté.

La déclaration donnée par Henri IV, Roi de France, le 25 Janvier 1597, & enregistrée au Parlement de Rouen le 23 du mois d'Avril suivant, règle l'usage, & fixe l'étendue de ce privilege.

Aussi-tôt que le Chapitre est informé de l'arrêt qui a prononcé la confirmation de son élection & la liberté du criminel, il fait ouvrir les portes de la salle capitulaire, & brûler publiquement, dans le même lieu, les confessions des autres prisonniers, afin qu'il n'en puisse jamais rester de vestige.

Les Doyen & Chanoines de cette Eglise, accompagnés de tout leur Clergé, se rendent ensuite processionnellement, au son de toutes les cloches de la ville, à un lieu appelé la vieille tour. (Cette vieille tour est l'ancien Palais des Ducs de Normandie.) Ils portent en grand pompe, la fierte ou chasle de saint Romain.

C'est à cette vieille tour que le Chapelain de la confrairie de ce saint Evêque, conduit le criminel aussi-tôt que le Parlement lui en a eu fait la délivrance; & c'est là, dans une Chapelle à jour, élevée d'environ vingt-cinq pieds, que tous

deux attendent l'arrivée de la procession & de la chasſe de ſaint Romain.

L'une & l'autre arrivées au pied de cette Chapelle, le Célébrant & ſes Miniſtres ſe détachent de la procession, précédés de la chasſe de ſaint Romain, & ils montent à la Chappelle.

Le Célébrant donne l'absolution au criminel, à qui il a fait une courte exhortation. Il lui ôte les fers qu'il a encore aux pieds. Il lui met ensuite un bout de la chasſe ſur les épaules, & la lui fait ſoulever. Après quoi le criminel, qui étoit à genou, ſe leve & porte la chasſe juſqu'à la grande Eglise où l'on célèbre une Meſſe pour lui, à quelque heure du jour que ce ſoit.

Le lendemain matin il eſt amené au Chapitre. Là un des Chanoines lui fait publiquement une remonſtrance très-ſérieuſe. Après tout cela, on lui expédie des lettres qui font foi qu'il a levé la fierte, & on le renvoie en paix.

Voilà quelle a été depuis un temps immémorable la pratique de l'Eglise de Rouen dans la jouiſſance du privilege de la fierte.

Les différens changemens arrivés en France, & particulièrement dans la Normandie, en ont néceſſairement obſcurci l'origine. Ainſi il eſt plus raifonnable de garder le ſilence, que de mettre en avant des opinions qui ne ſeroient peut-être pas goûtées des lecteurs avides des titres primordiaux.

Quoi qu'il en ſoit de la nature de ce pri-

vilege, il feroit bien impossible qu'on pût reprocher avec fondement à l'Eglise de Rouen de s'en être emparée, soit contre la volonté des Puissances souveraines, soit par violence; enfin de l'avoir usurpée.

Sans doute elle l'a obtenu de la libéralité des premiers Rois en France; & on doit regarder comme une chose fort remarquable que les guerres qui ont tant de fois désolé la Province de Normandie, que les révolutions qui l'ont fait changer tant de fois de maîtres, n'aient jamais pu l'ébranler, ni empêcher qu'il ait été conservé inviolablement, (malgré les différentes atteintes qu'on a essayé de lui porter dans les différents temps,) jusqu'à ce qu'enfin la Normandie, étant rentrée sous la domination des Rois de France, ses anciens maîtres; ces Princes ont affermi par leurs Edits ce privilege de la premiere Eglise de la Province, contre tout ce qu'on pourroit lui opposer dans la suite.

Dès le milieu du 12^e. siecle, la possession de ce privilege n'étoit pas moins solidement établie qu'elle l'est à présent. Car *Philippe* Auguste, ayant nouvellement reconquis la Normandie sur les Rois d'Angleterre; le Bailli qu'il avoit mis à Rouen & qui n'avoit encore aucune connoissance du privilege de la fierte, fit difficulté de relâcher au Chapitre de Rouen, *Richard*, Chevalier, & Abbé de Saint-Médard, qu'il avoit élu pour lever la chassé de saint Romain.

L'Eglise de Rouen , troublée dans sa jouissance, se plaignit au Prince de la conduite de son Bailli.

Elle n'avoit alors d'autres titres que sa possession , parce que sa Province ayant été exposée aux insultes des Normands barbares qui l'avoient dévastée , & la ville de Rouen plusieurs fois saccagée & brûlée , son Eglise , qui n'avoit pas été plus respectée , n'étoit pas plus en état de représenter ses anciens titres , que les autres Eglises du Royaume qui avoient éprouvé le même sort. Mais cette possession étoit constante.

Philippe , à qui le Chapitre en offrit la preuve , la permit. *Robert* (Poulain) III^e. du nom , occupoit alors le Siege Episcopal de Rouen.

Ce Prince le commit , avec *Guillaume* de la Chapelle , Chatelain d'Arques , pour faire l'enquête permise.

Neuf témoins assignés à la requête du Chapitre & par ordonnance des Commissaires , furent entendus.

Trois d'entr'eux étoient *Ecclésiastiques* ; trois autres étoient *Gentilshommes* , & les trois derniers avoient été choisis entre les *notables Bourgeois* de la ville de Rouen.

Les trois Ecclésiastiques étoient *Henri* , Chantre , *Raoult* , Archidiacre , & *Vautier* de Casten , Chanoine de la Métropolitaine.

Jean de Pratel , *Lucas* , fils de *Jean* , & *Robert* de Frequienne , furent les trois Nobles.

Enfin Jean Fessard, Laurent de Donjoin & Jean Heu, étoient les trois Bourgeois.

Ces témoins, après avoir prêté serment dans l'Eglise de l'Abbaye de Saint-Ouen, le 29 Juin 1210, déposèrent (a) unanime-

(a) Enquête faite par les Commissaires de Philippe Auguste.

Du 29 Juin 1210.

Philippo, Dei gratiâ, illustrissimo Francorum regi, Robertus, Dei permissione, Rotomagensis Archiepiscopus, & Guillelmus de Capellâ, castellanus de archis, salutem in eo qui dat salutem regibus.

Noverit excellentia vestra, quod juxta tenorem litterarum vestrarum quas nobis transmisistis, convocavimus coram nobis, apud sanctum Audoënum, in festo sanctorum Petri & Pauli, proxime præterito, Henricum Cantorem, Radulphum Archidiaconum, Guillelmum de Castanelo, canonicum, Joannem de Pratellis, Lucam filium Joannis, & Robertum de Fleschiis, milites; Joannem Fessardum, Laurentium de Quiritione, Joannem Heu, cives Rothomagenses.

Hi prædicti coram nobis juraverunt, quod super contentione quæ vertebatur inter vos, & capitulum Rothomagensis de prisonem, quem idem capitulum exigebat à vobis, nobis rei veritatem, bonâ fide, secundum conscientias suas, declaraverint. Qui jurati, dixerunt unanimiter, quod temporibus Henrici & Ricardi, regum Angliæ, nunquam inde contentionem viderant, sed cum processio transiebat in die Ascensionis per castellum, canonici ibant ad ostium carceris, & omnes qui erant in carcere, extra carcerem ponebantur, & quemcumque illorum canonici deliberare volebant, eligebant, si non esset captus pro proditione domini regis; & dixerunt quod quando rex Ricardus erat in captione, non habuerunt illo anno prisonem & pepercerunt illo anno interdicere baillivos suos, propter regis captionem. Sed, postquam fuit deliberatus rex, habuerunt duos prisonem pro illo anno & præterito. Et ideo, secundum mandatum vestrum, judicavimus prisonem illum quem eligerant esse reddendum. Valeat in Domino serenitas vestra.

ment, que dès le temps de *Henri II.* (qui régnoit en 1154) & de *Richard, Roi d'Angleterre*, ils avoient toujours vu accorder au Chapitre de l'Eglise de Rouen le prisonnier dont il avoit demandé la délivrance, pourvu qu'il ne fût point criminel de leze-Majesté.

Ils ajoutèrent même une particularité bien remarquable, & digne d'être recueillie, parce qu'elle démontre avec combien de religion le privilege étoit observé alors, c'est que *Richard, Roi d'Angleterre*, ayant été fait prisonnier en 1192 par le Duc d'Autriche qui l'avoit vendu à l'Empereur (*Henri VI*), le Chapitre ne procéda, cette année, à la délivrance d'aucun prisonnier, à cause de la détention du Roi.

Mais l'année suivante, le Roi ayant été mis en liberté, le Chapitre s'en fit délivrer deux; un pour l'année courante, & l'autre pour la précédente, en laquelle il n'en avoit pas été délivré.

Cette enquête parut si concluante à *Philippe Auguste*, qu'il n'hésita pas à ordonner à son Bailli, à Rouen, de faire relâcher au Chapitre le criminel qu'il avoit élu pour lever la fierte cette année-là.

Cela se trouve justifié, autant par l'enquête dont on vient de parler, que par le vœu solennel que fit (a) ce même criminel

(a) Vœu solennel & donation faits par *Richard*, Abbé de Saint-Médard, à l'Eglise de Rouen, en l'honneur de saint Romain.

minel de donner tous les ans au Chapitre de l'Eglise de Rouen, en l'honneur de saint Romain, & le jour de sa translation, un cierge du poids d'une livre, & une rente de vingt sols, en dédommagement des frais

1210.

Notum sit omnibus præsentibus & futuris, quod anno, ab Incarnatione Domini, millesimo ducentesimo decimo, ego Ricardus, Miles, dictus abbas de S. Medardo, cum essem in periculo corporis mei, in regio carcere, apud Rotomagum detentus, hanc mecum multiplicavit misericordiam Deus, quod de jure libertatis Ecclesiæ Rothomagensis, intuitu gloriosæ Virginis Mariæ, & beati Romani, à Regibus & Principibus antiquitus approbatæ, labore & diligentia Capituli Rothomagensis, à vinculo carceris in die Ascensionis Domini, causam meæ liberationis accepi.

Quia verò, non sine magnis sumptibus & labore præfati capituli (Philippo regnante, D. rege Francorum, Castellano suo repugnante) factum est, ut inquisitione diligenti coram Rothomagensi Archiepiscopo habitâ apud sanctum Audouenum, libertate ejusdem Ecclesiæ per testes idoneos declaratâ, die veneris, ante translationem beati Romani, à causâ quâ detinebar & pænâ, penitus liberarer & discederem absolutus.

Ego, dono Dei & meritis beatæ Mariæ & beati Romani, & totius Ecclesiæ Rothomagensis, meritâ gratitudine devotus, ad altare summum humiliter accedens, de redditu meo quem in moleudino meo, sito sub Monasterio sancti Medardi in fundo meo, concessi & obtuli viginti solidatas redditus, singulis annis percipiendas & reddendas Rothomagi in Ascensione Domini.

Præterea concessi & dedi unum cereum unius libræ, in translatione sancti Romani cum censu capitis mei, quatuor denariorum, reddendum in eodem festo, ita scilicet ut nisi in prædictis solemnitatibus præfati redditus, redditui fuerint, liceat Capitulo, in totâ terrâ meâ & heredum meorum, justitiam exercere Ecclesiasticam. Hunc autem redditum pro me & heredibus meis præfato Capitulo reddendum juravi & statui garantizandum & in perpetuum, & mei sigilli munimine confirmavi.

Tome II.

I

que le Chapitre avoit été obligé de faire à son occasion pour justifier la possession de son privilege.

Depuis ce temps, l'Eglise de Rouen en a toujours joui. Ses Registres en fournissent des exemples célèbres. Si quelquefois elle a éprouvé des difficultés de la part de quelques Baillis de Rouen, ceux-ci ont toujours été obligés de se soumettre & d'exécuter de point en point ce privilege qui en a comme acquis de nouvelles forces.

En 1394, sous le regne de *Charles VI*, un Bailli éleva cette question qu'il agitoit avec chaleur, & qu'il decidoit négativement. *Les complices de ceux qui levent la fierte doivent-ils être compris dans la grace du privilege?*

Le Chapitre qui tenoit au contraire pour l'affirmative, porta la contestation devant le Roi, & allégua sa possession. *Charles* ordonna qu'elle seroit constatée par une enquête, & le 26 Février de la même année, il fit expédier une commission au même Bailli pour recevoir les dépositions des témoins qui seroient assignés.

Quatre-vingt-trois furent entendus le 5 Avril suivant, & leurs témoignages furent uniformes. Ils dirent qu'ils avoient toujours vus, *depuis plus de 50 ans, les complices être compris dans le privilege, avec les principaux criminels, & ils en rapporteroient plusieurs exemples.*

La déposition de *Robert d'Esneval*, Ecuyer, Seigneur haut-justicier de Pavilly,

& le dernier de ces témoins, est précise sur un de ces exemples qui le touchoit.

Il dit que dans sa terre, il avoit été commis un homicide, dont l'auteur ayant obtenu la rémission, en vertu du privilege de saint Romain, en communiqua le bénéfice à son complice, qu'il auroit puni sans cela.

Il avoit toujours été d'usage que les deux Chanoines Députés par le Chapitre pour recevoir les confessions des criminels, étant entrés dans les prisons, le Geolier leur donnoit les clefs des lieux où ils étoient renfermés, & se retiroit ensuite. Ces malheureux, soulagés par l'absence de leur surveillant, faisoient leurs déclarations avec plus de liberté & de secret.

Or en 1425, peu de temps après que les Rois d'Angleterre se furent emparés de nouveau de la Normandie, le Bailli de Rouen donna ordre aux Geoliers des prisons de refuser les clefs ordinaires aux deux Chanoines Députés.

Ces Députés refuserent à leur tour de se prêter à l'exécution de l'ordre du Bailli. Ils ne voulurent pas recevoir les déclarations des criminels, & le privilege n'eut pas son effet le jour de l'Ascension de cette année-là.

Le Chapitre en porta ses plaintes à Henri VI, Roi d'Angleterre.

Ce Monarque, par des lettres patentes du 21 Mai 1425, commit l'Evêque de Bayeux & Raoult, Seigneur de Saint-Pierre, pour constater, par une enquête juri-

dique, la vérité de l'usage réclamé par le Chapitre, & néanmoins le faire jouir par provision de son privilege, en la maniere accoutumée, le jour de la Pentecôte ou de la Trinité qui devoit suivre.

L'enquête fut faite le 25 Juillet 1425, & il en résulta que *de tout temps les Geoliers n'avoient retenu que les clefs de l'entrée des prisons, & qu'ils en avoient remis les autres aux Députés du Chapitre qui étoient toujours restés seuls avec les prisonniers dont ils devoient recevoir les confessions.* En conséquence le Chapitre fut confirmé dans sa possession à cet égard.

Ce qui se passa dans ces deux occasions, justifie suffisamment, sans doute, combien l'on a toujours été persuadé que le privilege de saint Romain étoit solidement établi sur un usage qu'il étoit difficile de révoquer en doute. Mais nous voyons d'ailleurs que quand on a essayé de le restreindre & de l'affoiblir en quoi que ce soit, les Rois ont déployé toute leur autorité pour le conserver dans son entier.

La piété de nos Rois ne l'a pas moins protégé, depuis que la Normandie est enfin rentrée sous leur obéissance.

Charles VIII tint sa Cour de l'Echiquier à Rouen le 27 Avril 1485. Il étoit alors accompagné du Duc d'Orléans, qui fut depuis le Roi Louis XII, de plusieurs Princes de son sang, & d'autres Seigneurs de marque.

Or, ce jour-là même, les Députés du Chapitre se présenterent en l'Echiquier pour notifier & insinuer son privilege à cette Cour.

Sa Majesté ayant eu la bonté de permettre que l'insinuation en fût faite à sa personne, elle le confirma, non pas seulement sur l'exposé des Chanoines, mais sur les conclusions de son Procureur-Général (a).

(a) Arrêt de l'Echiquier de Rouen.

Du vingt-septieme jour d'Avril 1485.

Le Roi séant, présent Monseigneur le Duc d'Orléans, Monseigneur de Bourbon, Connetable, Monseigneur le Chancelier & autres Princes & Seigneurs.

Sur la requête faite par Mre. Etienne Tuvache, Chancelier & Chanoine de l'Eglise Cathédrale de Notre-Dame de Rouen, Jean Sarrafin, Jean Heron, Guillaume d'Autrui, & Jean Faur, aussi Chanoines, accompagnés de plusieurs des Chapelains de ladite Eglise & freres servants à la confrairie de Monseigneur saint Romain, fondée en ladite Eglise, remontrant par grande humilité le privilege dont a été, par grande ancienneté, usé en ladite Eglise par les mérites & dessertes dudit M. saint Romain, lequel, durant & constant le temps qu'il régna Archevêque dudit lieu de Rouen, délivra icelle Ville, & pays d'environ, d'un serpent ou dragon qui dévorait chaque jour plusieurs personnes, à la grande désolation dudit pays, & lequel serpent ou dragon fut, en la vertu de Dieu, mis, par ledit M. saint Romain, à telle subjection, qu'il en délivra la Ville & le pays, après l'avoir conjuré. Lequel fut amené par un prisonnier, qui étoit en sa compagnie, en la Ville où il fut fait mourir, & depuis ne fit aucun mal ni inconvénient au peuple. Et octroya le Roi qui étoit en icelui temps, qu'au nom de Dieu & icelui M. saint Romain, seroit délivré un prisonnier. Et en usant d'icelui privilege, étoit accoutumé chacun an, au précédent du jour de l'Ascension de notre Seigneur, insinuer à justice ledit privilege, qui étoit qu'aucun

Le nommé *Jean* de Rouen qui avoit été condamné à mort par le Prévôt de l'Hôtel pour avoir tué un domestique du grand Amiral, fut le premier qui profita du bénéfice de cette confirmation. Il fut élu, peu de jours après, pour jouir du privilege de la fierte; & le Roi qui venoit de confirmer ce privilege, confirma le premier usage qui en fut fait, par l'approbation qu'il donna à l'élection de la personne de *Jean* de Rouen.

Ce criminel fut relâché aux Chanoines par ordre de Sa Majesté, qui ho-

prisonnier étant es prisons du Roi, en cette Ville de Rouen, ne devoit être interrogé, questionné, molesté ni transporté de lieu en autre, jusqu'à ce que icelui privilege eût eu & sorti son effet. Et de ce avoient les Archevêques, Chanoines, Chapelains & College d'icelle Eglise, joui de tel & si long-temps qu'il pouvoit être mémoire d'hommes; sans ramener en doute; suppliant & requérant au Roi notredit Seigneur qu'il lui plût icelui privilege avoir lieu, & ordonner les clefs être délivrées à eux; leurs Députés, ou Commis, toutes fois qu'ils voudroient aller interroger & examiner lescits prisonniers durant le temps susdit à la fin de leur requête.

Sur quoi, & que le Procureur du Roi eût été oui, favoir s'il vouloit mettre contredit à ladite requête, & eût dit qu'il ne débattoit que ledit privilege eût lieu pour en user à la maniere accoutumée. Fut dit par la Cour qu'elle ne mettoit aucun contredit, que ledit privilege n'eût lieu & fortit son effet, d'en user ainsi & en la maniere accoutumée, sans y rien innover. Et de ces choses lui fut oſtroyé lettres à fins dues. Donné sous le scel dudit Echiquier. Et au bas est écrit:

Collationné, fait par moi Jean Lorain, ayant la garde des Registres d'icelui Echiquier, le dimanche dernier jour d'Octobre, l'an mil cinq cent douze. Ainsi signé & paraphé, signé Jean Lorain.

nora (a) même la cérémonie de sa présence ; car la procession passa dans le Château où le Roi étoit logé.

En 1501, quelques Officiers de l'Echiquier, rendu depuis peu perpétuel & sédentaire, firent naître des difficultés sur le privilège de saint Romain. Le Cardinal d'Amboise, Archevêque de Rouen, & son Chapitre

(a) *Extrait des archives du Chapitre de l'Eglise de Rouen.*

L'an mil quatre cent quatre-vingt-cinq, le vingt-septième Avril, l'insinuation du privilège fut faite à l'Echiquier de Rouen, où le Roi, Charles VIII, présidoit accompagné de Messieurs les Ducs d'Orléans & de Bourgogne, Monsieur le Connétable, Duc de Lorraine & de Nemours, le Prince d'Angleterre & plusieurs autres Seigneurs. Sur laquelle fut donnée réponse par M. le Chancelier que le Roi confirmoit le privilège pour en jouir selon la coutume, sans rien innover.

Cependant il arriva qu'un nommé Jean de Rouen, dit *Cornelai*, fut mis prisonnier pour un meurtre par lui commis à la personne d'un Palfrenier de Montaigneur l'Amiral, & sur le Champ fut condamné à mort par le Prévôt de l'Hôtel. Mais la condamnation venue à la connoissance du Roi qui avoit, de fraîche mémoire, confirmé le privilège, ledit criminel ayant été élu, fut délivré en vertu d'icelui.

Et comme le Chapitre procédoit à l'élection au jour de l'Ascension, Monsieur de Mony, Bailli de Rouen, entra audit Chapitre, auquel il fit entendre que le Roi vouloit voir la cérémonie de la procession, & que pour cet effet il falloit qu'elle passât par la porte du Château de devers la ville, où le Roi se rendant, sortiroit par la porte des champs. Ce que le Chapitre accorda très-volontiers, y présidant le révérendissime Archevêque Robert de Croimare. Tellement que la procession passa par la rue du grand pont, tournant par la rue ganterie, gagna le Château où étoit le Roi, & de là prit le chemin que l'on tient pendant les Rogations au retour de la procession saint Gervais.

se plaignirent à Louis XII, Successeur de Charles VIII, du trouble qu'ils effuyoient dans la jouissance de leur privilege, insinué, en sa présence, à son prédécesseur, & confirmé, lui encore présent & par son avis.

Aussi-tôt Louis XII manda à ses gens de l'Echiquier & autres ses Officiers établis à Rouen, que s'il leur apparoissoit que le Chapitre & leurs prédécesseurs eussent accoutumé de jouir & user du privilege par tel & si long-temps qu'il pût attribuer possession valable, ils eussent à l'en laisser jouir pleinement & paisiblement en ses circonstances & dépendances, ainsi qu'ils en avoient joui de tout temps.

Il n'en demeura pas là. Il voulut que le Chapitre représentât au Conseil les titres qu'il pouvoit avoir de ce privilege : & il nomma des Commissaires pour en faire l'examen. Or de ce nouvel examen, il en résulta le plus grand avantage à l'Eglise de Rouen; car sa possession parut constante depuis la concession du privilege, & le Chapitre paroissoit en avoir continuellement joui, sans qu'il y eût mémoire du contraire.

Ce fut dans ces circonstances que Louis XII rendit un jugement définitif.

Il déclara, par des lettres patentes en forme de chartres, datées de Blois, au mois de Novembre 1512, que comme Roi très-Chrétien, zéléteur de la foi Catholique & conservateur des privileges des Egli-

ses de son Royaume, par l'avis & déclaration de son Conseil, il ratifioit & approuvoit ledit privilege, & par grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, vouloit que les Doyens, Chanoines & Chapitre de Rouen, pussent dorénavant, à toujours & à jamais, délivrer un prisonnier ou prisonniere par chacun an, au jour de l'Ascension, ses complices, adhérents & alliés, en la maniere accoutumée.

Il manda à ses Officiers de l'Echiquier, Bailli & Vicomte de Rouen, de les faire jouir paisiblement, & les prisonniers qui auroient été élus avec leurs complices, dudit privilege, circonstances & dépendances, en la maniere accoutumée. Il défendit à tous les Justiciers & Officiers de son Royaume, à ses Cours de Parlement, Echiquier, Baillis, Vicomtes & autres, de mettre aucun empêchement audit privilege, imposant, sur ce, silence à ses Avocats & Procureurs, en quelque Cour & Jurisdiction que ce fût.

Ces lettres furent enrégistrées au Parlement de Normandie le 26 Janvier 1512.

Tel fut l'événement de cette contestation.

Mais l'impunité que quelqu'autres Eglises Cathédrales du Royaume accordoient aux plus grands crimes, sous prétexte de privileges, ayant déterminé le Roi à les restreindre en général; & Sa Majesté ayant déclaré au mois de Décembre 1512 qu'ils ne s'entendroient que des cas piteux & ré-

meffibles ; l'Echiquier de Rouen crut, d'après cette déclaration, qu'il devoit & pouvoit, en particulier, modifier & reſtreindre, par ſon arrêt d'enrégiftrement, la Chartre accordée en faveur du privilege de ſaint Romain au mois de Novembre précédent. Il excepta donc le *guet-à-pens*, la *fauſſe monnoie* & l'*héréſie*.

Le Chapitre porta plainte de ce grief au Roi, & Sa Maieſté lui accorda le 25 Février, toujours 1512 (car les années ne commençoient alors qu'à Pâque) de l'avis des Princes de ſon ſang, & autres grands & notables perſonnages, un Edit perpétuel & irrévocable par lequel il ordonna que *ledit privilege ſortiroit ſon plein & entier effet, ſuivant la Chartre du mois de Novembre précédent, nonobſtant leſdites reſtriſtions & ladite déclaration du mois de Décembre qu'il révoquoit, en ce qui touchoit ſeulement le privilege de ſaint Romain, comme auſſi leſdites modifications qu'il déclaroit nulles & de nul effet ; impoſant derechef ſilence à ſes Avocats, Procureurs & Officiers, en quelque Cour que ce fût, mandant aux gens tenants ſa Cour de l'Echiquier, aux Bailli de Rouen, Sénéchaux, Vicomtes & autres ſes Officiers, de faire jouir paiſiblement l'Egliſe de Rouen de l'effet deſdites lettres, ſans aucune diminution, & ſans qu'il fût beſoin d'en réquerir aucune publication ou enrégiftrement.*

L'Egliſe de Rouen jouit donc alors, ſans aucun trouble, de ſon privilege.

Mais ce calme ne dura que quelques années.

Le Procureur-Général du Parlement de Normandie prétendit, en 1549, que le Chapitre étoit déchu de son privilege, parce qu'il ne l'avoit pas fait renouveler par le Roi Henri II à son avènement à la Couronne.

Aussi-tôt le Chapitre recourut au Roi qui lui accorda, le 27 Mai, une lettre de cachet, par laquelle il défendoit au Parlement *d'apporter aucun trouble au privilege de saint Romain, jusqu'à ce que toutes les pieces qui le concernent, ayant été vues par son Conseil, il en eût été autrement ordonné.*

Le vu de ces pieces opéra la confirmation du privilege. Le Roi l'ordonna ainsi par un brevet du 28 Avril 1554, sans aucune *diminution ni retardation, & sans que, pour l'avenir, il fût besoin d'autres déclarations ou confirmations.* Il ordonna de plus, qu'à cet effet toutes lettres requises & nécessaires seroient expédiées au Chapitre.

Il faut lire ces lettres qui sont du 4 Juin de l'année 1557.

Elles font foi que *Sa Majesté (après avoir de nouveau fait examiner en son Conseil-privé, où étoient plusieurs des Princes & Seigneurs de son sang, & autres notables personages étant auprès de lui, les Chartres de Louis XII son aïeul, & tous les arrêts, sentences & jugements..... le*

tout lu & mûrement considéré) a confirmé, approuvé & autorisé le privilege de saint Romain dans toutes ses circonstances, ainsi qu'il est énoncé dans les lettres de Louis XII: voulant que lesdits du Chapitre puissent tous les ans, le jour de l'Ascension de notre Seigneur, élire un prisonnier, & icelui, ses complices, adhérents alliés, & chacun d'eux, mettre hors des prisons, pour quelques cas ou crimes qu'ils y fussent détenus, sans que ledit privilege puisse recevoir à l'avenir aucun préjudice, dommage, ou diminution pour n'avoir pas été obtenu, par lesdits du Chapitre, des lettres de confirmation d'icelui, & sans qu'il soit besoin d'en demander à l'avenir aux Rois ses successeurs, nonobstant les arrêts donnés au Parlement de Rouen, sur la requête de son Procureur-Général, auquel pour ce regard étoit imposé silence; & nonobstant les modifications & restrictions portées par cedit arrêt que Sa Majesté révoquoit par ces présentes.

A peine cet orage étoit dissipé, que le Chapitre de Rouen en vit un nouvel se former, dès l'année suivante, contre son privilege.

En 1558 le Parlement de Rouen avoit délivré au Chapitre le nommé *Louis le Sens*, & le Sens avoit en conséquence levé la fierte.

Cependant, le même jour, le Sens avoit été repris par ordre du Parlement & remis aux fers.

Ce malheureux se trouvoit accusé d'un homicide qualifié de *guet-à-pens*.

Le Parlement disoit que le Sens n'étoit pas détenu pour ce crime lorsqu'il avoit été élu pour jouir du privilege de la fierte; & en conséquence il l'avoit condamné à la mort.

Le Chapitre de Rouen soutenoit au contraire que le Sens avoit purgé le crime lorsqu'il avoit levé la fierte; & il se pourvut.

Henri II, devant qui le Chapitre porta cette contestation, ordonna au Parlement de lui envoyer les motifs de son arrêt. Cependant il sursit à toutes autres procédures. Il fit ensuite examiner, en son Conseil, l'arrêt du Parlement, & son Edit du mois de Juin de l'année précédente.

Cet événement donna au privilege de la fierte un nouveau degré de force. Le Roi le confirma par des lettres patentes du mois de Mars 1559.

Elles portent que celles en forme de chartres & de déclaration accordées par Louis XII, & l'Edit du mois de Juin 1557, sortiroient leur plein & entier effet; que le Chapitre pourroit élire tel prisonnier qui seroit détenu es prisons de ladite Ville, quelques cas qu'il eût commis, réservé seulement le crime de lèse-Majesté, divine & humaine; que ledit le Sens & les autres qui seroient élus ci-après, leurs adhérents & complices, seroient délivrés & mis en pleine & entiere liberté, avec défenses au Parlement de transférer

aucuns prisonniers des prisons de Rouen, lorsque le Chapitre voudroit faire l'élection; & permission aux Geoliers des prisons de Rouen de recevoir tous ceux qui voudroient s'y rendre volontairement, nonobstant les défenses qui leur avoient été faites par ladite Cour.

C'est ainsi que fut encore levée cette nouvelle difficulté.

Henri III n'apporta pas moins de zele que ses prédécesseurs au maintien du privilege de saint Romain.

Le Parlement de Rouen faisoit difficulté d'en accorder l'effet aux *homicides prémédités* que le Roi appelle *pour-pensés*, & de l'étendre aux complices. Par cette conduite il alloit directement contre les Chartres de Louis XII & de Henri II, qui, loin de faire aucune exception, comprenoient au contraire formellement les uns & les autres.

Henri III, à qui le Chapitre en avoit fait ses plaintes, défendit au Parlement par plusieurs lettres patentes *de mettre aucun empêchement aux graces que ses prédécesseurs avoient accordées au Chapitre, en considération des mérites de saint Romain.*

Celles du mois de Juin 1556 sont remarquables.

Le Roi y dit qu'il les a donnés par l'avis de son Conseil, & que par icelles il confirme les Chartres de Louis XII & de Henri II. Il ordonne en même temps à son Parlement de Rouen d'enregistrer l'Edit de Henri II (qui ne l'avoit pas encore été)

& le sien ; il lui défend d'user d'aucune autre modification ou exception que du crime de lèse-majesté, divine & humaine, qui avoit toujours été excepté. Il veut expressément que les homicides pour-pensés soient compris dans le privilege, parce que s'ils en étoient exceptés, le privilege seroit du tout inutile, les autres homicides étant remis par la voie ordinaire de la puissance Royale. Il ajoute que l'élection du criminel se fait en plein Chapitre après l'invocation du Saint-Esprit, & que l'on y choisit celui qui est le plus digne de commisération & a regret de son péché.

Enfin l'Eglise de Rouen a aussi des lettres de Louis XV actuellement régnant.

Voici à quelle occasion.

Cette Eglise ayant voulu faire usage de son privilege le jour de l'Ascension de l'année 1756, qui tomboit cette année-là le 27 Mai ; d'un côté il ne se trouva dans les prisons de Rouen aucun criminel qui prétendît au privilege ; & d'un autre côté Adrien le Vaillant, Ecuyer, Sieur de Marochau, exposa au Chapitre que deux Gentilshommes de la Province, alors réfugiés en Angleterre, se seroient présentés pour demander la grace du Privilege, si les circonstances de la rupture entre la France & l'Angleterre n'avoient pas mis à leur passage un obstacle invincible.

Dans ces circonstances, le Chapitre délibéra qu'il seroit fait au Roi de très-humbles représentations pour obtenir de Sa Ma-

jesté que le privilege sortît son plein & entier effet dans tel des jours du restant de l'année qu'il lui plairoit fixer. La délibération du Chapitre, portée au Parlement de Normandie, y fut accueillie par un arrêt du même jour, qui en accorda acte au Chapitre, l'homologua & ordonna qu'elle seroit enrégistrée.

Cet arrêt à la main, les Chanoines de Rouen se retirèrent auprès du Roi. Sa Majesté ne pouvoit voir qu'avec satisfaction les mouvements généreux que se donnoient ces Chanoines pour la conservation de leurs concitoyens. Aussi eut-elle leurs prières pour très-agréables.

En conséquence elle leur permit, par des lettres patentes du 25 Juin 1756, (a)
de

(a) Louis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à nos ames & féaux Conseillers, les gens tenant notre Cour du Parlement de Rouen, salut.

Nos chers & bien amés les Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Métropolitaine de Rouen, nous ont très-humblement fait représenter qu'ils sont en possession de délivrer tous les ans, au jour & fête de l'Ascension de notre Seigneur, un criminel des prisons de notre ville & fauxbourgs de Rouen. Que ce privilege, émané de la piété des Rois nos prédécesseurs, confirmé en différents temps, & notamment par une déclaration du Roi Henri-le-Grand, de glorieuse mémoire, qui en règle l'usage, & en fixe l'étendue, a toujours eu son exécution jusqu'ici, mais que les exposants n'auroient pu en faire usage, le jour & Fête de l'Ascension de notre Seigneur de la présente année, à cause des différents obstacles qui ont empêché plusieurs criminels, qui en sont susceptibles, d'être transférés assez tôt dans les prisons de Rouen, pour pouvoir le réclamer; mais que les

de délivrer un criminel des prisons de la ville & des fauxbourgs de Rouen, l'un des quatre dimanches du mois de Juillet lors prochain; le tout aux termes de la déclaration du 25 Janvier 1579, que Sa Majesté déclara vouloir être exécutée selon sa forme & teneur, & en obliervant d'ailleurs les formalités ordinaires, & les cérémonies ac-

obstacles qui retenoient lesdits criminels hors de Rouen ayant cessé, les exposants desireroient pouvoir faire usage dudit privilege, & qu'il nous plût leur en accorder la permission pour tel autre jour de la présente année qui leur seroit par nous indiqué. Et comme ladite permission ne peut donner aucune atteinte au cours ordinaire de la justice, ils nous auroient supplié d'accorder nos lettres sur ce nécessaires.

A ces causes, & autres bonnes considérations, à ce nous mouvant, voulant donner audit Chapitre de Rouen des marques de notre protection, de l'avis de notre Conseil, nous avons, de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, permis & permettons audit Chapitre, pour cette année seulement, & sans tirer à conséquence pour l'avenir, de délivrer un criminel des prisons de notredite ville & fauxbourgs de Rouen, l'un des quatre dimanches du mois de Juillet prochain, en se conformant aux termes de la déclaration du 25 Janvier 1597, laquelle nous voulons être exécutée selon sa forme & teneur, & en observant les formalités ordinaires & les cérémonies accoutumées.

Si vous mandons que ces présentes vous ayez à faire enrégistrer, & le contenu en icelles garder, observer & exécuter nonobstant toutes choses à ce contraires. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes.

Donné à Versailles le vingt-cinquieme jour du mois de Juin, l'an de grace mil sept cent cinquante-fix, & de notre regne le quarante-unieme, *signé*, Louis.
Et plus bas, . . . Par le Roi, . . .
signé, Philippeaux, avec paraphe.

coutumées. Ces lettres furent enrégistrées au Parlement de Normandie le premier Juillet 1756.

Le même jour les Députés du Chapitre firent à cette Cour & aux autres juridictions de Rouen, la notification & l'insinuation du privilege dans les termes accoutumés. Ils ajoutèrent néanmoins au Parlement, en ce qu'ils le supplierent de permettre que l'élection & la délivrance du criminel fussent indiquées au dimanche 4 Juillet suivant. L'arrêt du même jour leur accorda l'objet de leurs demandes.

Le Chapitre procéda donc le 4 Juillet 1756 à l'élection d'un criminel. Toutes les voix se réunirent sur *Géoffroi-Joseph* de Caqueray, Ecuyer, Sieur de Frilleuse, âgé d'environ 18 ans, & il fut déclaré élu avec ses complices. Son élection, notifiée au Parlement, y fut confirmée. En conséquence lui & ses complices furent aussitôt relâchés au Chapitre.

Les Princes du sang & les plus grands Seigneurs du Royaume se sont employés souvent pour faire tomber le bénéfice de son privilege à ceux à la conservation de qui ils s'intéressoient. *Grégoire (a) XIII*

(a) Gregorius PP. XIII. Dilectis filiis Canonicis & Capitulo Ecclesiæ Rotomagensis.

Dilecti filii, salutem & Apostolicam benedictionem.

Joannes du Plessius, Britannus, semper Catholicus fuisse dicitur & fidelis regi Christianissimo. Cum autem jam diu homicidii & aliorum criminum nomine accusatus fuisset, noluit Rothomagensium judicium, quos

n'a pas cru que sa suprême dignité fût capable de l'empêcher d'en solliciter le bienfait auprès du Chapitre de Rouen en faveur du Sieur *Jean* du Plessis, Gentilhomme Breton, qu'il appréhendoit qu'une juste punition ne fût périr; & Henri III ne dédaigna pas de joindre ses recommandations à celles du Souverain Pontife pour procurer à ce criminel une grace qu'il étoit bien le maître absolu de lui accorder sans le secours d'aucun privilege.

Ce n'a pas été sous le regne de Henri III seulement que les personnes les plus qualifiées ont recherché le privilege pour en faire jouir leurs protégés. Le Chapitre de Rouen conserve quantité de lettres de *Henri II* lorsqu'il n'étoit encore que Dauphin, de *Charles* son frere, Duc d'Orléans, de *Charles IX*, enfin des Princes de la maison de Bourbon & de la maison de Lorraine. Il en a de *Louis XIII*, de *Marie* de Médicis sa mere, & de plusieurs autres grands & illustres personnages.

Marie de Médicis écrivit au Chapitre

suspectos haberet, se cognitioni committere. Cupit autem omni pœna & periculo liberari vestro benecio. Narrat enim vos, veteri privilegio, potestatem habere quot annis, unum aliquem, quemcumque malueritis rei Capitalis reum, è carceribus eximendi & liberandi. Rogat igitur hoc beneficium sibi conferri in proximum annum. Commendamus hominem charitati vestræ. Dicitur non indignus esse beneficio vestro confirmatur qui ejus operam regi Christianissimo haud inutilem futuram.

Datum Romæ apud sanctum Petrum, sub annulo piscatoris, 23 Julii, pontificatus nostri anno nono,

K ij

en faveur de M. de *Beauregard* & de ses complices, *qu'elle avoit recours à son privilege pour la délivrance de ce criminel & de ses complices, parce que la qualité de l'acte qu'ils avoient commis, n'avoit pas permis qu'ils fussent secourus par les voies ordinaires.*

Lorsqu'il y a eu au contraire des crimes dont l'impunité auroit pu tirer à conséquence, les Chanceliers ont écrit au Chapitre qu'il ne se laissât pas surprendre par ceux qui en étoient les auteurs. Il existe, à cette occasion, dans les Archives de l'Eglise de Rouen une lettre de M. le Chancelier *Seguier* contre le Chevalier de la *Jaille*.

Les Princes & le Roi lui-même ont fait cet honneur plusieurs fois au Chapitre en pareil cas.

Louis XIV lui écrivoit le 19 Avril 1670, qu'ayant été *informé que le nommé Baudry, Sieur de Bois-Caumont, le faisoit solliciter pour sa délivrance, son intention n'étoit pas que ce criminel fût élu pour jouir du privilege de saint Romain, dont il étoit indigne.*

Voilà quels sont les véritables principes sur le privilege de la fierte ou châtelle de saint Romain.

Il ne fut jamais si fort en vigueur que dans les temps malheureux de la ligue. Alors, par le crédit du vieux Cardinal de Bourbon, Archevêque de Rouen, tout ce qu'il y avoit de gens abandonnés aux crimes dans le Royaume étoient reçus à s'en prévaloir. Les Ligueurs exigeoient seule-

ment qu'ils fussent de la ligue ou qu'ils promissent d'en être à l'avenir.

En 1593 les chefs des Ligueurs qui s'étoient rendus maîtres de la ville de Rouen, obligèrent le Chapitre à élire pour lever la fierte les assassins de M. de Montmorenci de Hallot, Lieutenant-Général pour le Roi en Normandie.

Mais il faut reprendre les choses de plus haut.

Christophe d'Allegre, Marquis d'Allegre, fils de *Christophe*, & d'*Antoinette* Duprat, avoit été pourvu par le Roi du Gouvernement de la ville de Gisors. Le Marquis d'Allegre étoit un homme de qualité, riche & puissant. Il possédoit de très-grandes terres en Normandie, où il demeuroit, & il faisoit plus ordinairement sa résidence dans celle de Blainville.

Blainville est un Bourg du pays de Caux, à trois lieues de Rouen.

Le Marquis d'Allegre prétendit que M. de Hallot lui avoit fait une perfidie.

Dans le vrai, M. de Hallot n'avoit d'autre tort, que celui d'avoir été préféré par le Roi pour le Gouvernement de Vernon que convoitoit M. d'Allegre.

Quoi qu'il en soit, celui-ci résolut de se venger sur celui-là, en l'assassinant.

Le 12 Septembre 1592 il partit de Blainville, prit la route de Vernon où il arriva sur les six heures du soir, & se logea à l'auberge du gros Tournois. Treize hommes de cheval l'avoient accompagné.

Ces treize hommes étoient un Sieur *Gilles* du Fosséy, Bourgeois de Rouen; le Capitaine *Floc*; les Sieurs du *Marchais*, des *Angles*, de *Beauvais*, *Diego Mazure*, dit le *Cadet la Gloë*; les nommés *Pierre Foulques*, dit *la Pierre*, valet-de-chambre du Marquis d'Allegre; le Capitaine le *Chevalier*, *Descampes*, *Jean Cruel*, dit *la Porte*, *Jean Doubledent*, palfrenier du Marquis d'Allegre, & *Claude* de Pehu, Sieur de *la Mothe*. Plusieurs Laquais les avoient suivis à pied.

Claude de Pehu, alors âgé de vingt ans, étoit un Gentilhomme né à Longueil, Paroisse située entre Compiègne & Noyon. Dès ses plus tendres années il avoit été Page au service de M. d'Allegre, & il l'avoit suivi au siège de Dieppe. Il s'étoit depuis attaché à M. de Follaire, Gouverneur de Gournai, qui lui avoit donné de l'emploi dans sa Compagnie; & il avoit porté les armes & fait la guerre contre le Roi pour la ligue, alors appelée la *sainte union*.

L'armée du Roi, sous les ordres du Maréchal de Biron, ayant formé le siège de la ville de Gournai, de Pehu y fut fait prisonnier dans une sortie, par M. du Vignault, Mestre de Camp.

Le Marquis d'Allegre qui en fut instruit, paya la rançon du prisonnier, & le retint à son service.

Voilà quel étoit l'état actuel de de Pehu chez le Marquis d'Allegre, lorsque ce-

lui-ci le choisit pour être du voyage qu'il fit à Vernon le 12 Septembre 1592.

Le lendemain de l'arrivée, & sur les six heures du matin, M. d'Allegre tira à part les Sieurs du Marchais, le Sieur des Angles, le Capitaine Floc, le Capitaine le Chevalier, le Cadet la Gloë, la Pierre & de Pehu. Il leur dit que *M. de Hallot avoit usé à son égard de perfidie, & qu'il vouloit s'en venger*. Tous applaudirent au discours de M. d'Allegre & l'encouragerent. Celui-ci les consulta ensuite sur l'espece de la vengeance, & tous lui répondirent unanimement qu'il *falloit tuer M. de Hallot*, & lui offrirent leurs services.

Aussi-tôt M. d'Allegre fit apporter à déjeuner. On but beaucoup. Chacun accommoda ses pistolets. On monta à cheval, & on fut descendre en cet ordre, avec le Marquis d'Allegre, à l'hôtel de M. de Hallot.

M. de Hallot, Baron de Haute-Ville & de Boutteville, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant-Général en Normandie & Gouverneur de Vernon, étoit fils de *François de Montmorenci* & de *Jeanne de Montdragon*. Il s'appelloit *François* & avoit été marié à *Claude-Hébert* d'Offonvilliers, de qui il avoit eu deux filles.

Gaspard Pelet de la Verunne, Vicomte de Chabannes, Gouverneur des ville & château de Caen, avoit épousé *Jourdain-Madelaine*, l'une d'elles : & *Sébastien* de Rosmadec, Baron de Molac, avoit épousé l'autre, appelée *Françoise*.

M. de Hallot joignoit à l'intrépidité dans les combats, à la sagesse dans les conseils, le plus grand zele pour le service du Roi, & une fidélité à toute épreuve. Il avoit fait des prodiges de valeur au siege de Rouen. Il y avoit reçu des blessures très-dangereuses, & pour s'en faire panser, il s'étoit retiré dans son Gouvernement à Vernon, où il se rétablissoit & commençoit à se porter mieux.

Le Marquis d'Allegre & toute sa Compagnie arrivés à la porte de l'hôtel de M. de Hallot, y rencontrèrent un de ses Laquais. M. d'Allegre s'informa à ce Laquais si son Maître étoit levé ; & dans le même instant, d'un côté, le Sieur du Marchais mettoit pied à terre & entroit dans le logis de M. de Hallot pour savoir s'il étoit empêché. Et d'un autre côté M. d'Allegre ayant vu dans la cour un Page de M. de Hallot, lui demandoit si on pouvoit parler à son Maître.

M. de Hallot qui étoit déjà levé, entendit & reconnut la voix du Marquis d'Allegre qu'il aimoit. Il sentit de la joie à le surprendre en allant à sa rencontre. Il se fit apporter ses béquilles, se mit en marche & descendoit les degrés de son escalier avec le plus de vitesse qu'il lui étoit possible.

M. d'Allegre qui en fut averti par le Page à qui il venoit de parler, mit aussitôt pied à terre avec de Pehu, le Capitaine Flocq, le Capitaine le Chevalier, le Sieur des Angles, la Pierre, & le Cadet la Gloë,

& tous ils donnerent leurs chevaux à tenir aux Laquais qui les avoient suivis.

Cependant M. de Hallot qui se hâtoit toujours , à l'aide de deux Gentilshommes (qui avoient chacun , on ne fait trop par quelle aventure , leurs épées sous le bras) ayant abordé le Marquis d'Allegre , mit la main à son chapeau , & se disposant à l'embrasser , il lui dit avec transport : *eh , bon jour , Monsieur , comment vous portez-vous ? ...*

Mais M. d'Allegre , reculant trois pas , enfonça son chapeau sur ses yeux , cria d'une voix forte à M. de Hallot (qui ne s'attendoit point à une pareille réponse) *il faut mourir* ; & tirant en même temps un poignard , il lui en donna plusieurs coups qui le firent tomber à ses pieds.

Cependant de Pehu & trois des personnes qui accompagnoient le Marquis d'Allegre , arrachèrent les épées aux deux Gentilshommes spectateurs , tranquilles , de l'assassinat de M. de Hallot.

Cette horrible action consommée , le Marquis d'Allegre se retiroit. Mais M. de Hallot n'étant pas encore mort , *Claude* de Pehu & le Sieur des Angles lui porterent les derniers coups qui l'acheverent. Ils rejoignirent ensuite M. d'Allegre & sa Compagnie , remonterent aussi-tôt à cheval & prirent au grand trot le chemin de la porte de la ville. Ils en trouverent le *tappe-cul* baissé , & ils entreprirent de le hausser. Mais l'opiniâtreté de quelques gardes de cette

porte, obstinés à ne pas vouloir qu'il fût levé, engagea une escarmouche entre eux-ci & les meurtriers de M. de Hallot.

M. d'Allegre eut l'avantage dans ce petit combat. Il mit en déroute les gardes, resta maître du champ de bataille, remonta le *tappe-cul*, sortit de la ville avec son monde, & delà fut dîner avec eux à la Roche-Guion, d'où il repartit aussitôt après pour retourner à Blainville.

Le même jour & le 25 du même mois, le Vicomte de Vernon informa, contre M. d'Allegre & ses complices, de l'assassinat de M. de Hallot, & il les décréta de prise de corps.

De son côté le Parlement de Normandie, séant à Caen, leur fit le procès. Par arrêt du 13 Février 1593, M. d'Allegre fut condamné à être tiré vif à quatre chevaux. *Claude* de Pehu devoit être roué sur une grille & jetté vif au feu.

Après cet arrêt, M. d'Allegre, bourrelé par l'idée de son crime, ne se trouva plus en sûreté en aucun endroit. Dans le trouble qui l'agitoit, il crut, cependant, pouvoir s'affranchir de ses remords, s'il parvenoit à se soustraire au châtimement dû à son horrible forfait. Il recourut au privilege de la fierte, & il se fit recommander puissamment au Chapitre de la Métropole de Rouen.

Comme il falloit qu'il s'écrouât dans les prisons de cette ville, s'il vouloit lever par lui-même la fierte, il appréhenda d'être la dupe de sa confiance, & que, si le vœu du

Chapitre ne lui étoit pas favorable, il ne fût contraint de subir l'exécution de l'arrêt du 13 Février 1593.

Nous avons dit plus haut qu'il suffisoit alors quand il y avoit plusieurs coupables d'un même crime, qu'un des complices levât la châtie de saint Romain, parce qu'il communiquoit la grace qu'il recevoit à tous ses autres complices.

Or le Marquis d'Allegre, qui connoissoit cet effet du privilege, profita de ses lumieres. Il chargea de son rôle ce *Claude* de Pehu dont il a été parlé plus haut. Mais il ne vouloit pas encore qu'il s'écrouât dans les prisons de Rouen, en exécution de l'arrêt du 13 Février 1593. Il craignoit que l'énonciation de ce même arrêt ne fût suivie d'accidents, qu'il ne prévoyoit pas à la vérité, mais qu'il étoit possible qui survinssent, & qu'il lui sembloit prudent de prévenir. Il avoit imaginé, en conséquence, de faire souscrire à de Pehu, dès le mois de Mars 1593, au profit de ce *Gilles* du Fosseý qui l'avoit aidé dans l'assassinat de M. de Hallot, une obligation simulée par laquelle ce jeune homme, encore mineur, se soumettoit, & par corps, à payer à la volonté de du Fosseý une somme de 50 écus sol : il en avoit fait recevoir l'acte par les tabellions de sa justice de Blainville.

Cette obligation fut mise en forme exécutoire. Ensuite, d'un côté, du Fosseý fit faire commandement à de Pehu de lui en

payer le montant. Et de l'autre, ce dernier s'étant rendu à Rouen, du Fosse y l'y fit arrêter, de concert, en vertu de son obligation, & constituer prisonnier le 10 Mai 1593 dans les prisons de la Cour des Aides.

Dès que ce jeune homme fut écroué, le Marquis d'Allegre sollicita plus que jamais auprès du Chapitre, soit par lui-même, soit par les plus grands Seigneurs du Royaume, l'élection de de Péhu.

L'Eglise de Rouen conserve avec soin dans ses Archives (comme un monument de la violence qu'elle essuya alors) entre autres titres, deux lettres que lui écrivirent de Paris, les 13 & 18 Mai 1593, le Duc de Mayenne (a), prétendu Lieutenant-

(a) Messieurs, ayant été requis par M. le Marquis d'Allegre de me vouloir employer envers vous, à ce qu'il puisse jouir du privilège de saint Romain, à cette prochaine fête, je me suis tant promis de la bonne volonté que vous m'avez toujours témoignée, que ne lui dénieriez ce bien, en faveur de ma considération, comme je vous en prie & conjure de toute mon affection, étant Gentilhomme de qualité & de mérite, que je desire infiniment être gratifié de cette courtoisie, laquelle je tiendrai à obligation, vous assurant que ne la sauriez accorder à personne qui la mérite mieux que lui, ni dont je reçoive plus de contentement. Témoignez-lui donc que cette même recommandation ne lui aura été inutile, & croyez qu'en autres endroits où vous me voudrez employer, je vous ferai paroître que j'ai autant de bonne volonté à votre endroit que personne de ce monde. Je prierai Dieu, Messieurs, qu'il vous ait en sa sainte garde. Votre plus affectionné & parfait ami, *signé.*
Charles de Lorraine.

De Paris, le 13e. jour de Mai 1593.

Et au dos est écrit : A Messieurs du Clergé de Rouen.

Général du Royaume, dans le temps de la ligue, & le Marquis de Villars (a), Gouverneur de Normandie & de Rouen pour la ligue.

Le 23 du même mois de Mai les deux Chanoines, Prêtres, Députés par le Chapitre comme il est d'usage, & assistés de leur Greffier, reçurent avec la déclaration des autres criminels qui prétendoient à la fierte, celle de *Claude de Pehu*.

Elle est ainsi conçue.

Claude (b) de Pehu, Sieur de la Motte, âgé de vingt-un ans, non marié, né & natif de la Paroisse de Longueil, entre Compiègne & Noyon.

Nous a dit & confessé, d'après le serment

(a) Messieurs, vous verrez par la dépêche de Monseigneur, de quelle sorte il affectionne M. le Marquis d'Allegre pour être favorisé en un de ses adhérents à lever la fierte; ce faisant jouir à cette prochaine fête du privilege de M. saint Romain, afin de parer l'orage pour ce qui s'est passé entre lui & feu M. de Hallot, dont vous avez pu ci-devant ouïr parler. Je ne vous représenterai point les occasions qui ont mu mondit Seigneur de le desirer, pour être à lui seul réservées seulement. Je vous supplierai, en mon particulier, de toute mon affection, témoigner audit Sieur Marquis que vous desirez faire état de la recommandation de mondit Seigneur, vous assurant qu'en le lui faisant paroître à ce besoin, outre l'obligation qu'il vous en aura, je tiendrai vous en être particulièrement obligé pour vous servir en toute occasion, comme étant, Messieurs, votre très-affectionné à vous servir, *signé, Villars.*

De Paris, le 18 jour de Mai 1593.

Et au dos est écrit : A Messieurs du Clergé de Rouen.

(b) Registres de l'Eglise Cathédrale de Rouen.

par lui solennellement prêté sur les saints *Evangelies*, qu'il avoit été constitué prisonnier le dixieme jour de ce mois & an, ayant été trouvé en cette ville, à la requête de *Gilles du Fosse*, Bourgeois de Rouen, pour la somme de 50 écus sol, en quoi il est obligé, par corps, envers le *Sieur du Fosse* par brevet passé devant les tabellions de la terre de *Blainville*. Et ayant entendu l'effet du privilege de saint Romain, desirant à icelui prétendre.

Nous a dit qu'ayant été nourri en son jeune âge Page en la maison du *Seigneur Christophe d'Allegre*, Marquis, & étant sorti hors de Page après le siege de *Dieppe*, s'étoit retiré avec le *Sieur de la Follaire*, Gouverneur de *Gournai*, & s'étoit mis de sa Compagnie, ayant porté les armes & fait la guerre pour le parti de la sainte union; & qu'au dernier siege de ladite ville de *Gournai*, assiégée par le *Maréchal de Biron*, il fut pris prisonnier par un *Mestre de Camp*, nommé le *Sieur de Vignault*, & ayant ledit *Sieur d'Allegre* entendu sa prise, promit satisfaire de sa rançon, & étant délivré se donna à lui, depuis lequel temps lui a toujours fait service.

Plus, a dit le déposant que le samedi douzieme jour de *Septembre* dernier, le *Sieur d'Allegre*, accompagné de treize hommes de cheval, à savoir le *Sieur du Fosse*, le *Capitaine Flocq*, le *Sieur du Marchais*, le *Sieur des Angles*, de *Beauvais*, le Ca-

det la Gloë, un nommé la Pierre, le Capitaine le Chevalier, le Sieur Descampes, Jean Cruel, dit la Porte, le déposant & autres serviteurs dudit Sieur & Laquais étant à pied, partirent du château de Blainville & s'acheminèrent à venir en la ville de Vernon, à laquelle ils arriverent sur les six heures du soir, & furent tous loger en l'hôtellerie du gros Tournois.

Descendus de cheval, le Sieur d'Allegre avec toute sa compagnie alla saluer le Comte de saint Paul, & ne fait ledit déposant quel propos ils tinrent ensemble. Et le lendemain, environ sur les six heures du matin, ledit Sieur d'Allegre fit venir lesdits Sieurs des Angles, le Cadet la Gloë, la Pierre & le déposant, auxquels il dit qu'il s'en alloit à un certain lieu où peut-être il faudra jouer de l'épée & se battre, leur disant, vous me devez cette assistance. Ce qui lui fut promis. Et lors ledit Sieur d'Allegre fit porter à déjeûner, leur fit accommoder leurs pistolets, & tôt après monterent à cheval & furent ensemble en la maison du Sieur de Hallot avec ledit Sieur d'Allegre.

En la porte duquel rencontrèrent l'un de ses Laquais, auquel le Sieur d'Allegre demanda si son Maître étoit levé.

A l'instant un nommé le Sieur du Marchais, de la compagnie du Sieur d'Allegre, mit pied à terre & entra dans le logis dudit Sieur de Hallot pour savoir s'il étoit empêché, & le Sieur d'Allegre voyant

dans la cour un Page dudit Sieur de Hallot, lui demanda, peut-on parler à ton Maître. Lequel lui fit réponse, Monsieur, le voici, il descend les degrés.

Et incontinent le Sieur d'Allegre mit pied à terre avec le Capitaine Flocq, le Capitaine Chevalier, le Sieur des Angles, le Sieur du Marchais, la Pierre, le Cadet la Gloë & le déposant, baillant à tenir leurs chevaux à leurs Laquais.

Et étant ledit Sieur de Hallot descendu en la cour de son logis avec deux Gentilshommes, ayant chacun leurs épées, commença à dire audit Sieur d'Allegre, ayant la main au chapeau, bon jour, Monsieur, & ledit Sieur d'Allegre, ayant la tête couverte, dit audit Sieur de Hallot, il faut mourir; & tirant son poignard lui en donna plusieurs coups dont il mourut; & le déposant, avec trois autres, se saisirent des épées que portoient les deux Gentilshommes qui assistoient le Sieur de Hallot. Ce fait, a dit le déposant que le Sieur d'Allegre & sa Compagnie remonterent à cheval & s'en allèrent le grand trot à la porte de la ville où ils trouverent le tappe-cul baissé, & commencerent à le tirer contre quelques-uns des gardes de la porte, lesquels s'opiniâtroient à le fermer, & à force de le tirer le haussèrent jusqu'à ce que toute leur compagnie fût sortie, & s'en allèrent droit à la Roche-Guyon pour voir Madame, laquelle n'y étoit, étant pour lors à Mantes. Auquel lieu ayant dîné ledit Sieur d'Al-

d'Allegre s'en revint en son château de Blainville avec sa compagnie.

Plus, a dit avoir communie à Pâques dernier en l'Eglise & Paroisse de Blainville, & qu'il avoit toujours vécu en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & y vouloit vivre & mourir, n'ayant jamais commis aucun crime pour lequel il pouvoit être accusé, sinon celui ci-dessus auquel il avoit assisté, dont il est grandement contrit & repentant, ayant entendu que pour ce fait il auroit été donné & se feroit ensuivi arrêt au prétendu Parlement de Caen, par lequel Sieur d'Allegre est condamné à être tiré à quatre chevaux, & ses complices les uns roués, les autres tenaillés, & autres supplices; nous suppliant vouloir être moyens & intercéder vers MM. du Chapitre, à ce qu'il puisse jouir du bénéfice & privilege de M. saint Romain. Ce faisant il sera à jamais obligé à leur faire très-humble service, & prier Dieu pour la manutention de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & du privilege de M. saint Romain.

Enquis si autre que le Sieur d'Allegre avoit frappé ledit Sieur de Hallot.

A dit le déposant que le Sieur des Angles & lui, donnerent chacun un coup d'épée, en passant, au Sieur de Hallot chancelant.

Et après lecture à lui faite de sa confession, a icelle signé les jours & an que dessus, signé Claude de Pehu.

Le 26 , qui étoit le jour de l'Ascension , les deux Chanoines qui avoient précédemment reçu les confessions des criminels prétendants à la fierte , étant retournés de grand matin aux prisons , pour les recoller dans leurs déclarations ; *Claude de Pehu* ajouta à la sienne ce qui suit.

Du jeudi matin , 26 desdits mois & an :

Dépose qu'il avoit obmis que le *Sieur d'Allegre*, ayant tiré à part le *Sieur du Marchais*, le *Sieur des Angles*, le *Capitaine Flocq*, le *Capitaine le Chevalier*, le *Cadet la Gloë*, la *Pierre* & le déposant, leur demanda le moyen de se venger de la perfidie qui lui avoit été faite par le *Sieur de Hallot*. Qu'ils lui dirent tous qu'il falloit le tuer. Ne voulant dire autre chose, sinon qu'il supplioit MM. du Chapitre d'avoir pitié de lui & qu'il persistoit à ce qu'il avoit dit, signé, *Claude de Pehu*.

Ce fut sur cette confession que le même jour le Chapitre, d'un côté, après avoir entendu le rapport & la lecture des dépositions & confessions des différents criminels prétendants au Privilege , élu de pleine & mûre délibération, pour cette année, pour obtenir le privilege de *saint Romain*, *Claude de Pehu* (a), *Sieur de la Motte*, âgé de

(a) Extrait des registres des délibérations du Chapitre de l'Eglise Métropolitaine de Rouen.

Du jeudi 6 Mai, jour de l'Ascension de N. S. J. C.,
1593.

En ce jour ; le Chapitre, après avoir entendu le rapport & la lecture des dépositions & confessions

vingt-un an ; & que de l'autre côté , il envoya sur le champ aux Officiers qui prétendoient tenir le Parlement de Normandie , à Rouen , le cartel contenant le nom (a) du criminel élu.

Ces Officiers ayant interrogé de Pehu trouverent ses réponses conformes (b) à

des différents prisonniers prétendants au privilege , a élu de pleine & mûre délibération pour cette année présente , pour obtenir le privilege de M. saint Romain , *Claude de Pehu* , Sieur de la Motte , âgé de 21 ans , natif de la Paroisse de Longueil , entre Compiègne & Noyon , détenu prisonnier es prisons de la geole des généraux pour quelque homicide. Lequel de Pehu , ainsi élu , suivant la cédule de son élection , contenant son nom & surnom , signée par le Notaire & tabellion & close du scel du Chapitre , envoyée à MM. les Présidents & Conseillers de la Cour de Parlement de cette ville de Rouen & à eux délaissée , a été délivré de ladite prison pour & afin de jouir dudit privilege , & par après a été conduit & mené par les Chapelains , maîtres & confreres de la confrairie de M. saint Romain , fondée en cette Eglise , en la Procession qui solennellement a été faite , en laquelle il a levé la châsse dudit saint Romain , fait & accompli toutes les solemnités & cérémonies accoutumées , au moyen de quoi icelui de Pehu , pour lui & ses complices , suivant sa déposition mise aux liaces , a joui dudit privilege ainsi qu'il est accoutumé.

(a) Ensuite la teneur comme il a été mis au cartel envoyé à la Cour pour l'élection de prisonnier.

Claude de Pehu , Sieur de la Motte , prisonnier es prisons de la Cour des Aides , pour lui & ses complices , de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine.

(b) N. B. Que de Pehu ne fut pas jugé sur les charges du procès. D'un côté elles étoient à Caen & à Vernon. D'un autre côté les Juges de ces deux endroits , qui tenoient le parti du Roi , se feroient bien gardés de déférer à aucun arrêt du prétendu Parlement , séant à Rouen , qui en eût ordonné l'apport.

ses confessions des 23 & 26. Son élection fut confirmée, à la charge par lui néanmoins de faire les serments en tels cas requis.

De Pehu fit & signa tout ce qu'on voulut. Il en eût signé bien davantage. Il fut *délivré de ladite prison afin de jouir du dit privilege, & peu après il fut conduit & mené par les Chapelain, maître & confreres de la confrairie de M. saint Romain, en la procession, qui solennellement fut faite, en laquelle il leva la châsse du dit saint Romain, fit & accomplit toutes les solemnités & cérémonies requises. Au moyen de quoi icelui de Pehu, pour lui & ses complices, suivant sa déposition mise aux liasses, a joui du privilege ainsi qu'il est accoutumé.*

Le lendemain il fut représenté au Chapitre (a) par les Chapelain, maître & con-

(a) Du vendredi 28 desdits mois & an.

Ledit jour, les Chapelains & confreres de la confrairie de M. saint Romain, fondés en l'Eglise de Rouen, ont représenté *Claude de Pehu, Sieur de la Motte, lequel (par le privilege M. saint Romain, suivant l'élection faite de sa personne, auroit été, le jour d'hier, délivré des prisons des généraux, en présence de plusieurs personnes) a été grandement incrépé par le Sieur de Mouchy, Archidiacre & Chanoine, du crime par lui commis & exhorté de bien vivre à l'avenir selon l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & ne tomber à telles fautes. Ce qu'il a promis faire, & a prêté les serments accoutumés, ensuite de quoi il a signé, &c.*

Nous soussignés, Chanoine de l'Eglise Métropolitaine de Rouen, certifions le présent extrait conforme aux registres du Chapitre de ladite Eglise. Fait aux Archives, ce premier Décembre 1767, signé,
HEBERT.

freres de la confrairie de saint Romain, & là, en présence de plusieurs personnes, il fut grandement incrépé par le Sieur de Mouchy, Archidiacre & Chanoine, du crime par lui commis, & exhorté de bien vivre à l'avenir, selon l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & ne tomber à telles fautes; ce qu'il promit de faire.

Après quoi ce jeune homme fut renvoyé en paix, & le Chapitre lui fit expédier les lettres (a) de son absolution en la forme ordinaire.

Si jusques-là tout avoit réussi au Mar-

(a) *Universis presentes litteras inspecturis, seu audituris, decanus & capitulum insignis Ecclesiæ Cathedralis & Metropolitanæ Rothomagensis, salutem in eo qui est omnium vera salus.*

Notum facimus quod anno infra scripto, die autem jovis, maii vigesima septima, in festo Ascensionis D. N. J. C., Claudius de Pehu, Dominus de la Motte, qui in carceribus regiis generalium pro certis casibus homicidium concernentibus detinebatur, ex electione nostra in sequendo tenorem arresti Parlamenti Rothomagensis, de die hodierna elapsi, per privilegium sanctissimi confessoris Romani, prout hætenus consuetum & observari solitum est, extitit liberatus & pristina restitutus est libertati, unâ cum Christophoro d'Allegre, Marchione de Blainville, suo complice, & eorum compliciis, licet absentibus. Quod omnibus justiciariis significamus, eisdem inhibentes, ne de cætero, in posterum, dictos Claudium de Pehu & Christophorum d'Allegre, & eorundem complices, ac bona eorum, occasione dicti homicidii, & alterius cujuscumque criminis ante liberationem ipsorum commissorum detineant quomodo libet vel arrestent, sed ipsos & eorum complices cum omnibus bonis suis abire permittant, tanquam liberos & immunes. In cujus rei testimonium sigillum Ecclesiæ nostræ litteris super hoc traditis duximus apponendum.

Datum in dicto nostro capitulo, die veneris vigesimâ octavâ mensis maii, anno Domini millesimo quingentesimo nonagesimo tertio.

quis d'Allegre , à *Claude* de Pehu , & à leurs complices à Rouen , il n'en alloit pas de même à la Cour.

D'un côté le Roi rendoit en son Conseil le 24 Août 1593 un arrêt dont il ordonnoit l'enrégistrement au Parlement de Normandie , séant à Caen. Cet arrêt qui y fut effectivement enregistré le 19 Janvier 1594 , déclaroit que *l'assassinat de M. de Hallot étoit un crime de lèse-majesté , pour lequel le privilege de la châtse saint Romain n'auroit lieu.*

D'un autre côté , Sa Majesté renvoyoit à son grand Conseil le jugement du procès pour raison de l'assassinat de M. de Hallot , & il lui en attribuoit , *privativement , la connoissance qu'il interdisoit à ses autres Cours & Juges.*

En exécution de ce dernier arrêt , le grand Conseil retint le procès , & Mesdames de Hallot , de Rosmadec & de la Verunne y en poursuivirent l'instruction.

Jean double Dent , palfrenier du Marquis d'Allegre & *Pierre* Foulques , son valet-de-chambre , furent décrétés de prise de corps le 23 Novembre & 1 Décembre 1594 , & le 19 du même mois de Décembre , ils furent condamnés à être pendus (à une potence double qui seroit dressée en la croix du Tiroir à Paris) ; & exécutés le même jour. Leurs cadavres y demeurèrent l'espace de 24 heures , & leurs têtes , portées à Vernon , furent plantées sur les deux principales portes de cette ville.

Diego Mazure, ou le *Cadet la Gloë*, étant tombé en la puissance du grand Conseil, la veuve & les filles de M. de Hallot le firent aussi-tôt recommander à leur requête dans les prisons de cette Cour. Elles firent ordonner ensuite l'instruction de son Procès, & le 3 Février 1596, *Mazure*, condamné à être décollé, paya de sa tête la part qu'il avoit eue à l'assassinat de M. de Hallot. Cette troisieme tête fut encore portée à Vernon & figura avec les deux premieres sur l'une des principales portes de cette même ville.

Tel étoit l'état de cette terrible affaire, lorsque les fureurs de la ligue étant absolument éteintes, les troubles du Royaume apaisés, Henri-le-Grand, reconnu presque universellement pour le légitime Souverain, le Parlement de Normandie rappelé de Caen à Rouen, la mémoire de la rebellion des habitants de Rouen abolie, & tout ce qui s'étoit passé d'ailleurs dans cette ville, pendant les troubles, autorisé & confirmé par un Edit publié & verifié, le Roi enfin étant à Rouen; Sa Majesté s'occupa à l'occasion de l'assassinat de M. de Hallot, de l'examen de l'origine, de la nature & des effets du privilege de la fierte.

Le sujet qui donnoit lieu à cette révision étant grave, l'examen fut sévère. Henri le déclare par ses lettres du 25 Janvier 1597, *données, dit-il, par l'avis des notables du Royaume pour lors assemblés à Rouen.*

Au reste, si dans cette occasion le Monarque blâma l'application de l'exercice du privilege à *Claude de Pehu*, à cause de l'indignité de la personne; il ne laissa pas néanmoins de confirmer le privilege en lui-même.

Il est vrai qu'il en restreignit l'effet, & qu'il déclara indignes d'en jouir ceux qui seroient convaincus *d'hérésie, d'avoir fait de la fausse monnoie, d'être assassins de guet-à-pens, & d'avoir violé & forcé des filles.* Mais il semble que ces restrictions doivent être considérées comme étant plutôt une suite naturelle des conjonctures où l'on se trouvoit alors, que comme une diminution du privilege.

Le Roi ordonna de plus que ceux qui voudroient jouir du privilege, seroient tenus de se présenter eux-mêmes pour en obtenir la grace, sans qu'ils pussent être reçus à la faire obtenir par leurs serviteurs & autres qui les auroient assistés.

Enfin Sa Majesté voulut qu'il ne pût être pris ou choisi par le Chapitre, aucun, pour jouir dudit privilege, qu'il ne fût actuellement prisonnier & lors du jour de l'insinuation; & non aucun de ceux qui après ledit jour seroient emprisonnés, lesquels Sa Majesté déclare indignes de la grace.

Ces lettres patentes furent enrégistrées (avec des modifications favorables au Chapitre) en Parlement à Rouen le 23 Avril 1597.

Un an après, de Pehu, à qui le léve-

ment de la fierte ne pouvoit plus profiter depuis l'arrêt du Conseil du 14 Août 1593 qu'il n'osât pas attaquer, eut recours à la clémence du Roi. Il sollicita des lettres d'abolition.

Pour parvenir à se les procurer, il exposa que le 12 Septembre 1592, jour du meurtre de *M. de Hallot*, il étoit alors Page du Marquis d'Allegre, & âgé seulement de dix-sept ans; qu'il avoit ignoré le complot formé par le Marquis pour assassiner *M. de Hallot*; que lorsque le Marquis partit de l'auberge du gros Tournois où il étoit logé à Vernon, pour aller consommer son crime, il avoit été contraint de le suivre comme il y étoit obligé par sa condition de Page; & que loin de faire aucun effort contre *M. de Hallot*, il n'avoit pas même mis la main à l'épée.

De Pehu réussit sur son exposé. La grace qu'il demandoit lui fut accordée, & les lettres qui en furent expédiées, au mois de Juin 1598, furent adressées au Prévôt de l'Hôtel.

Apparemment il s'étoit flatté qu'il ne rencontreroit aucun obstacle de la part de la veuve & des filles de *M. de Hallot*. Mais l'événement le détrompa bientôt; car ayant fait assigner ces Dames en la Prévôté de l'Hôtel pour faire entériner avec elles ses lettres; elles montrèrent une si vigoureuse résistance, que de Pehu, contraint d'abandonner la partie & n'osant pas même entrer en lice avec ses adversaires,

fût débouté honteusement, & par défaut, de sa demande le 15 Décembre 1601, & réduit à prendre la fuite pour se soustraire à l'exécution de l'arrêt du Parlement de Normandie du 13 Février 1593.

En 1604 une lueur d'espérance vint ranimer son courage. Il espéra qu'il seroit plus heureux qu'en 1601, il osa représenter sa demande proscrite par la sentence du Prévôt de l'Hôtel du 15 Décembre 1601.

Il commença par obtenir du Roi des lettres de surannation de celles d'abolition du mois de Juin 1598. Et le 6 Mai 1604 il se fit délivrer par le Prévôt de l'Hôtel une commission aux fins de faire assigner pardevant lui la veuve & les filles de M. de Hallot pour l'entérinement de ces mêmes lettres.

Sans doute ce n'étoit pas la marche qu'il devoit tenir. Il falloit qu'il se contentât de former opposition à la sentence du 15 Décembre 1601, & que sur cette opposition il tâchât, soit en plaidant sérieusement, soit de concert avec ses parties adverses, d'obtenir une sentence favorable.

Quoi qu'il en soit, la première réponse que firent ces Dames à l'exploit de Pehu, fut de le faire arrêter lui-même, & constituer prisonnier au grand Châtelet. Ce Gentilhomme, trop confiant, étoit revenu à Paris pour y suivre l'effet de ses lettres. Elles porterent ensuite l'affaire au Conseil-Privé, où elles demanderent l'exécution de

l'arrêt du Parlement de Normandie, séant à Caen, du 13 Février 1593.

Cette procédure étoit tout-à-fait aussi extraordinaire que celle de de Pehu. Mais c'étoit le sort de cette cause de ne présenter que des choses extraordinaires.

Le 8 Août 1607, de Pehu présenta, de son côté, une requête au Conseil-Privé, & il conclut à ce qu'*attendu qu'il avoit levé la fierte ou châsse de saint Romain le 26 Mai 1593, il fût renvoyé absous de l'accusation des Dames de Hallot & de la Verunne.*

Mais un arrêt du 27 Septembre 1607, renvoya la cause & les parties au grand Conseil, où les charges & les informations seroient apportées, tant pour plaider sur l'exception proposée par de Pehu qu'il a levé la fierte le 26 Mai 1593, que sur sa demande afin d'entérinement des lettres d'abolition du mois de Juin 1598.

M. le Cardinal de Joyeuse, Archevêque de Rouen, & le Chapitre de sa Métropole (mal conseillés) ne crurent pas devoir rester spectateurs oisifs de cette contestation. Le 11 Octobre suivant, ils donnerent leur requête, & conclurent positivement à être reçus intervenants au procès, & à ce qu'il fût ordonné que leur privilege sortît son plein & entier effet, & que toutes les procédures criminelles cessassent à l'égard de Claude de Pehu.

Le 23 du même mois de Pehu ajouta à sa demande du 8 Août précédent, & il

conclut à ce que vu son innocence, ou bien il fut dit que le lèvement qu'il avoit fait de la fierte le 26 Mai 1593, lui profiteroit; ou bien le conseil, en entérinant les lettres d'abolition que Sa Majesté lui avoit accordées au mois de Juin 1598, l'élargiroit & le mettroit en pleine liberté, avec dépens.

De leur côté, Mesdames de Montmorenci & de la Verunne prirent des conclusions le lendemain, tant contre de Pehu que contre le Cardinal, Archevêque de Rouen, & son Chapitre.

Elles tendoient à ce que les uns & les autres fussent déclarés non-recevables en leurs demandes, ou, en tout cas, qu'ils en fussent déboutés; & que, sans y avoir égard non plus qu'aux lettres d'abolition du mois de Juin 1598, il fût procédé & passé outre à l'instruction & jugement du procès de de Pehu, & qu'ils fussent condamnés en outre en tous les dépens, dommages & intérêts.

C'est en cet état que la cause fut portée à l'audience du grand Conseil.

M. Boutillier fut l'Avocat de Mesdames de Hallot, & de la Verunne.

M. de Montreuil plaida pour les Cardinal Archevêque, & Chapitre de Rouen.

M. de Cerisaye défendit Claude de Pehu.

M. Foullé enfin porta la parole pour Monsieur le Procureur-Général.

M. de Cerisaye entama les plaidoieries, & dit:

MESSIEURS,

Je parle pour *Claude de Pehu*, Ecuyer
Sieur de la Motte, demandeur.

C O N T R E

Dames *Claude-Hebert* d'Offonvilliers,
veuve de Messire *François* de Montmo-
renci, Baron de Haute-Ville & de Bout-
teville, Sieur de Hallot, Chevalier des Or-
dres du Roi, son Lieutenant en Norman-
die, & Gouverneur de Vernon.

Et *Marie-Jourdain* de Montmorenci,
fille des Sieur & Dame de Hallot, & veuve
de Messire *Gaspard* Pelet de la Verunne,
Vicomte de Chabannes, Gouverneur des
villes & château de Caen, défenderesses.

En présence de M. le Révérend Cardi-
nal de Joyeuse, Archevêque de Rouen, &
des Doyens, Chanoines & Chapitre de son
Eglise, qui sont intervenants.

Mes conclusions tendent à ce que faisant
droit sur la demande de celui pour lequel je
parle, renvoyé en cette Cour par arrêt du
Conseil-Privé du 27 Septembre 1607, & at-
tendu que le 26 Mai 1593 il a levé la fierte
ou châtse de saint Romain, à Rouen, avec
les solemnités usitées en pareil cas, il plaise
au Conseil lui donner acte de ce que s'il s'aide

dudit privilege de la fierte, c'est seulement pour éviter & étouffer d'abord & dans son origine les poursuites des Dames de Hallot & de Chabannes, attendu qu'il n'est en aucune façon coupable ni complice de l'assassinat du défunt Sieur de Hallot : en conséquence ordonner qu'il jouira du bénéfice du privilege de ladite fierte ou chasse de S. Romain dans toute son étendue comme aussi, en tant que de besoin & sans déroger aux autres chefs de ses conclusions, & subsidiairement seulement, le recevoir appelant de la sentence obtenue par défaut contre lui en la Prévôté de l'Hôtel, le quinze Décembre de l'année mil six cent un, à la requête desdites Dames de Hallot & de Chabannes. Faisant droit sur ledit appel, mettre l'appellation & ce dont est appel au néant ; émendant, évoquant le principal & y faisant droit, ordonner que les lettres d'abolition & celles de surannation obtenues par celui pour lequel je parle, & adressantes au Prévôt de l'Hôtel, du mois de Juin 1598 & du 30 Avril 1604, seront entérinées pour être exécutées selon leur forme & teneur ; en conséquence que l'accusation intentée contre lui & la mémoire d'icelles, seront éteintes & abolies à jamais ; ordonner qu'il sera élargi des prisons du grand Châtelet, où il est actuellement détenu prisonnier, & condamner les Dames de Hallot & de Chabannes aux dépens envers lui.

MESSIEURS,

(a) Cette cause, digne de la majesté de votre audience par l'importance de la matière, par l'éclat que les adversaires, de celui que je défends, lui ont donné, par l'illustration & la noblesse des parties qui sont à vos pieds, est néanmoins d'ailleurs bien simple en elle-même.

Elle doit être réduite à l'unique question de fait, *si celui pour qui je parle a été complice ou non de l'assassinat horrible commis, le 12 Septembre 1592, en la personne de M. de Hallot.* Et à l'unique question de droit *si dans la supposition de cette complicité imaginaire,*

1°. *Il doit ou non jouir du privilege de la fierte ou châtse de saint Romain qu'il a levé & porté à Rouen avec les solemnités ordinaires, le 26 Mai 1593.*

2°. *S'il est bien fondé à demander l'entérinement des lettres d'abolition & surannation que le Roi lui a accordé au mois de Juin 1598 & d'Avril 1604.*

Pour que vous décidiez, Messieurs, ces deux questions, à l'avantage de ma par-

(a) On a un peu touché au style de ce plaidoyer, & de ceux des autres Avocats. On a cru devoir en agir ainsi parce qu'il n'étoit pas supportable. Mais on a laissé subsister celui de M. l'Avocat-Général. On peut le regarder comme un monument du défaut de travail & du peu de soin qu'apportoient alors certains des Magistrats chargés de porter publiquement la parole dans les causes où leur ministère étoit indispensable.

tie, je n'ai même pas besoin d'entrer dans un trop grand détail des faits & des moyens. Ainsi je ne multiplierai pas, dans cette cause, des audiences que le nombre de vos occupations rendent précieuses au public.

Voici, Messieurs, le sommaire des faits.

Le 12 Septembre 1592, le Marquis d'Allegre partit de son château de Blainville pour se rendre en la ville de Vernon. De Pehu, que je défends, étoit alors âgé de quinze ou seize ans, & récemment sorti des Pages. Il étoit même encore domestique du Marquis d'Allegre.

Je ne vous nierai pas qu'il ait accompagné son Maître à Vernon; mais je dirai que lorsque le Marquis d'Allegre y fut arrivé, le Comte de saint Paul l'ayant invité à souper, celui pour qui je parle se retira avec le Capitaine Tourville qui étoit également venu à Vernon à la suite du Marquis d'Allegre. Ils passèrent ensemble une partie de la nuit à jouer, & sur le matin de Pehu revint en son Hôtellerie où il se coucha sans avoir parlé de tout le soir au Marquis d'Allegre.

Il étoit à peine au lit qu'il fut averti que son Maître étoit monté à Cheval. Aussitôt il se leva, s'habilla promptement, & étant lui-même monté à cheval, il courut après le Marquis d'Allegre, s'informant par les rues de Vernon quel chemin il avoit tenu; & sur ce qu'on lui apprit qu'il étoit allé au logis du défunt Sieur de Hallot, il s'y rendit sur le champ.

Mais

Mais il rencontra bientôt le Marquis d'Allegre & sa compagnie, qui en fortoient en tumulte & prenoient la fuite en désordre. Il se joignit à eux ; & ayant été sur le champ instruit de ce qui venoit de se passer, il suivit le Marquis d'Allegre & l'accompagna dans sa retraite.

Celui pour qui je parle, a entendu dire depuis, qu'on vouloit le punir comme complice de l'assassinat commis en la personne du Sieur de Hallot.

Pour se mettre à l'abri de tout danger, il a eu recours au privilege du Chapitre de Rouen, & le 26 Mai 1593, il a levé la fierte saint Romain en la maniere accoutumée.

Il ne s'en est pas tenu à cette cérémonie. Pour plus de sûreté encore, il a obtenu du Roi, en 1598, des lettres d'abolition que ce Prince a adressées au Prévôt de l'Hôtel.

Il est vrai qu'il a été débouté de la demande qu'il avoit formée pour leur entérinement. Mais il l'est également que la sentence qui prononce ce débouté, n'a pas été rendue avec lui & qu'elle est par défaut.

Depuis il s'est de nouveau retiré devers le Roi, qui lui a accordé des lettres de surannation, & le 6 Mai 1604 il a obtenu commission pour faire assigner les Dames de Hallot & de Chabannes, afin de procéder avec elles devant le Prévôt de l'Hôtel, sur l'entérinement de ces lettres.

Alors ces Dames ont engagé un règlement au Conseil-Privé.

Un arrêt a renvoyé toutes les parties pour plaider devant vous, Messieurs, tant sur l'exception alléguée par celui pour qui je parle, à raison du privilege de la fierte, que sur l'entérinement de ces lettres d'abolition.

Voilà, Messieurs, à quoi se réduit toute cette cause; & sans doute, ce n'étoit pas sans raison que j'avois l'honneur de vous dire qu'elle est très-simple.

Or, celui que j'ai entrepris de défendre a trois moyens péremptoires à opposer aux accusations des Dames ses adversaires.

M O Y E N S.

Mais le premier & le plus fort, celui en même temps qui donne à de Pehu le plus d'assurance, est *son innocence*.

Le second, en supposant la complicité, est qu'*il a levé la fierte à Rouen le 26 Mai 1593.*

Le troisieme, en supposant encore la complicité, est que *le Roi a aboli le crime qui en pouvoit résulter.*

P R E M I E R E Q U E S T I O N.

De Pehu est innocent du crime dont on l'accuse.

Cette défense est, sans contredit, Messieurs, péremptoire. Elle est naturelle, & l'est d'autant plus dans cette cause, qu'il

a été démontré que ç'a été moins dans l'intention d'exécuter aucun mauvais dessein contre le Sieur de Hallot, que celui pour qui je parle a accompagné le Marquis d'Allegre à Vernon.

Quoique tout semble concourir à prouver qu'il n'a aucunement assisté ni participé à l'homicide dont il est accusé, la tendresse de son âge est la preuve la plus victorieuse de son innocence.

Quelle apparence en effet que le Marquis d'Allegre eût confié à un enfant de quinze à seize ans un secret d'une aussi grande importance, & qu'il n'eût pas pu garder? S'il avoit associé cet enfant à son crime, que pouvoit-il en attendre dans un âge où l'on n'est pas encore capable d'aucunes de ces intrigues nécessaires, soit pour amener à bien une affaire, soit pour en dérober la connoissance à ceux à qui il importe qu'elle ne parvienne pas?

Cependant allons, si l'on veut, jusqu'à supposer que celui pour qui je parle ait été associé au Marquis d'Allegre, & qu'il lui ait donné des conseils. Mais, Messieurs, que sont donc les conseils d'un enfant? Est-ce que toutes les Loix ne se réunissent pas pour l'absolution des enfants, auteurs des pernicioeux conseils? La 12^e. du digeste, *ad leg. Corn. de Sicar* n'appelle-t-elle pas *innocentiam consilii*, l'avis & le conseil qui partent d'un enfant?

De Pehu est donc innocent. D'abord il a ignoré les desseins du Marquis d'Allegre

contre le Sieur de Hallot; mais quand il les auroit connus, la foiblesse de son âge est un moyen invincible que tout le crédit & le raisonnement de ses adversaires ne pourront détruire.

Je passe à la seconde question.

DEUXIEME QUESTION.

De Pehu a levé la fierte à Rouen.

Cette proposition, entièrement subsidiaire, n'a pour but que de faciliter le jugement de la cause. En effet, il est bien inutile de faire de plus grandes recherches pour savoir si celui pour qui je parle assista ou non au meurtre du feu Sieur de Hallot; puisqu'il a levé pour ce fait la fierte de saint Romain à Rouen.

Cette cérémonie a le privilege tout particulier, depuis 1000 ou 1100 ans, par la concession de nos Rois, que tout criminel assez heureux pour obtenir de Monseigneur l'Archevêque & du Chapitre de la Primatiale de Rouen, la permission de lever solennellement la fierte ou châsse de saint Romain, est soustrait aux châtimens & aux supplices réservés à son crime, aussitôt qu'il a eu exécuté cette cérémonie.

Néanmoins, quoique par ce moyen le crime soit tellement éteint & couvert qu'il devienne impossible de faire par la suite aucune légitime poursuite contre celui qui a été ainsi absous; s'il est encore vrai qu'en

cela le privilege de la fierte soit comparable à la prescription qui assoupit & éteint si précisément toute sorte d'actions qu'elles ne peuvent plus être ressuscitées ni revivre par la suite, il faut toutefois, Messieurs, que vous envisagiez la cérémonie de lever la fierte, plutôt comme une simple *commutation* de peine, attendu l'ignominie à laquelle se soumet celui qui y est admis, que comme une *absolution*.

En effet, le jour de l'Ascension, il est obligé d'assister, tête nue, à la procession générale du Clergé & du peuple. *Sacco indutus, nudis pedibus, vultu in terram demisso*, reum se esse, *ipso habitu, vultuque, coram omnibus protestatur*. En cet état il aide à porter la châsse ou fierte de saint Romain, exposé à la vue de tout un peuple, qui le juge coupable, encore que quelquefois il ne le soit pas, comme il est arrivé à celui que je défends.

Le lendemain en présence de tout ce peuple, il est sévèrement blâmé de sa vie passée.

Or toutes ces satisfactions & amendes-honorables qui, étant fondées sur la piété, n'emportent avec elles aucune sorte d'infamie, causent toujours un supplice cruel à tout homme qui a l'honneur en recommandation, & équivalent ainsi à la perte de la vie.

Aussi après toutes ces cérémonies le criminel est-il entièrement à l'abri de toutes recherches. La justice garde le silence sur

son crime, & c'est à cause de cela que je compare le privilege de la fierte à la prescription qui assoupit & éteint tellement toute action, qu'elle ne peut plus dans la suite être réveillée.

Ce privilege qu'a le Chapitre de Rouen d'exempter un homme de la peine qu'il a encourue pour quelque délit que ce soit, vous ne devez pas, Messieurs, le trouver étrange. Les Juifs avoient des asyles & des villes de sûreté. Ceux qui s'y étoient réfugiés, étoient sauvés tant qu'ils y demeuroient. Les Païens pratiquoient la même douceur, & il est certain qu'ils avoient établi des temples de refuge dont l'enceinte étoit sacrée. Dès qu'un criminel parvenoit à s'y renfermer, il étoit en sûreté.

Ils ont été fort communs dans la Grece. On en trouvoit dans la plupart des bonnes villes.

Les statues des Empereurs ont été ensuite de très-assurés refuges. Depuis le Christianisme les Eglises sont devenues autant d'asyles pour les criminels, & des asyles tellement sacrés, que ceux qui ont entrepris de les en arracher, ont été eux-mêmes déclarés criminels de lèse-majesté.

Cette franchise, d'abord universelle dans toute la Chrétienté, a duré fort long-temps encore en ce Royaume.

Or si la fierte de saint Romain est un asyle comme l'étoient ceux dont on vient de parler, il est néanmoins beaucoup plus saint & plus auguste. Son privilege a tou-

jours été jusqu'ici inviolablement gardé. Non-seulement il exempt le criminel pour un certain temps, comme les anciens asy-les, mais il efface son crime, & il en abolit tout-à-fait la mémoire. Son effet est si puissant, que hors le crime de lèse-majesté, il éteint indifféremment tous les autres.

Le meurtre du Sieur de Hallot n'est point dans cette classe, tant parce qu'il n'avoit pas été reconnu Lieutenant du Roi, au Parlement, lors séant à Caen, que parce qu'il fut tué dans une querelle particulière, & hors des fonctions de sa charge.

Vous savez, Messieurs, que les Loix Romaines ne jugeoient pas coupables du crime de lèse-majesté ceux qui faisoient insulte aux images de César avant qu'elles eussent été consacrées.

Or il en doit être de même à l'égard de ceux qui offensent les Lieutenants du Roi, vraies images de Sa Majesté, auparavant qu'ils soient *consacrés*, c'est-à-dire, reconnus dans les Parlements.

De Pehu ne se trouve pas heureusement dans ce cas, vis-à-vis le Sieur de Hallot. Ainsi il ne peut pas être réputé criminel de lèse-majesté.

Quant à l'assassinat, c'est une vérité actuellement hors de toute atteinte qu'il peut se couvrir par le lèvement de la fierte. Il y a tant d'arrêts qui l'ont jugé, qu'il n'est pas possible de le révoquer en doute. Vous connoissez, Messieurs, ce fameux arrêt qui déchargea de la peine *Jacquemine* de Bois-

Riou, du pays de Bretagne, convaincue d'avoir violé les Loix divines & humaines & l'honneur du mariage, *en faisant cruellement assassiner son mari*. La preuve qu'elle avoit levée la fierte le lui fit obtenir.

J'ai à la main un arrêt du Parlement de Paris qui a pour date le 24 Avril 1598. Il étoit trop considérable dans la cause pour que je ne m'en procurasse pas une expédition. Il absout *Henri de Pelvé*, Baron de Fleix, de la peine qu'il devoit subir pour avoir assassiné *Nicolas de la Marre* & *Robert Raguénot*. Il rappelle en outre les dispositions de deux ou trois autres arrêts donnés au Parlement de Rouen à l'occasion du privilege de la fierte.

Ainsi il doit demeurer pour constant & assuré que par le moyen de la fierte, un assassin peut obtenir l'abolition de son crime, & que le privilege de la châtie de saint Romain égale en cela celui des Juifs qui pouvoient tous les ans excepter un criminel (fut-il même homicide) de la peine des Loix.

Néanmoins, Messieurs, je vous supplie de ne pas croire que si celui que je défends a eu recours à la fierte, c'ait été parce qu'il se feroit cru coupable du meurtre du feu Sieur de Hallot; *non enim qui ad statuam Cæsaris confugit, fugitivum arbitror*. Il seroit fort à plaindre si, pour avoir employé ce moyen, qui est fondé sur la piété & sur la Religion, & qu'il a imaginé devoir lui procurer un plus prompt repos, il étoit réputé taché & convaincu

du crime pour raison duquel ses adversaires le poursuivent.

La vérité est, qu'il a seulement espéré trouver dans cette cérémonie une exemption légitime qui le mettroit à l'abri de toutes poursuites, de la même manière que celui qui étant recherché pour quelque ancienne dette dont il pourroit montrer la quittance, préfère cependant de s'aider de la prescription, afin d'étouffer par cette exception tout procès dès l'origine.

TROISIÈME QUESTION.

De Pehu a obtenu des lettres d'abolition.

Mais en allant jusqu'à supposer que celui pour qui je parle ait été coupable du meurtre du feu Sieur de Hallot (ce qui n'est pas véritable) les lettres d'abolition qu'il a obtenues du Roi, & qu'il a méritées par tant de bons services qu'il a reudus depuis à Sa Majesté, ont enseveli dans un oubli éternel le crime pour lequel il est actuellement prisonnier.

Ainsi il n'est plus ni possible, ni même raisonnable, qu'on l'inquite aujourd'hui pour un crime pardonné en 1698.

C'est pourquoi je persiste dans mes conclusions.

M. de Montreuil prit aussi-tôt la parole & dit:

Je parle pour M. le Cardinal de Joyeuse, Archevêque de Rouen, & les Doyen,

Chanoines & Chapitre de son Eglise qui sont intervenants.

Contre Dame *Claude-Hebert* d'Ossonvilliers, veuve de Messire *François* de Montmorenci de Hallot, Chevalier des Ordres du Roi, & Dame *Jourdain-Magdelaine* de Montmorenci leur fille, veuve de Messire *Gaspard* Pelet, Vicomte de Chabannes & de la Verunne, Gouverneur des ville & citadelle de Caen, demandereses & accusatrices.

En présence de *Claude* de Pehu, Ecuyer, Sieur de la Motte, défendeur & accusé.

Je conclus à ce que, faisant droit sur la requête de ceux pour qui je parle, ils soient reçus parties, au procès d'entre les Dames de Hallot & de la Verunne d'une part, & le Sieur de la Motte d'autre part; ce faisant, que le privilege de la fierte saint Romain sorte, à l'égard du Sieur de la Motte, son plein & entier effet; que toutes les procédures criminelles encommencées contre lui, cessent, & que les Dames de Hallot & de la Verunne soient condamnées aux dépens envers ceux pour qui je parle.

M E S S I E U R S ,

L'intervention de mes clients est d'autant plus favorable qu'ils n'y sont portés

que par le seul intérêt de conserver les privilèges de leur Eglise.

En effet, le point de la difficulté consiste à savoir si le *Sieur de la Motte jouira ou non du privilege de la chasse de saint Romain, qu'il a levé en 1593.*

Les Dames de Hallot & de la Verunne l'empêchent, & prétendent faire faire le procès au Sieur de la Motte, comme s'il n'avoit pas levé la chasse de saint Romain.

Or, comme leur prétention, si elle avoit lieu, anéantiroit le privilege du Chapitre de Rouen, son intervention est devenue nécessaire, parce qu'il s'agit de la manutention des droits de son Eglise qu'il est obligé de laisser à ses successeurs, aussi entiers qu'il les a reçus des mains de ses prédécesseurs.

M. L'Archevêque de Rouen, de son côté, n'auroit pas pu rester spectateur indifférent de la contestation sur laquelle vous avez à prononcer, sans abandonner la cause de Dieu.

J'appelle, Messieurs, cause de Dieu celle que je plaide, parce que je défends son honneur & celui de ses Saints. Difficilement on révoqueroit en doute la sainteté du privilege dont il s'agit. Son origine remonte, pour ainsi dire, au fondement de la Monarchie.

Sous le regne de *Clotaire II*, la ville de Rouen & les pays d'alentour furent cruellement travaillés d'une bête horrible & monstreuse, qui avoit la forme d'un serpent

ou dragon. Cette bête parcouroit tout le pays. Elle dévorait les hommes & les autres bêtes, faisoit misérablement périr les bateaux & navires navigants sur la rivière de la Seine; enfin elle fut la cause de maux infinis que je n'entreprendrai pas de vous raconter, pour ne pas faire passer dans vos ames, par mon récit, toute l'horreur dont la mienne a été pénétrée en les lisant.

Saint *Romain* étoit alors Archevêque de Rouen. Ce saint homme, plein d'entrailles & de charité pour son peuple, entreprit de l'affranchir de la frayeur dont la férocité de cet animal le remplissoit, & d'arracher la vie à l'auteur de tant de ravages.

Il alla donc lui présenter la bataille. Pour conclure ce brave & généreux exploit, il avoit obtenu de la justice qu'elle lui délivrât un prisonnier condamné à mort. Il s'étoit associé ce malheureux, & avec l'escorte de ce seul criminel, il avoit été relancer le dragon jusques dans sa caverne & le forcer au combat.

Sans doute, Messieurs, vous allez vous unir à moi pour célébrer & chanter la puissance de Dieu, supérieure à toute autre dans l'univers. Elle se manifeste quand il lui plaît avec tant de magnificence & d'éclat, dans ceux qui ont cette foi vive à laquelle rien ne résiste, qu'elle change les montagnes de place, & les transporte d'un lieu à l'autre.

Or, saint Romain, plein de cette foi

dont je viens de parler, se saisit sans difficulté du dragon monstrueux. Il lui passa son étole au col, & l'ayant donné à conduire en laisse à ce criminel, il fut amené à Rouen, sans que lui & ce malheureux eussent reçu aucune blessure, ou éprouvé de la part de la bête la plus légère résistance.

Vous savez, je crois, l'histoire de cette bête effroyable, qui seule arrêta l'armée entière des Romains, commandée par un de leurs grands (a) Capitaines, & dans un furieux combat fit un si grand meurtre & tint si long-temps la victoire en balance.

Au contraire, le Dragon dompté par saint Romain avoit plié sous le joug du commandement de l'homme de Dieu, & devenu plus doux qu'un agneau, après s'être

(a) *Attilius Régulus*, Consul Romain, fut envoyé en Afrique à la tête de légions Romaines pour faire la guerre aux Carthaginois. Son armée étoit campée dans cette région proche le fleuve Bragada. Ses soldats, ayant voulu aller à l'eau, se virent attaqués. Plusieurs furent dévorés par un serpent monstrueux qui s'opposoit à leur passage ; d'autres furent tués des coups de sa queue, d'autres enfin moururent de la seule infection de son haleine.

Pour détruire ce monstre & se rendre maître de la rivière, Régulus fut réduit à employer contre lui son armée. Et comme la dureté des écailles de cet animal le rendoit impénétrable à tous les traits du soldat, on l'attaqua, comme on eût fait une forteresse, avec des machines de guerre. On lança contre lui des pierres & des cailloux, & enfin, après bien des peines, une pierre d'une grosseur extraordinaire qui partoît de la plus forte machine, l'atteignit, lui cassa l'épine du dos & le tua. C'est de ce monstre & de Régulus que M. de Montrueil a voulu parler.

tre laissé amener par le criminel à Rouen , il s'y laissa encore tuer dans la place publique , sans faire la moindre résistance. Après quoi il fut livré aux flammes & réduit en cendres.

Le saint Archevêque n'eut d'autre récompense de cette victoire, que la gloire de Dieu qu'il avoit eu seulement en vue en délivrant son peuple. Mais le prisonnier qui l'avoit assisté obtint sa grace , & , parce qu'il avoit procuré la mort du dragon , il fut rendu à la vie qu'il avoit été condamné à perdre.

Saint *Ouen* , Chancelier de France & successeur de saint *Romain* en l'Archevêché de Rouen , crut que cette délivrance miraculeuse devoit être consacrée par une cérémonie , qui , en en rappelant tous les ans la mémoire , fournît , en même temps , au peuple Catholique une matiere de renouvellement sa reconnoissance d'un si grand bienfait , par de continuelles prieres & actions de grace.

Il obtint du Roi *Dagobert* , au profit des Archevêque , Doyen , Chanoines & Chapitre de Rouen , le pouvoir & la faculté d'élargir tous les ans , le jour de l'Ascension de notre Seigneur , un prisonnier des Prisons de Rouen , pour quelque crime qu'il y fût détenu , après l'avoir déchargé de la peine due à son crime , sans que par la suite il pût être inquiété pour le même crime.

Ce privilege a été confirmé de temps

en temps par nos Rois. Les Archevêque, Doyen, Chanoines & Chapitre de Rouen en ont toujours joui paisiblement (a) & sans contradiction, depuis environ mille ans; & il ne s'est passé aucune année depuis qu'on n'ait élu & délivré un criminel. C'est un fait trop notoire pour qu'il puisse raisonnablement être révoqué en doute.

Philippe Auguste, ayant conquis sur *Jean*, Roi d'Angleterre, & réuni à sa Couronne le Duché de Normandie, qui en avoit été désuni pendant près de 450 ans, trouva ce privilege fort étrange. Il crut que le Chapitre de Rouen détachoit un des fleurons de sa Couronne, & que cette délivrance annuelle de prisonniers détenus pour crimes, & l'abolition qu'il leur accordoit, étoient une entreprise sur son autorité. Néanmoins, parce que la ville de Rouen s'étoit rendue à composition & qu'il avoit juré de conserver à cette ville & à tout le Duché de Normandie, les franchises & les coutumes que le Roi *Richard* avoit maintenues auparavant, il ordonna qu'on lui rendît compte de la nature & du fondement du privilege de saint Romain.

Le Chapitre ayant été dépouillé de ses anciens titres dans les guerres qui avoient affligé en différents temps la Normandie, se trouvoit hors d'état de les présenter. Mais il obtint du Roi la permission de

(a) Le contraire se lit dans le préambule de cette cause.

les remplacer en faisant preuve, par témoins, de sa possession immémoriale.

L'Archevêque de Rouen & le Châtelain d'Arques furent commis pour cette enquête. Elle fut faite avec la plus grande solennité en l'Eglise de l'Abbaye de saint *Ouen*. Trois Ecclésiastiques, trois Gentilshommes & trois Bourgeois de la ville de Rouen déposèrent unanimement en faveur du privilege.

Je crois devoir me répéter. Il a pour fondement l'honneur de Dieu & de ses Saints. C'est une reconnoissance, comme un hommage de la délivrance & de la protection singuliere que les habitants de la ville de Rouen ont reçu de la main puissante de Dieu, par le ministere de saint Romain.

Il est appuyé sur une tradition fortifiée par une longue suite d'années. Il y a presque mille ans que l'Eglise de Rouen en a la possession, & sans doute il est peu de privileges aussi anciens, & par conséquent aussi vénérables.

Mais en est-il qui tienne moins à aucun intérêt particulier?

Celui que je viens défendre ne produit aucun profit temporel à ceux pour qui je parle; & le Chapitre n'en retire par conséquent d'autre plaisir que celui de sauver la vie à un pauvre criminel, & par-là de conserver le merveilleux souvenir de cette délivrance de leur pays, de cette faveur extraordinaire du Ciel.

Sa possession a tous les avantages que l'on sauroit souhaiter pour se garantir des différentes atteintes qu'on voudroit lui porter. Elle a été continuelle; &, comme je l'ai dit plus haut, il ne s'est passé aucune année que ceux pour qui je parle n'aient joui de leur privilege & délivré un prisonnier. Cela s'est toujours pratiqué en public, à la vue de tout le peuple & avec les plus grandes solemnités.

(Ici M. de Montreuil répéta ce que nous avons dit aux pages 121, 122, 123, 124 & 125 de ce volume.

Le Parlement y a assisté, & il est certain que chacun des arrêts qu'il a donnés tous les ans pour la délivrance des prisonniers élus & choisis par le Chapitre, devient en cette cause un nouveau titre pour l'Eglise de Rouen.

Ainsi le privilege de saint *Romain* a l'avantage de réunir tout-à-la-fois, en sa faveur, la sainteté, l'antiquité la plus respectable, & la possession la moins interrompue.

Au surplus, les Romains nous ont fourni, Messieurs, des exemples qui peuvent bien venir à l'appui de ce que j'ai eu l'honneur de vous dire.

A Rome, la rencontre des vestales (a) arrachoit des mains de la Justice le mal-

(a) Lisez un in-8vo. imprimé en 1768, à Amsterdam, qui se trouve à Paris, chez le Jay, Libraire, sous le quai de Gèvres, au grand Corneille, & qui porte ce titre : *Essais sur le feu sacré & sur les vestales.*

heureux que l'on conduisoit à la mort. La sérieuse & cruelle préférence que les Juifs donnerent à *Barrabas*, (ce voleur, ce meurtrier infigne), sur l'agneau sans tache, nous apprend qu'ils avoient coutume de délivrer annuellement un criminel au jour de Pâques. Nos livres sont pleins de ces exemples.

Je ne vous parlerai point des privilèges de la ville de *Vendôme*, ni de celui de l'*Evêque d'Orléans*.

Les Loix faites en faveur de ceux qui *ad Ecclesias confugiunt*, sont vulgaires. Nous avons entre les mains les 2, 3 & autres du code de *his qui ad Ecclesias confugiunt*.

Saint *Augustin*, par son Epître 187, *ad Bonifacium*, défendoit courageusement les franchises. Il ne se contentoit pas de simples paroles, il agissoit. Personne n'ignore qu'il contraignit *Boniface*, qui étoit un grand Seigneur & qui commandoit en Afrique, à restituer à une certaine Eglise un criminel qui s'y étoit réfugié, & que ce Comte avoit osé en arracher.

Je fais bien qu'en France cet usage n'est pas général. Mais aussi je n'ai allégué ces différents exemples que pour faire cesser l'étonnement que l'on affecte à l'occasion du privilège de saint *Romain*.

Ce n'est donc pas sans raison que la piété de nos Rois s'est portée à accorder à l'Eglise de Rouen la franchise dont nos adversaires veulent la priver.

La nature de l'homme est si imparfaite, elle est d'ailleurs sujette à tant d'inconvénients, que nous ne sommes que fragilité & imbécillité. Où trouvera-t-on un homme, quelque vertueux & réglé qu'il soit dans ses actions, qui n'ait aucune chûte à redouter ? Nous sommes dans une agitation continuelle. Semblables à ces vaisseaux que la mer a reçus dans son sein, & qui sont le jouet des vents ; comme eux, nous flottons au gré de nos passions & de nos desirs, sans aucune espérance d'acquiescer une consistance ferme & durable. La fin de tous nos changements ne peut être que celle de notre vie, parce que la constance n'appartient qu'à Dieu, qui seul est immuable. Quant à l'homme, son propre est l'inconstance, & on lui enleveroit sa qualité la plus essentielle, si on lui ôtoit cette imperfection.

Comme il seroit donc trop dur d'abandonner la foiblesse des hommes à la sévérité des Loix, il est par conséquent avantageux au bien public que ceux qui sont tombés en faute, trouvent le moyen de se garantir de la rigueur des peines que leur crime a méritées.

Je ne dis pas ceci, Messieurs, pour introduire l'impunité des crimes. Je sais trop que la peine des criminels est un des plus forts liens de la société humaine, & que c'est en la punition des crimes que git & consiste la principale sanction de la Justice. Mais je dis seulement par forme d'obser-

vation, qu'il est à propos qu'il y ait des exceptions à la regle, des exemptions dont on use rarement, mais par le moyen desquelles on puisse néanmoins sauver, dans l'occasion, un homme dont le crime n'exige pas un châtement qui intéresse l'ordre & le bien public.

Je vais plus loin, & je soutiens que de pareilles exemptions peuvent quelquefois produire un grand bien. Le souvenir d'avoir échappé à un péril certain, & l'appréhension de la peine que l'on a, pour ainsi dire, ressentie, peuvent opérer une réformation dans la vie & les mœurs. On a sauvé par des moyens extraordinaires, des citoyens dont la condamnation & la perte eussent entraîné la ruine de leurs pays.

Si l'on eût fait mourir *Miltiades*, tyran de la Chersonese, si l'on eût appelé en justice *Cimon*, parce qu'il entretenoit des habitudes criminelles avec sa propre sœur, & qu'on l'eût puni comme incestueux; qu'on eût ainsi traité *Thémistocles* à cause des débauches de toute espèce dont il avoit souillé publiquement sa jeunesse; n'eût-on pas perdu les glorieuses victoires de la plaine de Maráthon, de la riviere d'Eraim & de la côte d'Arthemise.

Il est donc utile, en se relâchant de la sévérité de la Loi, de sauver quelquefois la vie à un homme, lorsque cela se fait sobrement.

Aussi, dans la cause, n'est-ce pas le cas

d'envier, à ceux pour qui je parle, le privilege dont ils réclament l'exercice; il est moins leur privilege qu'il n'est celui de toute la France, qui peut, par son secours, épargner, dans des circonstances, la vie à l'un des siens, & en tirer par la fuite les plus grands services.

D'un grand nombre de sujets du Roi qui ont le malheur d'être criminels, il n'y en a qu'un seul, par chaque année, qui puisse se prévaloir de cette franchise. Par conséquent il n'est pas raisonnable de prétendre qu'elle puisse introduire l'impunité des crimes, & que le public soit intéressé à son anéantissement.

Mais je crains, Messieurs, qu'en traitant plus long-temps de la nature du privilege de l'Eglise de Rouen, ma curiosité à rechercher la raison de cette coutume & de cette Loi établie parmi nous, ne lui nuise.

En effet, ne doit-il pas suffire à ma cause que le privilege de saint *Romain* soit devenu une Loi du Royaume, & que cette Loi ait été inviolablement gardée jusqu'à présent, avec tant de révérence, qu'il ne se trouve point qu'aucune des compagnies souveraines l'ait fait entamer.

C'est aussi de ce point qu'il tire sa force & sa vigueur; toute autre raison est trop foible. Rechercher d'ailleurs la raison & le mérite d'une Loi, c'est entreprendre de s'ériger en Juge de cette même Loi; c'est l'affoiblir. On énerve alors son pouvoir,

on met en compromis son autorité, on assujettit & on asservit celle qui doit commander souverainement.

Il n'appartient donc à personne de juger du mérite des Loix. Tous les citoyens, au contraire, doivent agir d'après elles.

Cela posé, & le privilege de saint *Romain* étant constant & notoire, je ne doute point, Messieurs, que vous ne déclariez les Dames de Hallot & de Chabannes absolument non-recevables dans leurs poursuites & demandes contre celui pour qui je parle, parce que le privilege de saint *Romain* est une Loi du Royaume qui ne doit recevoir d'infraction.

Jel'appelle Loi, parce qu'étant une grace & une concession de nos Rois, en faveur d'une Eglise, elle oblige tout le monde, quoiqu'elle ait moins de généralité que les autres Loix.

Il n'en est pas, en effet, des privileges des Eglises, comme des autres privileges dont peuvent jouir les différents particuliers. Comme les premiers ne sont pas attachés à une seule personne, ils regardent tout le corps composé de plusieurs personnes de même condition. Ils en obligent chacun avec la même force que les autres Loix.

Vous en avez, Messieurs, un exemple dans les Loix données en faveur des femmes & du fisc pour la conservation de leurs droits que l'on appelle *privilegia dotium*, *privilegium fisci*.

Or, on a donné ce même nom aux Loix faites en faveur des Eglises à cause de leurs prérogatives. Et loin que ces privileges puissent prêter à la haine & à l'envie qui accompagnent ordinairement ceux qui sont accordés aux particuliers, chacun, au contraire, les voit exister, avec plaisir; on est plein de respect pour eux, & on redoute autant d'y toucher qu'à une chose sacrée. Il s'est trouvé quelquefois, Messieurs, des hommes assez téméraires pour avoir osé en violer la sainteté, mais le châtimement a suivi de près leur crime.

La colere de Dieu a éclaté sur les têtes des infraçtaires. Ces hommes réprouvés ont été chargés des malédictions de l'Eglise, & ils ont péri dans la misere & l'opprobre.

Mais comme l'excellence d'un Législateur se manifeste moins dans l'acharnement à punir les crimes, quand ils ont été commis, que dans sa prudence à les prévenir, aussi notre privilege a-t-il tellement été favorisé du Ciel, que personne n'a jamais entrepris d'y porter la plus légère atteinte, qu'il n'en ait reçu la portion du châtimement qu'il méritoit. Il semble même que Dieu se soit complu à faire éclater davantage sa *sainteté* dans le privilege que nos Rois ont accordé à l'Eglise de Rouen, en considération des mérites de son serviteur *Romain*, & pourquoi hésiterois-je à le dire! ... sa *divinité*?

En effet, qu'ai-je à redouter en adaptant l'expression de ce terme à la cause?

Est-ce que le privilege de saint *Romain*, conservé dans toute sa splendeur & son éclat, depuis près de mille ans, ne porte pas avec lui l'empreinte & le sceau de la divinité? Quel établissement s'est jamais maintenu aussi durablement en son entier, & sans aucune altération pendant un aussi long temps? Les moyens humains sont trop foibles pour produire des effets si merveilleux. Il a fallu nécessairement une puissance surnaturelle. Cela paroît même d'autant mieux, qu'autant de fois on a pratiqué ce privilege, qu'autant de fois on a délivré des criminels, c'est-à-dire tous les ans; autant de fois il s'est présenté des contradictions & des ennemis acharnés à sa destruction, qui ont fait les plus grands efforts & n'ont rien épargné pour l'anéantir. L'enfant contre le meurtrier de son pere, le pere contre les assassins de son fils, la veuve contre les homicides de son mari. Tous étoient pleins d'un juste courroux, ils ne respiroient que la juste vengeance du tort qu'ils avoient reçu.

Que n'ont-ils pas dit, que n'ont-ils pas fait contre ce privilege?

Mais Dieu, qui prenoit en main la défense de son Eglise, a fait tomber les armes des mains de tant de gens. Il a rendu leur mauvaise volonté foible & sans effet. Ces plaintes & ces menaces se sont évaporées avec leur vie. Le privilege au contraire a demeuré, & il demeurera, Messieurs, tant que l'honneur de Dieu & de ses

Saints, auxquels il est attaché & joint indispensablement, trouvera place dans le cœur des François, qui sont, sans contredit, *les plus pieux & les plus dévots personnages du monde entier.*

Les Dames de Hallot & de Chabannes connoissent bien la vérité de ce que j'ai l'honneur de vous dire; mais elles prétendent en éluder la force par une distinction.

Elles vous disent que *le privilege de saint Romain ne peut pas s'étendre aux criminels de lese-majesté.*

Je conviens avec ces Dames de la vérité du principe. Mais je soutiens en même temps que le crime dont il s'agit n'est pas un crime de lese-majesté.

S'il en eût été autrement, on ne m'eût pas vu paroître en cette audience, & embrasser avec autant de chaleur la défense de M. le Cardinal, Archevêque de Rouen, & de son Chapitre. L'Eglise n'a pas de voix pour soutenir de pareilles abominations; elle n'en a que pour publier que l'enfer n'a jamais enfanté rien de si horrible ni de si exécrationnable que le crime de ceux qui attentent à la vie du Prince, ou contre son Etat, & elle le fait avec toute la ferveur & la dévotion possible. Elle s'y croit même actuellement plus obligée que jamais, actuellement qu'il a plu à Dieu nous donner un Roi dont la valeur inimitable a dompté ses ennemis, dont la clémence incroyable les a sauvés, dont la vi-

gillance merveilleuse maintient le repos de son peuple, dont la piété incomparable à servir Dieu & à chérir son Eglise enfin, en même temps qu'elle fait l'édification de tout l'univers, lui prépare devant Dieu une Couronne immortelle, & par conséquent beaucoup plus desirable que toutes celles de la terre qui doivent périr un jour.

L'Eglise n'a donc pas de franchises pour un crime qu'elle déteste, abhorre & exécute autant.

Mais ceux qui ont eu la hardiesse de vous tenir, Messieurs, de semblables propos, ont-ils donc si promptement oublié que c'est elle qui nous apprend qu'Adonias fut arraché de l'autel qu'il avoit embrassé, & de ce lieu saint traîné au supplice & mis à mort, parce qu'il avoit tenté de se placer sur le trône de *Salomon* son frère, après qu'il l'en auroit eu renversé. Qu'elle a canonisé la Loi *Quisquis C. ad L. J. maj.*, comme une Loi très-sainte-ment ordonnée pour la punition de ceux qui, osant toucher à l'oïnt du Seigneur, s'élèvent contre le Ciel même, s'attaquent au Dieu vivant par leurs attentats contre la personne du Prince, ou contre son Etat, & troublent le bel ordre que cette puissance n'a établi parmi nous, que pour nous & notre repos.

Mais non, Messieurs, la sainteté de notre privilège n'a rien de commun avec une aussi abominable impiété. Dans cette cau-

se, je le répète, il n'y a rien qui approche du crime de lèse-majesté.

Personne n'ignore ce qui s'est passé à la mort de M. de Hallot, & tout le monde est actuellement instruit qu'elle fut l'effet d'une querelle particulière entre ces deux Seigneurs, & qui n'avoit aucun trait au bien de l'Etat. Or la qualité de M. de Hallot, que l'on dit avoir été Lieutenant du Roi en sa Province de Normandie, n'étoit pas d'un assez grand poids dans l'Etat, pour opérer que le meurtre de sa personne soit devenu un crime de lèse-majesté.

Mais, d'ailleurs, sa veuve & ses enfants n'ont pas justifié que ses provisions aient été vérifiées au Parlement de Normandie.

Cependant, pour qu'elles acquierent en justice & la valeur qu'on y attache, & la force de faire changer le nom & la qualité du meurtre de M. de Hallot en un crime de lèse-majesté, il faudroit que les formes eussent été gardées, & que, suivant les Loix du Royaume, ce Gentilhomme eût prêté serment, qu'il eût été installé au Parlement de Normandie.

Mais allons plus loin, & supposons avec nos adversaires, que les pouvoirs de M. de Hallot ont été légitimement vérifiés!... qu'en résultera-t-il donc de plus contre nous dans la cause? Rien. Car ceux qui, contre la disposition du droit, selon laquelle, *interpretatione legum, poenæ potius sunt molliendæ quam asperandæ*, ont étendu la haine du crime de lèse-majesté,

jusqu'à ceux qui entreprennent contre les Lieutenants du Roi, ont néanmoins exigé deux conditions; l'une, que ces Lieutenants du Roi fussent ses Lieutenants-Généraux & Chefs de ses Armées; l'autre, que le crime ait été commis sur ces Commandants, en l'Armée où ils faisoient leurs charges, parce que c'est alors seulement qu'ils représentent la personne du Roi.

Cette décision, Messieurs, doit vous paroître juste. Car, comme le crime de lèse-majesté *humaine* est le plus énorme après celui de lèse-majesté *divine*; qu'il est puni d'un supplice particulier, & qui n'a point de semblable en sévérité; aussi ne peut-il pas être étendu vaguement & indéfiniment. Il faut au contraire l'examiner & en décider par la vérité du fait en lui-même, & non par comparaison d'un cas à un autre. Il faut le réserver & le restreindre aux Princes ou aux Lieutenants-Généraux seulement lorsqu'ils font l'exercice de leurs charges en l'Armée.

Or, M. de Hallot n'étoit point Lieutenant-Général de la Province de Normandie, ni Chef des Armées du Roi. M. de Montpensier étoit, comme il l'est encore, Gouverneur & Lieutenant-Général pour le Roi en cette Province. M. le Maréchal de Fervaques, le Commandeur des Chartres & plusieurs autres, étoient, comme M. de Hallot, Lieutenants particuliers en cette Province. Le malheur

des temps l'exigeoit ainsi , & il falloit alors diviser le Gouvernement.

Or, prétendre que ce grand nombre & cette foule de Lieutenants, que la nécessité avoit enfantés, aient eu ce caractère qui constitue les Lieutenants-Généraux, (les premières & les plus éminentes personnes du Royaume après celle du Roi) & qui les fait participer à cette majesté que nous voyons reluire en sa personne sacrée, & que la main toute-puissante de Dieu y a imprimé dès sa naissance, c'est totalement s'éloigner de la raison ; c'est profaner la chose la plus sainte & la plus auguste qui soit parmi nous.

Oui, Messieurs, ce rayon de majesté ne communique la souveraine puissance qu'à ceux qui ne reçoivent les ordres que du Roi seul, & qui, sous son autorité, commandent à toutes les autres. Oh, voilà les vrais Lieutenants du Roi, en la même manière que le Roi est le Lieutenant de Dieu. Les attentats faits contre la personne de ces Officiers, par réflexion, & par une espèce de contre-coup, blessent & offensent, sans contredit, la majesté du Roi ; & ceux qui en sont convaincus sont justement punis comme criminels de lèse-majesté. Mais l'on ne descend jamais plus bas, & ce droit n'est pas communiqué aux dignités inférieures. S'il en étoit ainsi, la loi seroit bientôt avilie, & l'éclat de sa sévérité bientôt ternie. En un mot, un *crime de lèse-majesté* ne seroit plus qu'un

délit commun. Je vais plus loin, Messieurs, & je dis que le bien public y seroit compris.

En effet, on ne peut pas faire une plus grande plaie à l'Etat que celle de rendre ce crime familier, &, pour ainsi dire, l'appriivoiser parmi nous. Son nom seul doit nous inspirer la plus grande horreur, & nous devons nous persuader qu'à peine plusieurs siècles ont pu suffire à produire un seul de ces monstres qui s'en sont rendus coupables.

Après ce que je viens de vous dire, comment pourriez-vous donc, Messieurs, vous livrer à croire que l'homicide commis en la personne de M. de Hallot, soit un crime de lèse-majesté ? La Lieutenance créée pour lui pendant les troubles, cette charge qui lui donnoit tant d'égaux, d'abord lui procuroit moins l'honneur du commandement, que celui de recevoir les ordres de M. de Montpensier, en la Province de Normandie, & par-tout ailleurs ceux du Général de l'Armée ; & d'ailleurs elle n'étoit pas une dignité éminente & première après celle du Prince.

Or, c'est pour cette dernière, seule, qu'on peut étendre la sévérité de la Loi vengeresse des attentats contre la personne des Princes souverains.

Mais, encore une fois, quand même M. de Hallot auroit eu cette prérogative qu'on veut lui donner, elle ne pourroit être d'aucune considération dans la cause.

Il n'a pas été tué à l'Armée, ni dans les fonctions de sa charge.

Or, comme la faveur des Lieutenants-Généraux, & autres qui commandent à l'Armée, est renfermée dans le Camp, leur privilege cesse avec l'exercice de leurs charges.

Ainsi M^r de Hallot ayant été tué dans son logis à Vernon, ce meurtre ne peut pas être qualifié de crime de lèse-majesté; il fut seulement le fruit d'une querelle particuliere.

En effet, M. d'Allegre laissa, (je vous prie, Messieurs, de me pardonner cette expression,) M. d'Allegre laissa son égüillon dans la plaie. On ne le vit pas après qu'il eut assouvi sa vengeance par la mort de son ennemi, entreprendre sur la place; il ne remua point, & le décès de M. de Hallot n'apporta aucune altération au gros des affaires du Roi.

Or pouvez-vous desirer, Messieurs, un témoignage plus certain & moins irréprochable que M. d'Allegre n'avoit pas dessein de machiner contre l'Etat; qu'il n'en vouloit qu'à la seule personne du mort; en un mot, que son crime n'alloit point au général, mais au particulier, & qu'il avoit été seulement la suite d'une querelle entre deux Seigneurs, tous deux bons serviteurs du Roi? N'en voyons-nous pas tous les jours de pareilles dans notre Noblesse, si prodigue de son sang?

Ainsi soit donc que vous vous détermi-

niez par la qualité de M. de Hallot, soit que vous le fassiez par celle du délit, il est bien impossible que vous puissiez jamais appliquer à un meurtre qui n'a eu pour cause qu'une haine & une jalousie particuliere, que vous puissiez, dis-je, attacher à ce meurtre l'idée & le nom de crime de lèse-majesté.

Je ne puis m'empêcher de convenir avec les Dames de Hallot & de Chabannes, que c'est une action abominable & scélérate. Que c'est un assassinat, un guet-à-pens que l'on ne sauroit assez blâmer. Mais d'un autre côté, je dois soutenir en même temps que le privilege de saint Romain est un privilege extraordinaire, une grace, une faveur du Ciel qui ne peut, ni ne doit pas être employée pour les fautes légères, pour les délits communs, en un mot, pour les cas rémissibles. Sa grandeur éclate par la rémission des crimes les plus énormes, & il a pour but d'entretenir dans la mémoire des hommes le souvenir de cette délivrance merveilleuse & de l'œuvre de Dieu dont saint Romain a été l'instrument.

Lorsque nos Rois l'accorderent à l'Eglise de Rouen, leur dessein fut de faire quelque chose dont l'éclat atteignît de près la grandeur de ce bienfait. Ils voulurent, qu'en étonnant le peuple, il lui procurât un sujet perpétuel de s'humilier devant Dieu, & de réfléchir sur la grandeur & l'importance de ce miracle. Voilà pourquoi, afin de perpétuer ce même miracle, ils

ils ont ordonné une chose si extraordinaire que la délivrance annuelle de criminels atteints & convaincus de crimes énormes.

Le privilege de saint Romain n'admet donc point d'acception, ni d'autres exceptions, que pour le crime abominable de *lese-majesté divine & humaine*. Aussi l'Eglise de Rouen est-elle en possession d'un côté, de délivrer les criminels qui ont commis des assassinats & crimes de guet-à-pens. Et de l'autre côté, de choisir entre les prisonniers ceux qui sont accusés des crimes les plus qualifiés.

L'on objecte à ceux pour qui je parle la diversité des partis.

A cela je réponds, Messieurs, que saint Romain ne connoît point de parti. Les guerres, les discussions & les partialités sont les attributs de nos miseres & de nos foiblesses. Mais quant à ces esprits bienheureux, qui voient Dieu face à face, leur condition est bien différente.

D'ailleurs, l'Eglise, cette mere commune de tous les Catholiques, ne ferme la porte à personne. Au contraire, elle tend les bras à tous ses enfants, elle n'en méconnoît aucun; elle se réunit avec eux sous les enseignes de la foi. Toutes les autres bigarrures d'étendards déployés les uns contre les autres, elle ne les connoît point.

Ce sera donc en vain que l'on prétendra faire un crime au Sieur de Pehu de ce qu'il a levé la châsse de saint Romain, dans un temps où la ville de Rouen étoit

contraire au service du Roi. Cette action d'avoir levé la fierte alors , ne peut pas être prise pour un acte d'hostilité. C'en est au contraire un de piété qui n'est pas sujet à la considération de la diversité des partis. L'élection du prisonnier ne dépend d'ailleurs que de la seule grace du Chapitre de Rouen. Il n'est pas astreint à appeler les parties de ceux qu'il veut élire, & c'est à tort que les Dames de Hallot & de Chabannes prétendent que si elles n'eussent point été empêchées par les troubles, elles eussent apporté des obstacles à ce que le Sieur de la Motte levât la fierte ; le Chapitre n'écoute les oppositions de personne.

Il me reste encore un dernier moyen ; & il se tire, Messieurs, de l'Edit donné par le Roi, lorsque la ville de Rouen se rangea sous son obéissance. Sa Majesté a confirmé par cet Edit, & autorisé tout ce qui s'étoit passé & fait à Rouen pendant les troubles.

Ainsi l'élection du Sieur de Pehu est aussi bonne & aussi valable que si elle avoit été faite en pleine paix.

Le Conseil voit donc que le Chapitre de Rouen n'a rien fait que de très-naturel & ordinaire, en choisissant & élisant la personne du Sieur de Pehu pour porter la châsse de saint Romain, & lui procurer par-là l'abolition du crime dont il étoit accusé.

Partant, M. le Cardinal de Joyeuse &

son Chapitre esperent que rien ne pourra empêcher ce Gentilhomme de jouir du privilege de la châtse de saint Romain.

Je persiste dans mes conclusions.

M. Boutillier se leva aussi-tôt, & dit:

En la même cause je parle,

P O U R

Dame *Claude-Hebert* d'Offonvilliers, veuve de Messire *François* de Montmorenci, Sieur de Hallot, Baron de Hauteville & de Boutteville, Chevalier de l'Ordre du Roi, Lieutenant-Général pour Sa Majesté en Normandie, & Gouverneur de la ville de Vernon.

Et Dame *Jourdain-Magdelaine* de Montmorenci, fille dudit Seigneur de Montmorenci, & veuve de Messire *Gaspard* Pelet, Vicomte de Chabannes & de la Verunne, Gouverneur des ville & château de Caen.

C O N T R E

Claude de Pehu, dit la Motte, défendeur & cuse.

M. le révérend Cardinal de Joyeuse, Archevêque de Rouen; & les Doyen, Chanoines & Chapitre de son Eglise, intervenants.

Je conclus à ce qu'il plaise au Conseil déclarer ledit *Claude de Pehu* & M. le Car-

dinal, Archevêque de Rouen, avec son Chapitre, non-recevables en leurs demandes, & ceux-ci en leur requête d'intervention, & en tout cas les en débouter. Ce faisant, & sans y avoir égard, non plus qu'aux lettres patentes en forme d'abolition & de surannation obtenues par ledit de Pehu aux mois de Juin 1598 & d'Avril 1604, ordonner qu'il sera passé outre à l'instruction & jugement du procès dudit de Pehu, & que tant lui que mondit Sieur le Cardinal, Archevêque de Rouen, seront en outre condamnés en tous les dépens, dommages & intérêts envers celles pour qui je parle.

M E S S I E U R S ,

Les demandes de nos adversaires sont fondées sur le prétendu privilege de la fierte, c'est-à-dire, de la *châsse* saint Romain.

En vertu de ce privilege, le Chapitre de Rouen *dit* qu'il a droit chaque année, le jour de l'Ascension, d'élire, entre les prisonniers, le plus chargé de crimes qui se trouve dans les prisons de Rouen; crimes d'assassinats, assassinats, dis-je, commis sur les personnes, non-seulement de ceux qui ont quelque vigueur pour se défendre, mais même de petits enfants dans le berceau, des maris tués par leurs femmes, & des femmes par leurs maris, dans les lits nuptiaux, & enfin des parricides

& autres crimes détestables de cette nature. Il *soutient* qu'après la confession du criminel, & que celui-ci a porté la châsse de saint Romain, lui & ses complices, qui ont participé aux crimes qu'il a confessés, en sont & demeurent entièrement quittes & déchargés, sans qu'ils puissent en être par la suite, & pour quelque cause que ce soit, inquiétés, poursuivis, ni molestés.

Il prétend encore que de Pehu, qui a confessé qu'il est un des assassins du Sieur de Hallot, & le Marquis d'Allegre, qui est l'auteur de cet assassinat, doivent être à l'abri de toutes sortes de recherches & de poursuites, pour raison de leurs crimes, parce que de Pehu a été élu au mois de Mai 1593 pour lever la fierte, que son élection a été confirmée par un arrêt du prétendu Parlement, séant à Rouen, & qu'effectivement il a levé la fierte.

C'est à vous, Messieurs, à juger du mérite de pareilles prétentions. Mais si, comme je l'espere, vous rendez justice à celles pour qui je parle, rien ne pourra soustraire ces criminels aux justes châtimens qui sont ordonnés contre eux par les Loix du Royaume que nous invoquons.

Au reste, dans cette cause, les conditions & les qualités des parties ne sont pas les mêmes.

Quant à M. le Cardinal, je vois en lui un Prince de l'Eglise plein de piété, un Prélat vertueux, & si integre, que s'il étoit

présent en cette audience, & qu'il entendît quel est l'assassinat commis en la personne de M. de Hallot, & la lecture de la confession que de Pehu a faite, j'ose vous assurer que loin d'autoriser la procédure qui se fait en son nom, il seroit au contraire le premier à l'arrêter.

A l'égard de de Pehu, je ne m'étonne point qu'il ait mandié le bénéfice du prétendu privilege de la fierte. Ceux qui sont réduits en l'état où il se trouve, emploient tous les remedes possibles, & ne s'occupent qu'à imaginer des faits & des moyens pour sauver leur misérable vie, ou au moins pour la prolonger.

Mais je soutiens que les Doyen, Chanoines & Chapitre de Rouen n'avoient pas le moindre intérêt d'intervenir en cette cause. Leur privilege n'étoit pas débattu, & eux-mêmes étoient d'ailleurs très-persuadés que l'élection qu'ils ont faite de de Pehu, pour lever la fierte, est absolument nulle.

Ils devoient donc s'en tenir à la joie qu'ils eurent dans le temps de l'assassinat de M. de Hallot, fidele serviteur de Sa Majesté, & son Lieutenant-Général en Normandie.

Aujourd'hui qu'ils sont rangés sous l'obéissance du Roi, loin d'intervenir pour soutenir leur élection, ils n'avoient sans doute rien de mieux à faire que de tâcher d'en faire perdre la mémoire par leur silence, & de l'ensevelir, s'il eût été possible,

dans un tombeau, avec tous les différents actes de leur rebellion.

Mais puisqu'il leur a plu de n'en rien faire, qu'au contraire ils sont intervenus au procès, & par ce moyen qu'ils empêchent la justice que les Dames de Hallot & de la Verunne poursuivent contre les assassins de M. de Hallot, ils ne doivent pas trouver mauvais que ces Dames se défendent contre leur intervention, par tous les moyens légitimes qu'elles aviseront.

Je me flatte, Messieurs, que la prétention de l'Eglise de Rouen, comparée avec la demande de celles pour qui je parle, & toutes deux mises dans la balance de votre justice, personne ne doutera que la cause des Dames de Hallot & de la Verunne ne soit infiniment plus favorable que celle du Chapitre de Rouen.

En effet, la première de celles pour qui je parle est une veuve qui poursuit la réparation de l'assassinat de son mari. L'autre est sa fille qui a le même intérêt, & qui sollicite contre les meurtriers de son pere les châtimens dus à leurs forfaits.

Je ne crois pas qu'il y ait de cause plus légitime, je ne dis pas assez, Messieurs, qu'il y ait de devoir plus sacré.

Quelle n'est donc pas l'indécence des prétentions du Chapitre de l'Eglise de Rouen, & quel n'a pas été en même-temps le délire de ses gens d'affaires, lorsqu'ils ont procuré son intervention dans

une cause qui ne commettoit en rien son prétendu privilege?

Sans doute, le Chapitre, lui-même s'est trompé, lorsqu'il a estimé qu'il s'agissoit seulement de savoir si de Pehu devoit jouir ou non du prétendu privilege de la fierte; & je me flatte que le récit des faits, tels qu'ils se sont passés, va, Messieurs, vous en convaincre.

(Ici M. Boutillier récita les faits de la cause.) Puis il ajouta :

Vous voyez donc, Messieurs, qu'il y a trois questions à juger entre les parties.

La premiere, si le prétendu miracle que le Chapitre de l'Eglise de Rouen dit avoir été fait par saint *Romain*, qualifié d'Archevêque de Rouen, & Chancelier de France en 520, & le privilege qu'il dit encore lui avoir été accordé par le Roi *Dagobert*, à la sollicitation de saint *Ouen*, aussi qualifié d'Archevêque de Rouen & Chancelier de France, sont véritables.

La seconde, si au cas qu'ils soient accompagnés de quelque vérité, le privilege doit être effectué pour y comprendre les accusés de crime détestable.

La troisieme, si de Pehu, & tous les autres assassins du feu Sieur de Hallot doivent en jouir.

MOYENS.

PREMIERE QUESTION.

Si le miracle, prétendu arrivé à saint Roman, est véritable.

Si le privilège prétendu a été accordé par le Roi Dagobert.

C'est la coutume de ceux qui sement parmi le peuple de prétendus miracles, de soutenir qu'ils servent beaucoup à exciter les fideles au service de Dieu & de l'Eglise, & néanmoins de ne permettre pas que ceux-ci s'assurent s'ils sont véritables ou controuvés.

Sans chercher à nous appuyer de l'autorité des premiers qui apportoit beaucoup de prudence & de discrétion lorsqu'il s'agissoit d'autoriser la publication des miracles, nous nous contenterons de dire qu'un grand personnage de notre temps se plaint avec amertume des abus sans nombre qui se glissent sous ce prétexte.

Relativement à la cause d'entre les partis, je remarque que Cicéron disoit fort judicieusement que *l'espoir de l'impunité étoit une amorce bien dangereuse pour s'attacher au vice.*

Vous avez, d'ailleurs, Messieurs, l'expérience la plus journaliere, qu'il n'y a rien qui rassure tant les hommes qui veulent commettre le crime, que lorsqu'ils

croient pouvoir s'abandonner impunément au dérèglement de leurs passions.

Quant à moi, je ne vois rien dans cette cérémonie de la fierte qui soit capable d'exciter le peuple à une véritable dévotion.

Il est bien vrai que les Doyen, Chanoines & Chapitre de Rouen, font une procession solennelle, en laquelle il est vraisemblable qu'ils rendent grâces à Dieu du miracle qu'ils prétendent avoir été opéré jadis en faveur de la ville de Rouen, par le moyen de saint Romain leur Archevêque, qui délivra la ville & les pays circonvoisins, d'une hideuse & cruelle bête qu'ils appellent à présent *Gargouille*, & qu'ils disent avoir fait mourir un grand nombre de personnes.

Mais après ces louanges qu'ils disent rendre à Dieu, ils donnent au peuple un bien mauvais & pernicieux exemple. Car ils promènent en cérémonie, avec l'image de cette *Gargouille*, un homme couvert du sang de ses freres & de toute sorte de crimes & de méchancetés; un meurtrier enfin qu'ils prétendent, par cette seule procession, ravir des mains de la justice, & arracher à la peine due à ses forfaits.

Une pareille conduite n'est-elle pas une invitation puissante de la part du Chapitre de Rouen à chacun de ceux qui sont présents à cette solennité, d'exécuter librement de pareilles méchancetés s'il les a conçues dans son ame, d'aller porter le fer & le feu dans les habitations de ses enne-

mis, de les réduire en cendres, de répandre le sang innocent, en un mot, de se livrer à toutes sortes d'abominations, parce que l'année suivante il pourra être choisi, comme le plus méchant, pour lever la fierte de saint *Romain*.

Voilà, au fond, Messieurs, le seul fruit que le peuple puisse remporter de cette solemnité.

Je pourrois ajouter à ce portrait le tableau assez connu des brigues & des monopoles qui se pratiquent avant le jour de l'Ascension; vous rendre compte comment ceux qui ont voix pour cette élection, sont sollicités, & enfin comment les principaux & les plus riches assassins, après s'être assuré de toutes les voix, prennent néanmoins bien garde de se présenter en personne pour jouir du privilège, parce que, d'un côté, ils appréhendent que quelquefois Messieurs du Parlement de Rouen ne veuillent pas confirmer leur élection, & que, d'un autre côté, eux-mêmes ont quelque honte de se montrer au public, d'étaler en sa présence le témoignage de leurs abominables cruautés, & de se soumettre à faire les cérémonies. Je pourrois encore vous dire, avec la même vérité, qu'en ce cas ces mêmes hommes se contentent d'envoyer à leur place quelques valets ou gens de néant, & de l'espèce de de Pehu, qui se rendent volontairement prisonniers, sont élus suivant les conventions qui ont précédé, & acquièrent l'impunité

à leurs complices, sans qu'ils soient astreints à se représenter. Mais je ne veux pas surcharger cette cause d'un récit de faits.

Je m'en tiens seulement à vous dire que cette seule considération doit exciter tous les bons Catholiques à s'informer si les miracles & le privilege de la fierte sont véritables, & à examiner s'il n'est pas plus raisonnable d'abolir entièrement ce privilege, que de le confirmer, ou au moins de le limiter, s'il est dans le cas de la confirmation.

J'ai cru, Messieurs, devoir entrer dans ce détail pour vous démontrer combien celles pour qui je parle ont intérêt de prouver que le prétendu miracle attribué à saint Romain n'est pas, & ne peut pas être véritable.

Les titres seuls que le Chapitre produit, & qu'il prétend lui avoir été accordés par le Roi Louis XII, portent avec eux tous les caracteres de la fausseté.

D'abord les plus anciens n'ont d'autres date que celle du mois de Novembre 1512. Ensuite ils annoncent, en termes exprès, que ce prétendu *miracle a été opéré en l'année 520* par saint Romain, qualifié d'Archevêque de Rouen.

Or, je défie le Chapitre de Rouen de me justifier, par aucun Auteur approuvé, qu'en ce temps-là, ni auparavant, il y ait eu aucun Saint de ce nom auquel le miracle puisse être attribué raisonnablement.

Nous avons des Mémoires qui nous ont

transmis la sainteté de la vie de plusieurs hommes pieux, soit dans le temps où l'on dit que saint Romain vivoit, soit dans un temps plus reculé encore. Les Auteurs de ces Mémoires rapportent soigneusement l'Histoire des miracles de ces mêmes Saints.

Eusebe (a), par exemple, parle d'un saint Romain martyrisé dans le 3^e. siècle du Christianisme; & d'autres Auteurs encore ont écrit la vie de ce saint homme. *Théodoret* (b) nous a donné la vie d'un autre saint Romain qui étoit Moine dans le 4^e. siècle sous le grand Théodose. Elle est la 11^e. de son livre intitulé *de vitis patrum*. On en connoît un autre qui étoit Evêque d'Antioche, & souffrit le martyre sous Dioclétien. Enfin il y en avoit un dernier. C'est ce saint homme qui fournissoit à saint Benoît une portion de pain lorsque celui-ci habitoit encore le désert de Sublac. Saint Grégoire en parle dans ses Dialogues, lorsqu'il traite *de vita & moribus sancti Benedicti*.

Mais de tous ces saints Romain, aucun ne peut être placé en l'an 520, & par conséquent il est assez difficile d'en trouver aucun à qui on puisse attribuer, avec fondement, cette année-là, l'honneur du miracle prétendu par le Chapitre de Rouen.

Peut-être même ne se trouveroit-il per-

(a) *Eusebe*, célèbre Evêque de Césarée, en Palestine, mort en 338.

(b) *Théodoret*, Evêque de Cyr, en Syrie, mort en 470.

sonne, dans le sixieme siecle, qui ait porté le nom de *Romain*, sans un homme, nommé *Romain*, que l'on dit avoir bâti le Monastere appelé *Fons-Regis*, dans le territoire d'Auxerre. S'il y en a eu d'autres, sans doute ils n'étoient pas faits pour être remarqués.

Quant à moi je n'ai pas lu d'autres Auteurs qui aient parlé de saint *Romain*, Evêque de Rouen, que *Vincent* (a) en son Miroir (b) de l'Histoire. Mais ce qu'il en dit est si léger, qu'il semble que ce personnage n'ait fait que s'asseoir sur le siege de Rouen, sans y avoir fait aucune action remarquable. Voici ce qu'on en lit au 4e. livre de cette Histoire, chapitre 91. *Saint Romain, Evêque de Rouen, étant mort, saint Ouen fut élu de commun accord.*

Si d'ailleurs nous réfléchissons sur le temps que cet Auteur a assigné à saint *Romain*, nous voyons qu'il l'a fait vivre dans le temps que *Constant* ou *Constantin* parvint à l'Empire.

Or, *Constant* ne parvint à l'Empire qu'en 659 ou environ.

Sigebert (c) dit, dans sa Chronologie, que ce fut en 649 que saint *Ouen* succéda

(a) *Vincent*, célèbre Religieux de l'ordre de saint *Dominique*, né à Beauvais, en Picardie; plus connu sous le nom de *Vincent de Beauvais*.

(b) C'est la troisieme partie d'un grand livre (de *Vincent de Beauvais*) qui a pour titre *Speculum majus*.

(c) *Sigebert*, célèbre Moine de l'Abbaye de Gemblours, Diocese de Namur. Il mourut le 5 Novembre 1112.

à saint *Romain*. Le même *Vincent* dit que l'Histoire qu'il a écrite, est celle de la sixieme année de l'Empire de *Constantin*, & c'est à cette année que, dans la continuation de son Histoire, il fixe l'époque du décès de saint *Romain*, Evêque de Rouen.

Ainsi par le compte que je viens de vous faire, d'après *Vincent*, il résulte que la sixieme année de l'Empire de *Constantin*, est la 659^e. après la mort de Jesus-Christ; & d'après *Sigebert*, que c'est au contraire en 649 que saint *Romain* est décédé.

Ainsi il devient certain que saint *Romain*, Evêque de Rouen, est décédé en 659 ou 649.

Or, vous savez qu'il est écrit au Pseaume 89, que les jours de notre vie sont de soixante & dix ans, ou au plus de quatre-vingt.

Ainsi en rétrogradant & en ôtant de ces 659 ou 649 années quatre-vingt ans, on trouvera que, suivant le cours ordinaire de la nature, saint *Romain* sera né en 559 ou 569.

Or se trouvera-t-il quelqu'un assez osé pour soutenir que 59, ou pour le moins 49 années auparavant qu'il fût né, c'est-à-dire, en 520, saint *Romain* aura fait ce prétendu miracle.

Mais supposons avec les Chanoines & Chapitre de Rouen, que saint *Romain*, ait vécu 129 ou 139 années, & qu'il soit né en 520 (vous n'avez pas oublié, Mes-

sieurs, que c'est de cette année qu'on date le miracle qu'on lui attribue) pourroit-on avancer, sans rougir, que ç'a été en cette même année, &, pour ainsi dire, à l'instant qu'il sortit du ventre de sa mere, qu'il fut fait Archevêque de Rouen, & enfin qu'il opéra le prétendu miracle dont vous parle avec tant de confiance le Chapitre de Rouen.

J'ai donc raison lorsque je vous dis que ce prétendu miracle n'a point été fait en 520, comme je le trouve écrit dans les lettres patentes de Louis XII.

Le Chapitre, contraint de reconnoître cette impossibilité que je suis parvenu à lui faire regarder comme physique, ne se désiste pas néanmoins de sa prétention. Il a imaginé au contraire un système assez plaisant.

Il vous a dit que cet anacronisme est seulement une *erreur* ou *vice de Clerc* qui s'est glissé dans les lettres de Louis XII. *Il est*, dit-il, *d'autant plus aisé de s'en convaincre, que le miracle opéré par saint Romain est fixé au temps de Clotaire II.*

Or, continue-t-il à dire, *Clotaire II n'étoit pas Roi en 520. Il n'étoit pas même encore né.*

Ainsi il est aisé de juger qu'il s'est glissé une erreur manifeste, un vice de Clerc, dans les lettres du Roi Louis XII.

Telles ont été la défense du Chapitre de Rouen, & la maniere dont il a cherché à couvrir ce défaut de date, si frappant, dans les lettres de Louis XII.

Mais,

Mais, Messieurs, *Clotaire II*, qui a régné 44 ans, parvint en 585 à la Couronne du Royaume de *Soissons*. En 593 il régna sur la moitié de *Paris* dont il avoit partagé la propriété avec *Childebert II*; & en 613 il réunit en sa personne toute la France.

Or, puisque le Chapitre de Rouen soutient que la date de 520 est vicieuse & infidelle, il devoit au moins déterminer en laquelle des années du regne de *Clotaire II*, saint *Romain* a fait ce grand miracle dont il parle.

Cependant, loin de justifier sa prétention, il garde le plus profond silence.

L'Auteur d'un livre sur les antiquités & singularités de la ville de Rouen, qui adopte le système du Chapitre, a tombé dans une méprise d'autre sorte, mais qui n'en est pas moins grossière. Car sur la fin du 2^e. Chapitre de son livre, il assure que *Pretextat*, qui avoit été Archevêque de Rouen, avoit succédé à *Mélantius* en 582, qu'*Hidulphe* tint le siege après lui en 594, & que saint *Romain* fut élu pour remplacer *Hidulphe* en 522.

Mais il est aisé de s'appercevoir que lui ou son Imprimeur a erré. Car il est bien impossible que saint *Romain* ait succédé en 522 à *Hidulphe*, qui n'a été placé sur le siege de Rouen qu'en l'année 594. Il faut qu'au-lieu de 522, l'Auteur ait voulu dire 622, & fixer à cette année l'époque à laquelle saint *Romain* a été nommé Evêque ou Archevêque de Rouen.

Au reste, s'il est étonnant, Messieurs, que l'Eglise de Rouen, qui a obtenu des lettres patentes de Louis XII, & que l'Auteur de ce livre des antiquités se soient trompés aussi considérablement sur le nombre des années; il l'est bien davantage, que d'un côté, par les lettres patentes, ce prétendu miracle soit daté de 520, temps auquel on suppose que saint *Romain* étoit Archevêque de Rouen, & que, de l'autre côté, l'Auteur du livre des antiquités n'ait fait Evêque ce même saint *Romain* qu'en 594.

Car à ce compte, d'une part, entre l'année 520, écrite dans les lettres de Louis XII, & l'année 594 que le Pontificat d'*Hidulphe*, prétendu successeur de saint *Romain*, est dit avoir commencé, il y a seulement 74 années de mécompte; & d'autre part, entre la même année 520 & l'année 622, qu'il faut lire, en corrigeant l'erreur du livre, & en laquelle l'Auteur dit que saint *Romain* a été promu à l'Archevêché de Rouen, il y a 102 ans de semblable mécompte.

Voilà, Messieurs, jusqu'où va l'incertitude du temps de ce prétendu miracle.

Vous n'en trouverez pas moins, si vous prenez la peine de considérer le compte des années, tel que l'a fait *Grégoire* (a),

(a) *George-Florent Grégoire*, l'un des plus fameux écrivains du sixième siècle. Il naquit en Auvergne d'une famille noble. Il fut élu Evêque de Tours en 573, & mourut le 27 Novembre 595. *Gontran* étoit alors Roi

Evêque de Tours, sur la fin du quatrième, & le commencement du cinquième livre de son Histoire.

Il remarque que *Childebert II*, sous les années du règne de qui il continuoit son Histoire, commença à régner en 580. En divers endroits des 5, 6 & 7 livres, il parle de *Pretextat*, Archevêque de Rouen. Mais particulièrement au chapitre 31 du 8^e. livre, il rend compte de l'assassinat commis en sa personne par les ordres de *Frédegonde*, mere de *Clotaire II*. Il dit que ce meurtre fut exécuté dans la neuvième année du règne de *Childebert*, & au chapitre 24 du 7^e. livre, que cette neuvième année étoit la 589 après la mort de Jesus-Christ. Au 38^e. chapitre du même livre, il cote l'année XI du règne de *Childebert II*, à l'année 591, & au 41^e. chapitre, il assure qu'en cette même année *Frédegonde* établit *Mélantius* en l'Archevêché de Rouen.

Jusques en 591, il est donc impossible de donner comme une vérité, que saint Romain ait été Archevêque de Rouen.

De vous dire, Messieurs, combien *Mélantius* a gouverné l'Eglise de Rouen, cela ne m'est pas plus facile qu'à l'Eglise de Rouen de nous débrouiller l'Histoire du miracle attribué à saint Romain, parce que tous les Historiens ont traité légèrement ce point. Je puis cependant vous as-

d'Orléans & de Bourgogne. *Childebert II* l'étoit d'Austrasie, & *Clotaire II* de Soissons.

surer qu'ils s'accordent à réciter que *Clotaire* étant monté sur le trône de son pere, qui fut tué en 589, il régna environ 44 années, & mourut en 632. Mais dans tout ce regne, on ne voit point qu'il soit possible de découvrir qu'il y ait eu d'autre Archevêque de Rouen que *Pretextat*, & après lui *Mélantius*.

Il est vrai que l'Auteur des antiquités dit que *Mélantius* fut fait Archevêque en 582. Mais comme on a vérifié par la computation de *Grégoire* de Tours, contemporain, qu'il ne monta sur le siege de Rouen qu'en 591, il s'ensuit que la computation de l'Auteur des antiquités n'est pas exacte. Ce même Auteur ajoute que *Clotaire II* donna l'Archevêché de Rouen à saint Romain. Mais il ne rapporte aucune autorité au soutien de ce qu'il dit.

Cependant, allons jusqu'à supposer qu'il soit vrai qu'après *Mélantius* il y ait eu un autre Archevêque nommé *Hidulphe*; on doit, je ne dis pas seulement conjecturer, mais tenir pour certain que *Mélantius*, ayant été consacré en 591, & *Hidulphe* après lui, ils ont occupé ce siege jusqu'en 632 que *Clotaire II* mourut.

Or depuis 591 jusques à 632, il s'est écoulé un laps de 41 années.

Ainsi il est absolument impossible que saint Romain ait été Archevêque de Rouen du vivant de *Clotaire II*.

Il n'y a pas plus de vérité dans ce que le Chapitre de Rouen raconte du privilege

prétendu sollicité par saint *Ouen*, Archevêque de Rouen, auprès de *Dagobert*, & accordé par ce Prince. Les mêmes Histoires justifient, & particulièrement la chronique d'*Abbo*, (a) *Viennensis*, que ce Prince décéda en 646.

Que le Chapitre de Rouen s'empresse donc de rendre hommage à toutes ces vérités. Qu'il reconnoisse de bonne foi que saint *Ouen*, après la mort de saint *Romain*, arrivée, comme vous l'avez entendu, Messieurs, en 649, n'a pu occuper le siège que trois ans après la mort de *Dagobert*, ou bien en 659, c'est-à-dire dix ans après, & que par conséquent il est bien impossible & qu'il ait été Archevêque du vivant de *Dagobert*, & qu'en cette qualité il ait pu obtenir ce privilege.

Je pourrois, Messieurs, avec un égal fondement, soutenir que la qualité de *Chancelier de France* étoit également inconnue sous nos premiers Rois, & non-seulement sous *Clotaire II*, mais même au temps de *Louis XII*, (b) qui fit expédier les premières lettres patentes.

Je vois dans plusieurs Auteurs, & particulièrement au 3^e. livre des capitulaires, que les *Chanceliers* n'étoient que des *Notaires*.

(a) Il vivoit dans le neuvieme siecle.

(b) C'est une erreur bien grossiere. Il y avoit des Chanceliers sous la deuxième race. Adalberon fut Chancelier sous Hugues Capet qui commença la troisième race. Et sous Louis XII, *Guy de Rochefort*, *Jean de Ganay* & *Etienne Poncher*, furent successivement revêtus de cette éminente dignité.

Je vous supplie, au reste, de croire que je n'avance pas ceci au hasard. Pour vous en convaincre, permettez-moi de vous faire la lecture d'un passage du chapitre 24 du 2^e. livre des capitulaires. *Cancellarius autem noster, nomina Episcoporum & Comitum qui ea, scilicet, capitula recipere curaverint, notet, & ad nostram notitiam perferat, nec ullus hoc prætermittere præsumat.* Et d'un autre passage du chapitre 2 du livre 3 des mêmes capitulaires. *Cancellarius autem talis esse debet qui pagensibus loci illius notus fuisset & acceptus.* Au second capitulaire de Charlemagne, on lit que les salaires des Chanceliers étoient taxés. *Ut nullus Cancellarius, pro ullo judicato aut scripto, aliquid amplius accipere valeat, quam dimidiam libram argenti de majoribus scriptis.*

Or, attribuer & donner à deux Archevêques de ce temps, & d'un aussi grand siege, une pareille qualité de Notaires, c'est, sans contredit, un trop grand anachronisme.

Je pourrois encore, à aussi juste titre, soutenir que du temps de Clotaire II & de Dagobert son fils, le siege de Rouen n'étoit pas érigé en Archevêché, & conséquemment que le titre d'Archevêque a été donné par une erreur bien grossiere à saint Romain. Mais j'ai, Messieurs, une considération plus forte pour justifier la supposition, tant du miracle que du privilege. C'est que depuis le temps des re-

gues de *Clotaire II* & de *Dagobert* son fils, il ne se trouve aucun Auteur qui en ait fait mention.

Or, si l'un ou l'autre eût été véritable, il ne faut pas douter que les écrivains des temps postérieurs n'eussent laissé à la postérité la mémoire d'un fait aussi extraordinaire.

Grégoire de Tours, qui vivoit sous *Chilperic* & *Clotaire II* son fils, a calculé sur la fin du deuxième & dernier livre de son Histoire, que depuis la résurrection de *Jesus-Christ*, jusqu'à la mort de saint *Martin*, Archevêque de Tours, son prédécesseur, il y avoit eu un intervalle de 412 années; & que depuis le décès de ce Saint jusqu'à la 21^e. année de son ordination, il s'étoit écoulé un laps de 208 années, qui, jointes aux 412, font un total de 630 ans, en la dernière desquelles il étoit plein de vie & a fini son Histoire.

Il écrit encore que dès ce temps-là régnoit *Clotaire II*, qui, selon la computation de *Sigebert*, est mort en 631.

Quelques Auteurs fixent son décès à l'année 632. Mais quoi qu'il en soit, je crois, Messieurs, pouvoir vous assurer, d'après l'Histoire, qu'il a vécu durant tout le règne de *Clotaire II*.

Or, s'il étoit vrai que d'un côté, pendant tout ce temps saint *Romain* eût été Archevêque de Rouen & Chancelier de France, & que d'un autre côté, dans le même temps, il eût fait un aussi grand

miracle, seroit-il donc possible que *Grégoire* de Tours, qui a écrit avec autant de curiosité l'Histoire de *Pretextat* & de *Mélantius*, Evêques de Rouen, eût oublié l'un & l'autre? Seroit-il naturel qu'il les eût omis? Cependant il n'a rien dit qui en approchât.

Je conclus donc de son silence, qu'il est évidemment supposé que saint *Romain* ait été Archevêque de Rouen & Chancelier de France sous *Clotaire II*, & qu'il soit l'Auteur du prétendu miracle de la *Gargouille* qu'on lui attribue en même temps.

Nous ne lisons rien de pareil non plus dans aucun des Auteurs qui ont écrit depuis. Plusieurs ont raconté néanmoins avec une sorte de superstition, un grand nombre de miracles qui ne sont pas autorisés par l'Eglise.

Vincent, au 24^e. chapitre du 24^e. livre de son *Miroir historial*, fait mention d'une vie de saint *Eloi*, qu'il attribue à saint *Ouen*, successeur de saint *Romain*. *Sigebert*, dans sa Chronique, dit que le même saint *Ouen* en a composé une autre qui a pour titre de *anima Dagoberti*.

Jonas (a), qui vivoit dans le même temps, en a écrit trois. La première est celle de saint *Colomban*, la seconde est celle de saint *Attalle*, & la troisième celle de saint *Eustache*. C'est *Trithemius* (b) qui

(a) Evêque d'Orléans. Il vivoit au neuvième siècle.

(b) Jean Trithème, né dans le bourg de Trittenhim au Diocèse de Trèves, le premier Février 1462, fut

nous rend compte de ce fait dans son Catalogue de *scriptoribus ecclesiasticis*.

Or, vous ne doutez pas, Messieurs, que ces différents Auteurs n'eussent recueilli avec autant de soin les miracles & les actions remarquables arrivées sous le regne de *Dagobert*, qu'ils en ont apporté, en parlant du jugement de son ame, & des différents miracles arrivés de leurs temps, sur-tout par l'opération des hommes dont ils ont écrit les vies. Vous croyez également que saint *Ouen* auroit écrit avec plus de curiosité encore les miracles attribués à saint *Romain* son prédécesseur immédiat, & qu'il n'auroit pas oublié de nous transmettre l'Histoire de ce privilege que l'on dit qu'il avoit obtenu lui-même, en l'honneur du miracle, si l'un & l'autre avoient existé.

Cependant, ni lui, ni les Auteurs des siècles suivans n'en ont pas dit un seul mot.

Bede, Religieux de l'Ordre de saint Benoît, vivoit du temps des Empereurs *Constantin IV*, *Justinien II* & *Constantin Copronime*. Il demouroit en *Angleterre*, dont les habitants avoient les plus grandes liaisons avec les *Normands* & les habitants de la ville de *Rouen*, & il n'est mort qu'environ en 730.

un des plus savants hommes du quinzieme siècle. Il mourut le 13 Décembre 1516. Il étoit alors Abbé régulier de saint *Jacques* de *Wirtsbourg*, de l'ordre de saint Benoît.

Il étoit bien impossible que ce Religieux ignorât ces prétendus miracle & privilege, s'ils existoient; si pour conserver la mémoire du miracle, le privilege recevoit alors son exécution, & qu'en conséquence le Chapitre accordât annuellement, le jour de l'Ascension, au prisonnier le plus criminel, l'abolition de son crime & de la peine.

Bede est l'Auteur du martyrologe, & néanmoins il n'a rien dit dans ce martyrologe, ni du miracle, ni du privilege.

Je fais, Messieurs, que le Chapitre prétend que le bruit des vagues de la mer qui sépare l'*Angleterre* de la *Normandie*, empêchoit que cet Auteur n'entendît les chants de la célébration & de la solemnité du prétendu privilege lors de la délivrance des prisonniers. Mais qu'il oppose quelque raison solide au silence d'*Ussuard*, aussi Religieux Bénédictin, & *Gaulois* de nation, qui composa, par l'ordre de *Charlemagne*, & 38 ans après la mort de *Bede*, un gros volume des faits & actes du martyre des Confesseurs & (a) des saintes Vierges, dans lequel il n'a pas dit un seul mot, ni du miracle attribué à saint *Romain*, ni du privilege prétendu obtenu par saint *Ouen* son successeur.

Cependant *Charlemagne* devoit connoître le prétendu miracle de saint *Romain* & l'exécution d'un privilege que le Chapitre de Rouen ne pouvoit tenir que de

(a) Il est aussi l'Auteur d'un martyrologe.

la grace de Sa Majesté, parce qu'il n'appartient qu'à elle seule de remettre les crimes aux coupables. Si ce Prince eût eu cette connoissance, elle n'auroit pas échappé à *Ufuard*, & ces deux faits eussent tenu, sans contredit, le premier rang dans l'Histoire des *Gaules*, le religieux Auteur eût pris soin d'en transmettre la mémoire à la postérité, comme de choses tout-à-fait extraordinaires, & devenues constantes par le concours des deux puissances, de l'Eglise & du Prince.

Cependant, comme je vous l'ai dit, Messieurs, le silence de ce Moine est (on ne peut pas) plus constant, & sans doute, il m'autorise à présumer qu'*Ufuard* ignoroit absolument le miracle & le privilege; que l'un & l'autre n'étoient pas plus connus de *Charlemagne*, & par conséquent qu'ils sont controuvés, & que c'est une fiction.

Vincent a gonflé les livres de son Histoire par le récit d'une foule de miracles, dont la plupart ne sont approuvés, ni par l'Eglise, ni par aucuns Rois ou Princes du temps, & il ne parle point de la *fierte*.

Il nous dit que saint *Maclou* étant dans un navire en pleine mer, crut voir une île à laquelle il ordonna que l'on fît aborder le vaisseau; qu'il y descendit avec les hommes de son équipage; qu'il y célébra solennellement la Messe, & qu'après la célébration, s'étant aperçu qu'il avoit pris le dos d'une baleine qui commençoit même à s'ébranler, pour une île, il lui défen-

dit de partir que lui & sa compagnie ne se fussent retirés dans le vaisseau, & que cette baleine exécuta avec une docilité miraculeuse les ordres de saint *Maclou*.

Il dit aussi que l'ame de saint *Fursey*, ayant été pendant quelques jours séparée de son corps, elle fut promenée par les Anges qui lui firent voir les joies du paradis & les tourments de l'enfer. Il récite un grand nombre d'autres miracles arrivés, notamment par le moyen de l'image de *Notre-Dame de Laon*, lorsqu'elle étoit portée en divers lieux.

Or ces Auteurs étoient morts long-temps auparavant que *Vincent* vécût. Ainsi ce dernier ne pouvoit être instruit des merveilles dont il est parvenu à remplir son volume, que par les livres qu'ils avoient laissés. Il ne restoit de son temps aucune marque publique qui pût en faire ressouvenir, il n'y avoit aucune solennité annuelle qui lui en rafraîchit la mémoire.

Toutes sortes de circonstances concourent au contraire à démontrer, que si le privilege prétendu en conséquence du miracle de saint Romain eût été exécuté de son temps en l'Eglise de Rouen, *Vincent* n'auroit pas pu l'ignorer.

Quoiqu'il eut pris naissance en *Bourgogne*, néanmoins son habitation a été si continuelle dans le Diocèse de *Beauvais*, qu'il en avoit acquis le surnom de *Bellovacensis*. Le Diocèse de *Beauvais* n'est pas d'ailleurs assez éloigné de celui de *Rouen*,

pour qu'une solemnité célébrée dans la ville capitale du pays & dans l'Eglise principale de la Province, & avec tant d'éclat, pût être ignorée de qui que ce fût qui habitât à *Beauvais*.

Qui osera donc dire que *Vincent*, qui a fait un recueil des miracles de la *fierte* de *Laon*, dont il n'avoit d'autre certitude que celle des livres, temoins très-muets; que *Vincent*, qui vivoit en 1230, sous le regne de saint *Louis*, eût supprimé les miracles de la *fierte* saint *Romain*, & le privilege prétendu accordé pour en conserver la mémoire, si la solemnité s'en fût renouvelée tous les ans, & eût acquis autant de temoins vivants, qu'il y auroit eu d'assistants à la cérémonie.

Personne, je crois, ne met en question que si ce privilege avoit subsisté sous le regne de saint *Louis*, ce Prince en auroit été instruit. Le Roi est le canal, ou plutôt l'auteur seul & unique de toutes les graces en France. Aucun de ses sujets, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, Messieurs, n'a droit, ni de délivrer les criminels, ni de leur remettre & pardonner les crimes dont ils sont prévenus, si Sa Majesté ne lui en a pas conféré le pouvoir.

On ne doute pas non plus que saint *Louis* n'eût confirmé ce privilege, s'il avoit eu lieu, & que ce Prince, qui cherchoit en tout la gloire de Dieu, n'eût jugé digne de sa piété de le conserver pour l'honneur de la Religion & de l'Eglise. Et en ce

cas-là, comment *Vincent* eût-il oublié de rendre compte au moins de cette confirmation?

Cependant on ne lit en aucun endroit que le privilege de la fierte ait été confirmé par saint Louis. On ne le trouve ni dans les livres de *Vincent*, ni dans aucun autre Auteur de son temps. D'où je conclus que ces prétendus miracle & privilege étoient absolument inconnus en 1230, & par conséquent qu'ils ont été supposés & controuvés depuis.

Je vous supplie, Messieurs, de considérer que depuis la mort de *Clotaire*, arrivée en 638, jusqu'à 1582, date des lettres patentes du Roi *Louis XII*, il s'est écoulé 800 & tant d'années. Néanmoins dans un si long espace, aucun acte ne vient au secours du Chapitre de Rouen. Il est hors d'état de justifier que dans tous ces intervalles un seul de nos Rois ait, ni approuvé ni confirmé son prétendu privilege. Aucun des Auteurs qui ont écrit pendant une si longue suite de temps, n'ont pas plus parlé du privilege que du miracle qu'on prétend y avoir donné lieu. Et par ce moyen tous deux sont demeurés ensevelis dans l'obscurité caverne des *comme rien*.

J'ajouterai à tout cela que *Bollandus*, (a)

(a) *Jean Bollandus*, célèbre Jésuite, Auteur de l'ouvrage qui a pour titre *Acta Sanctorum*. L'Abbé Ladvocat prétend qu'il étoit né à Tillemont le 13 Août 1596, & qu'il mourut le 12 Septembre 1665. Si cela est vrai, comment *Bollandus*, qui, le 6 Mars 1608, n'étoit alors âgé que de onze ans, neuf mois & un

qui a écrit, il y a quelques années, sur le martyrologe d'*Ufuard*, ayant fait mention de saint *Romain*, Evêque de Rouen, dont il dit que *la mémoire est célébrée le 23 Octobre*, a eu tant de honte de ces prétendus miracle & privilege, que sans en rapporter un seul mot, ou plutôt en le supprimant, il s'est contenté de dire que saint *Romain*, dont il est parlé dans quelques manuscrits, avoit mené une vie très-sainte, & que sa mort devenoit de jour en jour plus précieuse dans la maison du Seigneur. Au reste, il ne dit pas un mot des détails de sa vie ni de sa mort.

Baronius (a) n'en dit pas davantage, sinon que saint *Romain* étoit Evêque de Rouen en 622.

Or, vous pouvez vous rappeler, Messieurs, ce que j'ai eu l'honneur de vous dire à ce sujet. Je n'y ajouterai rien.

Mais j'en infere que puisque ces deux grands personnages, sur-tout *Baronius* n'ont pas estimé ces prétendus miracle &

jour, pouvoit-il être l'Auteur de l'*Acta Sanctorum*? A coup sûr, M. Boutillier ou M. Ladvocat sont dans l'erreur. Mais il semble que l'erreur des dates doit plutôt être imputée à celui-ci qu'à celui-là. Au reste, le public en jugera.

(a) *César* Baronius, créé Cardinal le 5 Juin 1596, avoit été précédemment Général de la Congrégation de l'Oratoire, fondée par saint Philippe de Néri, à qui il avoit succédé. Il est l'Auteur des *Annales Ecclésiastiques*, Ouvrage célèbre, en 12 volumes in-fol. qui contiennent l'Histoire de l'Eglise, depuis la naissance de Jesus-Christ, jusqu'en 1198. Baronius mourut à Rome le 30 Juin 1605. Il étoit Bibliothécaire du Vatican.

privilege dignes de leur plume, vous ne devez pas douter qu'ils n'en aient découvert toute la superstition & le peu de fondement.

Il est bien vrai que le Chapitre de Rouen a communiqué un acte qu'il dit avoir été expédié sous le regne de *Philippe* Auguste par *Robert*, Archevêque de Rouen, & *Guillaume* de la Chapelle, Châtelain d'Arques. Que par cet acte il paroît que l'Archevêque & le Châtelain avoient certifié à *Philippe*, Roi de France (sans autre désignation, quoiqu'il y ait eu plusieurs Rois de ce nom) que suivant ses lettres de commission ils avoient fait appeller devant eux *Henri*, Chantre, *Raoult*, Archidiacre, & *Vautier* de Casten, Chanoine; *Jean* de Pratel, *Lucas*, fils de *Jean*, & *Robert* de Frequienne; *Jean* Fessard, *Laurent* de Donjoin & *Jean* Heu, citoyens de Rouen. Que ces neuf personnes avoient juré sur les saints Evangiles, & qu'après avoir été interrogés sur la contention qui étoit entre le Roi & ceux du Chapitre de Rouen, ils avoient dit concordablement qu'au temps de *Henri* & *Richard*, Rois d'Angleterre, ils n'avoient jamais vu semblable contention, & que lorsque la procession passoit le jour de l'Ascension, par le château, les Chanoines alloient à la porte de la prison, que tous les prisonniers leur étoient représentés, & qu'ils en éli-soient un. Que durant la prison du Roi *Richard*, aucun ne leur avoit été délivré.

Mais

Mais que depuis sa libération, ils en élurent deux, en une seule année, tant pour icelle que pour la précédente.

Le Chapitre de Rouen prétend que d'après cet acte, *Philippe* Auguste avoit jugé que le prisonnier devoit lui être délivré.

Mais pour donner à ce même acte toute l'authenticité que le Chapitre de Rouen lui suppose, il faudroit, Messieurs, qu'il rapportât la commission du Roi *Philippe*, en vertu de laquelle l'Archevêque & le Châtelain procéderent alors.

Or, non-seulement il ne la produit pas, mais elle n'est pas même datée dans l'enquête.

D'où je conclus qu'elle n'a jamais existé.

En effet, si elle eût été existante & entre les mains de ces Commissaires, est-il croyable que l'Archevêque de Rouen & le Châtelain d'Arques, dont elle faisoit le titre, eussent négligé de l'exprimer, même de la faire transcrire en entier à la tête de leur enquête prétendue?

D'ailleurs, ne faudroit-il pas encore que le Chapitre rapportât la confirmation accordée par *Philippe* sur le vu de l'enquête, & que dans les lettres, le nom du prisonnier élu & à l'occasion de la délivrance duquel le différent avoit pris naissance, fut exprimé?

Or, je ne vois rien de tout cela dans les pieces que m'a communiqué le Chapitre.

Comment donc est-il possible que, sans

la confirmation de *Philippe* Auguste, sans aucune preuve de l'exécution du contenu en cet acte, il ait été à son tour confirmé par *Louis XII*, & que sans cette imaginaire confirmation de *Philippe* Auguste, il ait été exécuté jusqu'à *Louis XII*; enfin que sous le regne de ce Prince, le Chapitre de Rouen ait joui de ce prétendu privilege?

S'il avoit rapporté des lettres patentes ou quelque jugement par lequel *Philippe* Auguste auroit ordonné cette jouissance, sans doute il auroit quelque sujet d'insister sur la validité de cette piece, & sur l'excellence des lettres patentes de *Louis XII*.

Mais il n'a produit aucune de ces pieces.

D'où il s'ensuit qu'il ne les a point, & par une conséquence nécessaire, que cet acte est supposé comme le prétendu privilege.

Pour achever la démonstration de cette vérité & accabler le Chapitre de Rouen, par la force des moyens, il faut, Messieurs, que nous nous reportions à ces temps où la Normandie entièrement réduite sous l'obéissance de nos Rois, ses habitants poursuivoient, avec chaleur, auprès de *Louis* Hutin la confirmation de tous leurs privileges, & firent particulièrement exprimer tout au long ces privileges dans les lettres patentes qu'ils obtinrent à Vincennes en 1314, qui sont plus connues sous le nom de *Chartres Normandes*, & dont on trouve la copie dans

la glose de *Rovelle* qui a commenté la coutume de Normandie.

Ces Chartres qui moderent la forme d'appliquer à la question les criminels, & ordonnent qu'elle leur soit baillée attrem-pée, en sorte que pour la griéveté des tourments, mort n'y perte de membres ne s'ensuivent, ne contiennent pas un seul mot du privilege de saint Romain.

Cependant le Chapitre de Rouen ne niera pas que ce prétendu privilege ne soit beaucoup plus favorable aux accusés, que la modération de la torture, & qu'il ne fût par conséquent plus digne d'être confirmé par ces *Chartes Normandes* si authentiques, & que les habitants de leur pays sollicitoient avec tant d'empressement.

Je conclus donc du silence des *Chartres*, que lorsqu'elles furent expédiées, il n'étoit pas encore question du privilege de saint Romain.

A ces différents moyens, joignons celui-ci sur la qualité de *Chancelier* attribuée, par les lettres de *Louis XII*, tant à saint Romain qu'à saint Ouen. C'est qu'à la mort de *Clovis* son Royaume fut divisé entre les quatre enfants de *Clotaire I*.

Chacun de ces Rois avoit ses Officiers distincts & séparés, entre lesquels étoient les *Référendaires*, & non pas les *Chanceliers*.

Aimoin (a) au 4^e. livre de son Histoire,

(a) Religieux Bénédictin de l'Abbaye de Fleury-sur-Loire. Il vivoit au douzième siècle, & il est l'Au-

chapitre 41, & *Sigebert* en sa *Chronique*, s'accordent à dire que saint *Ouen*, qu'ils appelloient *Audoënus*, étoit *Référéndaire* du Roi *Dagobert*.

Mais d'abord ils ne lui donnent pas la qualité de *Référéndaire de France*; & ensuite ils expliquent quelles étoient les fonctions du *Référéndaire*.

Le *Référéndaire* étoit, disent-ils, l'Officier chargé d'appliquer le sceau du Roi sur les lettres publiques. *Referendarius autem dicebatur ad quem publicæ conscriptiones referebantur ut, per eum, annullo seu sigillo regis confirmarentur.*

Ces *Référéndaires*, qui tenoient le sceau de leurs Rois, n'étoient point appelés *Référéndaires de France*, mais seulement *Référéndaires de tel Roi*. Comme *Grégoire* de *Tours* dit que *Stigo* avoit été *Référéndaire* & garde de l'anneau du Roi *Sigisbert*; que *Marius* l'avoit été du Roi *Chilpéric*, & *Charimene* du Roi *Gontran*. Et en parlant des Archevêques de *Tours*, il cite *Baudouin*, l'un d'eux, qui avoit été *Référéndaire* du Roi *Clotaire*.

Sur la foi de tant d'exemples rapportés par cet Auteur contemporain, je crois, Messieurs, que je puis hardiment soutenir que cette qualité de *Chancelier* ou *Référéndaire de France*, attribuée dans les lettres patentes de *Louis XII*, tant à saint *Romain* qu'à saint *Ouen*, suffit pour dé-
 teur d'une Histoire de France qu'il dédia à *Abben*, son Abbé.

montrer la fausseté & du miracle prétendu opéré par saint *Romain*, & du privilege obtenu par son successeur, & que par la considération des temps & de toutes les circonstances que j'ai recueillies & représentées, ni ce privilege, ni ce miracle ne doivent ni ne peuvent être raisonnablement regardés comme véritables.

DEUXIEME QUESTION.

Ce prétendu privilege doit-il être effecué pour y comprendre tous les crimes détestables.

Si vous écoutez, Messieurs, le Chapitre de Rouen, il tient pour l'affirmative, & vous vous souvenez qu'il a cherché à étayer sa morale sur des exemples tirés, a-t-il dit, de l'antiquité.

Néanmoins, loin que ceux qu'il a puisés dans la Sainte Bible pour les villes de refuge dont il est parlé en l'*Exode*, dans les *Nombres* & le *Deutéronome*, loin, dis-je, que ces exemples puissent opérer à leur avantage, ils sont directement contre eux.

La Loi du Talion étoit en usage chez les Juifs. Les parents d'un homicide avoient la faculté de venger sa mort par celle de l'homicide.

Pour obvier à ces punitions, qui sans doute étoient exercées souvent avec beaucoup de cruauté & d'injustice par les parents du défunt, on avoit établi des villes d'asyle. Mais ces lieux d'impunité avoient moins pour objet de la procurer aux cri-

minels, que de donner le loisir d'examiner si leurs crimes étoient rémissibles ou non.

Ainsi ce n'étoit pas pour les délivrer sur le champ de la peine, & leur procurer, sans connoissance de cause, une impunité qu'ils pouvoient ne pas mériter, qu'on avoit établi ces Loix de franchises. On vouloit au contraire vérifier comment l'homicide étoit arrivé & juger qu'elle en devoit être la suite.

Ah, si le privilege de saint Romain ne contenoit rien davantage, & qu'il n'eût pour objet que de délivrer un homme qui auroit imprudemment commis un homicide, afin de lui épargner la peine d'obtenir des lettres de rémission, je vous avoue, sans détour, que je le trouverois fort équitable & digne de la plus haute faveur.

Mais vouloir qu'il puisse servir à procurer l'abolition de leurs crimes aux assassins les plus méchants & les plus scélérats, & que non-seulement ces hommes exécrables, mais encore leurs complices, soient soustraits aux châtimens dus à leurs forfaits; sans contredit, la Loi de Dieu & la Loi naturelle y résistent, & si les habitants de Rouen étoient aussi rigides observateurs des préceptes qu'ils lisent dans l'Ecriture Sainte, qu'ils devroient l'être, oui, Messieurs, ils seroient les premiers à nettoyer leur ville & à la purger de ces monstres & de la cause qui les y attire.

Le Chapitre de Rouen se prévaut de l'exemple de la délivrance de *Barrabas*.

Il vous le cite comme une autorité, & il vous dit que l'on avoit coutume de délivrer aux Juifs, tous les ans à Pâques, un prisonnier criminel. Mais je ne vois pas à quoi peut lui servir l'allégation d'un fait qui n'a point duré, & dont l'Histoire ne nous fournit point d'autres exemples que celui arrivé en la personne de *Barrabas*.

Je n'ai pas besoin de vous faire observer que les Juifs n'avoient élu ce malheureux que pour outrager davantage Jesus-Christ, par la préférence qu'ils donnoient sur lui à ce criminel.

Il est vrai qu'un grand personnage de notre temps qui a écrit sur le 27^e. chapitre de saint Matthieu, a estimé que c'étoit une coutume ancienne chez les Juifs de délivrer un homicide, lorsqu'ils célébroient la Pâque, *ut in memoriam liberati, ex Egypto, populi, vindictum unum eo die à carcere liberarent*. Mais l'opinion de *Nicolas de Lira*, qui a commenté le même texte, me semble meilleure & approcher davantage de la vérité.

Cet Auteur dit que toutes les solemnités que les Juifs gardoient pour la célébration de la fête de Pâques, sont écrites dans le 12^e. chapitre de l'Exode; néanmoins, continue-t-il, on n'y lit pas un seul mot de cette prétendue coutume de délivrer un prisonnier criminel. Nous n'en lisons rien non plus dans la Bible de *Joseph Philon*, Juif; & il semble que tous les autres Auteurs qui ont écrit sur l'Hif-

toire des Juifs, se soient accordés pour garder le silence le plus profond sur cette prétendue coutume.

La prétendue coutume de délivrer un criminel dans les fêtes de Pâques, en le supposant, n'étoit donc pas ancienne chez les Juifs. Elle n'étoit au plus, sans doute, qu'une concession nouvelle de la part des Romains qui vouloient se concilier les cœurs de ce peuple turbulent, & le retenir en leur obéissance.

Aussi cette délivrance d'un prisonnier criminel a-t-elle été abolie dès sa naissance, sans que depuis la mort de Jesus-Christ elle ait été renouvelée, & qu'aucun prisonnier en ait ressenti l'effet. Saint Jérôme même, contre la vérité de l'Histoire, interprète mystiquement ce passage de saint Matthieu, & il prétend que *Barrabas* n'étoit autre chose que la figure du démon qui possédoit les Juifs.

Or, vouloir augmenter de l'exemple de *Barrabas* pour soutenir le prétendu privilège de la fierte saint Romain, il semble, Messieurs, que c'est agir mal-adroitement de la part du Chapitre de Rouen, si pour mettre les choses dans une juste égalité, il ne convient pas que son privilège devoit être éteint & aboli, tout aussi-tôt que *Louis XII* en eut fait expédier les lettres, afin de n'en plus user par la suite, comme les Juifs n'ont plus usé de la concession mentionnée en l'Evangile depuis *Barrabas*.

J'avouerai, avec le Chapitre de Rouen,

que chez les Grecs il y avoit plusieurs asyles où les meurtriers criminels étoient reçus & pouvoient se mettre à l'abri. Je ne contesterai pas non plus que cette Nation en avoit établi des lieux en plusieurs endroits. Mais, y a-t-il donc quelqu'un qui ne sache pas, Messieurs, que ces habitants de la Grece, dans le même temps que, par une superstition mal entendue, ils tenoient une main bienfaisante aux meurtriers en certains endroits de leur pays, en d'autres endroits, ils répandoient, de la même main, sur leurs autels, le sang d'autres hommes dont ils faisoient des libations à leurs divinités.

Est-ce que vous auriez oublié cet exemple que *Pausanias* rapporte comme étant journalier dans le Temple de Diane. *Les Grecs*, dit-il, *sacrifioient des hommes à cette Déesse, & ils inondoient son autel du sang de ces victimes.*

Une pareille cruauté sembla si détestable à *Licurgue* qui l'abolit.

Mais à ce premier acte de religion, il en substitua un second, qui, pour n'être pas tout-à-fait aussi cruel, n'en étoit pas moins ridicule. On fouettoit des enfants sur l'autel de Diane. On ne vouloit pas à la vérité qu'ils expirassent dans cette cérémonie religieuse; mais leur sang devoit arroser l'autel & satisfaire la divinité. C'étoit une nécessité que ces innocents répandissent du sang dans cette cérémonie. La Prêtresse qui présidoit aux mystères se plai-

gnoit avec une sainte amertume, qu'on abrégât cette cérémonie, lorsqu'elle ne croyoit pas les victimes suffisamment fustigées.

Il n'y a donc plus matière à s'étonner que ces peuples, qui estimoient d'ailleurs que les meurtres & l'effusion du sang innocent fussent une action de piété, discernassent en même temps des lieux d'asyle pour la conservation des meurtriers & des assassins.

Il y avoit encore d'autres asyles, comme ceux que les Empereurs avoient accordés aux Eglises; la présence de MM. les Cardinaux, &c. &c. Mais je ne vous en parlerai pas, ou n'en dirai autre chose, sinon que celui des Eglises n'avoit pas lieu pour les assassins, & que c'est l'avis le plus ordinaire des Docteurs.

Entre ceux qui ont écrit des asyles en Espagne, *Covarruvias*, (a) Auteur accrédité, décide que les immunités n'empêchent point en Espagne que l'on y fasse justice des criminels.

(a) *Diego Covarruvias*, célèbre Jurisconsulte, surnommé le *Barthole* Espagnol, naquit à Tolède, le 25 Juillet 1512. Il fut nommé par *Charles* le Quint à l'Archevêché de Saint-Domingue qu'il refusa. Mais il accepta l'Evêché de Ciudad Rodrigo. Il assista en cette qualité au Concile de Trente, & y fut choisi pour dresser, avec Buon Compagnon, depuis le Pape *Gregoire XIII*, les décrets de la réformation. De retour en Espagne, il fut transféré à Ségovie. Le Roi le nomma Président du Conseil de Castille, & ensuite il lui fit quitter l'Evêché de Ségovie pour celui de Cuença. Mais *Covarruvias* mourut à Madrid le 27 Septembre 1577, avant d'en avoir pris possession.

C'est donc une honte à toute la France d'autoriser, contre le témoignage de cet étranger, l'immunité du prétendu privilège de saint Romain; & on ne peut pas, sans doute, tirer de ces exemples d'autres inductions, sinon qu'il faut supplier le Roi, dont la clémence & la justice sont également connus par tout le monde, d'abolir ce prétendu privilège de saint Romain, afin qu'il achève de nettoyer son Royaume de toutes ces ordures, & que l'Eglise de Rouen qui a trop long-temps abusé de son prétendu privilège de saint Romain, rentre dans la classe de toutes les autres Eglises.

Saint *Augustin* a dit que *Rémus* & *Romulus* n'établirent un lieu d'asyle à Rome, que parce qu'ils cherchoient à procurer des habitants à leur nouvelle ville. Mais, ajouta-t-il, lorsque leur intention se trouva remplie, les franchises tombèrent d'elles-mêmes, sans que depuis elles aient été resuscitées.

Or, loin que ce prétendu privilège de saint Romain doive produire les mêmes avantages, puisque la ville de Rouen est très-peuplée & très-florissante, il ne peut au contraire enfanter que de très-mauvais exemples & engendrer des meurtres & des assassinats, puisqu'il en promet l'impunité à leurs auteurs.

Si c'est inutilement que le Chapitre de Rouen propose les différents exemples qu'il a tirés de l'antiquité, ce sera également en vain qu'il articulera une possession depuis

Le regne de *Dagobert* jusqu'à présent. Car, sans doute, dans tout cet espace de 900 années, il n'en peut proposer d'autres preuves que cet acte (a) sans date qu'il adressa au Roi *Philippe* ; & que j'ai discuté dans le premier point de mes moyens.

Mais quand nous irions jusques à supposer une possession dont je ne puis, ni ne veux néanmoins convenir ; ce seroit le cas de dire à l'Eglise de Rouen qu'elle a accumulé autant de péchés sur la tête de ses Ministres, Administrateurs de ce prétendu privilege, qu'ils en ont de fois ordonné l'exécution.

Ainsi tant s'en faut qu'il doive être continué, il faut au contraire l'abolir absolument & entièrement.

Je ne disconviens pas néanmoins, Messieurs, qu'il ne soit quelquefois nécessaire de conniver aux crimes, & de les dissimuler quand on a lieu d'en espérer quelque bien ; qu'il ne soit même quelquefois à propos, de remettre, par certaines considérations, la sévérité & la peine des Loix. Un trait de la conduite d'un Consul Romain vient à l'appui de ce que j'ai l'honneur de vous dire.

Ce Sénateur, (b) qui étoit à la tête des

(a) Lisez, comme la preuve du contraire, 1^{re}. le vœu solennel de *Richard*, Abbé de Saint Médard, de l'année 1210, rapporté à la page 128. 2^{re}. L'arrêt de l'Echiquier de Rouen, du 27 Avril 1485 ; rapporté aux pages 132 & 133. 3^{re}. L'extrait des archives du Chapitre de l'Eglise de Rouen, rapporté à la page 134.

(b) M. *Fulvius Poeticus*.

légions Romaines , fut qu'un soldat Lucanien avoit couché plusieurs nuits hors du camp , malgré la rigueur des Loix & des ordonnances militaires. Comme il connoissoit d'ailleurs ce soldat pour homme de bien , brave & courageux , il résolut de le soustraire à la mort qu'il avoit méritée. Il chercha & trouva le moyen de le surprendre , & après l'avoir fait conduire secrètement dans sa tente , il l'avertit simplement de son devoir & le renvoya à sa Compagnie , après lui avoir pardonné sa faute. L'Histoire rapporte que ce soldat n'y retomba plus. Mais si ce grand personnage usa de tant d'indulgence pour le soldat Lucanien , c'est qu'il vouloit conserver un homme dont la probité & la valeur lui étoient connus. Tout autre soldat eût été châtié , comme il le méritoit , de la faute qu'il auroit eu commise.

Nous savons tous , Messieurs , que *Horace* , meurtrier de sa sœur , obtint l'abolition de ce crime horrible & de sa peine. Mais quelle différence entre ce meurtrier & celui ordinairement élu par le Chapitre de Rouen.

Horace combattoit avec ses deux freres pour les Romains , contre les trois freres *Curiaces*. Vous savez que ceux-ci étoient les champions des Albanois.

L'intérêt étoit considérable , car , *de imperio agebatur ; ut ibi imperium foret , ubi victoria fuisset.*

Horace vit tomber à ses côtés ses deux

freres, & demeura maître du champ de bataille. Mais il avoit tué de sa main le dernier des *Curiaces*, & sa victoire avoit assuré l'Empire au peuple Romain.

Ces trois *Horaces* avoient une sœur, & cette sœur étoit la (a) femme de l'un de ces trois *Curiaces* qui, ayant succombé sous les coups redoutables d'*Horace*, avoient perdu la vie de sa main.

La victoire d'*Horace* lui mérita les honneurs d'une entrée triomphante dans Rome. Il y fut reçu avec acclamation par tous ses concitoyens qui, ayant été témoins de sa bravoure, lui prodiguoient les caresses les moins équivoques, & les marques les plus flatteuses de leur satisfaction.

La sœur des *Horaces*, la tendre épouse (b) de l'un des *Curiaces*, partagée d'un côté entre la joie qu'elle ressentoit de la gloire que son frere venoit d'acquérir, & les regrets qu'elle donnoit à la perte de ses deux autres freres, & d'un autre côté entre sa douleur de retrouver dans ce frere, qui avoit survécu à ses freres & étoit le libérateur de sa patrie, de retrouver, dit-on, en lui le meurtrier & l'homicide de son mari; cette femme, seule entre tous les Romains, ne put retenir, à sa premiere vue, des larmes que la joie & l'horreur

(a) C'est une erreur. La sœur des trois *Horaces* avoit été seulement fiancée à l'un des trois *Curiaces*, qui, comme l'on fait, étoient d'ailleurs les cousins germains des *Horaces*. *Annales Romaines*, pag. 14.

(b) Il faut lire son amante.

tout-à-la-fois lui arrachèrent. Elle en répandit des torrents.

Horace prit en mauvaise part ces marques de la sensibilité de sa sœur. Et quoiqu'elles ne retranchassent rien à sa victoire sur les ennemis de l'Etat, ni à son attachement aux intérêts de sa patrie, il se jetta avec férocity sur cette femme que l'idée de tant de biens & de maux ne rendoit que plus malheureuse, & lui plongeant dans le sein ce même fer qu'il venoit d'arracher des entrailles de son mari (a) & de ses freres, & qui étoit encore teint de leur sang, il ne le retira que lorsque cette infortunée eut expiré dans ses mains.

Cette action qui devoit avoir pour excuse ce que dit Tite-Live, *quod immaturo amore ad sponsum, oblita fratrum mortuorum, vixque oblita patriæ, in victoriâ suâ tantoque gaudio publico, sola lugeret*, devoit bien, ce semble, rester impunie. Et c'étoit le cas, Messieurs, s'il y avoit eu à Rome un privilege semblable à celui de saint Romain, prétendu par le Chapitre, d'en faire jouir *Horace*.

Cependant ce même homme, qui venoit de sauver la vie à ses concitoyens, fut condamné à la mort, & il alloit subir son jugement. L'appel qu'il porta au peuple de cette sentence put seul le sauver de son exécution. Parvenu à être admis à plaider sa cause dans l'assemblée du peuple, il fit valoir avec tant d'adresse son

(a) Il faut lire son amant.

courage , l'obligation que lui avoit l'Empire (a) conservé par sa valeur , les larmes de son pere qui l'assistoit , & sa jeunesse à lui-même , qu'il obtint l'*abolition* de son crime. (b)

J'avoue que le prisonnier élu ordinairement par le Chapitre de Rouen pour lever la fierte , est également un meurtrier , un homicide. Mais le plus souvent cet homicide est un homme de néant , & toujours un malheureux dont le crime réfléchi , loin de profiter à l'Etat , ne peut tendre qu'à sa destruction.

Ainsi , Messieurs , un vil & obscur assassin prétendoit aller de pair avec *Horace* , avec le libérateur de sa patrie , avec un homme que le meurtre même , auquel il s'est porté , rendoit plus fameux. Si la prétention du Chapitre étoit admise , le vice marcheroit donc sans distinction avec la vertu.

Encore si son prétendu privilege étoit fait pour des gens de qualité , ou même de tant soit peu de mérite , peut-être vous dirois-je qu'il peut y avoir quelque raison de le conserver. Mais l'autoriser pour assurer aux plus méchants qui puissent se ren-

(a) Il faut dire le Royaume. *Tullus Hostilius* étoit Roi de Rome.

(b) C'est une nouvelle erreur. Le peuple commua seulement la peine. Il fut condamné à passer sous le *joug*. Le *joug* étoit la punition des prisonniers de guerre , qui avoient rendu les armes de leur gré. *Annales Romaines* , pag. 14.

rencontrer prisonniers à Rouen , gens de néant & de nulle recommandation , une entière impunité , c'est ce qui devient insupportable.

Les premiers emportements de la jeunesse de *Miltiades* , de *Thémistocles* & de *Cicéron* n'étoient pas des assassinats ni des crimes exécrables. L'inceste de ce dernier avec sa sœur étoit excusé chez les païens. Ils en avoient des exemples trop illustres dans les femmes de leurs Dieux , *ita ut quædam esset & soror & conjux*. Ainsi appliquer (a) l'exemple de ces hommes avec celui des assassins délivrés par le prétendu privilege de saint Romain , c'est profaner la mémoire de ces grands Capitaines.

Je ne veux pas m'étendre davantage sur ce sujet. Mais je puis assurer qu'il ne s'est jamais trouvé un seul de ces malheureux , mis en liberté par le Chapitre , qui ait fait aucune action signalée pour le service du Roi & du public , soit avant , soit après avoir levé la fierte.

Il reste actuellement à examiner la forme des lettres patentes de *Louis XII* qui servent de fondement principal aux conclusions & requêtes du Chapitre de Rouen.

Or , Messieurs , celles pour qui je parle disent d'abord qu'elles n'ont jamais été vérifiées en aucune des Cours souveraines , (b) & elles soutiennent que vous ne devez par

(a) Il eût fallu dire *comparer*.

(b) C'est un faux. Car les lettres de *Louis XII* , du mois de Novembre 1511 , furent enrégistrées au

conséquent pas les prendre en aucune considération dans la cause, parce que c'est une des maximes du Royaume que les Loix & les ordonnances n'y ont pas d'autorité, tant qu'elles n'ont pas été vérifiées ni publiées dans les Cours souveraines.

Elles disent ensuite qu'elles peuvent avec vérité vous assurer que ces lettres ont été surprises à *Louis XII*; & elles vous rapportent des lettres de ce même Prince, postérieures à celles du Chapitre, & que Sa Majesté avoit commandé être expédiées peu de jours après.

Celles du Chapitre de Rouen sont du mois de Novembre 1512, & celles dont je vous parle & que j'ai à la main sont du 20 Décembre suivant. Elles contiennent, entr'autres choses, les mots suivants. *Comme il soit venu en notre connoissance que aucuns Chapitres des Eglises Métropolitaines & Cathédrales de notre Royaume aient prétendu & dit avoir quelques privileges & anciennes coutumes, sous l'honneur des titres de quelques Saints révéérés esdites Eglises, ensemble droit & faculté de délivrer tous les ans, à certain jour, un prisonnier; & ont été vérifiées en l'Echiquier de Rouen.*

Or, il est facile de juger, d'après ces lettres du mois de Décembre, que *Louis XII* n'a pas entendu confirmer, par celles du mois de Novembre précédent, le prétendu privilege de saint Romain.

Parlement de Normandie le 26 Janvier 1512, comme on l'a dit à la page 137 de ce volume.

S'il en avoit eu la connoissance que le Chapitre de Rouen lui suppose , qu'étoit-il besoin qu'il fût expédier ces secondes lettres pour y déroger comme il a fait , en restreignant l'effet du prétendu privilege de saint Romain , & ne voulant pas qu'il s'étendit & profitât aux *assassins & meurtriers de guet-à-pens*.

Vous êtes trop sages pour ne pas reconnoître entre ces lettres , présentées par le Chapitre , & celles que je produis , quelles sont les véritables , & celles qui doivent seules faire le fondement de l'arrêt que vous allez prononcer.

Les Dames de Hallot & de la Verunne soutiennent enfin , comme une maxime certaine dans le droit , que tout rescript fondé sur des expositions contraires à la vérité , étant nulles & ne pouvant produire aucun effet , il en doit être ainsi des lettres de *Louis XII*.

L'Eglise de Rouen , disent-elles , ne les a obtenues qu'en exposant au Roi *que ce prétendu privilege avoit été insinué à Charles VIII en personne , lorsqu'il tenoit l'Eschiquier à Rouen , après Pâques de l'année 1485 ; qu'il avoit été exécuté en sa présence & de Louis XII , alors Duc d'Orléans. Qu'il avoit été également insinué à un Chancelier de France ; qu'il y avoit des informations , des sentences & des arrêts qui avoient été vus au Conseil ; (a) c'est-*

(a) D'état du Roi.

à-dire, Messieurs, par vos prédécesseurs, (a) qui alors étoient présidés par M. le Chancelier; & que ç'avoit été par leur avis que ces lettres avoient été expédiées.

Or, sans contredit, rien de plus sacré que la maxime d'après laquelle vous jugez tous les jours la nullité des rescripts, sur les fondemens de l'obreption & de la subreption.

Ainsi, comme votre Greffe ne renferme pas les preuves de ces faits (b) que l'Eglise de Rouen exposa à Louis XII, il s'ensuit qu'ils sont controuvés & avancés contre toute vérité, & que ces lettres qui

(a) C'est une flatterie déplacée. Pour s'en convaincre on n'a qu'à lire l'arrêt du Parlement de Paris du 15 Janvier 1768, & les remontrances arrêtées en conséquence le 19 Mars suivant. L'arrêt du Parlement de Dauphiné du 30 Avril 1768, & les remontrances qui l'ont suivi. La dénonciation faite au Parlement de Rouen le 16 Mai 1768, & l'arrêt de ce Parlement du 20 du même mois. Ou plutôt l'Edit de création du grand Conseil, par Charles VIII, du 2 Août 1497, relaté dans la réponse que le Roi fit aux remontrances que lui avoit adressé le Parlement de Paris le 19 Mars 1768, après la lecture faite à MM. de ce Parlement de l'arrêt du Conseil (d'en haut) du 19 Mai 1768. Les cahiers des Etats généraux assemblés à Tours en 1483. Et un autre Edit donné par Louis XII le 13 Juillet 1498, concernant le même grand Conseil.

(b) C'est une fausse conséquence d'un faux principe. En effet, comme en 1511 & 1512 le grand Conseil n'étoit pas, à proprement parler, le Conseil du Roi, ce qu'on appelle aujourd'hui le Conseil d'Etat, le Conseil privé; il n'étoit pas naturel qu'il eût dans son Greffe des minutes d'Edits, déclarations & arrêts qui ne devoient se trouver que dans le dépôt des deux Conseils du Roi dont on a parlé.

en font la suite , ne peuvent en aucune façon lui servir.

Mais il y a mieux ; c'est qu'après avoir obtenu de *Louis XII* ces lettres du mois de Novembre 1512 , l'Eglise de Rouen s'est bien donnée de garde de les faire confirmer par le feu Roi *François I.* Ce Prince étoit d'ailleurs si grand , si juste & si prudent , que je crois pouvoir hardiment assurer qu'il en a refusé la confirmation. S'il en eût été autrement , le Chapitre eût-il oublié de m'en communiquer les titres.

A la vérité , je vois que *Henri II* son fils , a fait expédier des lettres de confirmation du prétendu privilege de saint Romain. Mais je ne vois pas , Messieurs , qu'elles aient été vérifiées. Elles sont d'ailleurs infectées du même vice que celles de *Louis XII.* Le Chapitre de Rouen n'a point de lettres de *François II.* Celles qu'il a obtenues de *Charles IX* n'ont pas été enrégistrées. *Henri III* lui en a refusé , & le Roi ne lui en a point accordé d'autres que celles du mois de Janvier 1597 , en forme de déclaration.

Or , par cette déclaration , Sa Majesté n'a pas confirmé particulièrement le prétendu privilege. Elle a seulement voulu qu'elle servît de règlement inviolable par la suite , & elle a défendu d'étendre ce privilege à tous ceux qui se trouveroient prévenus des crimes de lèse-Majesté , d'hérésie , de fausse monnoie , de guet-à-pens & violement des filles.

Ainsi l'Eglise de Rouen ne peut en aucune façon s'en aider.

Le Roi a encore enjoint à tous les *prétendants au privilege de se représenter eux-mêmes pour le demander*.

Tels sont, Messieurs, les dispositions de cette déclaration.

Il résulte donc de tout ceci que les lettres de *Louis XII*, du mois de Novembre 1512, ont été *surprises*. Que ce Prince a reconnu lui-même la surprise faite à sa Religion en les révoquant par celles du 20 Décembre suivant, & qu'ainsi elles ne peuvent pas subsister. Que la plupart de nos Rois ses successeurs en ont refusé la confirmation, ou que celles qu'ils ont pu accorder par la suite se trouvent remplies des mêmes défauts. Qu'il n'y en a pas une seule de vérifiée. Que le Roi actuellement régnant a restreint & limité la chartre de *Louis XII* aux seuls crimes rémissibles par les Loix.

Le Chapitre de Rouen auroit dû se contenter de cette gratification bien raisonnable pour un miracle & un privilege supposés.

Ainsi sa requête est très-injuste & très-impertinente.

La possession qu'il articule, n'est pas plus considérable. Car, outre ce que j'ai déjà dit contre les coutumes vicieuses, il n'ignore pas qu'il a été troublé tout autant de fois qu'il a élu des assassins ou autres prisonniers accusés d'autres crimes détestables.

Il n'en faut pas d'autre preuve que celle qui se trouve dans les lettres patentes de *Henri II.* On y lit que le Chapitre s'étoit plaint au Roi que *Messieurs du Parlement de Rouen* les avoient empêchés en leur élection ; qu'ils n'avoient pas voulu permettre que celui qu'il avoit élu jouît du privilège avec ses complices ; & qu'ils avoient ordonné au Concierge des prisons de les élargir seulement pour la solennité de la fierte, afin d'empêcher que le peuple, qui étoit assemblé cette année-là comme les précédentes, ne se révoltât, & que les habitants, excités par le Chapitre, ne les assassinaissent dans le Palais.

Le Chapitre se prévaut encore, & avec aussi peu de fondement, de l'Edit que le Roi accorda lors de la réduction de la ville de Rouen & des autres places que ceux de la ligue occupoient en Normandie.

Car, quoique celles pour qui je parle ne contestent pas que tout ce qui a été fait par les ligueurs contre le Roi soit demeuré éteint & aboli ; & que tous les privilèges qui appartenoint à la ville de Rouen & aux différentes communautés, soit Ecclésiastiques, soit Laïques, aient été confirmés par le Roi ; qu'elles conviennent même qu'ils sont demeurés entiers & en la force qu'ils avoient auparavant la rébellion, néanmoins elles ne se résoudront jamais à croire qu'en particulier le prétendu privilège de la fierte en soit devenu

plus véritable & plus entier qu'il ne l'étoit auparavant.

La seule lecture de la déclaration du mois de Janvier 1597 justifie le contraire.

Je n'insisterai pas plus long-temps sur l'invalidité des lettres patentes que l'Eglise de Rouen vous représente pour fondement de son prétendu privilege. Mais je supplie très-humblement M. le Cardinal de *Joyeuse*, Chef de cette Eglise, de concourir à abolir, autant qu'il sera en son pouvoir, les abus de ce prétendu privilege, introduit sous le manteau d'un miracle supposé, & d'interposer son autorité pour que son Chapitre suive l'exemple de ces villes de Grece qui, ayant été appellées pour représenter les lettres de leurs franchises, préférèrent de s'en départir, plutôt que de les soutenir contre leur conscience.

Par ce moyen l'Eglise de Rouen restera pure & nette du sang de ceux qui sont inhumainement assassinés, sous l'espoir de l'impunité que les assassins se promettent par la grace de son Chapitre.

Que si toutes ces raisons ne sont pas capables d'arrêter les Chanoines de l'Eglise de Rouen, qu'ils sachent que Dieu ne laissera pas tant de méchancetés impunies, & qu'ils ont tout à craindre que la vengeance divine ne frappe d'un même coup les criminels, leurs libérateurs & aussi tous les habitants de la ville de Rouen, qui soutiennent si opiniâtement le prétendu privilege de son Eglise principale.

Plutarque raconte un événement terrible qui peut parfaitement être appliqué à la cause. Il dit que les *Lacédémoniens* ayant négligé de faire justice à un pauvre homme, nommé *Sedafius*, du rapt & de l'assassinat que deux de leurs concitoyens avoient fait de deux filles de ce *Sedafius*, ils ne tarderent pas à recevoir le châtiment de leurs injustices : car *Epaminondas*, bientôt après, coupa la gorge à la garnison qu'ils tenoient à *Thebes*, & depuis ils perdirent cette bataille de *Leuctres*, devenue si fameuse par leur défaite entière, auprès de la sépulture des deux filles de *Sedafius*.

Peu de jours auparavant, continue l'Historien, *Sedafius* étoit apparu en songe à *Pelopidas*, l'un des grands Capitaines de l'armée des *Thebains*, & il l'avoit exhorté à avoir bon courage, parce que les *Lacédémoniens*, lui dit-il, étoient venus en ce lieu-là pour y payer la peine qu'ils devoient, tant à lui qu'à ses deux filles. Mais je passe à la troisième question.

TROISIÈME QUESTION.

Les assassins de M. de Hallot doivent-ils jouir du bénéfice de la fierte.

Je prévien la réponse du public & la vôtre. Non, Messieurs, ils en sont indignes, & deux moyens s'élevent trop victorieusement contre eux, pour qu'ils puis-

sent se prévaloir de l'élection faite le 26 Mai 1594 , de la personne de *de Pehu*.

Le premier , c'est que l'arrêt du même jour , qui l'a confirmé , a été donné par des Juges rebelles , & au préjudice de celles pour qui je parle , qui étoient fidelles au Roi.

Le second moyen , c'est que le Chapitre de Rouen qui a fait l'élection , & les Juges prétendus qui ont rendu l'arrêt du 26 Mai 1593 , étoient si pleins d'animosité contre M. de Hallot & les autres serviteurs du Roi , que loin de désapprouver son assassinat , ils l'eussent eux-mêmes volontiers procuré , parce qu'il leur faisoit la guerre.

Y auroit-il donc quelqu'un qui ignorât que , non-seulement eux en particulier , mais encore tous les ligueurs , faisoient prêcher journellement dans les Eglises qu'il falloit exterminer tous ceux qui ne se rangeoient pas de leur côté.

D'ailleurs , Messieurs , si le Chapitre de Rouen élut *de Pehu* pour lever la fierte ; si cette élection a été confirmée par le prétendu Parlement , séant à Rouen , ce ne fut que parce que cet assassin s'étoit engagé envers les membres de ces deux corps , & sous la religion du serment , à être *de la ligue & de leur prétendue union*.

Ces Magistrats avoient été plus loin. Ils avoient arrêté *que ceux-là seuls , qui auroient fait ce serment , seroient admis à jouir du prétendu privilege*.

Or, quand il n'y auroit que la considération de cette animosité, je la crois plus que suffisante, pour vous convaincre qu'il n'est pas raisonnable de soutenir que ce prétendu arrêt doive être exécuté contre celles pour qui je parle, & qu'il soit capable d'arrêter les poursuites qu'elles font (en vertu de l'arrêt du Parlement [lors] séant à Caen) de l'affassinat commis en la personne de M. de Hallot.

C'est encore un bien mauvais moyen que celui dont s'est servi l'Eglise de Rouen lorsqu'elle a dit que *saint Romain n'épousoit aucun parti*. Car, quoiqu'il faille en convenir, néanmoins, s'il a fait ce miracle, & qu'il soit vrai que ce même miracle ait donné sujet à ce prétendu privilège, il faut aussi être de bonne foi, & confesser que ce Prélat n'étoit pas rebelle. Que s'il eût vécu, (a) il ne se fût jamais élevé contre son Roi, & il se fût bien gardé, sans doute, d'élire ceux qui auroient été assez osés pour porter les armes contre leur Prince.

Par arrêt rendu au Conseil du Roi le 24 Août 1593, vérifié au Parlement de Rouen, lors séant à Caen, le 19 Janvier suivant, Sa Majesté a déclaré que *l'affassinat de M. de Hallot étoit un crime de lese-Majesté, tellement qualifié, qu'il ne pouvoit être compris dans le privilège de la fierte*. A la vérité l'Eglise de Rouen &

(a) Il faut ajouter dans le temps de la ligue.

de Pehu objectent qu'il n'a pas été donné avec eux, & qu'il a été rendu au contraire sur la simple requête de celles pour qui je parle.

Mais je réponds à cela, Messieurs, que le Chapitre de Rouen a d'autant moins raison de se plaindre de cet arrêt, que lorsqu'il élut, en 1593, de Pehu pour lever la fierte, il n'appella pas celles-ci à cette élection.

Au reste, comme ces Dames ne veulent pas engager de mauvaises contestations, elles font à l'Eglise de Rouen la proposition que voici. Elles lui disent par ma bouche, *départez-vous de l'élection que vous avez faite de de Pehu pour lever la fierte, ainsi que du bénéfice de l'arrêt qui a confirmé votre élection; ou plutôt faites que de Pehu lui-même y renonce. Alors nous consentirons volontiers que sans avoir égard à l'arrêt du Conseil du 24 Août 1593, la cause soit jugée entre nous, comme si, de part & d'autre, il n'y avoit jamais eu d'élection, ni d'arrêt du Conseil-privé.*

Vous sentez parfaitement, Messieurs, toute l'honnêteté de cette proposition.

Le Chapitre & de Pehu ne l'acceptent pas. Aussi je persiste à soutenir que ce même arrêt du Conseil qui a déclaré *crime de lese-Majesté* l'assassinat commis sur la personne de M. de Hallot, est fondé sur la justice & les maximes du droit.

En effet, la majesté du Prince est of-

fenfée par le meurtre & l'affaffinat de fes Confeillers & Lieutenants dans les Provinces. *Quisquis* (dit la Loi *Quisquis*) *cum militibus vel privatis, vel barbaris, scelestam inierit factionem, aut factionis ipsius scripserit sacramentum vel dederit; de nèce etiam virorum illustrium qui consiliis & consistorio nostris interfunt, senatorum etiam (nam & ipsi pars corporis nostri sunt,) vel cujuslibet qui pro nobis militant, cogitaverit, ut potè majestatis reus, gladio feriat.*

A la vérité de Pehu & l'Eglise de Rouen nient que M. de Hallot fût Lieutenant pour le Roi en Normandie lorsqu'il fut affaffiné à Vernon. Mais la notoriété sur ce fait est certaine. Les lettres patentés de sa Lieutenance ont été vérifiées au Parlement de Normandie (composé des vrais serviteurs du Roi) séant à Caen, & d'ailleurs celles pour qui je parle ont le témoignage public en leur faveur.

Si on ajoute à ce qui vient d'être dit, qu'indépendamment de la grandeur & de la splendeur de la maison de Montmorenci dont M. de Hallot est issu, il est le premier qui se soit opposé aux entreprises des ennemis du Roi, & qu'il s'est d'ailleurs comporté avec tant de fidélité, de bravoure & de prudence tout-à-la-fois, qu'il a rendu vains & absolument inutiles les efforts qu'ils ont faits pour s'emparer de cette grande Province, & que le Roi, lorsqu'il reçut la Province à son obéissance, la

trouva remplie de bons serviteurs qui l'aiderent à rompre les premières & les plus grandes forces de ses ennemis, alors ne vous paroîtra-t-il pas bien impossible de refuser à l'arrêt du Conseil du 14 Août 1593 l'hommage dû à la justice de ses dispositions.

Je ne puis pas me dissimuler que feu M. de Hallot n'a pas été assassiné à l'Armée; que ç'a été au contraire à Vernon, où il s'étoit retiré pour se faire panser des blessures honorables qu'il avoit reçues au siège de Rouen, où le Chapitre & le Parlement rebelles étoient alors enfermés. Mais, Messieurs, que fait le lieu en cette occasion? Est-ce que M. de Hallot étoit moins Lieutenant du Roi en Normandie, *dans la ville de Vernon*, qui est également de la Normandie, & où il se faisoit panser de ses blessures, *qu'il ne l'étoit à l'Armée* dont il avoit le commandement?..... Prétendre que non, c'est aller également contre tous les principes reçus & contre le texte de la Loi que je vous ai cité, & qui comprend tous ceux *qui consiliis & consistorio nostris interfunt, senatorum etiam, (nam & ipsi pars corporis nostri sunt) vel cujus-libet postremo qui nobis militant.* Ces mots du texte sont positifs, & ils doivent par conséquent s'appliquer autant aux Conseillers d'Etat qui font partie du corps du Roi, qu'à tous ceux qui ont l'honneur de commander à la guerre, au nom de Sa Majesté.

Il étoit au reste bien inutile que je m'amusasse à commenter cette Loi dont la lettre est si claire ; parce que le Roi , qui fait mieux que qui que ce soit de son Royaume , quelle portion de commandement il avoit donnée à M. de Hallot dans la Normandie , & même en l'Armée qu'il tenoit dans cette Province , l'a authentiquement déclaré par l'arrêt qu'il a rendu en son Conseil-Privé.

Le Chapitre de Rouen & de Pehu ont cherché à effacer cette idée de crime de lese-Majesté , en disant que la mort de M. de Hallot avoit été la suite d'une querelle particuliere entre lui & M. d'Allegre. Mais tout ceci est une supposition. M. de Hallot n'a jamais eu de difficultés avec M. d'Allegre ; & si celui-ci avoit conçu contre celui-là cette haine cachée qui a produit les effets si funestes qui nous conduisent à votre audience , ç'a été à cause de sa vertu & de son attachement pour le Roi.

La conduite de M. d'*Allegre* l'a bien démontré par la suite. Car sitôt après qu'il a eu commis son crime , il s'est jetté à corps perdu dans la ligue , il a cabalé & servi contre son maître. Il a imploré la protection de ses ennemis , & il a provoqué la rebellion de de *Pehu* , (déjà trop coupable par sa complicité de l'assassinat de M. de Hallot) afin de lui faire mériter d'être admis à lever la fierte de saint Romain.

Nonobstant ce prétendu privilege , vous

avez fait le procès à trois des complices de de *Pehu*. Vous les avez condamnés à mort, & vos arrêts ont reçu leur exécution sur les personnes de ces malheureux.

Je ne vous représenterai pas la honte & la cruauté de l'assassinat du mari & du pere de celles pour qui je parle. Ce seroit une inutile répétition, & je veux l'éviter. Mais je dois vous dire que *Pehu*, dans la confession qu'il a faite au Chapitre, a reconnu que M. d'*Allegre* & ses complices tinrent un conseil où ils résolurent la mort de M. de *Hallot*, & que lui-même (*Pehu*) fut de cet avis. Qu'ils étoient treize quand ils arriverent au logis de M. de *Hallot*, & que s'étant informé s'il y avoit moyen de parler à son maître, il étoit descendu de sa chambre sans armes & appuyé sur des potences à cause de ses blessures; qu'il avoit salué gracieusement M. d'*Allegre*; que celui-ci au contraire, qui venoit de mettre pied à terre avec ceux qui l'accompagnoient, ne lui avoit répondu que par ces mots, *il faut mourir*; & en même temps que ses complices & *Pehu* donnerent à ce Seigneur plusieurs coups de poignard & d'épées qui le firent tomber mort sur la place.

Or, s'il étoit possible qu'une action aussi exécrationnable demeurât impunie, en vertu d'un privilege supposé, & dont vous connoissez le peu de mérite d'après ce que j'ai eu l'honneur de vous en dire; une pareille impunité ne révolteroit-elle pas l'univers entier? Toutes les loix y résistent, mais

mais le sang de M. de *Hallot* en demanderoit sans cesse la vengeance à Dieu.

A l'égard des lettres d'abolition obtenues par *Pehu*, elles sont fondées sur des faits faux & calomnieux. Elles annoncent qu'il étoit *Page* de M. d'Allegre, & âgé de dix-sept ans, seulement, au mois de Septembre 1592. Qu'il ne savoit rien du complot que M. d'Allegre avoit fait d'assassiner M. de *Hallot*. Que lorsque son maître partit du logis, où il étoit à *Vernon*, pour exécuter son entreprise, lui *Pehu* fut contraint de le suivre, comme il avoit accoutumé, en qualité de *Page*; & que lorsqu'ils furent arrivés au logis de M. de *Hallot*, il ne mit pas la main à l'épée & ne fit aucun effort contre lui.

Le contraire de tout ceci est justifié par la confession qu'en a fait *Pehu* lui-même, lorsqu'il fut élu pour jouir du privilège de la fierte. Il avoua alors qu'il étoit âgé de vingt-un ans, qu'il avoit conseillé d'exécuter l'assassinat, & qu'il y avoit participé.

Il est vrai qu'il dénie actuellement avoir fait cette confession, & qu'il soutient que la copie que j'en produis n'est pas d'ailleurs en bonne forme, parce qu'elle n'a pas été extraite avec lui.

A la bonne heure. Mais l'original de cette copie est signé du Camerier du Chapitre qui l'a reçue & rédigée. Il l'est pareillement par *Pehu*. Il se trouve dans les Archives du Chapitre, & *Pehu* lui-même est hors d'état de justifier qu'il en existe

une autre. Il n'a même d'autres moyens de l'attaquer que par la voie de l'inscription de faux, & il n'a pas embrassé ce moyen.

Cependant, comme celles pour qui je parle ont voulu faire cesser cette objection, elles ont pris une commission & fait faire commandement au Notaire du Chapitre d'apporter, en votre Greffe, la minute de la confession de *Pehu*. Ce Notaire a refusé d'obéir. Le Chapitre a même donné pouvoir à un de ses membres de soutenir *que la confession de Pehu ne pouvoit ni ne devoit pas être révélée*. Et, au surplus, il s'est opposé, comme vous l'avez entendu dans le récit des faits, à ce que cette confession fût apportée en votre Greffe.

Or je soutiens que la conduite du Chapitre de Rouen est une continuation de sa désobéissance. Il est trop éclairé pour ignorer que les constitutions Ecclésiastiques, qui défendent de *révéler les confessions*, n'entendent parler que de *celles par lesquelles les particuliers*, qui desirent de mieux vivre & de se réconcilier avec Dieu & son Eglise, *déclarent leurs péchés à l'oreille de leurs Confesseurs*, & qu'elles n'ont pas la même opinion sur les confessions faites en présence de plusieurs personnes, & de la qualité de celle faite par *Pehu*, qui a été lue publiquement en Chapitre, & présentée à la prétendue Cour du Parlement de Rouen.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, puisque

le Chapitre de Rouen persiste dans son opiniâtreté & sa désobéissance, vous devez réputer pour la seule véritable, l'expédition que nous vous représentons de la confession de *Pehu*. Elle fait foi que son original a été signé par de *Pehu*. Elle a été délivrée comme telle par le Greffier du Chapitre, & elle paroît d'ailleurs être en forme authentique.

Au surplus, il ne tient qu'au Chapitre de Rouen & à *Pehu* que l'original de la confession de celui-ci soit produit. Que ne la représentent-ils, puisqu'ils prétendent qu'elle suffit pour nous confondre.

Or, puisque les uns & les autres l'empêchent, je conclus de leur refus que l'expédition que je produis doit être réputée original. Et d'un autre côté, comme les lettres d'abolition dont *Pehu* vous demande l'entérinement, se trouvent totalement contraires à cette confession, je ne crains pas de vous dire que vous ne devez point du tout y avoir égard.

Pehu a été intérieurement si accablé du poids de cette vérité, qu'il a cherché à en atténuer la force par l'échappatoire que voici. Il vous a dit que *pour être admis à lever la fierte, il avoit avoué des circonstances qui ne s'étoient pas rencontrées de sa part*. Et en conséquence il vous a supplié de n'ajouter foi à sa confession qu'autant qu'elle se trouveroit conforme au procès.

Par quelles preuves cependant nous a-t-il justifié cette allégation? Par aucunes.

Au contraire, vous verrez, Messieurs, dans le Procès-verbal de la confession de *Pehu*, aux fins de lever la fierte, que, pour se procurer le moyen de faire cette confession (sans laquelle il ne pouvoit pas être élu) il s'est supposé débiteur d'une somme de deniers. Que pour paiement de cette somme, il avoit souscrit devant un Notaire de *Blainville*, terre appartenante à *M. d'Allegre*, chef des assassins de *M. de Hallot*, une obligation simulée dans laquelle il s'étoit soumis à la contrainte par corps. Qu'en vertu de cette obligation il s'étoit fait constituer prisonnier peu de jours auparavant que la fierte dût être levée, afin d'être élu. Qu'il a sollicité cette prétendue élection, & par conséquent de faire la confession que celles pour qui je parle représentent.

De tout cela vous en conclurez, sans doute, Messieurs, que s'il est bien impossible que *Pehu* ait été induit à faire cette confession, c'est lui par conséquent qui a recherché à la faire; qu'il a nécessairement supplié pour qu'on l'admît à la signer, afin d'être délivré par le Chapitre de Rouen, & qu'ainsi son allégation ne doit pas être écoutée.

Encore si *Pehu* n'avoit contre lui que sa seule déposition, peut-être seroit-il injuste de le condamner. Mais la preuve étant acquise contre lui, tant par les informations, que par les lettres d'abolition dont il demande l'entérinement, & que nous devons supposer n'avoir été sollici-

tées qu'après une mûre réflexion ; celles pour qui je parle soutiennent qu'il n'y a point de doute que sa confession ne soit suffisante pour justifier la vérité & la fidélité des faits qu'il y a énoncés, comme ceux-ci : *Que depuis qu'il n'étoit plus Page, il avoit suivi quelques Capitaines à la guerre. Qu'il n'étoit ni serviteur ni domestique de M. d'Allegre lorsque l'assassinat fut commis ; qu'il avoit été l'un de ceux qui furent d'avis & arrêterent qu'il falloit tuer M. de Hallot ; qu'il fut avec les autres en son logis, tira l'épée & le frappa.*

Par conséquent, Messieurs, vous ne devez pas vous arrêter à ce que de *Pehu* en a changé depuis, & ce qu'il en a déguisé pour obtenir ses lettres d'abolition, ne doit être d'aucune considération à vos yeux.

C'est une regle, qu'en matiere de confession & de déposition, il faut toujours s'arrêter aux premières, lorsqu'elles ont été faites sans aucune impression ou sollicitation capables d'en énerver la vérité.

Ainsi la confession que *Pehu* a faite de sa bonne & franche volonté & sans aucune impression, qu'il a jurée & attestée, tant en présence du Chapitre de Rouen que du prétendu Parlement qui l'a autorisé, doit seule demeurer pour constante : & il faut absolument rejeter le déguisement dont il a voulu masquer son crime dans les lettres d'abolition & ses dernières réponses.

Je pourrois bien soutenir encore que quand il n'auroit rien confessé, il y a des

preuves au procès qui sont tout-à-fait contraires au récit des lettres d'abolition qu'il a obtenues. Mais comme ces pieces doivent être, & sont effectivement *secretes*, je n'insiste pas sur ce dernier chef. Je me contente de persister dans les conclusions que j'ai prises.

M. *Foullé*, Avocat général, prit aussitôt la parole & dit :

M E S S I E U R S ,

Le privilege de la fierte est nul, faux, abusif & droitement contraire aux Loix & maximes de l'Etat qui ont attaché inséparablement à la personne de nos Rois ce droit souverain par dessus toutes les autres choses, qu'ils appellent de la vie & de la mort, pour montrer que cette puissance absolue par laquelle ils pardonnent & abolissent les crimes capitaux, leur est spécialement réservée par prudence d'état pour se faire aimer de leurs sujets, sans toutefois qu'ils la laissent transmettre ni communiquer à qui que ce soit.

Il s'ensuit donc que la concession qui a été faite au Chapitre de Rouen par le Roi Louis XII, en l'an 1512, est nulle, & qu'elle ne peut pas obliger ses successeurs. Joint aussi qu'elle est fondée sur un faux privilege que l'on rapporte à l'an 522, auquel temps on dit que saint Romain étoit Evêque de Rouen.

Mais tant s'en faut que cela soit, qu'au

contraire l'Histoire nous apprend que pour lors il n'étoit pas encore né, & que sous le regne des quatre enfans de Clovis, qui partagerent cette grande Monarchie, *Sto-vis*, (a) autrement dit *Alanus*, étoit Evêque de Rouen, & tint le siege depuis 498 jusqu'à 534, pendant lequel temps il assista aux trois Conciles d'Orléans.

Après sa mort *Pretextatus* lui succéda, qui fut appelé aux Conciles de Tours & de Paris, & auquel, même de son vivant, par la disgrâce que chacun fait, le Roi *Chilpéric* subrogea en son Evêché *Melan-tius*, lequel, irrité de ce qu'au commencement du regne du jeune *Clotaire II*, ce Prélat, déchassé, avoit été réintégré à son préjudice, vengea sur lui sa passion & celle de *Frédegonde*, & le fit proditoirement assassiner au jour de Pâques dans le chœur de son Eglise; si bien que ni l'un ni l'autre ne demeurèrent Evêques.

On choisit *Hidulphus* qui prit leur place, & tint ce siege depuis 594 jusques en l'an 622, que saint *Romain* y fut appelé.

Cette remarque servira seulement pour montrer qu'il y a eu un évident mécompte d'une centaine d'années en cette Chronologie que les demandeurs ont feinte pour faire croire leur privilege plus ancien.

Mais il est à craindre que la seule antedate ne donne sujet à plusieurs de douter

(a) C'est, sans doute, de *Filius* ou *Flavius*, quinzieme Evêque de Rouen, élu en 525, & mort en 542, dont M. Foullé a entendu parler.

de la foi & de la vérité de l'acte auquel les demandeurs ne doivent varier pour en rapporter l'origine, & la cotter plus tard à un autre siècle, non pas, pour là-dessus, faire prendre pied ou corroborer une usurpation si importante que celle-ci ; mais seulement pour excuser la simplicité de ceux qui ont cru pieusement la vérité de ce Saint, glorieux & généreux combat, qui peut-être a été, encore que l'on n'en trouve un seul témoignage authentique, dans aucuns Auteurs approuvés, qui aient écrit depuis 1000 ans en ça, & qu'il n'y ait autre marque restée de ces trophées & de ces triomphes, sinon une sainte réputation de cette Gargouille que l'on fait voir au peuple & que l'on porte en procession solennelle une fois l'année.

Davantage, ce qui annule du tout cette confirmation du Roi Louis XII & celles qui ont été octroyées du depuis en conséquence, c'est qu'elles ont été obtenues sous un faux donné à entendre, & une supposition que l'on a fait d'une première concession prétendue faite par *Dagobert*, & des insinuations & notifications que l'on disoit en avoir été faites, du depuis, de temps en temps. Et néanmoins de tout cela il ne s'en voit chose quelconque, quoique les pièces justificatives eussent dû être rapportées & attachées sous le contrescel. Ce qui fait voir & croire que tout ce grand narré a été feint & supposé depuis, afin que sous ombre & sous prétexte d'une fausse

antiquité dont on revêtoit ce privilege , l'on autorisât davantage par la suite des temps le nouvel établissement & l'introduction moderne qui pour lors en fut faite seulement.

L'abus qui s'est glissé parmi leurs possessions est ce qui la doit d'autant plutôt faire relever. Car le rôle qu'ils communiquent de ceux qui en ont usé , fait reconnoître que , pour le faire valoir & le rendre plus éminent , ils en ont abusé , & ont toujours choisi les plus criminels & les plus scélérats qui , en l'exposition de leurs crimes , auroient plus grand nombre de complices , lesquels ils absolvent ensemblement & les tirent des mains de la justice. Contravention manifeste à toutes les Loix & ordonnances divines & humaines , par lesquelles les Loix de franchises ont été abolies seulement en faveur de ceux qui , par imprudence ou inadvertance , auroient failli. Et quoique la pratique & usage du Royaume soit abolie & leur ait du tout fermé la porte , ce néanmoins s'il restoit quelque force à celle de la fierte , ce devroit être seulement avec connoissance de cause , & es cas esquels l'asyle de la clémence du Roi est ouverte à un chacun pour obtenir , comme lettres ordinaires & de droit , dites *rémission en petite Chancellerie* , afin d'effacer ce qui est du crime , d'essuyer ce sang répandu qui ne se peut purger autrement pour quelque cause , excuse & prétexte que ce soit , sinon par

la grace du Souverain. C'est tout ce à quoi on peut étendre, par même connivence, ce privilege.

Mais le Chapitre de Rouen ne le veut pas donner & rester si court. Il en fait un fauf conduit & un passe-port à toutes sortes de crimes, quelques horribles & détestables qu'ils soient. On n'y reçoit que des homicides & des parricides; des assassins de guet-à-pens, ou des femmes qui ont fait mourir leur fruit, comme il se voit par leurs rôles. Et plus les demandeurs penseroient en donner quelque chose, s'ils y apportotent ce nouveau tempérament de supplier le Roi tous les ans d'accorder à celui qu'ils auroient élu *lettres d'abolition* en forme de *confirmation* sur leur notification, qui est la seule modification & la plus facile couverture qui peut faire subsister ce privilege en le renfermant dans les Loix de l'état, de la police & de l'ordre judiciaire qui a été ci-devant troublé par ce moyen.

En conséquence de quoi *nous requérons*, pour le Roi, *d'être reçus opposans à l'entérinement de ce privilege, & que acte nous soit donné de notre opposition, pour, sur icelle & sur les très-humbles remontrances que nous en ferons à Sa Majesté, y être pourvu, afin qu'il soit entièrement cassé, révoqué & annullé*, à l'exemple de ce qui avoit été ordonné en de pareilles occurrences par le Sénat, du temps de Tibere.

Et quant au fait premier qui se présen-

te, nous disons que le privilege de la fierte ne s'y peut rapporter à cause que c'est un assassinat, un guet-à-pens trop qualifié d'un Seigneur de marque qui avoit l'honneur d'être Lieutenant du Roi, & qui seul, parmi ces guerres, étoit dans la Province son œil, son bouclier & son épée.

Davantage, il est certain que ce lévement de fierte fait en la ville de Rouen, qui pour lors étoit ville rebelle, ne pouvoit expier un crime si horrible, commis au service du Roi; pour réparation de quoi néanmoins on n'a point ordonné autre pénitence à cet accusé, sinon qu'il empoigneroit le flambeau de la sédition, & jureroit contre l'Etat en faisant *le serment de la ligue*. Ce qui montre assez la nullité de cet acte, qui est sujet à cassation.

Joint aussi que par arrêt du privé Conseil il est ordonné que, sans y avoir égard, le procès sera fait & parfait auxdits accusés. En conséquence de quoi, par arrêt de céans, il y en a eu deux d'exécutés à mort, & *partant l'intervention des demandeurs n'est pas raisonnable.*

Néanmoins nous n'empêchons pas, au lieu de les débouter présentement & sur le champ de leur intervention, que leur réquisitoire soit joint au procès, pour, en icelui jugeant, y avoir tel égard que de raison.

Voilà quel fut le plaidoyer de M. l'Avocat-Général. Le grand Conseil l'adapta, & rendit, le 5 Novembre 1607, l'arrêt suivant.

Le Conseil a oûtoyé & oûtroie acte de l'opposition formée par le Procureur-Général du Roi à l'exécution dudit privilege, & a joint & joint lesdites requêtes & lettres au procès, pour en icelui jugeant, y avoir tel égard que de raison.

Les choses en cet état, Mesdames de Hallot & de la Verunne suivirent l'instruction du procès commencé à leur requête contre de *Pehu*. Le 22 Décembre suivant il fut réglé à l'extraordinaire. C'est-à-dire, on ordonna que les témoins seroient récolés & confrontés à de *Pehu* dans le mois, pour tout délai.

Les 21 Janvier & 10 Février 1608, Mesdames de Montmorenci & de la Verunne firent faire commandement au Chapitre de Rouen, de représenter le registre qui contenoit la confession de *Pehu*.

Le Chapitre en délivra un extrait. De *Pehu* s'inscrivit en faux contre & donna ses moyens de faux.

En voyant le procès, le grand Conseil se fit représenter ceux des nommés Flocq, Doubledent, Foulques & *Diego* Mazure, dit le Cadet la Gloë. Enfin après la plus mûre délibération, de *Pehu* lui-même fut jugé définitivement le 26 Mars 1608. L'arrêt est conçu en ces termes.

Le Conseil, ayant aucunement égard aux lettres d'abolition, pour les cas résultants du procès, a banni & bannit ledit de *Pehu* de

la suite de la Cour, & dix lieues à la ronde des pays de Normandie & de Picardie pour le temps & l'espace de neuf ans. Lui enjoit de garder son ban à peine de la vie; pendant lequel temps ordonne ledit Conseil qu'il servira le Roi à ses dépens en tel lieu qu'il plaira au Roi ordonner, & l'a condamné & condamne en 1500 livres de réparation envers les Dames d'Ossonvillers & de Montmorenci, 150 livres envers les pauvres, & pareille somme de 150 livres, applicables à la discretion du Conseil, & aux dépens. La taxe d'iceux audit Conseil réservée.

Tel fut l'événement de ce procès. Il faut avouer que chacune des parties fut très-mal défendue.

L'Avocat des Dames de Montmorenci & de la Verunne eût mieux fait, ce semble, de se renfermer à réclamer l'exécution pure & simple de l'arrêt du Conseil du 14 Août 1593. C'étoit là sa cause. Ses adversaires avoient négligé d'y former opposition, ainsi il faisoit Loi entre les parties. En adoptant ce dernier parti, préférable à celui d'entrer dans le mérite du miracle & du privilege de saint Romain, & de discuter l'un & l'autre comme il l'a fait, M. Boutillier se seroit épargné le reproche de n'avoir pas assez respecté ni la vérité des faits, ni l'antiquité du privilege de la fierte, quel qu'en soient l'origine & le fondement.

Quant à l'Avocat du Chapitre, on croit qu'il eût été plus naturel qu'il s'en tînt à sa possession & à l'exécution de l'arrêt du Parlement de Rouen, du 26 Mai 1593, qui avoit confirmé l'élection de Pehu, & n'étoit point cassé par celui du 14 Août 1593.

D'ailleurs l'Edit sur la réduction de Rouen validoit l'arrêt du Parlement de Normandie qui n'étoit point cassé par l'arrêt du Conseil privé.

Ainsi l'opposition de l'Eglise de Rouen à l'arrêt du Conseil, & une défense vigoureuse, au fond, tirée de l'arrêt & des moyens dont on vient de parler, eussent, sans doute, fait rentrer dans le néant, par un second arrêt du Conseil, le premier du 14 Août 1593; & la disparution de celui-ci, qui eût assuré le triomphe à celui du Parlement de Normandie du 26 Mai 1593, l'eût fait prévaloir, & auroit en même temps sauvé & de Pehu & le Marquis d'Allegre.

Quant à l'opposition formée par M. le Procureur-Général du grand Conseil à l'exécution du privilege de la fierte, & à la disposition de l'arrêt du 5 Novembre 1607 qui a reçu cette opposition; ni l'une ni l'autre n'étoient pas, ce semble, bien régulières; tant d'après la déclaration du Roi du 25 Janvier 1597, enregistrée au Parlement de Normandie le 23 Avril suivant, que par le défaut, soit de capacité de la part de M. le Procureur-Général, soit de pouvoir dans MM. du grand Conseil.

En effet , la déclaration du 25 Janvier 1597 avoit été regiftrée au Parlement de Normandie. Cette Cour étoit le tribunal ordinaire des parties. A ce titre elle avoit la plénitude de toute juftice , tant fur la matiere de la caufe , que fur toutes les perfonnes qui l'avoient fait naître. Par conféquent & la déclaration & l'arrêt qui en avoit ordonné l'enrégiftrement , faisoient néceffairement la Loi , *en général* , de tous les jufticiables du Parlement de Normandie , & *en particulier* des parties de la caufe.

Or , l'une & les autres ayant été renvoyées au grand Conseil , qui n'étoit à leur égard qu'un tribunal extraordinaire & d'attribution , elles devoient y être jugées dans les termes de l'état du renvoi. C'est-à-dire , que le privilege de la fierte devoit , dans la conteftation , avoir force de Loi , & l'autorité de la chofe jugée.

En général un tribunal d'attribution ne peut connoître que des matieres qui lui font nommément attribuées. Comme il n'exifte point par lui-même , il a befoin de trouver dans fon titre d'érection le détail & l'expreflion de l'autorité qui lui eft confiée.

Cela pofé , & la caufe de la fierte n'ayant été attribuée au grand Conseil par l'arrêt du 27 Septembre 1607 *que pour plaider* , feulement , tant *fur l'exception propofée par de Pehu* qu'il avoit levé la fierte le 26 Mai 1593 , *que fur fa demande à fin d'entérinement des lettres d'abolition* du mois de Juin 1598 ; d'un côté le grand

Conseil étoit incompetent pour connoître & juger du mérite du privilege de la fierte, & d'un autre autre côté M. le Procureur-Général étoit absolument non recevable à former l'opposition dont il s'agit; soit parce que les Juges, comme on l'a dit, n'étoient pas compétents pour l'admettre ou la rejeter, en un mot pour y faire droit; soit d'ailleurs parce que si le ministere public est exercé par différentes personnes, & dans différentes Cours & juridictions, néanmoins comme il est un & *indivisible*, il ne se contredit point lui-même & ne peut point varier; en sorte que ce qu'il a une fois consommé dans un tribunal, il ne peut ni le changer ni le détruire dans un autre.

Ainsi M. le Procureur-Général au Parlement de Normandie ayant donné des conclusions dans les différents temps pour l'enregistrement des différents Edits & déclarations dont on a parlé, & notamment de la déclaration du 25 Janvier 1597, il avoit rempli l'exercice du ministere public *en général*. Et comme par ce moyen tout avoit été consommé de sa part au Parlement de Rouen, seul compétent pour juger du mérite d'une pareille opposition, il ne restoit plus rien à exercer, en particulier, de ce ministere au Procureur-Général du grand Conseil en 1607.

Au reste, le Chapitre de Rouen a été plus heureux par la suite devant ces Magistrats.

Voici dans quelle espece.

Jean

Jean de Bouton, Ecuyer, Seigneur de Chante-Messe, conjointement avec *Victor-Léon* de la Fontaine, Ecuyer, Seigneur de Bezancourt, avoient assassiné, le 31 Décembre 1661, *Claude* de Bouton, Ecuyer, Seigneur de Bongenouil, leur cousin-germain.

Hugues de Bouton, Ecuyer, Seigneur de Ferrieres, oncle commun de MM. de Bongenouil, de Chante-Messe & de Bezancourt, avoit acquis les droits de *Françoise* de Ligneville, veuve de M. de Bongenouil, & tant comme son cessionnaire, qu'en son nom propre, il poursuivoit la vengeance de l'homicide de son neveu.

Afin de se soustraire au châtiment de son crime, M. de Chante-Messe se fit élire le 3 Mai 1663 pour lever la fierte. Mais le Parlement de Normandie l'en ayant déclaré indigne par arrêt du même jour, M. de Chante-Messe s'évada des prisons. Il fut contumacé, & un autre arrêt du Parlement de Normandie, du 21 Novembre 1663, le condamna à mort.

Le 21 Février 1667, M. de Chante-Messe fut arrêté à Paris, & sa présence ayant fait tomber l'arrêt du 21 Novembre 1663, on recommença l'instruction de son procès. Aussi-tôt que le Chapitre de Rouen en eut été informé, il renouvella au Conseil du Roi la question de son privilege, blessé en la personne de M. de Chante-Messe.

Par arrêt contradictoire du 22 Décem-

bre 1671, le Roi, en son Conseil, renvoya les parties au grand Conseil pour y procéder sur leurs procès & différends, ainsi qu'on eût pu faire avant les arrêts du Parlement de Rouen, des 3 Mai & 21 Novembre 1663, & y être fait droit conformément à la déclaration du 25 Janvier 1597.

On alla donc plaider au grand Conseil, où il fut jugé, le 15 Septembre 1672, que le crime de M. de Chante-Mesle étoit fiertable, & que lui-même devoit être délivré au Chapitre de Rouen pour jouir du privilège de la fierte en la maniere accoutumée.

Un second arrêt du 22 Décembre suivant, déclara le premier commun aux complices de M. de Chante-Mesle. En conséquence ces Messieurs furent délivrés au Chapitre de Rouen & leverent la fierte le jour de l'Ascension de l'année 1673 (qui étoit le 11 Mai) avec la même solemnité que le Chapitre avoit fait garder en 1634, au frere Jacques de Serent, Chevalier de Malthe, qui lui avoit été délivré par le Parlement de Bretagne pour jouir du bénéfice de son privilège.

La cause de M. de Chante-Mesle se trouve détaillée avec une sorte d'étendue dans le *Journal du Palais*, à la date du 15 Septembre 1672.

C A U S E

D'ENTRE *Renée* DE VILLENEUVE, Demoi- 6 Septem-
selle, Dame de Boisgrolleau, & fille de bre 1653.
René DE VILLENEUVE, Ecuyer, Sei- Parle-
gneur de Boisgrolleau, & de *Jacqueline* ment de
DU BOIS, son épouse. Paris,
grand-
chambre.

E T

Charles DE VILLENEUVE, Ecuyer.

François DE VILLAURY, Ecuyer, Seigneur
de la Galopiniere.

Françoise DE CIGNY, veuve de *René*
de Villeneuve, Chevalier, Seigneur de
Cazau.

ET *Claude* DE POUILLY, veuve de *Fran-*
çois de Villeneuve, Chevalier, Seigneur
de Cizay.

M. Matthieu MOLÉ, Premier-Président.

LA Cause de Mademoiselle de Boisgrol-
leau présente la décision d'une question
aussi piquante pour la curiosité, qu'elle
importe à la sûreté des familles.

Est-il possible ou non de déterminer un
terme prefix pour l'accouchement? Voilà
quel étoit le point de la difficulté à ré-
soudre.

T ij

Si elle fit alors beaucoup d'éclat, elle ne perdra rien par la suite de sa célébrité. Dans les temps à venir on opposera avec succès sa décision à la méchanceté de ces collatéraux avides, qui se jouent à plaisir de l'honneur & de la réputation des femmes, & à la cupidité de ces mêmes gens qui veulent dépouiller de leurs biens les légitimes héritiers de leurs peres. Elle servira aussi de guide aux Magistrats qui auront à prononcer sur de pareilles matieres. C'est la raison pour laquelle on s'est décidé à en donner l'Histoire au public.

Elle intéresse beaucoup, sans doute, l'honneur des Dames *en particulier*. Mais *en général* elle a plus trait encore à l'état de tous les citoyens.

Il suffira d'en lire les faits pour s'en convaincre.

Il y avoit dans la ville d'Angers un Prieuré de filles, connu sous le nom de *Saint-Sauveur*. En 1598 Madame d'Apchon en étoit Prieure perpétuelle, & cette Religieuse, fille de condition, & d'ailleurs d'une rare piété, se chargea de l'enfance & de l'éducation de la fille d'un frere de sa mere.

Cette enfant, qui se nommoit *Jacqueline du Bois*, grandit sous les yeux de sa tante, & formée de bonne heure à la vertu, en devint bientôt elle-même un modele accompli.

En 1622, un Gentilhomme la rechercha en mariage. Ce Gentilhomme étoit *René de Villeneuve*, Sieur de Boisgrol-

leau. M. de Boisgrolleau fut écouté. Le 25 Mai de la même année, Mademoiselle du Bois fit faire en sa présence un inventaire de tous ses biens. Les articles de leur futur mariage furent ensuite arrêtés, & elle fut épousée le 15 Juin suivant.

Il paroît que les affaires de M. de Boisgrolleau n'étoient pas dans le meilleur ordre. Car le 16 Décembre 1622, sa nouvelle épouse paya de ses deniers, à la décharge de son mari, une somme de 300 liv. dont celui-ci lui promit récompense. Le 22 du même mois elle remboursa encore de ses deniers, en l'acquit de M. de Boisgrolleau, une somme de 312 livres qu'il avoit empruntée avant son mariage, pour retirer sur le nommé Bussy la Métairie de la Barrillerie.

M. & Madame de Boisgrolleau vécurent ensemble dans la plus parfaite union depuis le 15 Juin 1622 jusqu'au premier Février 1624.

Alors ils n'avoient pas encore eu d'enfants, & M. de Boisgrolleau, qui étoit fort affligé de cette privation, en desiroit avec ardeur.

Plein de ce louable desir, & le cœur néanmoins rempli d'amertume, la nuit du 2 au 3 Février 1624, il se coucha, comme à l'ordinaire, auprès de Madame de Boisgrolleau.

M. de Boisgrolleau étoit âgé de 64 ans, & la nature chez lui se trouvoit plus affoiblie que dans tout autre homme de son âge.

Madame de Boisgrolleau, aussi belle que nous l'avons dépeinte vertueuse, & ayant à peine atteint sa vingt-septième année, étoit au contraire dans toute la vigueur que cet âge, un heureux tempérament & une solide piété concourent à procurer à une femme d'ailleurs bien constituée.

Comme elle ne vivoit que par son mari, & qu'elle en partageoit sagement les affections, les desirs & les regrets, elle formoit les mêmes vœux que lui pour avoir des enfants.

Les uns & les autres furent exaucés. Madame de Boisgrolleau renferma dans son sein, dès la nuit même du 2 au 3 Février 1624, les gages précieux de la tendresse de son mari. Mais ce fut un généreux effort de la part de M. de Boisgrolleau qui lui coûta la vie. Car il étoit tombé en défaillance dans les bras de Madame sa femme, & le reste de ses forces l'avoit tellement abandonné, qu'il mourut le sur-lendemain 4 Février, sans avoir pu recouvrer la connoissance.

Désolée d'un accident aussi funeste & arrivé si fort à contretemps, Madame de Boisgrolleau se retira à l'instant auprès de la Prieure de Saint-Sauveur, sa tante.

Le 11 de ce mois, le Seigneur de Fief lui fit don des droits de lods & ventes qui lui étoient dus pour la vente de la Métairie de la Barillière, que feu M. de Boisgrolleau avoit retrait de ses deniers sur le nommé Buffy; & le 25 du même mois,

ayant apperçu quelques signes de grossesse, elle en fit aussi-tôt sa déclaration devant le Juge.

Le 21 Juin suivant elle paya pour la réfection d'un pignon d'une des murailles de la Barilliere une somme de 40 livres.

Sur la fin du mois d'Octobre, Madame de Boisgrolleau crut que le terme de ses couches étoit prochain. Elle sortit en conséquence du Monastere où elle s'étoit renfermée après la mort de son mari, & alla reprendre sa maison.

Le premier Novembre 1624, c'est-à-dire au bout de neuf mois de grossesse, elle ressentit de très-violentes douleurs, & ne doutant pas qu'elles ne fussent celles de l'accouchement, elle s'y préparoit. Mais soit que le peu de forces de la mere, soit que la trop grande foiblesse de l'enfant rendissent vains & inutiles les efforts de tous les deux, Madame de Boisgrolleau n'accoucha point.

Un neveu de son mari & son héritier présomptif, s'il n'eût pas laissé de posthume, *Charles de Villeneuve*, Sieur des Touches, crut que l'enfant dont sa tante étoit enceinte le premier Novembre 1624, avoit péri dans son sein; & comme il entendit dire qu'elle continuoit néanmoins toujours à parler de sa grossesse, il craignit qu'elle ne se supposât accouchée d'un autre enfant.

Pour prévenir cette supposition, le 2 Décembre 1624 il requit positivement le Lieutenant-Général d'Angers de nommer d'of-

ficé une sage-femme qui assistât à l'accouchement de sa tante.

Madame de Boisgrolleau, à qui la requête de son neveu fut communiquée, y donna les mains sans répugnance, & le 5 du même mois le Lieutenant-Général d'Angers nomma une sage-femme à qui il enjoignit d'être présente à l'accouchement de la tante de M. des Touches.

Le 26 Madame de Boisgrolleau ressentit de nouvelles douleurs. Celles-ci étoient les véritables. Aussi-tôt la sage-femme, *nommée d'office*, fut appelée par son ordre & introduite chez elle. Le travail fut laborieux. Il dura six jours entiers, la sage-femme *nommée d'office* toujours présente.

Cependant, d'un côté, l'enfant ne venoit point; &, d'un autre côté, les forces de la mere diminuoient si sensiblement, qu'on la tint pour morte. Aussi-tôt, tant la sage-femme qui l'assistoit, que celle *nommée d'office*, effrayées d'un travail aussi difficile, & de l'état de Madame de Boisgrolleau, crurent devoir implorer le secours des Chirurgiens. A leur arrivée cette Dame parut rappelée à la vie, & accoucha aussi-tôt par leur ministère, le premier Janvier 1625; mais ce fut à l'aide de leurs ferrements. L'enfant à qui elle avoit donné le jour étoit une fille. Comme elle étoit venue toute flétrie, & que l'on n'avoit point apperçu de respiration en elle pendant quelque temps, on crut qu'elle avoit perdu la vie dès le ventre de sa mere.

Le lendemain cette fille fut présentée publiquement au baptême, sur la Paroisse de sa mere, comme fille de *René de Ville-neuve*, Ecuyer, Seigneur de Boisgrolleau, & de *Jacqueline du Bois* son épouse. *Claude de Bonchamp*, Chanoine de l'Eglise d'Angers, frere utérin de feu M. de Boisgrolleau, & la veuve de M. de Blavon, Doyen des Conseillers du Parlement de Bretagne à Rennes, également parent de M. de Boisgrolleau, furent ses parrain & marraine, & ils lui imposèrent le nom de *Renée* que portoit son pere.

M. des Touches, quoiqu'informé de l'accouchement de sa tante & du baptême de sa fille, ne fit aucune protestation, ni avant la cérémonie, ni après. Mademoiselle de Boisgrolleau fut baptisée, sans trouble, comme fille légitime du défunt M. de Boisgrolleau. Toute la cérémonie du baptême se passa tranquillement, & qui que ce fût ne réclama contre l'état de l'enfant nouveau né.

Mais ce silence fut bientôt rompu. Car, dès le premier Mai 1625, M. des Touches présenta, contre Madame de Boisgrolleau, une requête au Lieutenant du Sénéchal d'Anjou à Beaugé. Il y concluoit, d'abord à ce qu'il fût fait défenses à Madame de Boisgrolleau 1°. de donner à sa fille la qualité de fille & d'héritiere de son mari, 2°. de le troubler en la possession & jouissance des biens de son oncle.

Et ensuite à ce qu'elle fût interrogée sur les faits qu'il voudroit articuler.

Madame de Boisgrolleau , tant en son nom que comme mere & tutrice de sa fille , donna de son côté sa requête , le 5 Août 1625. Elle demanda *une provision , & le séquestre des fruits de la Métairie de la Barilliere , tant pour la conservation des droits des parties , qu'afin d'en éviter le déperissement.*

On en vint à l'audience le 9 , & une sentence de ce jour , sur la demande de M. des Touches *afin d'interrogatoire sur faits & articles* (sans préjudice néanmoins des droits des parties , au principal) les mit hors de cour & de procès.

Outré du dispositif de cette sentence , M. des Touches s'en rendit appellant en la Sénéchaussée à Angers. Il y articula précisément *que la fille de Madame de Boisgrolleau n'étoit pas des œuvres de son mari , puisqu'elle étoit née plus de neuf mois après le décès de son prétendu pere.*

Madame de Boisgrolleau soutint le contraire par requête du lendemain 11 Août.

Une sentence du 18 ordonna (*attendu que les parties étoient contraires en fait*) *qu'elles les articuleroient plus amplement. Adjugea , par maniere de provision à Madame de Boisgrolleau , la moitié des fruits de la Métairie de la Barilliere pour l'année 1625. Et pour le surplus ordonna que les parties conviendroient d'un séquestre dans la huitaine , autrement qu'il en seroit nommé d'office.*

Le 2 Décembre M. des Touches fit or-

donner par une troisieme sentence qu'il seroit *fait inventaire des titres de la succession de M. de Boisgrolleau*. Sa veuve présente à l'audience, ayant déclaré sur le champ *qu'elle n'en avoit aucun en sa possession*, le Juge permit à M. des Touches d'en faire faire perquisition, & sur les faits & la supposition que celui-ci alléguoit, il ordonna qu'il *en seroit communiqué au Procureur du Roi, pour, lui ouï, être décrété ce que de raison.*

Une sentence du 30 du même mois ordonna à M. des Touches *de mettre par-devant le Juge les faits sur lesquels il vouloit faire interroger Madame de Boisgrolleau.*

M. des Touches exécuta cette sentence. Les faits, mis par devant le Juge & communiqués au Procureur du Roi, parurent graves & vraisemblables à ce Magistrat. Il conclut *à ce qu'il fût informé contre Madame de Boisgrolleau de la supposition prétendue de sa fille*, & le Juge ordonna par une cinquieme sentence du 2 Janvier 1626.

Grevée par ces trois dernieres sentences, Madame de Boisgrolleau entreprit de les faire anéantir. Elle en interjeta appel au Parlement de Paris.

Malgré son appel, deux sentences du 13 Janvier & 3 Février 1626, ordonnerent *qu'il seroit passé outre à l'exécution de celle du 2 Janvier, attendu qu'il ne s'agissoit que d'instruction & d'éviter le dépérissement des preuves; qu'il seroit en conséquence pro-*

cédé à l'information, & que Madame de Boisgrolleau seroit ouïe.

Cependant M. des Touches ne fut pas satisfait. Il crut que pour se procurer plus de lumieres, il convenoit qu'il fît publier des monitoires. Il en demanda la permission & l'obtint du Juge laïque. Il se pourvut ensuite auprès de l'Official de l'Evêque d'Angers qui lui accorda le monitoire en question.

Madame de Boisgrolleau en fut instruite à temps, & s'opposa le 10 Février 1626, entre les mains du Greffier de l'Officialité, à sa délivrance, jusqu'à ce qu'elle eût fait statuer en connoissance de cause sur son opposition.

Mais M. des Touches en demanda aussitôt la main levée au Lieutenant-Général d'Angers par requête du 13 Mars 1626. Il parvint à la faire prononcer, & il fut ordonné *que le monitoire seroit publié & l'information continuée.*

Pendant que Madame de Boisgrolleau effuyoit ainsi, de la part de M. des Touches, les plus grandes persécutions au Bailage d'Angers; le même jour 13 Mars un arrêt du Parlement à Paris appointoit au Conseil sur l'appel qu'elle avoit interjetté des sentences des 2 & 30 Décembre 1625; 2, 13 Janvier & 3 Février 1626.

L'appointement enfanta des volumes d'écritures de part & d'autre. Mais dans le fort de ce combat de plumes, Madame de Boisgrolleau vit tout-à-coup son ennemi

soutenu par un renfort de nouveaux combattants qui avoient volé à son secours.

Michel des Montets, Ecuyer, Sieur de la Pichérie, Lieutenant particulier au Siege de Châtelleraut, & *Magdelaine* de Villeneuve sa femme; *François* de Villaury, Ecuyer, Seigneur de la Galopiniere, & *François* de Villeneuve, Chevalier, Seigneur de Cizay, tant en son nom à cause de *Marie* Guiocheau (a) sa femme, que comme Curateur aux personnes & biens d'*Alexandre* Guerraude, (b) Ecuyer, Sieur du Vivier, & se disant héritiers par bénéfice d'inventaire de feu M. de Boisgrolleau, intervenoient au procès le 18 Mai 1625. Ils y prenoient les mêmes conclusions que M. des Touches. Comme lui, ils réclamoient pour telle part & portion qui leur appartiendrait dans la succession de M. de Boisgrolleau, & enfin, après avoir été appointés, le 28 Mai 1626, en droit sur leur intervention, & joints à l'appointement du 13 Mars précédent, ils firent interroger Madame de Boisgrolleau le 9 du mois de Juin suivant par un des Conseillers du Parlement qu'ils avoient fait commettre à cet effet.

Madame de Boisgrolleau sentit son honneur outragé par différents articles de cet interrogatoire qui tendoient toujours à sou-

(a) *Marie* Guiocheau, fille de *René* & de *Jeanne* de Villeneuve.

(b) *Alexandre* Guerraude, fils de *Christophe* & de *Claude* de Villeneuve.

ténir le système de son adversaire, c'est-à-dire, que *sa fille n'étoit pas également fille de son feu mari*. Elle en demanda la réparation par une requête du 16 du même mois. Dans le même temps elle interjettoit appel de la sentence de la Sénéchaussée d'Angers qui permettoit au Sieur des Touches de faire publier monitoire; & un premier arrêt du 12 de ce mois appointoit les parties à mettre.

Mais un second arrêt contradictoire du 19, *évoquant* en la Cour, du consentement des parties, les instances principales qui étoient pendantes devant le Sénéchal d'Anjou à Angers (sur l'appel des sentences du Juge de Baugé des 9 & 18 Août 1625,) appointa les parties en droit à écrire, & joignit aux appointements prononcés les 28 Mai & 13 Mars 1626.

Ainsi il fut alors question d'agiter & de traiter le point principal de la *légitimité* ou de la *non-légitimité de la naissance* de Renée de Villeneuve.

On écrivit beaucoup de part & d'autre. L'arrêt du 19 Juin 1626 sembla être le signal d'un nouveau combat entre toutes les parties; & dans ce genre d'escrime avec la plume, la tendresse & les entrailles maternelles ne le céderent point à la vivacité ni à la chaleur dont M. des Touches chargeoit ses moyens.

Madame de Boisgrolleau soutenoit la *légitimité* de la naissance de sa fille avec l'acharnement d'une lionne qui veut arra-

cher à la fureur & à la dent meurtrière de leurs ravisseurs ses lionceaux qu'ils lui ont ravis, & semblables à ces mêmes ravisseurs, de leur côté, M. des Touches & ses conforters apportent la plus grande furie, afin de rester les maîtres de la proie qu'ils avoient ravie & qu'ils s'efforçoient d'emporter.

Ils disoient pour leurs principaux moyens
 „ que les loix de la nature, sur le terme
 „ de la naissance, sont constantes & im-
 „ muables. Tous les animaux font leurs
 „ petits dans un certain espace de temps
 „ qui a été déterminé pour chaque espèce.
 „ Aucune femelle ne porte point au-delà
 „ du terme qui a été fixé à son espèce;
 „ elle ne met point bas avant que le pé-
 „ riode de sa gestation soit achevé. On
 „ peut même dire que la différence de ces
 „ périodes dans les différentes espèces, ne
 „ se tire, ni de la force des animaux &
 „ de leur âge, ni de leur tempérament
 „ particulier, ni du volume des fœtus.

„ Les juments & les ânesses portent onze
 „ mois, les vaches neuf, les biches huit:
 „ les douces & les paisibles brebis, les che-
 „ vres, vives & légères, portent également
 „ cinq mois. La taille plus petite ou plus
 „ grande, la force ou la faiblesse ne sont
 „ pas des causes de variation. Une chien-
 „ ne, petite ou grande, faible ou forte,
 „ porte toujours pendant soixante jours.
 „ Les hases & les lapines trente. Enfin le
 „ terme est toujours tellement le même

„ pour les femelles de tous les animaux
 „ que les variations sont regardées comme
 „ des prodiges , quelques légères néan-
 „ moins qu'elles soient.

„ Ce qu'on a dit des femelles des ani-
 „ maux s'applique avec une égale certi-
 „ tude aux femmes. Le terme de la déli-
 „ vrance de celles-ci est également fixé.
 „ L'expérience même démontre qu'il ne
 „ peut pas varier.

„ Car quoique la différence des climats
 „ & la diversité dans la maniere de vivre
 „ influent plus sur l'état physique des hom-
 „ mes que sur celui des animaux ; quoi-
 „ que dans l'espece humaine les races soient
 „ devenues différentes par le concours de
 „ plusieurs causes externes , & purement
 „ accidentelles , cependant ces influences
 „ n'operent au plus que sur la structure,
 „ la couleur ou la physionomie. Il ne pa-
 „ roît pas qu'elles apportent la moindre
 „ altération dans les principes de la conf-
 „ titution radicale.

„ Ne voit-on pas en effet que les fem-
 „ mes des Sauvages de l'Abrodor , dans
 „ l'Amérique Septentrionale ; celles des
 „ Groenlandois & des Lapons , enfin celles
 „ du Sénégal & de la Guinée , quoique
 „ de couleur , de taille & de climats dif-
 „ férents , accouchent à neuf mois , comme
 „ les femmes de l'Europe & de l'Asie.

„ La diversité des climats peut procu-
 „ rer aux femmes , dans les différents pays ,
 „ plus ou moins de fécondité. Elle peut
 „ les

„ les rendre nubiles plutôt ou plus tard.
 „ Mais jamais elle n'a opéré de variation
 „ dans le terme de l'accouchement, qui a
 „ toujours été déterminé à neuf mois,
 „ soit que l'enfant ait été conçu en été,
 „ soit qu'il l'ait été, au contraire, en hi-
 „ ver; soit que sa mere fût jeune, soit
 „ enfin qu'elle fût déjà avancée en âge.

„ Il est donc certain qu'il n'y a pas de
 „ naissances tardives, & que la proposi-
 „ tion de ces sortes de naissances est tou-
 „ jours l'effet, ou de la supercherie d'une
 „ femme qui, voulant se conserver dans la
 „ possession des biens de son mari, lui sup-
 „ pose des enfants lorsqu'il est mort sans
 „ en avoir laissé, ou d'une erreur de sup-
 „ putation de la part d'une femme qui
 „ n'a aucun intérêt à déguiser l'époque à
 „ laquelle elle croit avoir conçu.

„ Quel sera donc le sort de la punition
 „ de la Dame de Boisgrolleau. Doit-elle
 „ espérer qu'en sa faveur l'ordre des loix
 „ naturelles & positives sera interverti, &
 „ que la Cour, en adoptant son système,
 „ placera dans une famille honnête le fruit
 „ impur d'une conjonction illicite? Non,
 „ sans doute. L'arrêt qui interviendra, en
 „ releguant la fille de Madame de Bois-
 „ grolleau dans la classe que sa naissance
 „ lui a assignée, condamnera en même
 „ temps la mere & la fille à se départir
 „ de leurs prétentions sur les biens du feu
 „ Sieur de Boisgrolleau, & aux dépens, qui
 „ sont la peine des téméraires plaideurs.

Tels furent en substance les moyens de M. des Touches & de ses conforsts.

Madame de Boisgrolleau, au contraire, soutenoit, entre autres choses, que *le terme de l'accouchement peut s'étendre*, qu'il peut être *prolongé jusqu'à onze ou douze mois inclusivement*.

Elle disoit que „ si le terme de neuf „ mois accomplis est regardé comme le seul „ terme de l'accouchement, c'est qu'il paroît le plus ordinaire, & que c'est cela „ qui a donné lieu à l'erreur.

„ Que la grossesse du plus grand nombre des femmes se termine plus ordinairement par leur accouchement entre le „ milieu & la fin du dixieme mois. Qu'en „ général sur trente femmes grosses il y „ en a plus de la moitié qui accouchent „ au vingt du dixieme mois, dix qui mettent leurs enfants au monde vers le trente, & quatre ou cinq qui le portent encore quelque temps par-delà.

„ Le terme le plus ordinaire pour la „ grossesse est donc du quinzieme jour du „ dixieme mois au vingt ou vingt-cinq, „ & par conséquent l'ordre le plus naturel „ de la naissance des enfants est l'accouchement de leur mere, dix jours avant „ la fin du dixieme mois accompli.

Cela posé, Madame de Boisgrolleau invoquoit le témoignage des Auteurs graves qui avoient traité la matiere, & l'avoient fait à son avantage. Elle rapportoit les opinions d'Hypocrate & de Gallien. D'Arif-

tote, qui assure qu'il y a des femmes qui accouchent au onzième mois de leur grossesse. Elle citoit Pline qui pensoit de même, & a rapporté l'Histoire de *Vestilia*, cette femme qui eut trois maris, & fut mere de quatre enfants, dont elle accoucha à différents termes. Elle n'avoit porté le premier que sept mois. Au contraire, le deuxième étoit né à onze, le troisième à sept, & le quatrième à huit. Et cependant la légitimité de la naissance de ces quatre enfants, à des termes si différents, ne fut pas révoquée en doute.

„ L'Empereur Adrien, disoit-elle, ré-
 „ forma le fameux décret des Décemvirs
 „ sur l'avis des Philosophes & des Méde-
 „ cins les plus habiles de son temps, qui
 „ s'accordoient à dire qu'une femme peut
 „ porter son enfant onze mois, & n'ac-
 „ coucher qu'à ce terme. Les Médecins
 „ que le Prêteur Papyrius avoit également
 „ consultés sur la même matiere, étoient
 „ aussi de cet avis; puisque ce Magistrat
 „ adjugea l'héritage contesté à un enfant
 „ né à 13 mois.

„ Telle étoit donc, continuoit-elle à
 „ dire, l'opinion généralement reçue chez
 „ les anciens Philosophes & Médecins, que
 „ le terme de la grossesse des femmes est
 „ incertain, & qu'il peut s'étendre & se
 „ prolonger jusqu'à onze mois, & même
 „ jusqu'à treize.

„ Avicenne, Hermingius & Cardan re-
 „ culent l'accouchement d'une femme jus-

„ qu'au quatorzieme mois de sa grossesse.
 „ Mais Cardan sur-tout affirmoit que son
 „ pere lui avoit assuré être venu au monde
 „ à treize mois. Il affirmoit encore que
 „ *Pierre d'Appone* étoit né au milieu du
 „ onzieme mois de la grossesse de sa mere.
 „ Il est donc faux , en concluoit Ma-
 „ dame de Boisgrolleau, que relativement
 „ au terme de la grossesse, les loix de la
 „ nature soient constantes & invariables,
 „ & que par conséquent le temps n'en
 „ puisse être ni avancé ni retardé.

„ On trouve dans les registres du Par-
 „ lement de Normandie l'Histoire d'un
 „ accouchement qui n'y a été consigné
 „ que par ordre de cette Cour, & sur le
 „ rapport que lui en avoient fait des Mé-
 „ decins & des sages-femmes.

„ Cet accouchement est plus extraordi-
 „ naire que tous ceux dont il a été parlé
 „ jusqu'à présent.

„ La femme accouchée avoit senti, dans
 „ le neuvieme mois de sa grossesse, les
 „ douleurs les plus violentes de l'enfan-
 „ tement : ces douleurs avoient ensuite
 „ cessé, & elles ne s'étoient plus fait res-
 „ sentir que dans le dix-huitieme mois. „

De cet accouchement, Madame de Bois-
 grolleau en inféroit qu'il n'y avoit rien eu
 que de très-ordinaire & de très-naturel dans
 la naissance de sa fille, quoiqu'elle fût ar-
 rivée onze mois après la mort de son mari.
 Elle en concluoit que sa fille étoit légiti-
 me ; enfin que son pere ne devoit ni ne

pouvoit être jugé avoir été autre que M. de Boisgrolleau.

„ Il n'est donc pas vrai, disoit-elle en
 „ conséquence, que les loix de la nature
 „ soient constantes & invariables relative-
 „ ment au terme de la grosseffe des fem-
 „ mes.

„ Mais ce terme est-il plus certain chez
 „ les animaux ? C'est ce qu'il convient
 „ d'examiner.

„ Sans se jeter dans une trop grande
 „ discussion à cet égard, on peut assurer
 „ que, si l'on consulte les exemples que
 „ l'Histoire naturelle fournit journalle-
 „ ment, rien n'est plus incertain que le
 „ temps de la gestation.

„ Les juments portent plus ou moins
 „ long-temps, suivant qu'elles sont plei-
 „ nes d'un mâle ou d'une femelle. Une
 „ chevre que l'on croyoit devoir mettre
 „ bas au commencement du carême, ne le
 „ fit qu'à la fin ; & tous les jours les œufs
 „ de poule éclosent depuis le vingtieme
 „ jusqu'au vingt-cinquieme jour de l'in-
 „ cubation, ce qui fait un retard du quart
 „ au total.

„ Que si du regne *animal* on passe au
 „ regne *végétal*, l'on voit que des grains
 „ semés en même temps dans le même
 „ terrain, & avec des précautions égales,
 „ ne levent pas tous ensemble. Très-sou-
 „ vent même la différence dans la végé-
 „ tation s'est fait sentir à un tel point,
 „ que de ces grains, moitié sortoit à peine

„ de terre , que l'autre moitié avoit déjà
 „ porté des fleurs.

„ Enfin tous les fruits d'un même arbre ,
 „ quoique noués dans le même temps ,
 „ n'acquierent pas tous à la fois un égal
 „ degré de maturité. Il s'écoule quelque-
 „ fois un espace de sept à huit jours ,
 „ souvent même davantage , entre la par-
 „ faite maturité des uns & celle des au-
 „ tres.

„ Après tant d'exemples ne fera-t-on
 „ donc pas forcé de conclure que la na-
 „ ture ne s'astreint à aucunes regles dans
 „ les termes qu'elle choisit pour faire éclore
 „ ses productions ; & ne doit-il pas de-
 „ meurer pour constant & pour physique-
 „ ment démontré , qu'au moins dans l'es-
 „ pece humaine le terme de l'accouche-
 „ ment , loin d'être invariablement fixé
 „ à neuf mois accomplis , peut être , au
 „ contraire , avancé ou retardé de plu-
 „ sieurs mois. „

Voilà , en raccourci , quels furent les
 moyens de Madame de Boisgrolleau.

Ceux de M. des Touches prévalurent ,
 & un arrêt contradictoire , du 22 Août
 1626 , les consacra.

Comme il y a quelque chose de fort ex-
 traordinaire dans ses dispositions , on a cru
 devoir en rapporter la lettre.

*La Cour a mis & met les appellations &
 ce dont est appel au néant , sans amende.
 Faisant droit sur le principal , évoqué , a*

fait & fait inhibition & défenses à ladite Jacqueline du Bois de donner à ladite Renée sa fille, les nom & qualité de fille de René de Villeneuve, Sieur de Boisgrolleau son mari. A maintenu & gardé, maintient & garde lesdits Charles, Magdelaine, Marguerite de Villeneuve & consorts, en possession & jouissance de tous les biens qui ont appartenu audit feu René de Villeneuve, Sieur de Boisgrolleau, & fait défenses à ladite Jacqueline du Bois de les y troubler, en quelque maniere que ce soit : sans dépens.

Dépouillée au moyen de l'arrêt du 22 Août 1626, (a) Madame de Boisgrolleau ne crut pas qu'elle dût abandonner à M. des Touches ses conventions matrimoniales. Apparemment elle espéroit trouver dans la demande qu'elle en feroit quelques moyens d'opérer la chute de l'arrêt du 22 Août 1626. En conséquence elle fit assigner devant le Sénéchal d'Angers deux des prétendants à la succession de M. de Boisgrolleau, & elle conclut contre eux à ce qu'ils fussent condamnés,

1°. A lui délivrer pour son douaire cou-

(a) Le dispositif de cet arrêt a de quoi surprendre. Car, d'un côté, il met les appellations au néant, & de l'autre côté il décharge Madame de Boisgrolleau de l'amende, exigible contre tout appellant qui succombe, & qu'elle avoit encourue. Enfin il la condamne, & il n'adjuge pas contre elle à ses adversaires les dépens qui font la peine du téméraire plaideur.

tumier la Métairie de la Barilliere, & la moitié de tous les propres dont son défunt mari étoit saisi à son décès.

2°. A lui fournir l'habitation selon sa qualité en une des maisons dépendantes de la succession.

3°. A lui payer & rapporter les fruits de cette même habitation & de son douaire depuis le 4 Février 1624 jusqu'au jour de son exploit d'assignation.

4°. A lui payer & rembourser, 1°. la somme de 312 livres qu'elle avoit payé le 22 Décembre 1622 au nommé Buffy pour le retrait du lieu de la Barilliere, 2°. les lods & ventes du contrat de vente du lieu de la Barilliere qui lui avoient été donnés le 11 Février 1624; 3°. 40 livres pour la réfection qu'elle avoit fait à ses dépens le 21 Juin 1624 du pignon d'une muraille de la Barilliere; 4°. 300 livres qu'elle avoit pareillement payé de ses deniers en l'acquit de son mari, le 16 Décembre 1622, & dont il lui avoit promis récompense.

5°. A lui payer & rembourser, 1°. 300 livres, 2°. 500 liv. faisant 800 liv. qu'elle avoit apporté à M. de Boisgrolleau suivant l'inventaire du 25 Mai 1622, ensemble les intérêts de toutes ces sommes au dernier 19, à compter de la date des jours de ces don, vente & acquets, jusqu'à leur parfait paiement.

Enfés de leur premier succès, les héritiers de M. de Boisgrolleau ne craignirent pas de contester les prétentions de sa

veuve. Ils soutinrent à celle-ci que l'arrêt du 22 Août 1626, ayant jugé *que sa fille n'étoit pas des œuvres de son mari*, il avoit décidé par conséquent *que sa conduite a été impudique pendant l'année de son veuvage, & qu'ainsi elle étoit privable de son douaire & de ses conventions matrimoniales, & non recevable à en faire la demande.* En même temps ils firent intervenir la veuve d'un autre M. de Cazau (a) qui adhéroit à leurs conclusions.

Néanmoins ils essuyèrent un échec qu'ils n'avoient pas prévu. Le 8 Juin 1630 le Sénéchal d'Angers, sans s'arrêter à l'intervention, adjugea à Madame de Boisgrolleau les cinq chefs de son exploit d'assignation, excepté, en ce qui touchoit les intérêts de ces sommes, sur quoi, ainsi que sur le surplus des demandes, il mit les parties hors de cour & de procès.

La sentence du 8 Juin 1630 mécontenta également toutes les parties. Madame de Boisgrolleau en appella le 16 Juillet 1630, & ses adversaires le 17 Septembre suivant.

Cependant Mademoiselle de Boisgrolleau n'avoit pas encore atteint sa septième année, & sa mere la fit intervenir dans cet appel sous l'autorité d'un Curateur par requête du 39 Mai 1631. Encouragée elle-même par la victoire qu'elle venoit de remporter devant le Sénéchal d'Angers, elle

(a) Catherine du Vouba, veuve de Charles de Villedeneuve, Sieur de Cazau.

prit requête civile le 30 Janvier 1632 contre l'arrêt du Parlement du 22 Août 1626.

Sur sa demande en entérinement de sa requête civile, & sur les défenses des héritiers de M. de Boisgrolleau, un arrêt du 14 Février 1632 appointa les parties au Conseil & joignit aux appels.

Madame de Boisgrolleau & sa fille ne languirent pas long-temps après le jugement. Le 24 Juillet suivant, la sentence du 8 Juin 1630 fut confirmée aux chefs dont la veuve de M. de Cazau & ses conjoints étoient appellants. Quant à ceux qui avoient donné lieu à l'appel de Madame de Boisgrolleau, l'arrêt, mettant *l'appellation & ce dont est appel au néant, sans amende contre M. de Cazau, émendant & corrigeant la sentence, condamna Madame de Cazau & ses conjoints à payer & rembourser à Madame de Boisgrolleau les intérêts des sommes demandées aux termes de la demande, la sentence au résidu devant sortir son plein & entier effet.*

Sur la requête d'intervention de la fille de Madame de Boisgrolleau, du 30 Mai 1631, & sur les conclusions de la mere à fin d'entérinement des lettres de requête civile du 30 Janvier 1632, ces Dames n'éprouverent pas un traitement aussi favorable. Elles furent mises toutes les deux hors de cour & de procès, sans aucuns dépens à répéter contre leurs adversaires.

Tel fut le second échec que reçut Madame de Boisgrolleau. En 1633 il sembla

que les affaires de sa fille dussent changer de face. Sa marraine, Madame de Blavon, cette parente de M. de Boisgrolleau, mourut.

Elle avoit ordonné par son testament que sa filleule, qu'elle nommoit Mademoiselle de Boisgrolleau, seroit habillée en deuil, & elle lui avoit souhaité toutes sortes de prospérités.

Au reste, Madame de Blavon n'étoit pas la seule parente de M. de Boisgrolleau qui eût pris intérêt au sort de sa veuve & de sa fille, & fut disposée à rendre justice à l'une & à l'autre. *Jeanne de Villeneuve, Dame de la Guiraudiere, sœur de feu M. de Boisgrolleau, avoit refusé de se joindre à M. des Touches. Elle avoit protesté qu'elle regarderoit toujours la fille de Madame de Boisgrolleau comme la fille de son frere aîné, & les auteurs du procès qu'on lui faisoit essuyer, en lui contestant la légitimité de sa naissance, comme des oppresseurs.*

Ces circonstances ranimerent les espérances de Madame de Boisgrolleau, & soulagerent un peu sa douleur. Elle conçut le généreux projet de faire de nouveaux efforts. Elle osa même s'en promettre le succès.

Jusqu'alors elle n'avoit appuyé la légitimité de la naissance de sa fille que sur des raisonnements de la possibilité *qu'une femme accouche à onze mois*, & autant sur sa sagesse que sur l'opinion que le public

en avoit conçu. Du reste si elle avoit articulé des faits, leur exposé avoit paru dénué de preuves.

Or, le 15 Mai 1637, voulant réparer la foiblesse de sa défense, elle se fit expédier en la Chancellerie du Palais à Paris, sous le nom de sa fille, des lettres d'*enquête d'examen à futur*, adressées au Lieutenant-Général d'Angers. Le 6 Juillet suivant, ce Magistrat reçut la déposition 1°. de la sage-emme & des personnes qui avoient été présentes lorsque Madame de Boisgrolleau avoit ressentie, le premier Novembre 1624, les douleurs de l'enfantement dont on a parlé. 2°. De la sage-femme qui, ayant été nommée d'office le 5 Décembre 1624, avoit assisté à son accouchement, avec l'autre sage-femme choisie par Madame de Boisgrolleau pour la délivrer. 3°. Des Chirurgiens qui avoient été mandés par la sage-femme de Madame de Boisgrolleau, & l'avoient délivrée par le moyen de leurs ferrements.

L'enquête fut concluante. Elle fournit à Madame de Boisgrolleau les moyens les plus victorieux en faveur de sa fille.

Alors elle fit prendre à celle-ci, le 23 Mars 1639, requête civile contre les arrêts des 22 Août 1626, & 14 Juillet 1632, sur le fondement, 1°. qu'elle n'avoit pas été défendue suffisamment, 2°. des preuves survenues par l'enquête du 6 Juillet 1637.

Cette requête fut fort bien accueillie.

Un arrêt du 28 Avril 1641 permit à Mademoiselle de Boisgrolleau *de refaire sa production & de produire les pieces qu'elle pourroit ci-après recouvrer concernant l'instance qui avoit donné lieu à l'arrêt du 22 Août 1626. Même de produire les pieces déjà produites sur l'instance de requête civile, & de prendre telles conclusions qu'elle aviseroit bon être contre la Dame de Cazau.*

Il arriva peu de temps après deux événements assez importants.

D'un côté Madame de Boisgrolleau tomba dangereusement malade. Lorsqu'elle se sentit prête à expirer, elle fit appeller M. (*Abel*) du Bois son frere, Prédicateur du Roi, & d'ailleurs homme d'une grande piété, & le reste de sa famille.

En leur présence, elle invoqua sur sa tête toute la rigueur des jugements de Dieu, qu'elle étoit sur le point de subir, si elle avoit jamais prêté la main à une imposture aussi abominable que celle de supposer un enfant à son mari, & si sa fille n'étoit pas fille légitime du feu Sieur de Boisgrolleau. Elle fit ensuite son Testament. Elle chargea l'Abbé du Bois, son frere, de l'éducation de sa fille, & elle ordonna, par une clause expresse, que pour subvenir aux frais de la continuation du procès, ses immeubles seroient aliénés, s'il en étoit besoin. Elle mourut dans ces dispositions.

D'un autre côté, peu de temps après le décès de Madame de Boisgrolleau, Madame de Cazau mit en cause Jean Guiller,

Ecuyer, Sieur de Malleture, mari & donataire de Demoiselle *Renée* de Villeneuve, Demoiselle *Marie* Espinasseau, veuve de feu *René* Bouet, vivant Ecuyer, Sieur de l'Ardiere, mere & tutrice de leurs enfants; Demoiselle *Louise* de Pouilly, veuve de *François* de Villeneuve, vivant Sieur de Cizay, mere & tutrice de leurs enfants; *Charles* de Villaury, Ecuyer, Sieur de la Galopiniere, & *François* de Villaury, Ecuyer, enfants & héritiers de *Marguerite* de Villeneuve, veuve de *François* de Villaury, Ecuyer, Sieur de la Galopiniere, qui s'étoit portée héritiere par bénéfice d'inventaire du défunt Sieur de Boisgrolleau. Elle prétendoit qu'ils avoient intérêt dans la cause, & elle concluoit expressément contre eux à ce qu'ils fussent condamnés à *intervenir en l'instance de la requête civile du 23 Mars 1639, & à se joindre à elle, tant pour faire débouter Madame de Boisgrolleau, que pour faire ordonner que l'arrêt du 22 Août 1626 seroit exécuté & demurerait en sa force & vertu; sinon & à faute de quoi ils fussent condamnés envers elle en tous les dépens, dommages & intérêts soufferts & à souffrir, & aux dépens, tant en demandant que défendant, & de la sommation.*

Pour cette opération, Madame de Cazau s'étoit fait expédier les lettres nécessaires en la Chancellerie du Palais à Paris le 13 Juillet 1643.

La cause, en cet état, fut portée à l'au-

dience de la grande Chambre le 13 Mai 1647. M. Petitpied plaida pour Mademoiselle de Boisgrolleau, & il conclut à l'entérinement des lettres de requête civile qu'elle avoit obtenues le 23 Mars 1639. Il demanda en conséquence *qu'elle fût déclarée la fille du défunt Sieur de Boisgrolleau, & qu'en cette qualité, d'un côté, elle fût maintenue & gardée en la possession & jouissance des biens qu'il avoit délaissés; & d'un autre côté, que Madame de Cazau & autres fussent condamnés à s'en dessaisir, avec restitution de fruits, dépens, dommages & intérêts.*

M. Guchery défendoit Madame de Cazau, & non-seulement il soutenoit au contraire que Mademoiselle de Boisgrolleau étoit non-recevable dans toutes ses demandes, mais de plus il concluoit à ce que Madame de Cazau fût reçue appellante de l'enquête d'examen à futur que Madame de Boisgrolleau avoit fait faire le 16 Juillet 1637, & jours suivans, en exécution de ses lettres d'examen à futur du 15 Mai précédent.

On n'alongera pas cette cause par les plaidoyers des deux Avocats. Mais voici l'extrait de celui de M. Bignon, Avocat Général, (qui portoit la parole après eux,) tel qu'il se trouve inséré dans l'arrêt.

Bignon pour le Procureur-Général du Roi a dit, *que les moyens qui ont été plaidés de la part de la demanderesse en lettres (Mademoiselle de Boisgrolleau) pour-*

roient être considérables si la cause étoit entière, & qu'il n'y eût point d'arrêt, étant certain que la naissance à onze mois n'est point impossible en la nature. Laquelle néanmoins la Cour n'a jamais voulu autoriser pour être à un terme extraordinaire. Qu'on ne propose pas aujourd'hui de nouvelles défenses, sinon qu'on rapporte une enquête composée des dépositions de quelques témoins dont la qualité & la rencontre peuvent à la vérité être remarquables. Des Chirurgiens, une sage-femme nommée d'office pour assister à l'accouchement de la défunte mere de la demanderesse (Mademoiselle de Boisgrolleau.) Mais que pour éluder la force, la défenderesse (Madame de Cazau) en avoit interjetté appel sur le barreau, comme y ayant quelque chose à redire en la forme. Qu'on s'est fort arrêté à une prétendue supposition d'enfant par la défunte Jacqueline du Bois, pendant son mariage avec ledit défunt Sieur de Villeneuve, qui ne méritoit pas d'entrer en considération; étant certain que la Dame du Bois a toujours vécu dans l'honneur & la pudeur du mariage, sans que, pendant icelui ni depuis, sa chasteté ait en quelque façon pu être soupçonnée ou révoquée en doute par l'espace de 14 ans; ce qui pourroit avoir servi de motif à la Cour pour lui adjuger son douaire. Que néanmoins comme il est obligé de s'en tenir aux regles & de déférer à l'autorité des choses jugées, il estimoit qu'il y avoit lieu de mettre sur les lettres en forme de requête civile,

civile, les parties hors de cour & de procès; & néanmoins (s'il plaisoit à la Cour par sa prudence) de conserver à la demanderesse l'honneur de la famille & le nom de Villeneuve, ensemble la succession de sa mere & autres collatérales.

Les conclusions de M. l'Avocat Général firent la plus grande impression; mais elles ne furent pas suivies. Voici le dispositif de l'arrêt qui intervint le 13 Mars 1647.

La Cour a reçu & reçoit la partie de Guichery (Madame de Cazau) appellante incidemment de l'enquête d'examen à futur, l'a tenu & tient pour bien relevé; & sur les lettres en forme de requête civile, ensemble sur ledit appel, a appointé & appointe les parties au Conseil.

La signification à Madame de Cazau des qualités de cet arrêt engendra un nouveau procès. Mademoiselle de Boisgrolleau l'avoit fait faire le 22 du même mois. Cinq jours après, c'est-à-dire le 27 Mai, Madame de Cazau en avoit fait signifier d'autres, & formé en même temps opposition à l'exécution de l'arrêt, parce que dans les qualités signifiées le 22 par Mademoiselle de Boisgrolleau, 1°. au-lieu d'y être intitulée *Renée*, soit disante de Villeneuve, elle étoit au contraire qualifiée *Renée de Villeneuve*. 2°. On avoit omis d'y comprendre les conclusions prises le 13 Juillet 1643, par Madame de Cazau contre

MM. de Malleture, de l'Ardiere, de Cizay, de la Galopiniere & autres.

Elle concluoit en conséquence à ce que faisant droit sur son opposition, 1°. les qualités de l'arrêt du 13 Mai 1647, signifiées le 22, fussent réformées.

2°. L'arrêt du 13 Mai 1647, fut délivré suivant la réformation qu'elle demandoit, ou plutôt sur les qualités qu'elle-même avoit fait signifier le 27 du même mois.

La demande de Madame de Cazau ne fit pas fortune. Elle fut appointée, à mettre, & l'arrêt contradictoire, intervenu le 13 Juillet 1647 sur cet appointé, est conçu en ces termes.

La Cour a joint & joint ladite requête de l'instance d'appointé au Conseil par arrêt du 13 Mai 1647, pour, en jugeant, y être préalablement fait droit ainsi que de raison, & sans néanmoins que les qualités desdits arrêts de appointé au Conseil du 13^e. jour de Mai précédent, puissent nuire ni préjudicier auxdites parties.

Cet incident terminé provisoirement, MM. de Malleture, de l'Ardiere, de Cizai & de la Galopiniere intervinrent en l'instance. Mademoiselle de Boisgrolleau, qui étoit devenue majeure, l'avoit reprise, le 8 Février 1651, & avoit encore engagé le combat avec Madame de Cazau & toutes les parties.

Un arrêt du 24 Mars 1651 donna le signal

de la retraite, & sépara les combattants. Mais il plaça Mademoiselle de Boisgrolleau dans l'état le plus heureux qu'elle pouvoit desirer.

La Cour, (dit cet arrêt) *sans s'arrêter à la requête de ladite de Cigny (a) audit nom, du dernier Mai 1647, & intervention de ladite de Pouilly, (b) en tant qu'elle touche l'appel de ladite enquête d'examen à futur, (c) a mis & met les parties hors de cour & de procès. Faisant droit sur lesdites lettres en forme de requête civile & icelles entérinant, a remis & remet lesdites parties en tel état qu'elles étoient auparavant lesdits arrêts des 22 Août 1626 & 24 Juillet 1632, & sur la demande de ladite Dame de Cigni aux fins de ladite commission, du 13 Juillet 1643, a condamné & condamne lesdits de Guiller (d) & consorts à contribuer chacun pour leur part & portion contingente, aux frais par elle faits en ladite instance de requête civile, le tout sans dépens.*

Les choses en cet état, Mademoiselle de Boisgrolleau s'occupa de sa victoire. Elle prépara sa défense & la mit en état. Voici l'extrait de ce qu'elle consigna dans ses écritures.

(a) C'est Madame de Cazau.

(b) C'est la Dame de Cizai.

(c) Du 6 Juillet 1637.

(d) C'est M. de Malleture.

Un procès qui dure depuis plus de vingt-six ans me réduit à la cruelle nécessité de justifier l'honnêteté de la conduite de ma mere, & d'établir que je suis la fille de son mari.

Heureusement les moyens se présentent en foule & de toutes parts en ma faveur.

D'abord j'invoque la bonne & pieuse éducation de ma mere. Personne n'ignore que cette Dame fut placée dès sa plus tendre jeunesse dans le Monastere de Saint-Sauveur à Angers, & qu'elle y demeura jusqu'à l'âge de 25 à 26 ans, date de son mariage, sous la conduite de sa tante qui en étoit la Prieure.

Aussi-tôt après le décès de son mari, ma mere s'est retirée auprès de la Prieure de Saint-Sauveur, & c'est de cet asyle de vertu que s'étant apperçue, le 23 ou 24 Février 1624, que mon pere l'avoit laissée enceinte de moi, elle en fit sa déclaration judiciaire que je produis au procès.

Mais, continuoit à dire Mademoiselle de Boisgrolleau, j'ai acquis la preuve, par l'enquête faite en exécution des lettres d'examen à futur, que ma mere avoit ressentie le jour de la Toussaint de l'année 1624, les premieres douleurs de l'enfantement.

La nature fit donc en ce temps-là tous ses efforts pour me faire naître. S'ils ont été vains, ce n'a été que parce que ma naissance avoit réuni le concours de toutes les raisons qui ont accoutumé de retarder les accouchements : comme, de ma

part, la foiblesse de mon sexe; de la part de ma mere, la mélancolie que lui avoit causé la mort inopinée de mon pere, son mari, & les persécutions qu'elle effuyoit des prétendants à sa succession; de la part de mon pere enfin, son age avancé. Il avoit soixante-deux ans lorsqu'il mourut.

M. des Touches, neveu & héritier apparent de mon pere, m'ayant cru ou supposé morte dans les entrailles de ma mere, avoit donné sa requête, le 2 Décembre 1624, au Lieutenant-Général d'Angers. Il avoit supplié ce Juge de nommer d'office une sage-femme pour assister à l'accouchement de ma mere, & ma mere avoit donné son consentement à la nomination d'une sage-femme quelconque.

En conséquence le Lieutenant-Général d'Angers avoit nommé d'office, le 5 Décembre 1624, une sage-femme à qui il avoit enjoint d'assister à l'accouchement de ma mere.

Ainsi jusqu'au 5 Décembre 1624, M. des Touches ne l'avoit pas encore accusé d'être grosse des œuvres d'un autre homme que de son mari.

Ce fut à la fin du même mois qu'elle ressentit les véritables & pressantes douleurs de l'enfantement. Or, il est constant qu'alors elle fût appeler la sage-femme nommée d'office pour assister à son accouchement.

Elle a été travaillée pendant six jours des douleurs de l'enfantement les plus cruelles & les plus extraordinaires, parce

que j'étois tournée de mon siege, & que ma foiblesse ne me permettoit pas d'aider à son travail. La sage-femme nommée d'office ne l'a pas quittée un seul instant. Ma mere, après avoir été tenue pour morte, m'a enfin donné le jour le premier Janvier 1625. J'étois toute flétrie & sans respiration. Les Chirurgiens ne m'avoient tirée à la lumiere que par violence, & ils avoient auparavant fait essuyer à ma mere les plus grands maux. Pendant tout le travail, je ne puis trop le répéter, la sage-femme nommée d'office ne l'a jamais perdue de vue. Sa sage-femme & les Chirurgiens appelés à leurs secours sont autant de témoins de la présence de cette premiere sage-femme; & tant cette derniere que les autres que je viens de nommer, réunissent leur témoignage pour la confirmation de cette vérité.

Si l'on joint à cela les considérations qui doivent se tirer de ce que j'ai été baptisée publiquement à Angers le lendemain de ma naissance; que ç'a été M. l'Abbé de Bonchamp, Chanoine de l'Eglise d'Angers, parent de mon pere, & Madame de Blavon, veuve du Doyen des Conseillers au Parlement de Bretagne, également parente de mon pere, qui ont été mes parrain & marraine, & qu'ils m'ont imposé le nom de *Renée* qui étoit celui du mari de ma mere; si l'on y joint encore cette derniere considération, que dans toutes ces opérations, non-seulement M. des Touches, qui savoit

l'accouchement de ma mère, & par conséquent ma naissance, est resté tranquille, & qu'il n'a pas fait signifier, soit avant, soit après mon baptême, les protestations ordinaires, en pareil cas, c'est-à-dire, avant le baptême, *qu'il s'opposoit & empêchoit que je fusse baptisée sous le nom du mari de ma mère*, & après le baptême, *qu'il protestoit que les qualités à moi données dans l'acte de mon baptême ne pourroient lui nuire, ni préjudicier, ni m'attribuer plus de droit & de qualité qu'il ne m'en appartenoit*; mais de plus, qu'il a approuvé par son silence & son inaction, pendant quatre mois, ce qui a été fait le 2 Janvier 1625: il en résultera qu'il étoit absolument non recevable à intenter contre ma mère & contre moi aucune action qui eût trait à lui enlever l'honneur d'une femme pudique, & à moi la légitimité de ma naissance.

Cependant M. des Touches, excité par les conseils du Sieur Gouby son beau-père, a demandé au Lieutenant-Général d'Angers, qu'il fût fait défenses à ma mère de me donner le nom de *Villeneuve*. Il l'a fait ensuite interroger sur des faits que ses réponses seules ont heureusement démontré être autant de calomnie. Enfin il a fait informer & publier contre elle des monitoires sans que ni ces informations, ni ces monitoires aient pu lui procurer aucuns témoins.

Tant de manœuvres infructueuses ont décrédité sa cause dans la Province où la

vertu de ma mere étoit très-connue. Il l'a bien senti lui-même, & il s'est avisé en conséquence de demander & d'obtenir en la Cour l'évocation du principal. Il a ensuite mandié l'intervention de quelques-uns de mes parents aussi intéressés que lui à ma perte, & ç'a été avec leur secours qu'il a soutenu en termes exprès *que j'étois née onze mois après le décès de M. de Boisgrolleau, & que par conséquent je n'étois pas sa fille.*

Dans de pareilles circonstances, non-seulement ma cause ne pouvoit être que juste ; de plus elle étoit fondée sur ce point de droit si connu, *filius est, quem nuptiæ demonstrant.*

Que s'il étoit permis de soutenir le contraire, que deviendrait l'état des hommes ?

Quant à moi je réunissois heureusement en ma faveur, avec toutes les circonstances dont j'ai parlé plus haut, non-seulement la déclaration de ma mere que je suis légitime, & l'authenticité de l'acte de mon baptême, & par conséquent la faveur de l'ordonnance de 1539, qui a ordonné que pour opérer la preuve, autant de la majorité ou de la minorité des enfants, que de leur légitimité, il seroit tenu des registres des baptêmes ; mais de plus la preuve résultante de l'enquête d'examen à futur que ma mere a fait faire le 6 Juillet 1637.

Les témoins entendus dans cette enquête sont des Chirurgiens & des sages-femmes. Les uns & les autres se sont accordés à

rendre raison du retard de l'accouchement de ma mere. Ils ont démontré la possibilité que le terme de la naissance d'un enfant soit reculé jusqu'au onzieme mois de la grossesse de sa mere. Enfin ils ont, comme de concert, déposé que, dès le premier Novembre 1624, ma mere avoit ressenti les douleurs de l'enfantement avec toutes les apparences d'un accouchement prochain, & que si, d'un côté, les forces lui manquerent pour se délivrer de moi, j'étois, d'un autre côté, trop foible & débile pour suppléer & l'aider dans son travail.

Cette enquête a été confirmée par l'arrêt du 24 Mars 1651. Ainsi c'est chose jugée, & il ne s'agit actuellement que de l'exécution de ce même arrêt.

Il est inutile, sans doute, que je rappelle ici quels étoient sur mon compte les sentimens de Madame de Blavon ma parente & ma marraine; de Madame de Blavon qui me nomma dans son testament de 1633, *filles de M. de Boisgrölleau*, qui voulut qu'on me fît porter le deuil de son décès, lorsqu'il seroit arrivé, & qui mourut en me souhaitant toutes sortes de prospérités. De ma tante de la Guiraudiere qui a toujours refusé de se joindre à M. des Touches, m'a toujours considérée comme la fille de son frere ainé, & qualifioit d'*oppression*, avec presque tous mes parents maternels, le procès qui m'étoit fait & à ma mere. Ces faits sont certains, & d'ailleurs ils sont consignés dans les pieces du procès.

Mais j'aurai toujours présent à la mémoire cet instant douloureux dans lequel je vis ma mere, ma tendre mere, prête à descendre dans le tombeau ; cet instant dans lequel ma mere, le cœur rempli d'amertume, & la mort sur les levres, sembla recueillir toutes ses forces pour *invoker sur sa tête la rigueur des jugements de Dieu qu'elle alloit subir, si elle avoit prêté la main à une imposture aussi abominable que celle de supposer un enfant à son mari, & si je n'étois pas la fille & la fille légitime de M. de Boisgrolleau.*

Quand je n'aurois pas encore tous ces titres à opposer à mes adversaires, à s'en tenir seulement aux principes de la physique, il est certain que ma naissance dans le onzieme mois de la grossesse de ma mere est dans la possibilité naturelle, légale & juridique.

En effet, il n'y point de temps déterminé pour la naissance des hommes. . .

. . . Les accouchements à sept, à dix, à onze & même à douze mois sont très-fréquents dans l'Histoire. Les astres, la diversité des tempéraments des peres & des meres, leur force ou leur foiblesse, le sexe de l'enfant, sa force ou sa foiblesse à lui-même, la vertu formatrice enfin & une infinité d'autres causes influent sur la maturité ou sur le retard des accouchements. Les garçons naissent ordinairement plutôt que les filles, parce qu'ils ont beaucoup

plus de force & davantage de chaleur que celles-ci. Les femmes qui ont une plus grande abondance de sang accouchent aussi plus promptement que celles qui en ont un moindre volume, ou qui sont épuisées par les maladies.

Ces assertions sont autant de vérités reconnues & avancées par tous les Savants & les contemplateurs de la nature.

Aristote (*a*) dit que tous les animaux ont des temps réglés pour leur formation & leur naissance. Mais les femmes, ajoute-t-il aussitôt, n'ont aucun temps fixe. Elles portent si différemment leurs enfants qu'il est impossible d'en donner des règles assurées. Toutes les femelles des animaux n'avortent qu'au commencement de la conception. Il n'en est pas ainsi des femmes, elles avortent en tout temps. Il semble que l'homme ait plus de peine à atteindre sa perfection qu'aucun autre animal, & qu'il a besoin par conséquent d'un plus grand temps pour réparer en lui le plus petit accident.

Galien (*b*) est absolument de l'opinion d'Aristote. Comme lui, il enseigne qu'il n'y a point de temps préfix pour la formation, ni pour la naissance des hommes.

Aussi, d'après ces deux maîtres de l'art *divins* de Chartres (*c*) compare-t-il la production des hommes à celle des fruits de

(*a*) Liber 7, de *natur. anim.*

(*b*) Sur le livre d'Hypoc. de *Alim.*

(*c*) Ep. 205.

la terre que la nature pousse selon la différente disposition des lieux & de l'air; qui mûrissent tantôt plutôt, tantôt plus tard, & que l'on cueille aussi-tôt qu'ils sont mûrs, sans attendre un temps déterminé.

Mais nous-mêmes, ne voyons-nous pas que, quoiqu'il ne soit point contre l'ordre connu que les femmes deviennent enceintes au-dessous de treize ans & au-dessus de cinquante, néanmoins il existe une quantité d'exemples contraires. Augenius (a) cite beaucoup de femmes qui ont accouché à huit & à neuf ans. Jean Cappel (b) dit qu'il en a vu une accoucher à l'âge de huit ans. Enfin le nombre d'autres femmes qui sont accouchées à soixante ans est égal à celui des premières qui sont accouchées à huit & à neuf.

Ainsi, quoique le neuvième mois soit le terme que l'on répute le plus ordinaire dans la nature pour la naissance des hommes, néanmoins ce terme est souvent retardé ou avancé.

Une longue expérience a appris que non-seulement des enfants nés à sept mois peuvent vivre, mais encore qu'il y en a qui n'ayant passé que cinq mois dans le ventre de leur mère, sont néanmoins parvenus jusqu'à une très-grande vieillesse. Cardan (c)

(a) Premier Régent en Médecine de l'Université de Padoue, lib. de concep.

(b) Médecin du Roi François I.

(c) Jérôme Cardan, fameux Médecin & Mathématicien, né à Paris le 24 Décembre 1501, & mort à Rome le 21 Septembre 1576.

a vu à Milan une fille âgée de dix-huit ans que sa mere n'avoit portée dans son sein que cinq mois & dix-huit jours.

Or, puisqu'il y a des enfants qui viennent à cinq mois par anticipation, pourquoi, par la raison contraire, ne seroit-il pas possible qu'une femme portât un enfant onze ou douze mois ? Pourquoi, si l'on ne trouve pas le premier cas extraordinaire, pourquoi, dis-je, s'étonner du second ? Est-ce qu'en suivant même l'ordre naturel des choses, on n'emploie pas plus de temps pour produire un ouvrage parfait, que pour en produire un moins parfait ? Est-ce qu'en raisonnant ainsi de toutes les choses connues, on ne doit pas raisonner de même de la naissance de l'homme, qui est un ouvrage extrêmement parfait, quoique le mécanisme nous en soit inconnu ?

Deux Auteurs célèbres ont écrit que Gracchus a été ainsi appelé à *Gerendo*, parce que sa mere l'avoit porté onze mois. Gentilis, grand Médecin, consulté par Cynus, habile Jurisconsulte, sur les naissances tardives ou prématurées, lui répondit qu'il y avoit eu des femmes qui étoient accouchées dans le douzieme mois, & il cita Barthole (a) comme son autorité.

Avicenne (b) parle d'un enfant né à onze mois. Mais *Jacobus Fontanus*, célèbre Médecin, non-seulement parlant de son chef,

(a) *Ad. leg. gal. ff. de liber. & posthumis.*

(b) *Lib. animalibus, cap. 5.*

mais de plus s'étayant des décisions de l'Ecole de Médecine de Montpellier, a écrit qu'il s'est trouvé des femmes qui ont accouché à onze, seize, vingt & vingt-quatre mois.

Skenckius (a) a adopté le sentiment de tous ces Auteurs, & il y a ajouté, en rapportant de lui-même l'exemple de cette femme accouchée dans le dix-huitième mois de sa grossesse, de cette grossesse étonnante enfin dont le Parlement de Rouen a cru devoir tenir registre.

Il est vrai qu'Hypocrate, le plus sévère de tous les Médecins, a pensé que les enfants nés à huit mois ne pouvoient pas vivre. Mais son opinion a été contredite par Aristote, qui a prouvé le contraire dans les enfants nés à sept mois.

Il a également soutenu que lorsque les femmes disent qu'elles portent leurs enfants neuf, dix & onze mois, non-seulement elles ne disoient rien d'extraordinaire, mais que c'étoit l'opinion commune de Pline, de Plutarque, d'Averroës & d'Albert le Grand, qui tous ont fixé le terme ordinaire de l'accouchement depuis sept mois jusqu'à onze mois, & ont été approuvés par MM. Riolan & du Laurent.

Mais en écartant encore l'autorité de ces derniers, combien n'y a-t-il pas d'autres Auteurs qui ont démontré que pour la perfection de l'enfant, il étoit nécessaire qu'il restât trois cents jours comptés dans

(a) *Lib. de partu in decimo & undecimo mense.*

le sein de sa mere. Ces trois cents jours font dix mois de vingt-neuf & trente jours alternativement, comme Hypocrate & les autres Anciens les comptoient, & encore cinq jours en sus; & ce nombre a toujours paru être le plus ordinaire. Salomon (a) s'écrie *qu'il a été, comme les autres hommes, fait de chair dans le ventre de sa mere, & qu'il y a été l'espace de dix mois.* (b)

Telle a été, & telle est donc encore, pour ainsi dire, l'opinion générale des Médecins & des gens de l'art.

Que si nous consultons ensuite les Jurisconsultes, que d'exemples, que de jugements qui ont décidé la question en ma faveur. Le Prêteur Papyrius envoya un enfant, né treize mois après le décès de son pere, en possession de ses biens. (c)

L'Empereur Adrien déclara légitime un enfant, né comme moi, onze mois après le décès de son pere; & il se fondeoit, comme je le fais, autant sur la bonne réputation de la mere, que sur l'avis des Médecins.

Godefroy (d) dit qu'il a vu dans sa maison des Chappes une veuve qui n'accoucha que dix-neuf mois après le décès de son mari, & dont l'enfant fut néanmoins déclaré légitime à cause de l'intégrité de la mere, à qui les héritiers collatéraux étoient dans l'impuissance de rien reprocher.

(a) Livre de la sagesse, cap. VIII.

(b) *Decem mensium tempore, coagulatus sum in sanguine ex semine hominis.*

(c) *Bonorum possessionem dedit partui tredecim mensium.*

(d) Note sur la Nouvelle 39.

Chopin (a) a vu adjuger une demande en retrait lignager, à un enfant qui l'avoit formée dès le ventre de sa mere, & qui néanmoins n'étoit né que onze mois après cette demande.

Enfin la Cour a déclaré légitime une fille, née comme moi, onze mois entiers après que son pere parti pour un voyage d'outre mer, n'avoit plus reparu ; & elle a condamné ses adversaires aux dépens, comme ayant été les auteurs d'une oppression & d'une vexation horribles. L'arrêt (b) fut prononcé par M. Arnaud de Corbie, Premier-Président.

Voilà quels sont les véritables principes & de la matiere & de leur application à ma cause.

Il doit en résulter que le procès que j'es-
sue de la part de mes parents est une chi-
cane odieuse qu'ils ont mise en œuvre par
pure cupidité.

D'abord j'ai en ma faveur un acte de
baptême qui me donne pour pere le mari
de ma mere.

Or, en droit, l'on tient pour maxime
constante que celui-là est le pere qui est
annoncé pour tel par un légitime mariage.

Ainsi, &c.

Mais de plus ma naissance, quoique tar-
dive, est possible, & suivant l'ordre de la
nature,

(a) René Chopin, article 44 de la coutume d'An-
jou, nombre 6.

(b) Il est du 3 Février 1375.

nature, & suivant les loix. Tous les Jurisconsultes & Médecins, anciens & modernes, l'affurent, & je me flatte de l'avoir démontré.

Enfin la plus saine partie de ma famille m'a reconnue pour légitime, & a ainsi rendu hommage à la vertu de ma mere.

Combien donc n'est pas injuste l'acharnement de mes adversaires. Combien ne sont pas calomnieux & outrageants à la fois, les doutes qu'ils se font, dans l'abord, permis d'élever sur l'honneur de ma mere, & qu'ils ont ensuite répandu dans le public, comme s'ils étoient certains & avérés.

Aussi espérai-je, avec la plus vive confiance, que la Cour nous rendra à toutes les deux l'honneur qu'on s'efforce de nous ravir avec autant d'acharnement que d'injustice ; & que la voix forte de l'arrêt solennel qui va intervenir, raisonnera jusques dans le tombeau de ma mere, & en consolera les tristes restes.

Madame de Cazau répondit aux moyens de Mademoiselle de Boisgrolleau. On ne rapportera pas ce qu'elle dit alors. Il suffit que l'on sache qu'elle-même avoit si peu de confiance dans sa cause, qu'elle s'occupoit seulement du soin de la traîner en longueur & d'en éloigner le jugement. En effet, d'un côté elle faisoit intervenir, les 31 Août 1652, & 30 Juin 1653, M. de la Galopiniere & Madame de Cizay. D'un autre côté elle concluoit le 17 Juin 1653, contre Mademoiselle de Boisgrolleau, à ce

qu'il fût ordonné *qu'avant de procéder au jugement de l'instance, aux termes de l'arrêt du 24 Mars 1651, elle mettroit en cause toutes les parties avec qui avoit été rendu l'arrêt du 22 Août 1626, afin d'instruire le procès avec elles.* D'autre part enfin elle avoit demandé, par une requête du 30 Avril précédent, que Madame de Cizay fût condamnée à se joindre à elle contre *Mademoiselle de Boisgrolleau, à fournir sa part des frais & à la rembourser de ceux qu'elle avoit ci-devant faits, enfin à l'acquitter de l'événement de l'instance. Sinon, & à faute de ce, qu'elle fût condamnée en tous ses dépens, dommages & intérêts.*

Mademoiselle de Boisgrolleau répondit à toutes ces différentes demandes par une requête du 21 Juillet 1653. *Elle demanda la disjonction des instances d'intervention & autres jointes à l'instance principale, & qu'il fût passé outre au jugement de cette dernière en l'état où elle se trouveroit.*

Deux arrêts contradictoires sur appointements à mettre, des 21 & 24 Juillet 1653, avoient joint à l'instance principale les interventions des 17 & 30 Juin précédent. Mais un autre arrêt contradictoire du 2 Août suivant, également sur appointement à mettre, ordonna que *dans huit jours de sa signification aux Procureurs des parties, elles mettroient en état de juger les dernières instances jointes; qu'autrement, & à faute de ce faire, ledit temps passé, elles demeureroient disjointes, & qu'il seroit procédé au*

jugement de l'instance principale, séparément, sur ce qui seroit trouvé par devers la Cour, sans forclusion ni signification de requêtes, dépens réservés.

Les dispositions de cet arrêt opérèrent l'effet que Mademoiselle de Boisgrolleau s'en étoit promis. Ses adversaires, effrayés, firent enfin paroître leurs défenses, & le procès reçut sa dernière perfection par les conclusions de M. le Procureur-Général. Elles étoient conformes à celles de Mademoiselle de Boisgrolleau.

Le jugement ne tarda pas à suivre. Il fut arrêté le 6 Septembre 1653, sur le rapport de M. Menardeau de Champré, & il est conçu en ces termes :

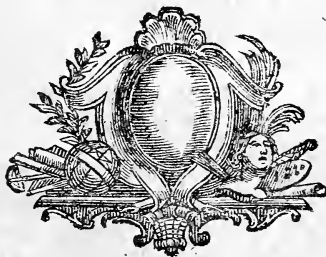
La Cour, sans s'arrêter aux interventions, a mis & met les appellations & ce dont étoit appelé, au néant : émandant, faisant droit au principal évoqué, a déclaré & déclare ladite Renée de Villeneuve fille légitime dudit défunt René de Villeneuve, Sieur de Boisgrolleau & de ladite du Bois, ses pere & mere, & en ladite qualité, l'a maintenue & gardée, maintient & garde en la propriété, possession & jouissance de tous les biens délaissés par ledit défunt René de Villeneuve, Sieur de Boisgrolleau son pere. Condamne lesdits de Cigny, Villaury & Pouilly, esdits noms, à s'en dessaisir & départir à son profit, lui en laisser la possession libre & vacue ; leur fait défenses & à tous autres, de la troubler en la possession

Et jouissance desdits biens, sans restitution de fruits. Et en conséquence, sur la demande de ladite de Cigny, a mis Et met les parties hors de cour Et de procès, le tout sans dépens. Ordonne néanmoins que les impenses Et améliorations utiles Et nécessaires, si aucunes ont été faites esdits lieux, seront rendues auxdits de Cigny, Villaury Et Pouilly. Sauf aussi à ladite de Villeneuve à se pourvoir pour les dégradations Et malversations si aucunes ont été faites dans lesdits biens; défenses au contraire; Et sans que ladite liquidation d'impenses Et améliorations puisse retarder ladite de Villeneuve d'entrer en la possession Et jouissance desdits biens. Et pour l'exécution du présent arrêt a commis Et commet le Lieutenant Général d'Angers, ou le plus ancien des Conseillers, suivant l'ordre du tableau.

Ainsi fut terminé ce fameux procès, qui, ayant commencé presque avec la naissance de Mademoiselle de Boisgrolleau, avoit duré pendant vingt-huit années, trois mois & vingt-sept jours de sa vie.

En assurant à cette Demoiselle l'honneur de sa naissance & la fortune de son pere, l'arrêt qui prononça pour elle tant de biens, a jugé en même temps qu'un enfant posthume de onze mois devoit, en certains cas, être réputé légitime, Et qu'il l'étoit effectivement. Il a de plus consacré l'opinion des Physiciens, qu'une femme peut accoucher à dix Et à onze mois.

Cette même question s'est reproduite de nos jours en *Bretagne*, & a divisé à *Paris* les plus fameux Médecins & Chirurgiens. Elle a même engagé entr'eux un combat littéraire qui a enfanté huit à dix brochures. Comme on ne voit pas que la contestation civile qui y avoit donné lieu ait été portée au Parlement de *Bretagne* sur l'appel de la sentence du premier Juge, & que d'ailleurs elle rentreroit dans la cause de *Mademoiselle de Boisgrolleau*, on a cru devoir s'abstenir de rien ajouter au peu que l'on en a dit.





C A U S E

28 Mai 1659. *Parlement de Paris, Grand'-Chambre.* D'ENTRE *Alexandre d'HALLEWIN, Chevalier, Sieur de Wailly.*

E T

Jeanne DE BLECOURT, veuve de Florimond DE MARGIVAL d'HALLEWIN, Chevalier, Seigneur des Autels Maignelets, Marquis de Maignelets, & tutrice des enfants mineurs d'elle & de son feu mari.

M. Guillaume DE LA MOIGNON, Premier-Président.

L A Maison de Hallewin a été une des plus illustres & des plus anciennes de la Province de Flandres.

Louis d'Hallewin, puîné de cette Maison, & fait prisonnier de guerre par Louis XII, s'attacha à la France. Devenu Conseiller & Chambellan de ce Prince en 1480, il fut encore fait Capitaine de Mont-Lhery. Il accompagna en Italie Charles VIII. Ce Monarque le choisit, le 5 Juillet 1495, pour être l'un des six Seigneurs de marque qui devoient avoir l'honneur de combattre le lendemain auprès de sa personne, en habits pareils au sien, & Louis d'Hallewin fit des prodiges à la bataille qui se

donna effectivement à Fornoue le 6 Juillet 1495.

De retour en France, en l'année 1512 il fut fait Gouverneur en Chef & Lieutenant-Général au Gouvernement de Picardie, & en 1517 le Roi lui donna le Bailliage & le Gouvernement des villes de Péronne, Montdidier & Roye.

Il avoit épousé *Jeanne* (a) de Ghistelle, de qui il eut *Philippe* de Hallewin, marié à *Françoise* (b) de Bourgoigne.

Philippe eut pour fils *Antoine* de Hallewin, Marquis de Piennes, qui épousa *Louise* (c) de Crevecœur. *Antoine* fut pere de *Charles*, Marquis de Piennes & de Maignelets.

Le Marquis de Piennes montra bientôt ce qu'on avoit droit d'attendre de lui. Sa valeur le fit voler de bonne heure aux combats. On l'y distinguoit par sa bravoure, & il étoit à peine sorti de l'adolescence qu'il étoit déjà couvert de blessures honorables. Il passa successivement par tous les grades militaires. Il fut d'abord Enseigne, Colonel sous M. de Châtillon, Colonel-Général des gens de guerre, à pied, François; Capitaine en Chef de deux Compagnies des gens de pied & de cent chevaux

(a) Dame d'Esklebek & de Lindingen. Elle étoit fille de *Jean* & de *Jeanne* de Bruges la Gruthuse.

(b) Dame de Ronfay. Elle étoit fille de *Philippe*, Bâtard de Nevers & de *Marie* de Roye.

(c) Veuve de *Guillaume* de Gouffier, Seigneur de Bonnavet & Amiral de France, & fille unique de *François* de Crevecœur & de *Jeanne* de Rubempré.

légers ; de quatre Compagnies de gens de pied & de cent chevaux légers ; & de cent hommes d'armes : Gouverneur du Château de Calais, Lieutenant-Général au Gouvernement de Picardie, & enfin Gouverneur en chef de la ville de Metz & du Pays Messin.

Dans tous ces emplois le Marquis de Piennes parut toujours ce qu'il étoit, c'est-à-dire, également digne de la gloire de ses ancêtres, également brave Officier, également bon serviteur du Roi.

Il avoit été blessé au Siege de Metz ; & à celui de Valence, l'effet d'une arquebusade avoit failli lui emporter la jambe. Lorsqu'on fit le Siege de Calais, à la tête de ses quatre Compagnies de gens de pied, le Marquis de Piennes s'étoit rendu maître du Château, & l'avoit défendu si vaillamment contre les Anglois, qui faisoient les plus grands efforts pour y rentrer, qu'il les avoit forcés à lui accorder une capitulation honorable. Il avoit maintenu la tranquillité dans la Picardie au milieu des troubles qui agitoient le Royaume ; & l'Etat étant obéré & menacé tout-à-la-fois d'une descente de Reistres, il avoit vendu ses terres pour le soudoiment de l'Armée qu'on opposoit à leur invasion.

Il étoit juste, ce semble, de récompenser tant de belles actions. Aussi, dès qu'il fut devenu le mari d'*Anne* de (a) Chabot,

(a) Fille de *Philippe* & de *Françoise* de Longwy, *Philippe* de Chabot étoit Seigneur de Brion & Amis
271 de France,

le Marquis de Piennes vit-il sa terre de Maignelets érigée en Marquisat par lettres patentes du mois de Décembre 1565, enrégistrées au Parlement à Paris, le 14 Août 1566.

Par la suite, la ligne masculine des aînés de la Maison d'Hallewin, en Flandres, étant éteinte, il en devint le Chef & l'aîné. Il souhaita alors de transférer le nom de la Ville de Hallewin sur une de ses terres en France. Henri III approuva ce dessein. Il fit plus, par un Edit, enrégistré au Parlement à Paris, le 29 Février 1588, il décora le Marquisat de Maignelets des titres & qualité de *Duché* sous le nom d'*Hallewin*. Il y attacha la dignité de *Pair de France* en sa faveur & d'*Anne de Chabot* son épouse, à la charge (disent les lettres) que, *défaillante la ligne masculine d'eux & de leurs descendants mâles, la qualité de Duc & Pair demeurerait supprimée...* Il transféra le titre de *Marquisat de Maignelets* sur la terre du *Tricot*, & voulut que le fils aîné du Duc d'Hallewin, & l'aîné de ses descendants, à perpétuité, portassent le nom de *Marquis de Maignelets*.

Le Duc d'Hallewin avoit eu d'*Anne de Chabot* dix enfants; cinq garçons, *Antoine, Florimond, Robert, Léonor & Charles*; & cinq filles, *Jeanne* mariée à *Philippe d'Angennes*, *Louise* à *François de Breuilly*, *Suzanne* à *Nicolas de Margival des Autels*, *Isabelle* à *Arnauld de Vil-*

leneuve , & *Anne* à *Gilles* Brulard de Genlis.

Antoine d'Hallewin ne prit point d'alliance. Il fut assassiné à Blois le 4 Mai 1581. Un laquais du Baron de Livarot , dont il avoit tué le Maître en duel , lui arracha la vie & vengea son Maître. *Robert* d'Hallewin , qui avoit épousé *Diane* du Halde , fut tué en 1587 à la Bataille de Coutras , & ne laissa point d'enfants.

Il ne restoit donc plus alors au Duc & à la Duchesse d'Hallewin que trois garçons & toujours leurs cinq filles.

Par la mort d'*Antoine* , *Florimond* devint l'ainé de ses freres & Marquis de Maignelets. Il épousa le 7 Janvier 1588 , *Claude-Marguerite* de Gondy (a) dont il eut deux enfants , *Charles* & *Anne* d'Hallewin.

En 1592 *Charles* , dernier des Fils du Duc d'Hallewin , fut tué à la Fere dont il étoit Gouverneur , & son frere *Léonor* ayant perdu la vie au Siege de Dourlens contre les Espagnols , il ne resta plus de mâles de la ligne du Duc d'Allewin que le Duc d'Hallewin lui-même & *Charles* d'Hallewin , Marquis de Maignelets & de Piennes , son petit-fils , & enfant de *Florimond* & de *Claude-Marguerite* de Gondy.

Mais le Marquis de Maignelets mourut en 1598 , & le Duc d'Hallewin , son aïeul , ne lui survécut pas long-temps ,

(a) Fille de *Albert* , Duc de Retz , Pair & Maréchal de France , & de *Catherine* de Clermont.

Ainsi *Anne* d'Hallewin, fille de *Florimond* & de *Claude-Marguerite* de Gondy resta seule, de la branche ainée.

En 1611 elle fut épousée par *Henri* Nogaret de la Valette, Comte de Candale (a) qui voulut être décoré de la dignité de Duc & Pair de France.

Le Comte & la Comtesse de Candale obtinrent de Louis XIII, au mois de Février 1611, un Edit qui confirmât l'érection & l'établissement du Duché & de la Pairie d'Hallewin. Ces titres subsistoient (b) encore dans Madame la Duchesse (c) d'Hallewin. L'Edit ordonnoit de plus, que les Duché & Pairie d'Hallewin continueroient à demeurer perpétuel en la personne du Comte, de la Comtesse de Candale & de leurs descendants mâles pour jouir par eux (d) des droits & prérogatives de Duc & Pair, tant que leur mariage subsisteroit, sans que l'on pût dire & prétendre la qualité de Duché & Pairie devoir être éteinte au décès de la Duchesse d'Hallewin (e) aïeule de

(a) *Henri* Nogaret de la Valette, fils aîné de *Jean-Louis*, Duc d'Épernon, Pair & Colonel-Général de l'Infanterie de France, & de *Marguerite* de Foix, Comtesse de Candale & d'Astarac. Il mourut à Casal, sans postérité, à l'âge de 28 ans, le 11 Février 1639.

Marguerite de Foix étoit fille héritière de *Henri* de Foix, Comte de Candale, & de *Marie* de Montmorenci.

(b) Ce sont les termes de l'Edit.

(c) *Anne* de Chabot.

(d) Comte & Comtesse de Candale.

(e) *Anne* de Chabot.

la Comtesse de Candale. Il fut enrégistré le 18 Mars 1611.

Le mariage du Comte de Candale avec *Anne d'Hallewin* ne subsista que jusques en 1619. Alors il fut rompu d'un commun accord entre eux, & la Duchesse d'Hallewin redevenue *Anne d'Hallewin*, & par conséquent maîtresse & libre de sa personne, songea aussi-tôt à se remarier. *Charles de Schomberg (a)*, Marquis d'Espinay & Comte de Durestal, l'épousa en 1620.

Ce nouveau mari prétendit bientôt qu'il ne devoit point paroître moindre en dignité que son prédécesseur. Il voulut comme lui, être *Duc & Pair de France*.

Anne d'Hallewin sollicita donc, pour *M. de Schomberg*, la grace qu'elle avoit obtenue en 1611 pour *M. de Candale*. Elle obtint que son second mari seroit *Duc d'Hallewin & Pair de France*, & les lettres en furent expédiées à Paris le 9 Décembre 1620.

En confirmant l'Edit d'érection du mois de Mai 1587, & celui du mois de Février 1611, celles du mois de Novembre 1620 ordonnoient que les qualités de Duché & Pairie continueroient à demeurer perpétuelles en la personne d'Anne d'Hallewin & de Charles de Schomberg alors son mari,

(a) Fils de *Henri de Schomberg*, Comte de Nantheuil, Chevalier des ordres du Roi, sur-Intendant Général des Finances, Gouverneur des Pays de la Lieutenant-Général en Limosin, & Capitaine de cent hommes d'armes d'ordonnance.

Henri de Schomberg avoit épousé

& leurs descendants mâles , pour jouir par eux des droits & prérogatives de Ducs & Pairs , tant qu'ils , ou l'un d'eux , vivroient ; sans que , par le décès de l'un ou de l'autre , l'on pût dire que la qualité de Duché-Pairie fût éteinte avec lui. A la charge , toutefois , qu'à défaut de ligne masculine du mariage , la suppression des Duché & Pairie auroit lieu ; après , toutefois , le décès d'Anne d'Hallewin & de Charles de Schomberg.

M. de Schomberg présenta ces lettres au Parlement & en requit l'enregistrement. Mais le premier Mari d'Anne d'Hallewin , le Comte de Candale , ou plutôt le Duc d'Hallewin , informé que M. de Schomberg les avoit obtenues , s'opposa juridiquement à ce qu'elles fussent enregistrées.

Aussi-tôt une espece de procès s'engagea entre les deux maris d'Anne d'Hallewin. D'un côté , M. de Schomberg sollicitoit fortement au Palais la vérification de ses lettres & sa réception. De son côté , M. le Duc d'Allewin détaillait dans une requête ses moyens d'opposition.

On étoit bien résolu au Parlement de ne pas avoir pour cette requête tout l'égard que M. le Duc d'Hallewin s'en promettoit. Le Cardinal de Richelieu tenoit alors les rênes de l'Administration. Ministre puissant d'un Roi foible , il osoit tout , & tout cédoit à l'empire de ses volontés. En un mot , ce Ministre à qui la France a néanmoins les plus grandes obligations , pro-

tégeoit M. de Schomberg, & n'aimoit pas M. le Duc d'Hallewin.

Aussi ce dernier n'eut-il pas assez de crédit pour empêcher la réception de M. de Schomberg.

Comme l'Edit de Février 1611, donné en faveur de M. de Candale, n'avoit pas été révoqué par celui accordé à M. de Schomberg, si le Parlement enrégistra ce dernier, par arrêt du 20 Février 1621, il laissa subsister le premier.

Ainsi M. de Candale eut le bonheur de ne pas être dépossédé. Il resta Duc d'Hallewin & Pair de France.

M. de Schomberg fut donc installé au Parlement comme Duc d'Hallewin & Pair de France, & il se trouva à la fois deux Pairs de la même & unique Pairie d'Hallewin.

Comme ces Messieurs étendoient l'esprit de Pairie jusqu'à vouloir siéger ensemble au Parlement, il fallut bientôt les régler. Un second arrêt attribua la séance au premier entré dans la grand'chambre, & l'interdit à celui qui se présenteroit le second. Ainsi fut terminé ce différend.

La Duchesse d'Hallewin ne vécut que vingt-deux ans avec M. de Schomberg. Car ayant été atteinte d'une petite vérole, dont la malignité fut supérieure à tous les remèdes de la Faculté, elle décéda à Nantheuil-le-Haudouin au mois de Novembre 1642. Son corps fut apporté à Paris & enterré aux Capucines.

N'ayant pas eu d'enfants d'aucuns de ses maris, la succession de cette Duchesse se trouvoit ouverte collatéralement, & deux personnes avoient droit d'y prétendre.

1°. *Claude Marguerite* de Gondy, veuve du Marquis de Maignelets, sa mere. 2°. *Florimond* (a) de Margival, Chevalier, Seigneur des Autels.

M. des Autels étoit fils de *Suzanne* d'Hallewin, & *Suzanne* étoit fille de *Charles*, Duc d'Hallewin, Pair de France, & d'*Anne* de Chabot. On doit se souvenir que cette *Suzanne* avoit épousé *Nicolas* de Margival, Chevalier, Seigneur des Autels.

Ainsi M. des Autels étoit cousin-germain de la Duchesse d'Hallewin.

Il paroît qu'à l'occasion de cette succession la Marquise de Maignelets & M. des Autels eurent ensemble des démêlés; qu'il étoit dû des sommes considérables à la Marquise de Maignelets par la Duchesse de Hallewin sa fille, comme héritière de *Florimond* d'Hallewin, Marquis de Maignelets son pere, & que la Marquise, depuis la mort de sa fille, s'étoit fait envoyer en possession des biens de la Maison d'Hallewin pour le paiement de ses créances.

Quoi qu'il en soit, le 7 Novembre 1643, la Marquise de Maignelets & M. des Autels transigerent ensemble sur toutes leurs prétentions. La Marquise fit remise à M. des

(a) Fils de *Nicolas* & de *Suzanne* d'Hallewin.

Autels son neveu des créances qu'elle avoit à répéter contre lui en sa qualité d'héritier de la Duchesse d'Hallewin , & elle lui abandonna même la possession de tous les biens de cette Maison. Mais elle greva sa donation d'une condition précise. Elle voulut que le fils aîné de M. des Autels portât le nom & les armes de la Maison d'Hallewin.

Après cette transaction, M. des Autels épousa *Jeanne* de Blecourt. Il en eut des enfants & mourut. Sa veuve, élue tutrice de ces mineurs , exécuta scrupuleusement la transaction du sept Novembre 1643. Elle fit porter à l'aîné de ses fils le nom & les armes d'Hallewin.

Mais en 1658 , il existoit un homme d'une branche Cadette de la Maison d'Hallewin. C'étoit *Alexandre* d'Hallewin , Chevalier , Sieur de Wailly. Il s'offensa de ce que l'aîné de la Maison de Margival portoit le nom & les armes de la Maison d'Hallewin , & se mit en devoir de l'empêcher.

Il se fit délivrer une commission en la Chancellerie du Palais à Paris , le premier Juin 1658 , pour assigner au Parlement Madame des Autels en qualité de tutrice de son fils aîné , afin d'y recevoir des défenses de le qualifier & nommer , soit directement , soit indirectement , du nom d'Hallewin , & de lui en faire porter les armes.

Madame des Autels ; assignée le 22 du même mois aux fins de la commission du premier

premier Juin, comparut sur l'exploit, & fournit des défenses. Elle soutint *que son fils, en portant le nom & les armes d'Hallewin, ne faisoit qu'obéir à la transaction du 7 Novembre 1643.* Au surplus elle demanda acte de sa déclaration, *qu'elle n'entendoit plus faire porter à son fils aîné ce nom & ces armes, & que sur le tout elle s'en rapportoit, d'ailleurs, aux lumieres & à la prudence de la Cour d'en ordonner comme elle aviseroit.*

Les défenses & la déclaration de Madame des Autels ne satisfirent pas M. de Wailly. Il voulut un jugement, & les parties se présentèrent à l'audience le 28 Mai 1659.

M. Langlois fut l'Avocat de M. de Wailly.

M. Martinet défendoit Madame des Autels, tutrice de son fils aîné.

M. (Denis) Talon portoit la parole pour le ministère public.

Les deux Avocats ne plaiderent point. Ils prirent seulement les conclusions qu'on a dit plus haut. Après quoi M. l'Avocat-Général s'étant levé, dit :

M E S S I E U R S ,

La contestation qui se présente aboutit dans un intérêt d'honneur, dans la possession du nom & des armes d'une famille illustre, autant recommandable aux personnes de naissance que les autres avantages les plus solides & les plus éclatants de la fortune.

Il est constant au fait que sous le regne du Roi Louis XII, *Louis* d'Hallewin, originaire de Flandres, passa en France & s'étant attaché au service de la Couronne, il fut établi Gouverneur de la Province de Picardie, & ensuite ses descendants se sont signalés dans les occasions importantes & ont été honorés des grandes charges de l'Etat & des premiers emplois de la guerre. Ce qui s'apprend plutôt par l'Histoire que par les titres domestiques de la famille.

En l'année 1587, le Roi Henri III, voulant élever *Charles* d'Hallewin à la dignité de Duc & Pair, les lettres patentes en furent expédiées, par lesquelles l'on changea le nom de la terre de Maignelets en celui d'Hallewin, & on l'érigea en même temps en Duché, transférant le titre de Marquisat de Maignelets sur un membre d'une terre particulière appelée le Tricot. *Charles* d'Hallewin a joui pendant sa vie de l'effet de cette érection, laquelle devoit demeurer éteinte à défaut d'hoirs mâles. Mais les cinq garçons dont il étoit le pere étant prédécédés, & *Charles*, fils de *Florimond* son fils aîné, étant décédé en bas âge, tous ses biens ont passé en la personne d'*Anne* d'Hallewin sa sœur, & dès-lors le Duché seroit demeuré absolument éteint, si le feu Roi n'en avoit continué & renouvelé l'érection, 1°. en 1612 en faveur du mariage d'*Anne* d'Hallewin avec M. de Candale; & depuis, en 1620, lorsqu'elle passa en secondes noces avec le Sieur Ma-

réchal de Schomberg, auquel la jouissance du Duché & des prérogatives qui en dépendent fut réservée pendant sa vie.

Mais *Anne* d'Hallewin étant décédée laissa deux sortes d'héritiers, savoir, la Dame Marquise de Maignelets, sa mere, & le Sieur des Autels son cousin & son héritier paternel, entre lesquels, par une transaction du 7 Novembre 1643, la Dame Marquise de Maignelets remit au Sieur des Autels des sommes considérables, & lui abandonnant la possession de tous les biens de la Maison d'Hallewin, elle oblige son fils aîné d'en porter le nom & les armes.

En l'année 1658 le Sieur de Wailly, seul mâle de la maison d'Hallewin, a fait assigner en la Cour le Sieur des Autels, & a demandé que défenses lui fussent faites de porter le nom & les armes d'une famille dont on a soutenu qu'il étoit étranger.

La Dame des Autels, en qualité de tutrice de son fils, a fourni des défenses & soutenu, qu'étant descendu en ligne directe de la Maison d'Hallewin, l'on ne devoit pas lui envier d'en porter le nom, ou du moins de le joindre à ceux de Margival & de Saint Boffan, qui sont assez illustres & assez recommandables pour ne le pas déshonorer par leur alliance, & pour lui rendre par réflexion une partie de l'éclat de la lumière qu'ils en reçoivent. Que d'ailleurs la Dame Marquise de Maignelets ayant imposé une condition honnête & licite à sa libéralité, non-seulement il

la doit exécuter , mais ne s'en peut pas départir sans ingratitude. Ce qui ne fait aucun préjudice au Sieur de Wailly , puisque le Sieur des Autels ne prétend point prendre le nom d'Hallewin seul , ni les armes pleines , mais les mêler avec celles de ses ancêtres , comme il se pratique en plusieurs maisons illustres , & que d'ailleurs il possède la terre d'Hallewin décorée , de vérité , de ce titre à perpétuité , par les lettres de son érection en Duché , mais par une clause première & séparée , de laquelle l'effet doit être perpétuel ; vu que dans la fin des mêmes lettres , lorsqu'il est fait mention de l'extinction du Duché , il n'est point parlé de la suppression du nom , lequel n'a point de relation nécessaire en l'établissement de cette dignité nouvelle. Ce qui est tellement véritable , que le Marquisat & le nom de Maignelets ont été transférés sur la terre du Tricot. Et ainsi l'on ne peut pas les faire revivre , ni ôter à la terre d'Hallewin un nom qui lui a été donné par une considération si juste , & qu'elle possède à un titre si légitime.

Le demandeur (M. de Wailly) soutient , au contraire , que les filles ne faisant point de part , & n'étant considérées que comme des ombres dans l'ordre des générations , leur nom périt en leurs personnes & ne peut passer en celles de leurs enfants ; & qu'en un mot dans l'imposition & conservation des noms , l'on considère la des-

cente en ligne. Et si ceux qui sont issus des filles avoient droit de porter le nom des familles dont ils sont originaires, par cette voie ce seroit introduire le désordre & la confusion dans les alliances, & troubler par ce moyen la police & la société civile, qui conserve aux hommes le nom de leurs ancêtres, comme une marque d'honneur aussi glorieuse que la possession du patrimoine dont ils sont héritiers.

La transaction de 1643 semble encore moins considérable, soit que la clause & la condition de porter le nom & les armes y soient insérées fortuitement, ou par affectation. Car s'il est véritable que les hommes ne peuvent donner que ce qui leur appartient, ni transférer un bien & une prérogative qu'ils ne possèdent qu'à titre précaire : de quelle sorte la Dame de Maignelets a-t-elle pu imposer cette nécessité & transmettre le droit de porter le nom d'Hallewin, n'étant pas originaire de la famille, & n'en jouissant que comme d'une lumière empruntée ? Et bien que cette pensée, pleine de piété & d'une affection conjugale, paroisse d'abord toute favorable & obligatoire entre les parties contractantes, & conforme à la disposition de la jurisprudence Romaine ; cependant à l'égard d'un tiers elle est absolument inutile, & ne peut produire aucun effet.

L'on n'ignore pas que des peres ne laissant pas d'enfants mâles, transfèrent quelquefois leurs noms aux enfants de leurs

filles, pour empêcher qu'ils ne demeurent ensevelis, & les faire revivre au siècle à venir; ce qui approche des anciennes adoptions inconnues par le droit François, & que l'on a autorisées, par cette considération qu'un pere de famille est fondé dans un droit universel de disposer *super re, familia-ve*, aussi bien du nom & des armes, que des autres biens dont il est revêtu.

Quant à la terre, il est vrai que si elle doit conserver le nom d'Hallewin, le Sieur des Autels est bien fondé à en prendre la dénomination en étant possesseur. Mais l'on soutient que ce changement de nom n'ayant été désiré que pour rendre l'érection en Duché plus solennelle, & comme un préparatif pour y parvenir, la cause de cette mutation cessant, tous ses effets s'évanouissent en même temps. Et si le changement de nom a précédé, s'il paroît compris dans une cause particuliere, s'il n'en est point fait mention dans la dernière partie des lettres qui contient l'extinction de la Pairie à défaut des mâles; il faut considérer que dans les actes publics & particuliers, les premières & dernières clauses ont une relation nécessaire; que souvent ce qui est le premier dans l'intention est le dernier dans l'exécution; en un mot que l'on n'a changé le nom de la terre que dans la vue de la revêtir d'une plus haute dignité.

Pour faire voir clairement que telle a été l'intention du Roi & des parties, c'est

que si bien l'on n'a point dit que la terre reprendroit son ancien nom , venant à perdre la qualité de Duché ; aussi on n'a point exprimé quel titre d'honneur elle pourroit posséder : & si cette terre conserve le nom d'Hallewin à perpétuité , elle l'aura sans aucune dignité annexée , n'ayant le titre de Marquisat que sous le nom de Maignelets.

Ainsi il est bien plus naturel de croire que les choses sont retournées dans leur premier état & dans l'affiette qu'elles avoient avant l'érection , qui est considérée par le défaut des mâles comme une grace qui s'est évanouie , & dont il ne reste plus aucun vestige.

En effet , le ressort des appellations , quoiqu'il ne soit pas exprimé , est retourné aux Juges ordinaires des lieux , & les appellations ne se doivent plus relever immédiatement au Parlement.

A notre égard , bien que nous ne doutions pas que le Roi n'ait pu imposer à la terre le nom d'Hallewin à perpétuité , & indépendamment de l'érection du Duché , néanmoins , comme le changement en est inséré dans le même acte qui a donné à la terre cette prérogative d'honneur , nous ne pensons pas qu'il soit juste ni bien-séant de nourrir des imaginations & des pensées , sans fondement , que l'on pourroit concevoir de faire revivre de nouveau cette dignité , parce que nous sommes persuadés que cette terre & ceux qui la pos-

sedent , doivent être satisfaits qu'elle conserve la qualité de Marquisat de Maignelets.

Dans ces circonstances & par ces considérations , nous estimons qu'il y a lieu de donner acte au Sieur des Autels de sa déclaration qu'il ne prétend point porter le nom ni les armes pleines de la Maison d'Hallewin , & d'ordonner que la terre par lui possédée ne pourra à l'avenir être appelée d'autre nom que de celui de Marquisat de Maignelets.

Ce fut en substance le plaidoyer de M. l'Avocat-Général. Mais ses conclusions ne furent pas adoptées par l'arrêt qui intervint.

Car la Cour sur la requête , a appointé les parties en droit.

On ne voit point que cette affaire ait eu aucune suite.

Fin du second Volume.







